

Nos tares politiques, tome 2

Antisémitisme de gauche, négationnisme et relativisme

«Celui qui nie la réalité d'Auschwitz est celui-là même qui serait prêt à recommencer.» (Primo Levi)

«Je ne suis ni juif ni sioniste, mais ce n'est certainement pas un crime que d'être l'un ou l'autre.» (Paul Merker, membre du BP du KPD)

Présentation

Ce deuxième volume de «Nos tares politiques» – il y en aura finalement quatre tant la matière est riche, hélas ! – continue les analyses présentées dans le numéro précédent de *Ni patrie ni frontières* (n° 42-43). Nous ne reprenons pas ici l'introduction à ces quatre numéros qui se trouve dans le tome 1.

Ce numéro est consacré à l'antisémitisme de gauche, thème que nous avons déjà abordé dans de nombreux articles de notre revue depuis 2002. Malheureusement, l'extrême gauche et le mouvement libertaire non seulement n'apprennent rien de leurs erreurs, de leurs déviations et de ce que nous appelons leurs **tares** (qui sont aussi les «nôtres» pour ceux d'entre nous qui baignent ou ont baigné dans ce milieu pendant des années), mais chaque affrontement entre Israël et le Hamas (ou le Djihad islamique), chaque bombardement meurtrier de l'Etat d'Israël, chaque crime de guerre israélien, chaque «assassinat ciblé» mis au point par Tsahal (ou le Mossad), chaque incident violent, meurtre ou attentat antisémite en France (enlèvement, torture et assassinat d'Ilan Halimi en 2006 ; meurtres antisémites commis par Mohamed Merah en 2012 ; attaques contre des synagogues et des magasins juifs en juillet 2014 à Paris et Sarcelles) montre, par ricochet, que **la plupart des groupes anarchistes, trotskystes et «ultragauches», pour ne même pas parler des altermondialistes ou du Parti de Gauche, ne comprennent rien à l'antisémitisme.**

Plus exactement ils ne veulent rien y comprendre.

Nous consacrons donc ce deuxième numéro de la série «*Nos tares politiques*» entièrement à l'antisémitisme de gauche.

Conformément à nos habitudes, nous avons inclus de nombreux textes qui nous semblent dignes d'être publiés pour nourrir la réflexion et les débats, même si les auteurs de ces articles ne font pas partie des mêmes groupes et ne s'apprécient guère. Et même si nous en sommes en désaccord avec un certain nombre d'entre eux.

Nous avons donc utilisé les sites de la CNT-AIT et de sa revue *Anarchosyndicalisme !*, de la Fédération anarchiste et de son hebdomadaire *Le Monde libertaire*, de Non Fides, des *Luftmenschen*, d'A contretemps, de Rebllyon, d'anarkismo, de Memorial 98, de progressisme.info, de brasiers et cerisiers, de Bordeaux Bordel, de Temps critiques, de l'Initiative communiste ouvrière et d'Opération Poulpe.

Nous sommes à peu près sûrs que ces militants de différentes tendances s'adressent rarement la parole et surtout nous savons avec certitude qu'ils ne discutent jamais publiquement par écrit, sinon notre revue n'aurait aucune raison d'être – ce qui serait un grand progrès !

En ce sens, *Ni patrie ni frontières* a au moins l'utilité de faire dialoguer les textes de ces différents courants entre eux, puisque les militants (et souvent les «dirigeants» de ces petits groupes) n'y voient aucun intérêt.

Pour notre part, nous restons persuadés qu'au-delà des différentes langues (souvent «de bois») employées par les militants de ces courants politiques, il existe certaines convergences utiles au combat de tous contre nos principales tares. Et aussi, bien sûr, certaines divergences qu'il faut approfondir dans l'intérêt de la clarification théorique.

Ni patrie ni frontières, août 2014

P.S. : Ce numéro contient sans doute certaines répétitions dans les articles signés Y.C., puisque les textes présentés ici ont été écrits et postés sur le Net à des époques différentes. J'ai essayé, dans la mesure du possible, de supprimer les redites, mais il en reste forcément quelques-unes. Par avance, toutes mes excuses.

Nécessaire retour en arrière : des manifs contre la guerre en Irak de 2003 aux attaques de synagogues et de magasins juifs en 2014

La polémique fait rage autour des incidents qui ont entouré la manif «pro-palestinienne» du dimanche 13 juillet 2014. Certains parlent de provocations de la LDJ (un groupe d'extrême droite juif qui défend des positions racistes contre les Arabes et est en effet tout à fait capable de provocations), d'autres d'attaques délibérées contre deux synagogues. D'autres enfin combinent les deux versions.

On trouvera trois témoignages intéressants sur i-télé, à la rubrique itele.fr/france/video/incidents-rue-de-la-roquette, d'un des organisateurs de la manif, d'un responsable de la synagogue et d'une manifestante.

Il est difficile de démêler le vrai du faux dans cette affaire, chaque partie ayant intérêt à mentir. Il est évident qu'un certain nombre de manifestants ont crié «Mort aux Juifs» et que ce type de slogans ne peut en aucun cas être justifié par les provocations de la LDJ (Ligue de défense juive). Seuls des antisémites peuvent crier «Mort aux Juifs», fussent-ils face à des Juifs d'extrême droite.

Un petit retour en arrière sur ce qui arriva lors de plusieurs manifestations en mars 2003 permet de comprendre une des sources du problème actuel. Le premier article est paru dans *Ras l'front*. Nous publions ensuite une correspondance sur un incident survenu entre l'auteur de ces lignes et un militant de la CNT, avec la réaction comique d'un représentant du Bureau confédéral de la CNT. Cet incident minuscule et ridicule est cependant bien significatif, étant donné la nature du tract que je distribuais («Dix conseils pour lutter contre l'antisémitisme et isoler les racistes») et qui est reproduit p. 15.

Ces différents incidents soulignent l'incapacité (et surtout l'absence de volonté politique) des organisateurs des manifestations de gauche et d'extrême gauche à tenir à l'écart les manifestants antisémites: de ceux qui crient des slogans antisémites ou chantent des chants religieux invitant à

tuer des Juifs à ceux qui brandissent des drapeaux d'organisations djihadistes, en passant par tous ceux qui se baladent avec des pancartes «Israël=SS», «Sharon=SS», «Le CRIF, la France ne t'appartient pas», «Sionistes=fascistes», «Israël, cesse d'inventer des excuses pour tuer. Assume ton génocide», «Sionistes, terroristes», «Arabes = Sémites ; Israël=antisémites», la reprise d'un drapeau nazi avec l'étoile de David qui remplace le svastika etc.

Mais il faut aussi ajouter tous ces gens de la gauche antisioniste qui versent de l'huile sur le feu antisémite :

– Yvan Najiels qui vante les mérites d'Alain Badiou (ce philosophe qui pense qu'il faut «oublier l'Holocauste» (cf. p. 158) pour qu'Israéliens et Palestiniens résolvent le conflit), de l'UCF-ml et de l'UJFP qui dénonce un «pouvoir CRIF-LDJ-PS», «l'antienne gouvernementale alignée sur le consensus siono-fasciste», les «opiniâtres relais de l'establishment israélien» au pouvoir, etc. Bref de la propagande nationaliste-révolutionnaire pur jus (Médiapart, 21 juillet 2014).

– Bertrand Ravenel de l'AFPS qui lui aussi, sur Oumma.TV dénonce un pouvoir aux ordres d'Israël, etc.

Comme l'écrit justement une internaute sur Facebook :

«Élément de langage: après des années passées à nier la résurgence de l'antisémitisme, après des années à répéter qu'il ne fallait rien faire contre Dieuonné, car en parler serait lui faire de la pub, la gauche radicale confrontée à l'antisémitisme violent et massif dans ses propres rangs, a trouvé son expression pour qualifier la situation : "une poignée d'énergumènes". C'est ce mot, très entendu ces derniers jours que reprend Mélenchon dans un discours halluciné et conspirationniste, où il est question du "rayon paralysant" constitué selon lui par les accusations d'antisémitisme dans ce pays.

«Energumène, à l'origine signifie "possédé par le démon", et vient d'un verbe grec traduisible par "influencer". L'étymologie n'est pas inutile pour comprendre le choix du mot dans ce contexte précis. Il est très adapté à un discours qui vise à nier toute responsabilité politique dans les attaques antisémites, à s'abstenir de toute remise en cause de son discours et de ses analyses et à présenter ceux qui passent à l'acte comme des fous au comportement incompréhensible et sans lien avec la réalité dans laquelle ils émergent et agissent, mus par une influence totalement étrangère au milieu dans lequel ils évoluent. Le diable a bon dos.»

C'est parce que l'antisémitisme est toléré dans les manifestations de gauche et d'extrême gauche, que les provocations de la LDJ sont grandement facilitées, que cette organisation d'extrême droite peut se présenter en défenseuse des Juifs, et que des petites minorités antisémites

viennent aussi dans ces manifestations car elles pourront y parader sans problème.

Nous ne croirons aux protestations indignées des organisateurs que lorsqu'ils adopteront des positions politiques claires contre l'antisémitisme de gauche. En attendant nous les considérons comme complices de ces «débordements» antisémites, même s'il est évident que nous ne pouvons en aucun cas approuver l'interdiction des manifestations de soutien à la Palestine par tel ou tel préfet.

C'est évidemment aux militants de gauche, libertaires et d'extrême gauche de faire le ménage dans leurs rangs pas aux flics, surtout quand on connaît leurs préférences politiques (leur vote pour le FN, organisation raciste et antisémite) et le passé de l'Etat français face à l'antisémitisme sous l'Occupation.

Alors à quand le Grand Ménage contre l'antisémitisme de gauche, camarades et compagnons ? Mettez-vous au boulot si vous voulez être crédibles.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, août 2014

Anatomie d'une agression

par René Monzat, *Ras l'Front*, n° 93, avril-mai 2003}

Une grave agression antisémite s'est déroulée à Paris en marge de la manif antiguerre du 22 mars dernier.

Que s'est-il passé ?

L'agression

Alors que le cortège emprunte le boulevard Beaumarchais, un petit groupe court sur le trottoir, criant «Où sont les juifs ?», s'en prenant à des militants de l'association Hachomer Hatzair qui regardent passer le cortège «à cause» de la kippa que porte l'un d'entre eux. Ils se replient vers le local d'Hachomer à quelques dizaines de mètres dans la rue Saint-Claude, où sont réunis 150 enfants et ados de 6 à 16 ans.

Les agresseurs les suivent, les attaquant à plusieurs reprises à coups de bâton. Les incidents durent plusieurs minutes. Deux militants de 18 et 25 ans doivent être hospitalisés.

Plusieurs incidents antisémites, moins graves, se sont déroulés en marge de cortèges antiguerre ou pour les droits des Palestiniens depuis plus d'un an. Voir à ce sujet les articles de Karl Laske dans *Libération*.

Y a-t-il eu attaque du Betar ou de la Ligue de Défense Juive ?

Le bruit a circulé qu'un commando du Betar ou de la LDJ (extrême droite sioniste) avait attaqué le cortège. Il est sans fondement. Le Betar est exsangue à Paris. Les commandos qui ont attaqué plusieurs réunions sont composés de membres de la Ligue de Défense Juive se réclamant du mouvement Kach, interdit en Israël pour racisme. Ils sont venus tourner autour d'autres manifs du même genre, mais pas de celle du 22 mars.

Qui sont les agressés ?

Des militants et militantes du mouvement sioniste de gauche Hachomer Hatzair.

Né il y a 90 ans en Galice, ce mouvement de jeunesse s'est longtemps réclamé du marxisme. Il a fourni de nombreux cadres à l'extrême gauche ou à Shalom Archav (la Paix Maintenant).

Il pense certes pis que pendre de l'OLP et de Yasser Arafat, mais n'a jamais fait de concessions sur le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat et veut que Jérusalem devienne la capitale des deux Etats.

Il participe à la «Coalition pour la paix» et mène campagne dans ce cadre pour le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés, et pour le démantèlement des colonies. Il a participé à la manifestation anti Le Pen du 1^{er} Mai 2002. A cette occasion, ses militants arboraient l'autocollant Ras l'Front.

Quelle est la nature de l'agression ?

Une agression antisémite délibérée, déclenchée parce qu'un des militants portait une kippa, dont la signification est strictement religieuse.

Qui sont les agresseurs ?

En premier lieu de jeunes loubards qui se disent musulmans et crient «Jihad», mais dont une bonne partie ne comprend pas un traître mot d'arabe et n'a manifestement jamais ouvert un exemplaire du Coran. Ils circulent le long des cortèges en collectionnant les autocollants de différentes organisations.

En second lieu de petits noyaux politiques de groupes islamistes. Ils ne sont pas forcément les mêmes d'une manifestation à l'autre. Leur caractère islamiste apparaît dans leur propension à scander Allah Akbar, et à réciter ostensiblement la prière à la fin des manifs. Ces groupes d'une dizaine à quelques dizaines de personnes cherchent souvent à instrumentaliser les loubards. Ils occupent de petits segments de cortèges et suivent un animateur qui dispose d'un porte-voix, mais n'arborent aucune banderole. Il y a un an, certains de ces groupes se signalaient par des drapeaux du Hamas ou du Hezbollah, et ne sont pas revenus depuis, suite à des «explications» avec le SO des manifs.

Autant les jeunes antisémites se caractérisent par leur impulsivité, autant les groupes islamistes montrent parfois une véritable maîtrise technique de la manipulation de cortèges. Ainsi, le 6 avril 2002, des militants munis d'oreillettes, arrivent à la hauteur de telle ou telle bande de «loubards», se mettent à courir en criant «Le Betar arrive !». Arrivés à la hauteur des groupes du Hezbollah (dont un des cadres libanais était présent ce jour-là) ou de porteurs de drapeaux verts du Hamas, ils s'évanouissent dans la nature. Plus question du Betar, mais les islamistes ont renforcé leur cortège.

Dans d'autres cas, ils ont tenté d'imposer leurs propres slogans au cortège des comités Palestine. Ils se sont insinués entre la camionnette et le premier rang, «improvisé» un sit-in pour éloigner la camionnette et couvrir les slogans décidés par la coordination.

La bande vidéo rendue publique sur le site de Digi-Press permet de reconnaître rue Saint-Claude des membres de ces deux types de groupes : jeunes loubards et militants plus âgés. Les militants et militantes du Hachomer ont remarqué parmi leurs agresseurs des gens du même âge qu'eux (une vingtaine d'années) et d'autres, souligne une militante «de l'âge de mon père»

Les réactions

La condamnation des organisateurs de la manifestation a été claire et sans équivoque. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, et celui du III^e, Pierre Aidenbaum, sont venus assurer le Hachomer de leur indignation et de leur solidarité.

Qu'est-ce qui a rendu l'agression possible ?

Les organisations qui ont appelé à la manifestation n'arrivent pas à assurer collectivement le contrôle politique et militant des cortèges. Il est géré segment par segment. La difficulté augmente avec la disproportion entre le noyau militant d'une structure et les centaines voire milliers de personnes qui se joignent, le jour venu, au cortège.

Les organisateurs ont-ils une politique pour prévenir des dérapages ou incidents ?

Un dispositif a été mis au point par les organisateurs de la manif suivante, du 29 mars, durant une réunion au siège du Hachomer Hatzair. Avec une efficacité limitée.

Une structure comme la Coordination des Comités Palestine définit une orientation et arrive globalement à la tenir malgré une expansion fulgurante. En revanche le happening organisé place Denfert-Rochereau, en fin de manif par une des camionnettes d'Agir Contre la Guerre, donnait le micro à qui voulait le prendre. On a ainsi entendu successivement des invocations religieuses aux martyrs, au Jihad, et au soutien d'Allah contre les juifs, le tout en arabe, puis le représentant de l'Union Juive Française pour la Paix.

Par ailleurs les auteurs devront rendre compte de leur participation à l'agression devant les tribunaux. Et cette affaire ne sera pas enterrée.

Une polémique secondaire est due au fait que les incidents ont éclaté non loin du cortège de la Capjpo. (Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient.)

La CAPJPO est elle auteur de l'agression ? La CAPJPO milite pour deux Etats et affirme lutter contre l'antisémitisme. Soupçonner la direction de cette structure d'avoir fomenté une agression antisémite est absurde.

Des gens portant l'autocollant de la CAPJPO y ont-ils participé ?

L'agression aurait pu se déclencher à la hauteur d'un autre segment du cortège. La CAPJPO ne dispose pas d'un vrai SO permanent. N'importe qui pouvait manifester dans son cortège sans pour autant y militer habituellement.

Que dit la CAPJPO de cette agression ?

Les trois communiqués rédigés par la direction de cette organisation montrent qu'elle n'a rien compris aux faits ni au sens de ce qui s'est passé.

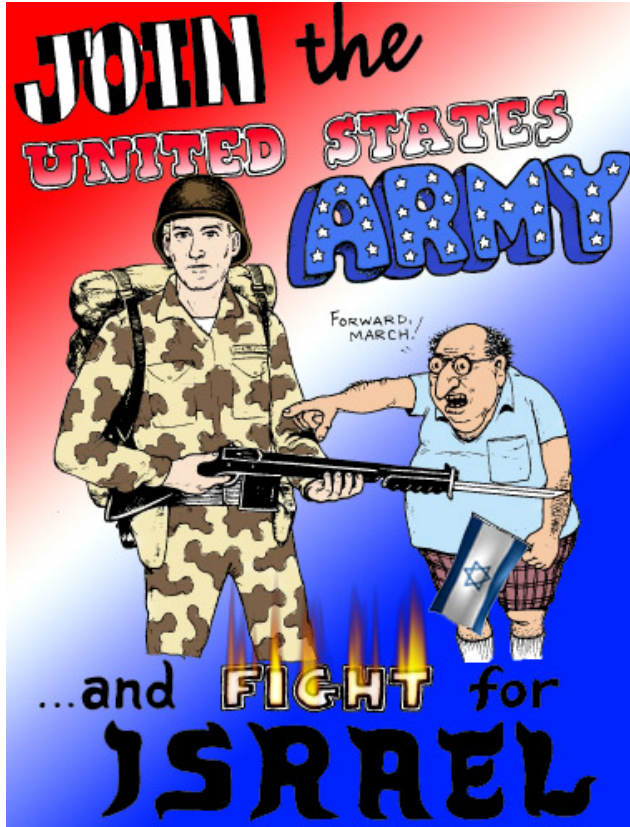
En effet le premier communiqué est titré «nouvelle agression et provocation sharonienne». Il évoque un commando d'une vingtaine de personnes armées du matériel habituel de la LDJ, commando qui n'a jamais existé.

De toute façon, une telle attaque du cortège par un commando de la LDJ aurait justifié une réaction du SO, mais en aucun cas un déchaînement antisémite.

Nulle part ces communiqués ne décrivent l'agression antisémite pour ce qu'elle a été.

En d'autres termes les communiqués semblent excuser, et de ce fait couvrir après coup(s) l'agression qui a été commise. Samedi 29 mars, le rédacteur du communiqué reconnaissait, oralement, s'être «trompé» dans la relation des faits.

René Monzat



Affiche d'extrême droite: «Engage-toi dans l'armée américaine afin de combattre pour Israël», tout à fait conforme au contenu de l'article et du livre sur le «lobby israélien», écrits par deux universitaires conservateurs de Harvard, Mearsheimer et Walt, encensés par tous les antisionistes de gauche et publiés aux Editions La Découverte.

Lettre ouverte

à la CNT-Vignoles

Pour ceux qui l'ignorent, il existe trois CNT en France. La CNT-AIT, la CNT 2^e UR et la CNT-Vignoles. LA LETTRE OUVERTE CI-DESSOUS NE CONCERNE DONC QUE LA CNT VIGNOLES et bien sûr pas les deux autres organisations portant le même nom. Ce texte, écrit à chaud le jour même de la manif, se caractérise par un ton agressif et peu diplomatique, ton qui a pu gêner certains des camarades de la CNT qui m'ont exprimé leur désaccord avec ce type de méthodes. Néanmoins, la réponse de J. du Bureau confédéral montre, à mon avis, que nous ne partageons pas vraiment la même conception de ce qu'il est convenu d'appeler la «démocratie ouvrière». Ce qui augure mal de l'avenir...

J'ai diffusé le tract ci-joint (1), contenant un texte écrit par des militants libertaires néerlandais et deux petits textes écrits par moi contre tous les nationalismes et sur le mot d'ordre ambigu de la «destruction de l'Etat d'Israël», ce qui m'a valu d'être menacé («T'as pas intérêt à diffuser ce tract près de notre cortège, casse-toi», etc.) puis frappé par un militant de la CNT Vignoles quand je lui ai dit qu'il avait des méthodes anarcho-stalinienne. Ce militant revenait de Palestine où il aurait, paraît-il, vu des camps. Quels camps ? Mystère. Si c'est des camps de réfugiés, c'est pas vraiment un scoop. Si c'est des camps d'extermination (ce que ce monsieur n'a pas eu le courage de dire), alors là j'aimerais savoir combien d'anarchistes de la CNT sont allés faire du tourisme révolutionnaire à Buchenwald ou à Auschwitz et en sont revenus vivants ! Allez, «camarades» après vous être attaqué aux vieillards cacochymes du Mouvement des citoyens voilà maintenant que l'un de vous s'en prend à un militant isolé qui signe ses tracts de son nom et ne se cache pas derrière le confortable anonymat d'une organisation. Continuez comme cela, vous êtes sur la bonne voie !

Yves Coleman, 29/3/2003

1. Les textes du tract étaient repris de *Ni patrie ni frontières* n° 3 : il s'agissait de «Dix façons de lutter contre l'antisémitisme et d'isoler les racistes» (cf. p. 14-18) et de «Que faut-il entendre par destruction d'Israël ?»

Réponse du Bureau Confédéral de la CNT -Vignoles

De : Bureau Confédéral CNT

Date : dimanche 30 mars 2003 20:20

Objet : Fw : Lettre ouverte suite à une agression par l'un de vos militants à la manif«antiguerre»

Bonjour,

C'est assez difficile de répondre à votre lettre car non seulement nous ne sommes pas sur place ; le bureau confédéral est sur Bordeaux, mais nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi avec un tract qui est plus qu'ambigu sur Israël (demandez aux parents de la militante pacifique assassinée ce qu'ils pensent de l'Etat d'Israël et si l'on ne confond pas le peuple avec l'Etat la plupart ont voté pour ce gouvernement qui écrase les Palestiniens) vous vouliez par force le distribuer dans notre cortège sur l'incident entre vous et un de nos militants nous ne pouvons vous répondre n'étant pas présents. Salutations syndicalistes.

Pour le Bureau confédéral : J.



Plus fort que Spiderman et Batman réunis ! Comment j'ai distribué «par force» un tract contre l'antisémitisme dans le cortège de la CNT-Vignoles



La réponse ci-dessus a un côté comique et un côté tragique. Commençons par le côté marrant.

Selon mon interlocuteur, j'aurais voulu distribuer «par force» un tract à une centaine de militants de la CNT-Vignoles ! Pour l'information des lecteurs, je ne me tenais pas dans le cortège mais tantôt sur les côtés à deux ou trois mètres du cortège, tantôt derrière car beaucoup de gens passaient à droite et à gauche desdits manifestants qui constituaient un groupe assez clairsemé. Pourquoi m'étais-je placé là ? Parce que j'étais plutôt d'accord avec les slogans lancés et qu'il me semblait me trouver en terrain plus «amical» que parmi les staliniens ou les nationalistes de tout poil. Mais peut-être me suis-je trompé ? En effet, le cortège est passé devant de nombreuses personnes qui brandissaient le portrait de Saddam, boucher du peuple irakien, mais cela n'a pas déclenché la moindre intervention du moindre militant de la CNT. Curieux, non pour des gens qui criaient «Ni Bush ni Saddam» ?

De plus, il me semble assez comique d'être obligé d'expliquer à des militants qui se réclament de la suppression de la propriété privée que la rue appartient à tout le monde. Faudra-t-il demain, en plus de la demande d'autorisation à la préfecture de police, demander une autorisation de diffusion de tracts à la CNT-Vignoles ? Ça promet. Les bolcheviks, à côté, passeraient pour de grands démocrates.

Passons maintenant au côté sinistre de la réponse. J. m'explique que je devrais «demander aux parents de la militante pacifique assassinée ce qu'ils pensent de l'Etat d'Israël». Et si je demandais aux parents de tous les passants israéliens victimes d'attentats suicides, aux habitants de kibboutz,

aux parents des enfants et bébés juifs assassinés ou égorgés par les commandos palestiniens ce qu'ils pensent du Hamas, du Jihad islamique, voire de tous les Palestiniens, je n'obtiendrais sans doute pas des réponses très positives. Non seulement cet argument ne me semble pas sérieux mais il n'a rien à voir avec une démarche révolutionnaire.

En Israël/Palestine, soutenir un groupe d'assassins (l'armée israélienne) contre un autre (l'OLP ou les groupes islamistes), ou vice versa, ne peut mener qu'à l'impasse.. Le terrorisme de l'armée israélienne n'a rien à envier au terrorisme des groupes islamistes. Et défendre le peuple palestinien, ce n'est pas cautionner leurs oppresseurs palestiniens.

Mais venons-en au cœur du problème : J. écrit d'un côté qu'il «ne confond pas le peuple» (israélien) «avec l'Etat» mais en même temps que «la plupart» (des Israéliens) «ont voté pour ce gouvernement qui écrase les Palestiniens». Tout d'abord le dernier gouvernement Sharon ne représente pas «la plupart» des Israéliens mais moins de 50%. Mais admettons ce raisonnement qui était de toute façon valable pour les gouvernements d'union nationale précédents où cohabitaient entre autres le Likoud et le Parti travailliste. Que fait-on lorsque, dans un système officiellement démocratique, la majorité, voire la totalité de la population vote pour des dirigeants qui oppriment un autre peuple ?

Telle est la vraie question. Il me semble que l'on doit tout faire des deux côtés pour dénoncer le nationalisme et le racisme qui dressent les peuples l'un contre l'autre. Que l'on doit proposer des solutions intermédiaires («Deux peuples, deux États») et des solutions à long terme (la révolution socialiste). Mais pour cela évidemment cela suppose de s'opposer aux préjugés racistes et antisémites, au racisme anti-arabes comme au racisme anti-juifs. Cela suppose de chercher sur le terrain ceux qui, parmi les Palestiniens et les Israéliens, ont de véritables positions révolutionnaires ou sont au moins prêts à mettre fin à la fois au colonialisme israélien comme au terrorisme palestinien. Et c'est sacrément plus compliqué et difficile que de se dire vaguement «solidaire du peuple palestinien» aux côtés de tous les nationalistes, intégristes et ennemis de la classe ouvrière et des peuples arabes !

Y.C., 30/03/2003

Introduction aux «Dix conseils...»

Le texte suivant (*Dix conseils pour éviter quelques pièges antisémites*) a été écrit à la suite d'une manifestation pro-palestinienne et antisémite qui s'est déroulée à Amsterdam en 2002 et a donné lieu à des ratonnades anti-juives. Je ne partage pas toutes les positions qui y sont exprimées, ni surtout certaines formulations ambiguës, mais il me semble que ce texte a le mérite de mettre les pieds dans le plat.

Ayant fait circuler ce texte à quelques amis avant de le publier dans *Ni patrie ni frontières*, j'ai reçu un certain nombre de critiques que j'ai transmises aux auteurs. Cela a permis à Eric, l'un d'eux, de me fournir quelques précisions utiles sur l'objectif de ce texte et aussi sur la situation aux Pays-Bas (Y.C.)

PRÉCISIONS D'ERIC KREBBERS

«Ceux qui considèrent que cet article ne contribue pas à une analyse plus claire de la situation au Moyen-Orient ont raison. Car tel n'était pas notre objectif. Nous avons écrit ce texte pour nourrir la discussion sur l'antisémitisme dans le mouvement de solidarité néerlandais avec la Palestine. (...) Il existe sans doute une différence entre les discussions dans nos deux pays. Ici, aux Pays-Bas, à chaque manifestation en faveur de la Palestine ou contre la guerre, ou à d'autres occasions dans la rue, et même dans les stades de football, on entend " Hamas, Hamas, gazez tous les Juifs", au moins une fois par semaine. Récemment, certains des membres et supporters du Hamas sont partis combattre en Tchétchénie ou en Palestine. Bien sûr, ils ne vont pas gazer les Juifs, mais ils n'arrêtent pas de dire qu'ils vont le faire. De nombreux militants d'extrême gauche affirment qu'ils n'aiment pas ce slogan, mais d'un autre côté qu'ils comprennent pourquoi certaines personnes le crient. Et ces gauchistes ne prennent aucune mesure contre les gens qui crient ce slogan dans les manifestations, au contraire parfois ils vont jusqu'à le reprendre à leur compte !

Ce week-end, la direction du nouveau parti néerlandais, la Ligue Arabe Européenne (LAE) a expliqué qu'ils pensaient que ce slogan n'était «pas très efficace», mais que cela ne leur semblait pas important. C'est donc dans le cadre de cette "discussion" actuelle, où nous nous sentons assez seuls dans les milieux d'extrême gauche, que tu dois voir l'usage de l'expression "le Hamas... gazerait tous les Juifs" que nous employons dans ce texte. **Eric** (5/3/2003).»

Dix conseils pour éviter quelques pièges antisémites et isoler les racistes

Les militants qui critiquent la politique de l'Etat israélien doivent absolument éviter de reprendre à leur compte des raisonnements utilisés par les antisémites. Voici donc dix conseils pour ne pas tomber dans les pièges de l'antisémitisme, que ce soit au cours d'une discussion ou d'une manifestation, en rédigeant un article ou un tract.

1) Lorsque vous attaquez la politique du gouvernement israélien, critiquez toujours les fondamentalistes musulmans. Ne cherchez jamais à justifier les attentats-suicides.

Le Hamas, le Djihad islamique et le Hezbollah ne sont pas des mouvements de libération nationale, mais des fascistes religieux. L'antisémitisme a joué un rôle central dans l'histoire de l'islam — et du christianisme. Les fondamentalistes musulmans appellent à liquider tous les Juifs et sont donc des antisémites forcenés. Toute personne qui refuse de condamner nettement ces fascistes, que ce soit par opportunisme, au nom de l'anti-impérialisme ou pour d'autres raisons, légitime l'antisémitisme.

Toute personne qui ferme les yeux devant les attentats commis contre des civils israéliens ; tout individu qui considère que ces attentats sont, d'une façon ou d'une autre, compréhensibles ou justifiés, soutient et renforce la logique antisémite de leurs auteurs. En effet, ceux-ci considèrent que les Juifs d'Israël sont tous coupables, qu'ils soient d'accord ou non avec leur gouvernement, et ce uniquement parce qu'ils sont juifs.

2) Critiquez l'antisionisme.

Les antisionistes prétendent, à tort, que le nationalisme juif (le sionisme) serait par définition une idéologie d'extrême droite. En réalité, le sionisme comporte différents courants, dont certains sont progressistes. L'antisionisme condamne sans appel le nationalisme juif mais épouse la cause du nationalisme palestinien ou arabe. Pourtant, toutes les formes de nationalisme ont une fonction réactionnaire identique. Elles créent des mythes vantant l'unité des «nations» et cachent l'oppression des travailleurs, des femmes et de tous ceux qui ne rentrent pas dans le schéma nationaliste. Les élites se servent du nationalisme pour embrigader la population dans leur combat contre d'autres élites.

En ce sens, le nationalisme juif n'est pas fondamentalement différent du nationalisme arabe ou français. Chacun doit combattre d'abord le nationalisme dans son propre pays, et ne pas faire le jeu de ses élites en combattant le nationalisme dans d'autres pays. De plus, pour nous qui militons en Europe, il est antisémite d'affirmer que le nationalisme juif serait le principal problème actuellement au Moyen-Orient. Une solution au conflit devrait s'inspirer du principe de l'antinationalisme et soutenir toutes les initiatives communes de résistance, initiatives israélo-palestiniennes qui doivent commencer à la base.

3) N'utilisez pas n'importe comment le terme de génocide. Ne prétendez pas que Israël est l'Etat qui respecte le moins les droits de l'homme sur cette planète.

Israël fait partie des nombreux États qui portent gravement atteinte aux droits de l'homme. Beaucoup de mouvements de «libération» nationale comme l'OLP violent ces droits et continueront à le faire une fois qu'ils auront leur propre Etat. De nombreux États du Moyen-Orient, y compris la Syrie, l'Iran et l'Irak, commettent des violations massives des droits de l'homme.

Israël agit de la même façon, mais à une échelle beaucoup plus réduite — pour le moment. On ne peut donc pas l'accuser d'être l'Etat qui viole le plus les droits de l'homme sur cette planète. Les critiques unilatérales contre Israël entretiennent l'antisémitisme. De plus, le terme de génocide ne convient absolument pas pour qualifier la violence actuelle de l'Etat israélien. On ne peut comparer Jenine avec le Rwanda ou la Yougoslavie.

Enfin, Israël ne cherche pas à liquider physiquement toute la population palestinienne, contrairement aux organisations intégristes musulmanes. Si, par exemple, le Hamas avait les mains libres, il jetterait à la mer ou gazerait tous les Juifs. Enfin, il serait bon que la gauche anticapitaliste consacre davantage d'énergie à dénoncer toutes les atteintes aux droits de l'homme commises par les gouvernements européens.

4) Ne comparez jamais Israël à l'Allemagne nazie.

La Shoah est un événement historique unique. Dans l'Allemagne nazie, 6 millions de Juifs ont été systématiquement massacrés. Les comparaisons entre l'Holocauste et d'autres meurtres de masse tendent à banaliser les dimensions inimaginables et l'horreur de ce crime contre les Juifs.

Les Européens qui prétendent que la politique israélienne actuelle est identique ou comparable à la Shoah réhabilitent en fait les nazis. La diffusion d'une telle idée peut créer un espace favorable à la ré-émergence de l'extrême droite en Europe.

Et la suggestion que les Israéliens ne valent pas mieux que Hitler fournit une justification rétrospective à l'Holocauste. «Hitler en a oublié un : Sharon» tel est le slogan criminel qu'ont osé crier des milliers de

manifestants lors d'une manifestation en faveur de la Palestine, à Amsterdam, en avril 2002.

5) Ne rendez pas «les Juifs» responsables des actions de l'Etat israélien.

Il est absurde de rendre collectivement responsables d'un crime quelconque «les Juifs», «les Palestiniens» ou «les Français». Il existe toujours des contradictions énormes au sein de «chaque nation».

Israël et dans d'autres pays, de nombreux Juifs déplorent la violence de l'Etat israélien. En général, ils n'ont que peu d'influence sur cet Etat. Ceux qui prétendent que les citoyens israéliens ne protestent pas assez contre la violence de leur Etat devraient comprendre que la gauche radicale israélienne, comme l'extrême gauche dans d'autres parties du monde, est en crise.

Seul un antisémite peut exiger des Juifs d'avoir des positions politiques et morales supérieures aux autres. Ceux qui considèrent que tous les Juifs sont responsables de la violence de l'Etat israélien préparent le terrain aux antisémites qui, en Europe, agressent des Juifs dans la rue ou prennent pour cible des bâtiments juifs.

6) N'utilisez jamais de stéréotypes aux résonances antisémites.

Au cours de l'histoire, les Juifs ont subi un déluge d'accusations : tueurs d'enfants, violeurs, empoisonneurs de puits ou de rivières, banquiers et spéculateurs cupides, intellectuels lâches, etc. Lorsque le mouvement de solidarité avec la Palestine utilise de tels stéréotypes contre Israël, les effets en sont décuplés parce que l'antisémitisme est profondément enraciné dans tous les pays. Si un mouvement agit ainsi, il n'a pas sa place dans les rangs de la gauche anticapitaliste.

7) Dénoncez le mythe d'un complot pro-israélien.

On entend souvent dire qu'il existerait un complot pro-israélien dans le monde de la politique, la culture, l'économie et des médias. Il s'agit d'un thème antisémite classique. Que l'on utilise cet argument à propos de la situation française ou internationale, de telles allégations appartiennent à la tradition des Protocoles des sages de Sion. Fabriqué en 1900 par la police tsariste, ce faux prétendait que les Juifs conspiraient pour conquérir la planète. Les bandes dessinées représentaient ce complot sous la forme d'une pieuvre géante emprisonnant le monde entre ses tentacules mortelles. Aujourd'hui on entend souvent parler d'un «puissant lobby juif» qui, selon les fantasmes de certains, contrôlerait les médias et empêcherait les critiques d'Israël de s'exprimer.

8) Israël n'est pas un Etat plus — ou moins — «aberrant» que les autres.

Depuis que le nationalisme a acquis droit de cité en Europe, on a commencé à diviser l'humanité entre des «nations» différentes. Mais on a toujours affirmé que les Juifs seraient l'opposé d'une nation. En ce sens, l'antisémitisme est indissociable du nationalisme.

Dans la mythologie nationaliste, «les Juifs» représentent l'antithèse maléfique de toutes les caractéristiques «saines» d'une «nation authentique» enracinée dans un territoire. Autant on affirmait que les «peuples authentiques» puisaient leur légitimité dans le terroir auquel ils étaient liés depuis des siècles, autant les Juifs étaient condamnés à errer indéfiniment sur cette planète et à ne jamais appartenir à aucune terre.

Si l'on suit ce raisonnement, un Etat juif serait donc «anormal» par définition. C'est pourquoi, seul un antisémite peut prétendre que les Palestiniens auraient, par définition, un lien authentique avec leur terre, tandis que les Israéliens, par définition, n'en auraient pas. L'Etat israélien est tout aussi «naturel» ou «aberrant» que n'importe quel Etat.

9) Ne remettez pas en cause le droit à l'existence d'Israël.

Il est normal que les militants révolutionnaires remettent en cause l'existence de tous les États et il est logique qu'ils critiquent l'Etat dans lequel ils vivent. Les Européens qui veulent abolir d'abord l'Etat d'Israël sont prisonniers d'un raisonnement antisémite. Après tout, Israël est l'Etat où les Juifs européens qui ont survécu à la Shoah ont cherché refuge. A un moment où l'antisémitisme croît un peu partout, de nombreux Juifs considèrent que Israël est le seul endroit au monde où ils pourraient fuir les persécutions, en dernier recours. Remettre en cause le droit à l'existence de l'Etat d'Israël ne fait qu'augmenter les sentiments d'insécurité des Juifs. En Europe, la gauche anticapitaliste doit dénoncer systématiquement l'antisémitisme, pour que les Juifs se sentent en sécurité sur ce continent.

10) Ne rendez jamais Israël responsable de l'antisémitisme.

Les antisémites sont seuls responsables de l'antisémitisme. L'idéologie antisémite est profondément enracinée en Europe et dans le monde arabe. Pendant des siècles, les Juifs ont été persécutés, y compris au Moyen-Orient. Les idées, les agressions et les attentats antisémites ne sont pas provoqués par l'existence de l'Etat d'Israël ou par le conflit israélo-palestinien. Les antisémites utilisent cet argument pour excuser leurs actes criminels. Ceux qui tiennent Israël pour responsable des préjugés antisémites reprennent à leur compte un vieux cliché antisémite : «les Juifs» seraient responsables de tous les maux de la terre. Dans le même ordre d'idées, il est tout aussi absurde d'accuser le Mossad d'organiser des attentats contre des bâtiments juifs dans le Moyen-Orient ou en Europe.

(Cet article a été publié dans le journal libertaire néerlandais *De Fabel van de illegaal* n° 52/53, été 2002.)

Pourquoi le SPD et le KPD furent-ils autant désarmés face à l'antisémitisme nazi (1918-1933) ?

Avant de s'intéresser à l'antisémitisme de gauche en France aujourd'hui et à la question de l'histoire du négationnisme «à la française» (cf. le n° 46-47 de *Ni patrie ni frontières* qui paraît en même temps que celui-ci), il peut être utile de faire un petit détour par l'Allemagne des années 20 et 30, pays qui a «produit» les théoriciens marxistes les plus importants depuis plus d'un siècle et aussi connu le mouvement antisémite le plus criminel de l'Histoire – les deux phénomènes n'ayant, évidemment, aucun rapport entre eux.

S'il y a bien une période durant laquelle tous les courants marxistes ont pu tester les thèses douteuses de *La Question juive* de Karl Marx¹ ou les analyses faiblardes du «pape» de la social-démocratie allemande Karl Kautsky² sur le même sujet, c'est bien celles de l'apparition du parti nazi et de la progression de ses thèses antisémites dans les masses allemandes.

Qu'ont compris le KPD et le SPD des spécificités de l'antisémitisme nazi ? Pas grand-chose, en tout cas certainement pas sa dimension fondamentalement meurtrière, pré-génocidaire, ni même sa dimension «anti-hégémonique» pour reprendre l'expression de Moïse Postone³. Qu'ont-ils vu en Hitler ? Un bouffon, un agitateur qui se calmerait dès qu'il accéderait au pouvoir ou alors qui serait facilement renversé par une insurrection armée dirigée par le KPD, parfois aussi un «agent de Morgan et de Rothschild» (*Die Rote Fahne*, quotidien du Parti communiste allemand).

Après-guerre, le Parti communiste allemand (devenu à l'Est la SED) procéda-t-il à la moindre autocritique et revint-il sur sa sous-estimation de

¹ Thèses dont Franz Mehring disait, comme l'annonceront après lui des générations de marxistes : «cette enquête fondamentale (...) se passe de tout commentaire, car tout commentaire en affaiblirait la portée» !

² *Rasse und Judentum*, littéralement «La race et les Juifs», 1914-1921; en anglais sur le site marxists.org : *Are the Jews a race ?* Cf. notre commentaire à la fin de ce texte.

³ Cf. son interview par Martin Thomas dans ce numéro et sur le site mondialisme.org : <http://mondialisme.org/spip.php?article2117>

l'antisémitisme ? Absolument pas. Bien au contraire, il refusa d'indemniser les Juifs allemands après-guerre puisqu'ils étaient victimes du «capitalisme» et que la RDA construisait le «socialisme». La SED emboîta le pas à la campagne antisémite internationale lancée par Staline en 1952/1953 et qui se traduisit par l'exécution des principaux membres du Comité antifasciste juif soviétique en 1952 ; le procès des blouses blanches en URSS (1953) ; le procès Slansky en Tchécoslovaquie (1952), et aussi, en RDA, par un procès secret contre Paul Merker, que nous évoquerons à la fin de ce texte. Ce dirigeant du KPD ne plia ni devant le nazisme, ni devant l'antisémitisme de ses camarades «communistes», ni devant ses geôliers en Allemagne de l'Est. **Stalinien, il resta, mais antisémite jamais il ne fut...**

I- Une social-démocratie consciente de l'antisémitisme mais hésitant entre théorie du complot, croyance naïve dans les vertus de la pédagogie et crétinisme légaliste

Dans un livre consacré à l'attitude de la social-démocratie allemande face à l'antisémitisme entre les deux guerres¹, Donald L. Niewyk montre comment ce courant essentiel du plus puissant mouvement ouvrier d'Europe eut du mal à lutter contre l'antisémitisme nazi : il l'interpréta comme un «complot» des classes dominantes contre le SPD et la République de Weimar, pour le rétablissement de l'Empire, et éprouva beaucoup de difficultés à y déceler autre chose qu'une «manœuvre de division et de diversion²», selon un vieux schéma qui perdure jusqu'à aujourd'hui – y compris à l'ultragauche ou chez les anarchistes. Périodiquement, et ce jusqu'en 1933, des voix s'élevèrent dans le Parti

¹ *Socialist, Anti-Semite and Jew. German Social-Democracy Confronts the Problem of Anti-Semitism, 1918-1933* («Le socialiste, l'antisémite et le Juif. La social-démocratie allemande affronte le problème de l'antisémitisme, 1918-1933»), Louisiana State University Press, 1971. Ce livre très indulgent pour la politique social-démocrate est fondé sur une recherche détaillée dans les archives et sur des interviews de militants socialistes allemands qui ont connu cette époque. Toutes les citations de cette première partie proviennent du livre de Donald L. Niewyk sauf indication contraire.

² «Le prolétariat, expliquait une brochure du SPD en 1924, reconnaît dans l'antisémitisme religieux, économique, politique et racial, une manœuvre savamment calculée pour que les travailleurs ne s'aperçoivent pas de la haine que les fascistes éprouvent à leur égard. Les fascistes veulent que les prolétaires se focalisent plutôt sur une minorité du peuple allemand, le 1% de Juifs, et qu'ils tiennent cette minorité responsable de toute la misère et de tous les problèmes actuels.»

pour dire que *«la signification politique et sociale des idées national-racistes (völkisch) ne repose absolument pas sur l'antisémitisme (...) mais sur l'antisocialisme, c'est-à-dire la supériorité raciale des classes dominantes»* (Hermann Heller, 1931). Le fait que le Parti nazi concluait des affaires avec des capitalistes juifs, par exemple, pour acheter des uniformes, des armes, des insignes, ou que des cabinets d'avocats nazis incluait des associés juifs, les conforta dans cette vision erronée.

Puis, avec le temps, le débat dans les publications du SPD s'orienta vers d'autres directions. Ses intellectuels cherchèrent des explications relevant à la fois de la sociologie et de la psychologie collective, intéressantes au demeurant, mais ne permettant guère d'en déduire une stratégie concrète. Pour Fritz Spiegelber, les classes moyennes, particulièrement les paysans et la petite bourgeoisie traditionnelle, étaient prises entre l'enclume du Capital et le marteau du prolétariat ; comme elles étaient désorientées, les Juifs représentaient un bouc émissaire commode en temps de crise comme exutoire face à leurs angoisses existentielles. Selon Ernst Hamburger, l'antisémitisme était un ersatz de socialisme, adapté aux classes moyennes frappées par la prolétarisation, pour qui il était plus facile de s'attaquer aux capitalistes juifs qu'à tout le système capitaliste. Un autre intellectuel socialiste compara l'antisémitisme à une théorie diabolique, facile à comprendre pour ceux qui avaient une vision simpliste de la réalité, réduite à un combat entre un Dieu (l'Aryen, ou l'Allemand), et un Diable (le Juif). Un autre encore dénonçait la *«névrose»* de la petite bourgeoisie qui, face à l'approfondissement de la crise (après 1929), souffrait d'un *«stress économique»* considérable. Selon lui, cette névrose était liée à un *«complexe d'infériorité»* suite à la défaite de l'Allemagne, défaite vécue comme une défaite de la nation et de la race allemandes face à des Juifs jugés supérieurement intelligents. Les masses petites-bourgeoises en voie de prolétarisation *«étant émotionnellement et intellectuellement incapables d'évaluer leur souffrance de manière objective ou d'accepter les solutions social-démocrates, elles trouvent donc un bouc émissaire dans leurs concurrents juifs»* (Rudolf Breitscheid). Alfred Braunthal pointait, lui, vers d'autres causes que la crise : la haine de la bourgeoisie contre *«tout ce qu'elle détestait dans le monde moderne»* ; *«un romantisme politique et économique qui joue avec l'idée de retourner aux corporations et à la production artisanale du Moyen Age»*. Arthur Rosenberg voyait dans l'antisémitisme une nostalgie *«pour une société pré-industrielle où les hommes étaient mus par l'intérêt pour leur travail et un sens du devoir plutôt que par le désir de gagner de l'argent»* et pour ces gens-là les Juifs *«incarnaient le matérialisme et le libéralisme»* économique qu'ils abhorraient.

Ce déluge d'explications relevant de la sociologie et de la psychologie sociale, s'il avait le mérite d'essayer de rendre compte d'une réalité complexe, avait aussi de terribles inconvénients : il semblait évident qu'autant de tares psychologiques n'allaient pas disparaître sous l'effet de la propagande social-démocrate, de discussions paisibles ou même de débats contradictoires avec les nazis, s'il s'agissait d'une « névrose de masse ». Les diagnostics et l'ampleur de la tâche étant plutôt décourageants, cela incita le SPD à revenir à la thèse du complot antisocialiste¹ censé rétablir l'Empire et abattre la République de Weimar.

La stratégie légaliste social-démocrate trouva rapidement ses limites : le SPD organisa de multiples conférences, publia de nombreux articles et brochures pour expliquer que l'antisémitisme nazi reposait sur des mensonges éhontés : les Juifs n'avaient pas déserté en masse en 1914 ; ils n'avaient pas profité financièrement de la Première Guerre mondiale ; ils n'avaient pas asséné de « coup de couteau dans le dos de l'Allemagne » ; ils n'avaient pas négocié le traité de Versailles (pas un seul Juif ne faisait d'ailleurs partie de l'Etat-Major allemand) ; ils ne tiraient pas les ficelles de la république de Weimar, etc. Ils tentèrent de démontrer que la science ne reconnaissait aucune validité aux théories fondées sur l'existence de races, etc. Les sociaux-démocrates avaient beau répéter que les Juifs avaient été de courageux soldats pendant la Première Guerre mondiale, qu'ils avaient versé leur sang pour l'Allemagne (12 000 Juifs étaient morts au front) et étaient toujours de bons patriotes, rien n'y fit, le rouleau compresseur antisémite continua son action délétère dans les consciences des petits bourgeois et d'une partie des travailleurs, notamment les salariés des PME et les chômeurs. (Rappelons à ce propos que le KPD et le SPD ne recueillirent jamais, à eux deux, plus d'un tiers des voix des ouvriers et des employés, selon R. J. Evans, *Le Troisième Reich*, t. I, *L'avènement*, Flammarion, 2009).

Leur démarche rationaliste et légaliste échoua face à des mouvements politiques (les nazis mais aussi tous les autres courants nationaux-racistes

¹ Ce projet nazi n'avait rien d'imaginaire, évidemment. Tout comme les staliniens du KPD, les sociaux-démocrates furent réprimés très brutalement dès que les nazis parvinrent au pouvoir : en juin 1933, « *trois mille fonctionnaires sociaux-démocrates furent arrêtés dans toute l'Allemagne, maltraités torturés, jetés en prison ou des camps de concentration* » (R. J. Evans, *Le Troisième Reich*, *op. cit.*, p. 434). Et quand les militants du SPD se défendirent les armes à la main comme dans le faubourg de Köpenick à Berlin, les sections d'assaut « *rassemblèrent alors 500 sociaux-démocrates qu'elles battirent et torturèrent pendant plusieurs jours, causant la mort de 91 d'entre eux* » (*idem*).

aits «*völkisch*¹») qui savaient mobiliser habilement toutes sortes de pulsions irrationnelles², n'avaient aucun complexe à mentir, calomnier, diffamer et surtout utiliser la violence dans les rues, les manifestations, les meetings, etc.

Paralysé par son réformisme et son attachement viscéral à la domination de l'Etat, le SPD comptait sur la police et la justice pour faire le nécessaire travail d'enquête et de répression contre les éléments qu'il appelait «antirépublicains». Le Parti social-démocrate se refusa à organiser ses propres milices, et quand il forma une organisation d'autodéfense en 1924 (la Reichsbanner rassemblait trois millions de personnes en 1931 et était ouverte aux militants des autres partis centristes et démocrates !) il ne voulut évidemment pas l'armer ni écraser la peste brune dans l'œuf. Si le SPD dénonçait la violence des nazis, c'était pour expliquer qu'elle était bien supérieure à celle des révolutionnaires spartakistes de 1918 – que, eux, les sociaux-démocrates, politiciens «responsables», avaient fait emprisonner et assassiner en s'alliant avec les corps francs et l'armée !

Sur le fond, les sociaux-démocrates allemands ne prirent jamais très au sérieux les propos de Hitler, ni même le NSDAP, convaincus que si, par hasard, il arrivait au pouvoir, le parti nazi mettrait de l'eau dans son vin³. Le SPD, malgré sa longue expérience, ne réussit jamais à comprendre que le nazisme voulait mettre en œuvre une politique exterminationniste⁴ dirigée

¹ Nous avons gardé le terme *völkisch* en allemand, mais en y accolant l'expression «national-raciste». Deux définitions parmi d'autres : «forme du néo-paganisme allemand de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, raciste, anti-Lumières, hostile au rationalisme, antisémite»; et «nostalgie folklorique et raciste d'une préhistoire allemande mythifiée». Cf. ces deux explications plus détaillées: <http://www.hapoel.fr/documents-importants/george-mosse-brochure-antifascisme/> et ici : <http://tempspresents.com/2009/08/24/stephane-francoisqu%E2%80%99est-ce-que-la-revolution-conservatrice/>

² Le KPD essaya d'utiliser l'image de Thaelmann comme le NSDAP utilisait celle de Hitler, à grands coups d'affiches représentant son visage ou de brochures toutes signées par lui. En vain.

³ Ils n'étaient pas les seuls. Sollicité en 1932 par un dirigeant du Zentrum (parti qui puisait lui aussi dans l'arsenal antisémite et s'allia finalement avec Hitler), un groupe de capitalistes juifs lui répondit : «*Tout d'abord vous êtes trop pessimiste. Ensuite, que se passera-t-il de si grave si Hitler parvient au pouvoir ?*»

⁴ On trouvera de nombreuses citations de Hitler entre 1919 et 1926, puis à partir de 1939, dans lesquelles son projet exterminationniste est exposé sans la moindre ambiguïté sur le site phdn : «L'antisémitisme mortifère de

spécifiquement contre les Juifs, pas simplement contre les socialistes, les communistes ou les républicains. Comme le remarque D.L. Nywick, «*la plus grande faiblesse du SPD face à l'antisémitisme était sa réticence à croire que la plupart des antisémites haïssaient vraiment les juifs*» ; le parti avait «*tendance à minimiser la possibilité que les dirigeants nationaux-racistes (völkisch) veuillent vraiment mettre en œuvre leurs revendications les plus extrêmes – priver les Juifs de tous leurs droits civiques, les exproprier et les expulser d'Allemagne, s'ils en avaient la possibilité*».

Soucieux de ne pas apparaître comme un parti «manipulé par les Juifs» (ce dont les nazis l'accusaient), le SPD entretint des relations discrètes avec les dirigeants de la communauté juive allemande et avec des organisations bourgeoises juives, tout en rappelant sans cesse qu'un Juif, s'il voulait être cohérent, devait lutter pour l'émancipation de tous, pour la République et le socialisme, et donc refuser tout soutien aux partis conservateurs.

Jusqu'en 1933, le SPD dénonça constamment la propagande antisémite des nazis et des autres partis nationalistes. Malheureusement, enfermé dans son légalisme, il eut beau protester sur tous les tons, le cancer antisémite se répandit à toute allure dans la société allemande : les magistrats rendaient des jugements explicitement antisémites ; les policiers relâchaient les délinquants nazis ; les flics faisaient inculper des Juifs pour des meurtres commis par des nazis ; les voyous profanaient des cimetières juifs ; les universités renvoyaient des professeurs parce qu'ils étaient juifs ; des associations d'étudiants interdisaient aux juifs d'adhérer à leur organisation ; des tracts et des insignes nazis étaient distribués dans les casernes, etc.

Face à l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de Juifs en Allemagne, le SPD plaida pour un traitement humain mais temporaire de ces travailleurs, car il souhaitait surtout les aider à partir s'installer ailleurs,

Hitler» <http://www.phdn.org/histgen/hitler/declarations.html>. Nous ne citerons ici que la première : «*L'antisémitisme, fondé sur des motifs purement sentimentaux, trouvera son expression ultime sous forme de pogroms. L'antisémitisme selon la raison doit, lui, conduire au combat législatif contre les privilèges des Juifs et à l'élimination de ces privilèges (...). Son but ultime [celui de l'antisémitisme] doit, immuablement, être l'élimination des Juifs en général.*» Dès le départ, Hitler fait attention aux mots qu'il emploie : il parle d'«éloignement» (*Entfernung*) alors qu'il pense très fort «extermination» (*Vernichtung*), comme l'expliquent plusieurs historiens. On remarquera que la plupart des antisionistes de gauche, marxistes ou anarchistes, choisissent l'interprétation littérale des propos de Hitler, la plus indulgente, avant 1941, ce qui leur permet de sous-estimer la portée de l'antisémitisme, hier comme aujourd'hui.

principalement aux Etats-Unis¹, à cause du chômage régnant en Allemagne, prétendait-il.

On remarquera qu'une telle attitude légaliste face à l'immigration comme face au racisme et à l'antisémitisme, est toujours celle de la plupart des antiracistes et antifascistes actuels.

II - Le KPD, un parti «communiste» puis stalinien qui utilisait fréquemment un langage antisémite, notamment pour conquérir les masses influencées par le nationalisme et le nazisme

Olaf Kistenmacher² s'est intéressé à l'évolution de la prose du KPD et les résultats de son étude sont consternants. Le Parti communiste allemand, censé être beaucoup plus à gauche que la social-démocratie qu'il dénonça comme «social-fasciste» voire comme «fasciste» entre 1928 et 1932, tint à de nombreuses reprises un langage non seulement nationaliste mais antisémite. Comme le SPD, il crut que les nazis n'en voulaient qu'à eux-mêmes, que l'antisémitisme n'était qu'un prétexte, et que le véritable objectif du Capital était de les liquider, eux, les communistes, de liquider le mouvement ouvrier allemand, et que les Juifs seraient épargnés par les nazis voire soutiendraient le NSDAP contre les communistes.

Une telle cécité politique découlait en partie d'une réalité indéniable. Les nazis voulaient effectivement détruire le mouvement ouvrier, le KPD et le SPD qu'ils rendaient responsables de tous les maux de l'Allemagne : défaite durant la première guerre mondiale, corruption, crises économiques,

¹ Certains dirigeants du SPD se montraient aussi favorables à une émigration des *Ost-Juden* (Juifs de l'Est récemment arrivés en Allemagne) vers la Palestine mais à condition qu'il s'agisse d'un petit nombre et que les Juifs « cessent de traiter les Arabes comme des personnes inférieures ». Selon eux, la « résistance des Arabes à l'installation des Juifs n'était le fait que d'une minorité de fanatiques religieux qui seraient rapidement pacifiés ». « Pacifiés », on appréciera l'euphémisme et l'erreur d'analyse historique grossière. De fait, plus que d'un soutien unanime et enthousiaste au sionisme (rappelons que Kautsky était hostile au sionisme), c'était surtout pour le SPD une façon de se débarrasser des Juifs d'Europe de l'Est qui, selon lui, pesaient sur le marché du travail allemand.

² «From 'Judas' to 'Jewish Capital': Antisemitic Forms of Thought in the German Communist Party (KPD) in the Weimar Republic, 1918-1933» «De "Judas" au "Capital juif" : des formes de pensée antisémites dans le Parti communiste allemand sous la république de Weimar, 1918,1933» http://www.engageonline.org.uk/journal/index.php?journal_id=10&article_id=35). Toutes les citations de cette deuxième partie proviennent de cet article sauf indication contraire.

chômage, inflation, instabilité sociale et gouvernementale, etc. Donc il est indéniable que le nazisme avait pour intention de prendre pour cibles les socialistes et les communistes allemands, et cette intention se manifestait très concrètement tous les jours par des actes de violence et des meurtres. Deux exemples suffiront : 44 militants communistes furent tués en 1930, 52 en 1931 et 75 au cours des six premiers mois de 1932. Et à la fin 1933, après la prise du pouvoir de Hitler, le bilan était très lourd : 130000 militants du Parti avaient été arrêtés et 2 500 assassinés, du moins selon les chiffres du KPD.

Comme l'expliquait le dirigeant stalinien Ernst Thaelmann en 1930, le fascisme était effectivement «*le meilleur instrument de l'oppression des travailleurs*» et aussi le meilleur «*incitateur à la guerre contre l'Union soviétique*».

Mais, cette cécité vis-à-vis de l'antisémitisme provenait aussi de *La Question juive* de Marx et des écrits des théoriciens sociaux-démocrates qui les avaient formés, à commencer par Kautsky (voir notre annexe à la fin de cet article). Ils croyaient encore que l'antisémitisme n'était qu'une tactique de diversion, pour dévier la colère des travailleurs contre une minuscule partie de la classe capitaliste, sa fraction juive. Mais cette diversion, les communistes allemands y eurent eux-mêmes recours chaque fois qu'ils tentèrent de tendre la main aux travailleurs ou aux petits-bourgeois influencés par les partis nationalistes et même par les nazis.

Comme l'explique Helmut Berding dans son *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne* (Editions MSH, 1995, p. 203-204) :

«Le comportement du Parti communiste allemand (KPD) face à l'antisémitisme fut contradictoire. En théorie – son attitude était, sur ce point, comparable à celle de la social-démocratie –, il considérait l'antisémitisme d'un point de vue purement fonctionnaliste, comme un instrument de la lutte des classes. Il prétendait pour sa part, en tant que parti marxiste, être libre de tout préjugé religieux, national ou ethnique. (...). D'une part, le Parti communiste était diamétralement opposé aux partis d'extrême droite : le DNVP, les groupes nationaux-populaires et le NSDAP. Ces partis de droite, engagés dans une lutte sans compromis avec le communisme, étaient également les porte-parole de l'antisémitisme. Dès lors, dans son combat contre la droite politique, le KPD affronta l'antisémitisme et utilisa contre lui les mêmes arguments idéologiques critiques qu'on entendait chez les libéraux de gauche ou les sociaux-démocrates. D'autre part, tout en luttant contre les partis d'extrême droite, le KPD combattait la république de Weimar et son ordre parlementaire et démocratique. Dans cette position d'affrontement le KPD tenta en diverses occasions (ce fut le cas en 1919-1920, durant l'année de crise 1923 et de 1930 au milieu de 1932) d'établir une relation entre l'extrême gauche et

l'extrême droite. Sa propagande se calqua alors sur l'extrémisme de droite : il distribua des tracts portant l'inscription "A bas la république des Juifs", assimila le capitalisme au judaïsme et appela à la lutte contre les capitalistes juifs.»

Olaf Kistenmacher cite un article du 28 mars 1920, paru dans *Die Rote Fahne* et intitulé «Noske¹ le Judas» : «En fait, cette comparaison n'est pas correcte. Car, lorsque Judas a trahi Jésus, que les pharisiens l'ont livré aux Romains, et que les Romains l'ont crucifié, Judas s'est pendu à l'heure et à l'endroit exacts où il avait livré Jésus à l'ennemi. Noske, lui, est toujours vivant (...). Noske doit avoir eu un ancêtre criminel ou qui s'adonnait à la luxure. Et cet ancêtre a agi à travers lui. Il suffit d'ailleurs de regarder la forme de son crâne pour reconnaître son caractère criminel.» Cette idée que les comportements sont héréditaires était très répandue à gauche dans les années 20. Et elle concernait aussi les Juifs, souligne Olaf Kistenmacher, citant *L'ABC du communisme* de Boukharine et Preobrajenski, ouvrage qui forma des centaines de milliers de militants communistes : «60. L'antisémitisme et le prolétariat. L'antisémitisme est une des pires formes de haine nationale ; il désigne l'hostilité raciale envers les Juifs qui appartiennent à la race sémite (dont les Arabes forment une autre composante importante.)»

Lorsque trois cents Juifs émigrés d'Europe de l'Est furent enfermés avec d'autres «sans papiers» dans un camp en 1920, *Die Rote Fahne*, tout en se montrant solidaire des travailleurs, tint un discours très ambigu et nationaliste contre «la bande de chacals étrangers» qui étaient en train de s'attaquer aux «propriétés en ruines de l'Allemagne». Pour *Die Rote Fahne*, les grands capitalistes étaient des «étrangers», des «traîtres», des «Judas» qui ne se préoccupaient pas du bien-être de la «nation allemande», du «peuple», comme le soulignera d'ailleurs Karl Radek en 1923 lors d'une réunion du Komintern.

La tentative la plus tristement célèbre de tendre la main à l'extrême droite allemande reste celle de Ruth Fischer² (qui ne se considérait pas

¹ Gustav Noske (1868-1946), socialiste allemand chargé des liens entre le SPD et le quartier général de l'armée pendant la première guerre mondiale. Gouverneur de Kiel, puis ministre de la Guerre en 1919, il réprima violemment les insurrections spartakistes en 1918 et 1919 et ordonna l'assassinat de Liebknecht et Luxembourg par les corps francs.

² Ruth Fischer prétendit plus tard qu'on avait déformé ses propos : «Je fus obligée de répondre à certaines remarques antisémites. J'ai donc déclaré que les communistes étaient pour combattre les capitalistes juifs seulement si tous les capitalistes, juifs et non juifs, faisaient fait l'objet de la même attaque.» (R. Fischer, Stalin and German Communism. A Study in the

comme juive et que l'on peut donc difficilement accuser de « haine de soi » !). Cette dirigeante du KPD prononça un long discours devant des étudiants nationalistes à l'été 1923, dans lequel elle dénonça certes tous les capitalistes, mais prôna l'usage de la violence contre les capitalistes juifs en ces termes : *«Vous protestez avec virulence contre le capital juif? Quiconque condamne le capital juif est déjà un combattant de la lutte des classes, même s'il n'en est pas conscient. Vous êtes contre le capital juif et vous voulez éliminer ceux qui manipulent les cours des actions? Vous avez raison. Alors piétinez les capitalistes juifs, pendez-les aux réverbères, foulez-les aux pieds. Mais que voulez-vous faire aux gros capitalistes, les Klockner, les Stinnes, etc. ?»*

Selon Berding, ces attaques *«suscitèrent aussi de violentes critiques dans le parti»* et *«restèrent sans doute des phénomènes exceptionnels»*. Malheureusement, ce n'est pas la conclusion d'Olaf Kistenmacher et d'autres historiens.

En effet, le discours de Ruth Fischer faisait partie d'une stratégie de l'Internationale communiste, imaginée notamment par Karl Radek (d'ailleurs lui aussi « juif »), qui souhaitait coopérer avec les mouvements nationalistes, populistes et de droite en Allemagne. Le 20 juin 1923, il prononça un discours, devant le Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, pour rendre hommage au fasciste Albert Leo Schlageter, exécuté par l'armée française qui occupait alors la Ruhr : *«Le sort de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être passé sous silence ni traité avec mépris. (...) Schlageter, ce soldat courageux de la contre-révolution, mérite d'être honoré par nous, soldats de la révolution (...).»* *«Une brochure fut publiée, contenant des articles de Radek et de Moeller van den Bruck¹, l'auteur du Troisième Reich»*, relate également Ossip K. Flechtheim¹.

Origins of the State Party, 1948.) Comme le remarque Olaf Kistenmacher dans son article 1) l'objectif d'une révolution communiste n'était pas, même pour le KPD, de tuer tous les capitalistes ; et 2) le public *völkisch* (national-raciste) de R. Fischer n'était nullement prêt à tuer tous les capitalistes, seulement les capitalistes juifs.

¹ La notice Wikipedia consacrée à Moeller van den Bruck (1876-1925) est entièrement pompée sur un long article d'Alain de Benoist que l'on trouve sur le Net; on y apprend donc que, contrairement à ce que peut suggérer le titre de son livre qui fut récupéré par les nazis, von den Bruck n'aurait pas été favorable au rétablissement de l'empire, ni nazi ; d'après Alain-Wikipedia-de-Benoist c'était un brave penseur gentiment nationaliste, partisan d'une «troisième voie» (sic) entre le capitalisme et le socialisme, et d'une alliance avec la Russie puis l'URSS – d'où sa collaboration avec le

Le Parti communiste allemand alla jusqu'à publier dans son quotidien, *Die Rote Fahne*, des articles du comte Ernst von Reventlow, un dirigeant des nationalistes *völkisch* (nationaux-racistes). Selon l'historien Edmund Silberner, «*Durant une courte phase, qui dura environ deux mois, le KPD tenta de s'adapter aux modes de pensée nationaliste et antisémite de la droite. Il essaya de montrer aux nationalistes que la question juive ne les séparait pas en fait des communistes*». Et Enzo Traverso, dans *Les marxistes et la question juive* de souligner que pendant quelques semaines à Berlin apparurent des panneaux avec la svastika et l'étoile rouge (cf. O. Flechtheim, *op. cit.*, p. 119). En bon trotskyste, il ajoute aussitôt que le KPD fut obligé d'abandonner «*ce langage chauvin et antisémite*». Malheureusement cette affirmation ne correspond pas à la réalité.

La thèse de Susanne Wein sur «le mouvement ouvrier allemand et l'antisémitisme à Brême de 1924 à 1928» (présentée en 2001) souligne que l'on retrouve des remarques antisémites dans les publications du KPD non seulement dans les périodes de crise telles que 1923 ou 1930-1933 (remarques de toute façon criminelles, quel que soit le contexte) mais aussi de façon continue dans la période dite de «stabilisation relative», de 1924 à 1928.

En 1923, pour le quarantième anniversaire de la mort de Marx, *Die Rote Fahne* publia des extraits de *La Question juive* en indiquant que, tout comme les fascistes et les nationaux-racistes *völkisch*, les communistes allemands étaient, eux aussi, favorables à ce que la «*société s'émancipe du judaïsme*».

Le dirigeant «communiste» Hermann Remmele, lors d'un discours dans une réunion fasciste en 1923, expliqua comment il comprenait l'antisémitisme : «*Il suffit de s'être rendu une fois au marché aux bestiaux de Stuttgart ou dans les abattoirs, pour voir comment les négociants de bestiaux, juifs pour la plupart, achètent les animaux à n'importe quel prix, tandis que les bouchers de Stuttgart doivent repartir les mains vides, parce qu'ils n'ont pas assez d'argent.*» Et les spectateurs fascistes de s'exclamer «*Très juste !*». Remmele poursuivit : «*Il est compréhensible que la haine des Juifs se développe dans les milieux de la petite-bourgeoisie, des*

KPD. Comme il s'est suicidé en 1925, on ignore quelle aurait été son attitude face au national-socialisme au pouvoir, mais restons méfiants surtout quand c'est la Nouvelle Droite qui nous «informe» en sous-main...

¹ Notons que, dans *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Maspero, 1969, Ossip K. Flechtheim, dont le livre fut écrit en 1948, ne consacre pas une ligne à la position du KPD sur l'antisémitisme, et que Hermann Weber, l'auteur d'une longue postface critique écrite en 1968, n'a rien non plus à dire sur ce sujet !

commerçants et des intermédiaires. Ces classes petites bourgeoises s'appauvrissent de la même façon que la classe ouvrière. Mais les causes de cet appauvrissement viennent d'ailleurs ; elles découlent de l'augmentation incessante de l'inflation (...).»

Comme le remarque Olaf Kistenmacher, même si le dirigeant «communiste» ne le dit pas explicitement, ce sont bien, dans son discours, les Juifs qui sont présentés comme les profiteurs de l'inflation puisqu'ils peuvent acheter à «*n'importe quel prix*».

Lors du pogrom du 5 novembre 1923 qui dura deux jours, si le SPD prit position contre l'antisémitisme, *Die Rote Fahne* fut beaucoup plus discrète ; le quotidien « communiste » se contenta de dénoncer les actions de «*la petite bourgeoisie décadente*» et le KPD n'essaya pas de protéger les Juifs durant le pogrom dans le quartier de Scheuneviertel.

Olaf Kistenmacher note que l'utilisation du terme «Judas» était courante dans la littérature antisémite au XIX^e et au XX^e siècle, donc bien sûr dans la littérature nazie, et que *Die Rote Fahne* s'en servait fréquemment alors qu'elle ne faisait pas référence à d'autres personnages du Nouveau Testament. C'est ainsi que le quotidien du KPD désigna Hitler comme le «Judas du Tyrol du Sud» en novembre 1932 et les dirigeants du SPD en janvier 1933 comme des «Judas Iscariote». Olaf Kistenmacher mentionne aussi l'expression de «Juif errant» à propos des corps francs d'Erhardt, comme une façon irresponsable et dangereuse d'utiliser des stéréotypes antijuifs contre des adversaires politiques.

Considérant que l'Allemagne était de fait réduite au statut d'une «colonie», le KPD définit en 1930 un «*programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand*» qui appelait à une «*révolution populaire* », tentant ainsi de séduire les nationalistes *völkisch* et nazis.

En avril 1930, les délégués du KPD au conseil municipal de Berlin crièrent avec les nazis «Dehors les Juifs !» pour que les représentants des autres partis ne puissent pas prendre la parole.

Heinz Neumann déclara dans une réunion tenue par Goebbels : «Jeunes socialistes ! Vaillants combattants pour la nation ! Les communistes ne veulent pas de guerre fratricide avec les nationaux-socialistes !»

En 1931 et 1932, le KPD organisa des actions communes avec le parti nazi : référendum contre le gouvernement social-démocrate de Prusse en août 1931, motion de censure contre le gouvernement social-démocrate de Prusse en mars 1932, motion provoquant la dissolution du Parlement allemand de juillet 1932, grève des transports de Berlin en novembre 1932¹.

¹ A ce propos un lecteur m'a communiqué les informations suivantes qui, selon lui infirment mon analyse dans le sens où il y aurait eu

«En fait, comme en 1923, le KPD réussit à gagner un petit cercle d'officiers idéalistes et d'intellectuels nationaux-bolcheviks (...). Mais la masse des chefs et des adhérents du mouvement national-socialiste était, bien entendu, absolument immunisée contre le "virus" national-bolchevique» (O. Flechtheim, op. cit., p. 210).

Cela n'empêcha pas le «communiste» Hermann Remmele d'affirmer que les Juifs étaient plus puissants que le parti nazi et que le banquier juif Jakob Goldschmidt finançait Hitler par l'intermédiaire de la Danatbank dont il était le directeur général !

Olaf Kistenmacher cite les titres de plusieurs articles visant les Juifs entre 1930 et 1932 dans le quotidien du KPD : «*Le propriétaire juif d'un grand magasin finance le parti nazi*», «*La déclaration d'amour du riche banquier Solomonsohn aux nazis*», «*Au Juif errant Goebbels*», «*Hitler, l'agent de Morgan et Rothschild*», «*Hitler vient au secours des Juifs riches*», «*Les nazis sont favorables au capital juif*», etc.

Comme le conclut Olaf Kistenmacher : «Durant le XIX^e et le XX^e siècles, la stigmatisation traditionnelle des Juifs passa de la dénonciation des Juifs riches aux théories modernes du complot, selon lesquelles les Juifs ne sont pas seulement présentés comme riches et puissants, mais comme incarnant toute la société capitaliste, raison pour laquelle cette forme d'anticapitalisme fétichisé reste très vague. Pour lutter contre l'antisémitisme, il aurait fallu s'opposer à l'identification des Juifs au capital improductif et ne pas rendre les Juifs responsables de crises économiques comme celle de 1923. Non seulement le KPD en fut

convergence mais non décisions communes des nazis et des staliniens :«*Même si le KPD (direction berlinoise) a poussé à la grève, les ouvriers du BVG étaient pour la grève (votée par 14 500 voix pour) contre la baisse des salaires. Le comité de grève comprenait des ouvriers de toute tendance : à la première conférence (02/11/1932) sur 127 délégués il y a 25 de l'ADGB (SPD), 52 RGO (KPD), 5 "autonomes", 5 DMV et 40 inorganisés (dont les nazis). Et il y avait des ouvriers nazis dans l'entreprise avant la grève, les syndiqués étaient d'environ 6 000 pour l'ADGB, 2 000 pour les RGO et 1 200 pour le NSBO, le syndicat nazi, sur un effectif de 22 000 salariés. Donc les ouvriers nazis participèrent activement à la grève. On vit même des SA venir saluer et soutenir des piquets sans y être chassés. Mais, la grève se déroulant au moment des élections législatives [à ces élections, à Berlin, le KPD obtient 860 000 voix (+160 000 voix), le SPD 760 000 voix (-120 000 voix) et le NSDAP 600 000 voix (-60 000 voix)]. Dès le deuxième tour passé (le 06/11), la direction du NSDAP de Berlin (Goebbels) s'activa pour la reprise du travail.*»

incapable, mais il renforça cet élément de l'antisémitisme moderne, le reproduisit et diffusa son pouvoir discursif.»

Cette incompréhension totale de l'antisémitisme allait bien sûr de pair avec une incompréhension totale du nazisme non seulement de la part du KPD mais aussi de l'Internationale communiste, dont le Comité exécutif, le 1^{er} avril 1933 (rappelons que Hitler avait été nommé chancelier le 30 janvier 1933 et qu'il reçut les pleins pouvoirs le 23 mars 1933) affirmait encore triomphalement : «*La mise en place d'une dictature ouvertement fasciste, qui détruit toute illusion démocratique chez les masses et les libère de l'influence des sociaux-démocrates, accélère la marche de l'Allemagne vers une révolution prolétarienne.*»

Le crétinisme pseudo-radical des staliniens n'était que le miroir inversé du crétinisme légaliste des sociaux-démocrates.

III - Paul Merker, le seul dirigeant stalinien allemand qui s'opposa à l'antisémitisme de son parti et reconnut la nécessité que les Juifs aient un Etat après 1945

«Avant 1945, la plupart des communistes allemands et, après 1945, la plupart des communistes d'Allemagne de l'Est considéraient la “question juive” – c'est-à-dire l'ensemble complexe formé par l'antisémitisme, l'Holocauste, et la place des Juifs en Allemagne et en Europe – comme un problème périphérique au drame principal de la lutte de classe et de l'antifascisme.» Cette citation est extraite d'un article passionnant de Jeffrey Herf¹ qui permet de découvrir qui fut Paul Merker (1884-1969) et pourquoi il fut emprisonné pendant trois ans à cause de ses positions sans ambiguïté contre l'antisémitisme de gauche de ses camarades staliniens. Ce qui suit, dans cette troisième partie, est un résumé des informations contenues dans cet article.

Adhérent au KPD depuis 1920, Merker fut député de son parti en Prusse, travailla pour le Komintern aux Etats-Unis entre 1931 et 1933, militant dans les syndicats et au Parti communiste américain. Après avoir passé une année dans la clandestinité à Berlin en 1933-1934, il dirigea le Secrétariat extérieur du KPD avec Walter Ulbricht (futur dirigeant de la RDA) et Franz Dahlem, puis fut interné au camp du Vernet en France, sous Vichy de 1939 à 1941. En 1942, il put se réfugier à Mexico où il participa jusqu'en 1945 à une revue des communistes allemands en exil. Ce qui est remarquable dans ses écrits de l'époque c'est qu'il «*plaça l'antisémitisme et la catastrophe*

¹ «East German communists and the Jewish question», www.ghidc.org/publications/ghipubs/op/op11.pdf, «Les communistes d'Allemagne de l'Est et la question juive». Toutes les citations de cette troisième partie proviennent de cet article, sauf indication contraire

vécue par les Juifs au centre de la lutte antifasciste». Peut-être faut-il mentionner ici que lorsque Paul Merker fut un militant «*clandestin à Berlin en 1934, et fut caché par des Juifs qui hébergèrent d'autres militants clandestins du Parti dans leurs maisons et leurs appartements.*» Paul Merker écrit en 1956 que «*la lutte de la classe ouvrière allemande contre l'antisémitisme avait été inadéquate*» et que c'était «*le devoir des non-Juifs de s'opposer radicalement à l'antisémitisme*».

Dès octobre 1942, il «*souligne les différences entre les persécutions dont sont victimes les Juifs et les communistes : les premiers sont persécutés à cause de ce qu'ils sont et ont donc les mêmes droits que "toutes les nations que Hitler a envahies et persécutées"*. Les seconds sont persécutés à cause de leurs positions politiques et de leurs actes. Ils ont volontairement entrepris de lutter contre les nazis» et «*ne peuvent donc s'attendre à "aucune compensation matérielle pour les sacrifices qu'ils ont consentis"*. La victoire contre leur nazisme sera leur récompense».

Comme le souligne Jeffrey Herff, cette position fut loin de faire l'unanimité parmi les staliniens allemands mais cela n'empêcha pas Paul Merker de publier un livre¹, qui parut en deux volumes en 1944 et 1945, dans lequel il «*mit l'accent sur la dynamique autonome de l'idéologie raciale nazie et son rôle dans la catastrophe qui s'abattit sur les Juifs*».

Pour «*combattre l'antisémitisme dans la zone soviétique*» Paul Merker insista pour que «*tous les survivants juifs allemand soient indemnisés*». En 1948, il aggrava encore son cas, dans un article consacré à «*La guerre en Palestine*», en «*soutenant la création de l'Etat d'Israël, vantant la lutte des Juifs contre l'impérialisme britannique, contre les intérêts pétroliers américains et les intérêts réactionnaires des princes et des couches féodales arabes*». Il «*appela à l'établissement de relations étroites entre Israël, l'Union soviétique et les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est*». «*Exclu du parti en 1950, explique Jeffrey Hersch, il fut arrêté pour espionnage en 1952, interrogé en prison de 1952 à 1955, et déclaré innocent mais pas réhabilité totalement en 1956*».

Son arrestation coïncida avec le procès fabriqué contre Rudolf Slansky en novembre 1952. Paul Merker fut accusé de défendre «*les intérêts des capitalistes monopolistes sionistes*», d'être un «*valet de l'oligarchie financière américaine qui exige des compensations pour les biens juifs expropriés afin de faciliter la pénétration du capital financier américain en Allemagne. Tel est le véritable fondement du sionisme de Merker*», déclara

¹ Avec un titre curieux, «*Allemagne : être ou ne pas être*» : *Deutschland – Sein oder Nichtsein. tome 1 : Vom Weimar zu Hitler, tome 2 : Das Dritte Reich und sein Ende*. Les deux volumes furent réédités en 1972, en reprint, chez Materialismus Verlag.

l'acte d'accusation. Comme le souligne Jeffrey Herf, en affirmant que Merker défendait les intérêts des «*riches émigrés économiques juifs*», les staliniens est-allemands transformaient les Juifs auparavant «victimes du fascisme» en «*participants actifs d'une puissante conspiration internationale et anti-allemande*».

En RDA, plusieurs staliniens juifs allemands furent arrêtés, ou au moins interrogés, à l'occasion du procès contre Merker. La seule façon pour eux de sauver leur peau fut de témoigner contre lui et de s'engager à ne plus rien dire publiquement à propos du judéocide. Tel était le deal que Paul Merker refusa courageusement pendant ces trois années de prison (décembre 1952-janvier 1956), même si on l'accusa d'être un «*domestique des Juifs*», et si ses geôliers se moquèrent de lui en le présentant comme un «*roi des Juifs*» qui avait voulu «*vendre la RDA aux Juifs*».

Son procès et surtout son attitude intransigeante gênèrent tellement le régime stalinien est-allemand que l'affaire resta secrète jusqu'à la chute du mur et la disparition de la RDA en 1989. Il faut dire aussi que Merker ne passa pas à l'Ouest et ne fit rien pour rendre ses mésaventures publiques et embarrasser le régime. Loyauté stalinienne oblige...

Pour conclure, nous ne pouvons que citer sa déclaration devant la Commission de contrôle du Comité central de la SED: «Je ne suis ni juif ni sioniste, même si ce n'est certainement pas un crime d'être l'un ou l'autre. Je n'ai jamais eu l'intention de m'enfuir en Palestine. Je n'ai jamais soutenu les actions du sionisme. J'ai (...), à quelques reprises, écrit que, après avoir été opprimés par le fascisme de Hitler, profondément humiliés, chassés de leurs pays, et après que des millions d'entre eux eurent été massacrés uniquement parce qu'ils étaient juifs, le sentiment d'un lien profond et le désir d'une patrie juive ont émergé chez des Juifs vivant dans différents pays. Ce sentiment était l'expression de personnes qui avaient été profondément blessées et avilies. Le fascisme de Hitler est apparu dans notre pays. Nous n'avons pas réussi à mobiliser les masses travailleuses pour empêcher son régime de s'installer et donc ses crimes d'être commis. Par conséquent, nous, spécialement en Allemagne, ne devons ni ignorer ni combattre ce que j'appelle le renforcement du sentiment national juif».

Selon Merker, il était «historiquement erroné de décrire le sionisme comme un agent de l'impérialisme américain. Au contraire, ce sont les masses juives, dans de nombreux pays, avec le soutien de l'Union soviétique et en opposition avec l'impérialisme britannique et l'impérialisme américain, qui ont contribué à faire naître l'Etat d'Israël.»

Prenez-en de la graine, messieurs les antisionistes d'extrême gauche alliés du PIR, du Collectif Cheikh Yassine, et autres soutiens du Hamas !...

- Conclusion : des leçons d'une actualité brûlante

Il nous a semblé important de souligner cette minoration du rôle politique de l'antisémitisme par les socialistes et les communistes allemands durant les années 20 et 30, et par contraste la lucidité (très rare du moins sur cette question) du stalinien Paul Merker.

En effet, l'histoire se répète aujourd'hui, à propos de l'antisionisme et de ses interprétations antisémites de gauche, pour le moment sous la forme d'une farce pitoyable, demain peut-être sous celle d'une tragédie.

Des Etats et des mouvements politiques divers, dans les pays arabo-musulmans, utilisent à fond la rhétorique antisémite. Que fait l'extrême gauche occidentale ? Elle ferme les yeux quand elle ne vante pas les vertus anti-impérialistes de l'islam politique (Hamas, Hezbollah, etc.).

Des partis nationaux-populistes se créent ou se développent un peu partout en Europe et remportent des succès électoraux inquiétants. Que fait la gauche radicale ? Elle les présente comme «pro-israéliens», donc manipulés par «les sionistes» – entendre les «Juifs».

Le mouvement altermondialiste, à l'échelle mondiale, est traversé par des tendances antisémites au nom d'une prétendue «solidarité avec le peuple palestinien», du «sionisme considéré comme un racisme», etc. Dans les mouvements des Indignés et des Occupy, se diffusent des théories du complot antisémites. Que dit l'extrême gauche ? Elle s'ébahit devant les vertus contestataires des citoyenistes qui occupent les places et...désertent les lieux de production.

En France comme en Europe, la plupart des militants d'extrême gauche d'aujourd'hui n'ont tiré aucune leçon des années 20 et 30 en Allemagne. Il serait temps d'ouvrir les yeux, camarades !

Kautsky et les Juifs

Dans *Rasse und Judentum* (1914) Kautsky consacre beaucoup de temps à démontrer qu'il n'existe pas de race juive (au sens, selon ses termes, de «traits physiques» ou «mentaux» spécifiques) et à démolir les préjugés régnant à ce sujet, y compris ceux du sociologue antisémite Werner Sombart. (On ne s'étonnera donc pas que Kontrekulture, la maison d'édition du fasciste Alain Soral, ait récemment réédité *Les Juifs et la vie économique*, un livre de 656 pages écrit par Sombart.) Kautsky affirme que si les Juifs ne sont ni une race, ni une nation (il est donc hostile au sionisme), ils forment un groupe social transnational particulier, déterminé par trois éléments fondamentaux :

– ils ont principalement vécu dans les villes (ils incarnent, pour lui, le type même de l'*homo urbanus*) ;

– ils ont eu un rapport privilégié avec la lecture et le savoir technique (grâce aux connaissances accumulées dans l'artisanat) et scientifique ;

– et ils ont exercé certains métiers liés au commerce et à l'argent (intermédiaires, représentants, collecteurs d'impôts, usuriers, etc.) à l'artisanat (confection, cuir) et aux professions libérales (médecins, savants).

Selon lui, les Juifs ont formé, au fil des siècles, une «*association de membres d'une classe particulière disséminée dans le monde entier*», situation qui aurait progressivement donné lieu à certains «*traits héréditaires*» ! Quelques pages plus loin, il pousse ce «raisonnement» encore plus loin : «*la grande masse des Juifs ont constitué, depuis 2 000 ans, une caste exclusive, héréditaire, de commerçants, de financiers, d'intellectuels urbains, et aussi de quelques artisans ; à travers la pratique et l'accumulation d'expérience, de génération en génération, ils ont développé de plus en plus de traits spécifiques à ces couches sociales, en opposition aux masses paysannes composant le reste de la population*».

Avec une analyse aussi mécaniste, peu fondée empiriquement (Kautsky ne fournit que très peu de sources historiographiques à l'appui de sa thèse) et aussi impressionniste (conforme aux préjugés sur les Juifs), il ne faut pas s'étonner que les communistes et

socialistes allemands formés à l'école marxiste et kautskyenne aient été désarmés pour combattre l'antisémitisme !

Selon le «pape du marxisme», l'antisémitisme se résumait, après 1921, au ressentiment des employés, des petits bourgeois et des intellectuels (produits en surnombre par l'Université, déjà...) envers la *«capacité des Juifs à avancer plus rapidement»* dans l'échelle sociale ! Attentif, cependant, à l'émigration en Allemagne des travailleurs juifs d'Europe orientale ou de Russie, il ajoute une autre clé de compréhension à l'antisémitisme, celle de la concurrence entre prolétaires. *«Aujourd'hui c'est de plus en plus le Juif prolétaire, étudiant désargenté, représentant de commerce fauché, ouvrier à domicile, qui subit l'hostilité des antisémites. (...) l'antisémitisme est désormais entré dans la phase de la lutte contre le prolétariat, et de la lutte la plus brutale».*

Kautsky étant mort en 1938, nous ignorons s'il a développé des analyses plus sophistiquées de l'antisémitisme nazi et de la question juive, mais il n'en est fait aucune mention dans les ouvrages que nous avons consultés. Et malheureusement les marxistes n'ont fait aucun progrès dans l'analyse de la question juive depuis 1921 – que dis-je, depuis 1844 !

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 2/09/2014

Le sionisme, l'antisémitisme et la gauche : interview de Moishe Postone

Moishe Postone est un universitaire marxiste qui travaille à l'Université de Chicago. S'il a beaucoup écrit sur l'économie politique de Marx, il a également joué un rôle important dans le développement des analyses de «l'antisémitisme de gauche». Il s'intéresse aux façons dont les positions de la gauche, en particulier sur la question d'Israël/Palestine, peuvent alimenter l'hostilité envers les Juifs ou être fondées sur celle-ci. Martin Thomas l'a interviewé pour l'hebdomadaire de l'AWL, Solidarity, et ce texte est paru le 4 février 2010.

Martin Thomas: Pour beaucoup de sympathisants de gauche aujourd'hui, l'antisémitisme semble n'être qu'une forme de racisme parmi d'autres, indésirable certes, mais pour l'instant assez marginale. Selon eux, cette question ne passerait au premier plan dans les discussions que parce que le gouvernement israélien utilise cette accusation pour écarter les critiques auxquelles il est confronté. Vous affirmez cependant que l'antisémitisme diffère des autres formes de racisme et qu'il n'est pas marginal aujourd'hui. Pourquoi ?

Moishe Postone : Il est vrai que le gouvernement israélien utilise l'accusation d'antisémitisme pour se protéger contre les critiques qui lui sont adressées. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'antisémitisme lui-même ne représente pas un problème grave.

L'antisémitisme diffère du racisme, et doit en être distingué, en raison du pouvoir imaginaire qui est attribué aux Juifs, au sionisme et à Israël, et se trouve au cœur de l'antisémitisme. Les Juifs sont considérés comme un groupe détenant un pouvoir mondial extrêmement puissant, abstrait, immatériel, qui domine le monde. Aucune conception semblable ne soutient les autres formes de racisme. Le racisme offre rarement, du moins à ma connaissance, un système global qui cherche à expliquer le monde. L'antisémitisme, lui, offre une critique primitive du monde, de la modernité capitaliste. Il est particulièrement dangereux pour la gauche précisément à cause de cette dimension pseudo-émancipatrice que les autres formes de racisme ne possèdent que rarement.

Martin Thomas: Quel est pour vous le lien entre l'antisémitisme actuel et l'existence d'Israël ? Il nous semble que les positions d'une partie de la gauche envers Israël ont des implications antisémites. Elles amènent

certains courants non seulement à critiquer et à vouloir changer la politique du gouvernement israélien envers les Palestiniens, mais surtout à vouloir supprimer Israël en tant que tel. Ils souhaitent un monde où tous les autres Etats-nations auraient le droit d'exister sauf Israël. Pour eux, être Juif, partager une certaine identité commune avec d'autres Juifs et donc généralement avec les Juifs d'Israël, c'est être «sioniste», sentiment qui serait aussi odieux que le fait d'être raciste.

Moïshe Postone : Il faut démêler ici plusieurs fils. On constate en effet une sorte de convergence fatale entre plusieurs courants historiques dans la forme contemporaine de l'antisionisme.

Le premier courant, dont les origines ne sont pas nécessairement antisémites, puise ses racines dans les luttes au sein de l'intelligentsia juive en Europe de l'Est au début du XX^e siècle. La majorité des intellectuels juifs – y compris les intellectuels laïques – estimait à l'époque qu'une certaine forme d'identité collective faisait partie intégrante de l'expérience juive. Cette identité est devenue de plus en plus définie comme une identité nationale suite à l'effondrement des formes de pouvoir impériales qui organisaient les communautés – c'est-à-dire lorsque les vieux empires, celui des Habsbourg, des Romanov, et l'empire prussien se sont écroulés. Les Juifs d'Europe de l'Est, contrairement aux Juifs d'Europe occidentale, se considéraient en grande partie comme les membres d'une communauté, pas simplement comme les fidèles d'une religion.

Cette autodéfinition nationale juive a pris diverses formes. Le sionisme en était une. Il en existait d'autres, comme par exemple les juifs partisans de l'autonomie culturelle, et le Bund, mouvement socialiste autonome de travailleurs juifs, beaucoup plus important que tous les autres mouvements, et qui s'est séparé du Parti social-démocrate russe au début du XX^e siècle.

D'un autre côté, il y avait des Juifs, dont beaucoup militaient dans les partis communistes, qui considéraient toute expression de l'identité juive comme l'antithèse de ce que j'appellerai leur conception abstraite de l'humanité influencée par les Lumières. Par exemple, Trotsky, dans un premier temps, jugea que les partisans du Bund étaient des «sionistes ayant le mal de mer». Vous noterez que la critique du sionisme exprimée ici par Trotsky n'avait rien à voir avec la Palestine, ou la situation des Palestiniens, puisque le Bund combattait uniquement pour l'autonomie nationale au sein de l'empire russe et rejetait le sionisme.

En fait, le trait d'égalité tracé par Trotsky entre le Bund et le sionisme impliquait un rejet de toute forme d'auto-identification collective pour les Juifs. Trotsky, je pense, a changé d'avis plus tard, mais cette attitude était assez typique à l'époque. Les organisations communistes avaient tendance à s'opposer très fortement à toutes les formes de nationalisme juif, qu'il s'agisse de nationalisme culturel, de nationalisme politique, ou de sionisme.

Ce courant de l'antisionisme n'est pas nécessairement antisémite, mais il rejette toute auto-identification collective des Juifs au nom d'un universalisme abstrait. Pourtant, souvent, cette forme d'antisionisme est incohérente – elle accorde le droit à l'autodétermination à la plupart des peuples, pas aux Juifs. C'est à ce moment que ce qui se présente comme un universel abstrait devient idéologique. En outre, le sens de cet universalisme abstrait change lui-même avec le contexte historique.

Depuis l'Holocauste et la création de l'Etat d'Israël, cet universalisme abstrait sert à voiler l'histoire des Juifs en Europe. Il remplit une double fonction de «nettoyage» historique, très utile : il efface la violence perpétrée historiquement par les Européens contre les Juifs ; en même temps il attribue désormais aux Juifs les horreurs du colonialisme européen. Dans ce cas, l'universalisme abstrait exprimé par de nombreux antisionistes actuels devient une idéologie de légitimation ; elle contribue à instaurer une forme d'amnésie en ce qui concerne la longue histoire des actions, des politiques et des idéologies envers les Juifs d'Europe, tout en continuant cette histoire pour l'essentiel. Une fois de plus, les Juifs deviennent l'objet unique de l'indignation européenne. On critique désormais avec virulence la solidarité que la plupart des Juifs éprouvent envers d'autres Juifs, y compris ceux qui vivent en Israël – solidarité d'autant plus compréhensible après l'Holocauste. Cette forme d'antisionisme est devenue l'une des bases d'un programme d'éradication du droit actuel des Juifs à l'autodétermination. Il converge avec certaines formes de nationalisme arabe – qui sont maintenant codées comme étant remarquablement progressistes.

Un autre courant de l'antisionisme de gauche – cette fois profondément antisémite – a été inauguré par l'Union soviétique, en particulier durant les procès fabriqués qui se sont déroulés en Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale. Ces manœuvres ont eu des conséquences particulièrement dramatiques dans le cas du procès Slansky, puisque la plupart des membres du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque ont été jugés et fusillés. Toutes les charges retenues contre eux étaient des accusations classiquement antisémites: ils n'avaient pas de racines, ils étaient cosmopolites, et ils faisaient partie d'une conspiration mondiale générale. Parce que l'Union soviétique ne pouvait pas utiliser officiellement la langue de l'antisémitisme, ses partisans ont commencé à utiliser le mot «sioniste» pour désigner exactement ce que les antisémites veulent dire lorsqu'ils parlent des Juifs.

Ces dirigeants du PC tchécoslovaque, qui n'avaient rien à voir avec le sionisme – la plupart d'entre eux étaient des vétérans de la guerre civile espagnole – ont été fusillés en raison de leur «sionisme».

Ce courant de l'antisionisme antisémite a été importé au Moyen-Orient pendant la guerre froide, en partie grâce aux services de renseignements de pays comme l'Allemagne de l'Est. Une forme d'antisémitisme a été introduite au Moyen-Orient ; elle était « légitime » pour la gauche, et on l'a appelée l'antisionisme.

Les origines de cet antisionisme n'avaient rien à voir avec un mouvement contre la colonisation israélienne. Bien sûr, la population arabe de Palestine a réagi de façon négative face à l'immigration juive et elle l'a combattue. C'est parfaitement compréhensible. En soi cette résistance n'est absolument pas antisémite. Mais ces courants de l'antisionisme ont convergé historiquement.

En ce qui concerne le troisième courant, il est lié à un changement advenu au cours des dix dernières années, environ, qui a touché d'abord le mouvement palestinien lui-même, et qui concerne l'existence d'Israël. Pendant des décennies, la plupart des organisations palestiniennes ont refusé d'accepter l'existence d'Israël. En 1988, cependant, l'OLP a changé de position à cet égard. La deuxième Intifada, qui a commencé en 2000, était politiquement très différente de la première et a entraîné un renversement de cette décision.

Cela a été une erreur politique fondamentale d'appeler à la suppression de l'Etat d'Israël ; il est remarquable et regrettable que la gauche se soit laissé prendre, et de plus en plus, à ce piège. Cependant, aujourd'hui, au Moyen-Orient, il y a environ autant de Juifs que de Palestiniens. Toute stratégie fondée sur des analogies avec des situations comme l'Algérie ou l'Afrique du Sud ne fonctionne tout simplement pas, pour des raisons démographiques, politiques et historiques.

Pourquoi les gens ne voient-ils pas la situation telle qu'elle est aujourd'hui, et n'essayent-ils pas de trouver un moyen de résoudre ce qui est essentiellement un conflit national et de faire naître une politique progressiste ? Coller une étiquette colonialiste à ce conflit ne permet pas de le comprendre. Contrairement à ceux qui subordonnent leur politique progressiste à la lutte nationale, je pense que tant que la lutte sera axée sur l'existence d'Israël et celle de la Palestine, les combats progressistes seront sapés à la base. Ceux qui considèrent que la lutte contre l'existence d'Israël est progressiste reprennent à leur compte une idée réactionnaire et lui donnent un sens opposé.

Durant la dernière décennie, certains Palestiniens et la gauche occidentale ont mené une campagne concertée pour remettre en cause l'existence d'Israël. Entre autres conséquences, cela a eu pour effet de renforcer la droite dans ce pays.

Entre 1967 et 2000, la gauche israélienne avait toujours soutenu que les Palestiniens voulaient que l'on reconnaisse leur droit à l'autodétermination,

et que la droite israélienne fabulait quand elle prétendait qu'ils voulaient détruire Israël. Malheureusement, en 2000, ce fantasme s'est avéré ne pas en être un, ce qui a considérablement renforcé la droite dans ses tentatives d'empêcher la naissance d'un Etat palestinien. La droite israélienne et la droite palestinienne se renforcent mutuellement, et la gauche occidentale soutient la droite palestinienne, les ultra-nationalistes et les islamistes.

L'idée que le droit à l'autodétermination doit être respecté pour toutes les nations, sauf pour les Juifs, vient de l'Union soviétique. Il suffit de lire les écrits de Staline sur la question des nationalités.

Martin Thomas: Vis-à-vis d'Israël, la gauche actuelle adopte parfois une attitude étrange : elle accorde à Israël un pouvoir énorme et mystérieux. Par exemple, dans ce milieu, on présente souvent comme des axiomes l'idée qu'Israël serait la puissance dominante au Moyen-Orient et qu'elle exercerait un énorme pouvoir dans les milieux dirigeants des Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Moishe Postone : Israël est loin d'être aussi puissant qu'on l'en accuse. Pourtant, vous avez des universitaires comme mes anciens collègues ou mes collègues actuels de l'université de Chicago, John Mearsheimer et Stephen Walt, fortement soutenus par des cercles de gauche au Royaume-Uni, qui soutiennent que la politique américaine au Moyen-Orient serait uniquement déterminée par Israël, à travers la médiation du lobby juif. Ils lancent cette accusation dévastatrice sans avoir analysé sérieusement la politique américaine au Moyen-Orient depuis 1945, politique que l'on ne peut absolument pas présenter comme étant téléguidée par Israël. Ainsi, par exemple, ils ignorent complètement la politique américaine envers l'Iran durant les soixante-quinze dernières années. Les véritables piliers de la politique américaine au Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale ont été l'Arabie saoudite et l'Iran. Cela a changé au cours des dernières décennies, et les Américains n'ont pas encore trouvé comment faire face à cette nouvelle situation et sécuriser le Golfe dans leur intérêt. Pourtant, ces deux universitaires prétendent, dans leur livre, que la politique américaine au Moyen-Orient est principalement déterminée par le lobby juif sans avoir analysé sérieusement quelles ont été les politiques des grandes puissances au Moyen-Orient au XX^e siècle.

J'ai déjà dit que ce type d'argument est antisémite. Ma critique ne porte pas sur le comportement personnel des individus concernés, mais sur l'immense pouvoir mondial que ces gens-là accordent aux Juifs (dans ce cas, les Juifs sont présentés comme ceux qui tirent les ficelles de cette marionnette, de ce bon géant, à l'esprit lent, que serait l'Oncle Sam). Une telle vision est typique de la pensée antisémite moderne.

Plus généralement cette idéologie représente ce que j'appelle une forme fétichisée de l'anticapitalisme. Autrement dit, on attribue aux Juifs le

pouvoir mystérieux du Capital, immatériel, mondial, qui bouleverse totalement la vie des nations, des régions, des gens. La domination abstraite du capitalisme s'incarne dans les Juifs. L'antisémitisme est une révolte contre le capital mondial, que l'on identifie à tort aux Juifs. Cette approche peut également nous aider à expliquer la propagation de l'antisémitisme au Moyen-Orient durant les deux dernières décennies. La souffrance des Palestiniens n'est pas une explication suffisante. Sur le plan économique, le Moyen-Orient a connu un déclin très rapide au cours des trois dernières décennies. Seule l'Afrique subsaharienne a souffert davantage. Et cela s'est produit à un moment où d'autres pays et d'autres régions, considérées comme appartenant au Tiers-Monde il y a cinquante ans, se sont développées rapidement. L'antisémitisme actuel au Moyen-Orient n'est pas seulement alimenté par le conflit israélo-palestinien, il provient aussi d'un sentiment général d'impuissance accrue face à ces nouveaux développements à l'échelle mondiale.

Il y a un siècle, la droite allemande considérait que la domination mondiale du capital était exercée par les Juifs et la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, la gauche considère que cette domination repose entre les mains d'Israël et des États-Unis. Le schéma de pensée est le même.

Nous avons maintenant affaire à une forme d'antisémitisme qui semble être progressiste et «anti-impérialiste» mais qui représente un réel danger pour la gauche.

Le racisme est rarement un danger pour la gauche. La gauche doit bien sûr faire attention à ne pas avoir de comportements racistes, mais ce n'est pas un danger actuellement parce que le racisme n'a pas la dimension émancipatrice apparente de l'antisémitisme.

Martin Thomas: L'identification du pouvoir capitaliste mondial avec les Juifs et la Grande-Bretagne s'est produite avant les nazis dans certains secteurs de la gauche britannique à l'époque de la guerre des Boers – condamnée comme une «guerre juive» – et dans le mouvement populiste aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle.

Moïshe Postone : Oui, et ce phénomène réapparaît maintenant aux États-Unis. Les prétendus «tea parties», la prétendue colère du «peuple de droite» contre la crise financière, ont des connotations antisémites très claires.

Martin Thomas: Vous avez affirmé que l'URSS et les systèmes similaires n'étaient pas des formes d'émancipation du capitalisme, mais des formes de capitalisme centrées sur l'État. Il s'ensuit que la gauche, en se rangeant généralement du côté de l'URSS – parfois de façon très critique – contre les États-Unis, a eu une attitude autodestructrice. Vous avez indiqué un parallèle possible avec la guerre froide, en mentionnant les anti-impérialistes actuels qui se placent aux côtés de l'islam politique, qu'ils

voient comme un contre-pouvoir face aux Etats-Unis. Quelles sont les caractéristiques communes entre ces deux polarisations politiques ? Et les différences ?

Moishe Postone : Les différences résident dans le fait que l'ancienne forme de l'anti-américanisme était liée à la promotion de la révolution communiste au Vietnam, à Cuba, etc. Quoi qu'on ait pu en penser à l'époque, ou quelle que soit la façon dont on l'analyse rétrospectivement, la révolution communiste était censée, pour ses sympathisants, favoriser un projet émancipateur. Les États-Unis étaient vivement critiqués non seulement parce qu'ils étaient une grande puissance, mais aussi parce qu'ils faisaient obstacle à l'émergence d'un ordre social plus progressiste. Beaucoup de celles et de ceux qui étaient solidaires avec le Vietnam ou avec Cuba partageaient cette vision.

Aujourd'hui, je doute que même ceux qui crient «Nous sommes tous du Hezbollah» ou «Nous sommes tous du Hamas» affirmeraient que ces mouvements représentent un ordre social émancipateur. Au mieux, ce qui est en jeu c'est une réification orientaliste des Arabes et/ou des musulmans considérés comme l'Autre, mais un Autre positif. Cette attitude témoigne également de l'impuissance historique de la gauche, de son incapacité à imaginer à quoi pourrait ressembler un avenir post-capitaliste. N'ayant aucune vision de cet avenir, beaucoup de gens ont remplacé toute conception de la transformation sociale par une notion réifiée de la «résistance». Aux Etats-Unis, tout ce qui «résiste» est considéré de façon positive. Il s'agit d'un mode de pensée extrêmement discutable.

La division du monde en deux camps a eu des conséquences très négatives pour la gauche, y compris durant la période précédente – celle pendant laquelle prédominait la solidarité avec le Vietnam, Cuba, etc. Trop souvent la gauche s'est trouvée dans la position d'être l'image inversée des nationalistes occidentaux.

De nombreux militants à gauche se sont transformés en nationalistes du camp qu'ils défendaient. La plupart d'entre eux – hormis quelques notables exceptions – vantaient les mérites des pays communistes. Leur regard critique en a été émoussé. Au lieu de développer une forme d'internationalisme critique vis-à-vis de toutes les relations sociales existantes, la gauche s'est transformée en supporter d'un des camps dans une nouvelle version du Grand Jeu.

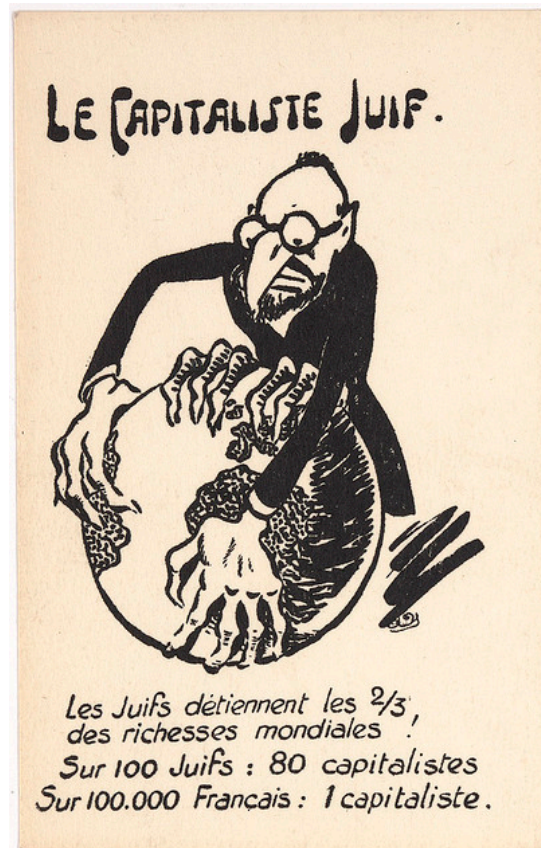
Ces attitudes ont eu des effets désastreux sur l'esprit critique de la gauche – et pas seulement dans le cas des communistes. Il est absurde que Michel Foucault se soit rendu en Iran et ait trouvé des aspects progressistes à la révolution des mollahs.

La vision de deux camps antagonistes a pu être séduisante parce que les communistes occidentaux avaient tendance à être des personnes très

progressistes – très courageux, souvent – qui ont souffert pour leurs tentatives de créer, du moins dans leur perspective, une société plus humaine et progressiste et peut-être même une société socialiste. Ces militants ont été complètement instrumentalisés; mais, en raison du double caractère du communisme, il était très difficile pour certaines personnes de s'en rendre compte. Les courants de la gauche social-démocrate qui s'opposaient aux communistes et ont vu la façon dont ils étaient manipulés sont eux-mêmes devenus des idéologues du libéralisme de la guerre froide.

La gauche n'aurait pas dû se ranger dans aucun des deux camps à l'époque. Mais sa situation est encore pire aujourd'hui.

Interview publiée dans *Solidarity* n° 166, le 4 février 2010



La propagande anticapitaliste-antisémite a, malheureusement, une longue histoire.

Moishe Postone :

Un autre automne allemand

(Message en faveur de la manifestation contre l'antisémitisme qui s'est tenue à Hambourg le 13 décembre 2009, suite à l'intervention de militants de gauche contre la projection du film de Claude Lanzmann Pourquoi Israël, le 25 octobre 2009, dans cette même ville.)

Il est politiquement très important que le plus grand nombre possible de sympathisants de gauche prennent au sérieux les manifestations d'antisémitisme qui se développent parmi des groupes se proclamant anti-impérialistes. Cela facilitera peut-être un processus de clarification théorique, processus qui sera forcément long et aurait dû être mené à bout depuis longtemps. Le problème n'est pas de savoir si l'on peut, ou non, critiquer les politiques israéliennes : on doit bien sûr le faire, particulièrement lorsqu'elles visent à saper toute possibilité de créer un Etat palestinien viable en Cisjordanie et à Gaza. Cependant, la critique du «sionisme» qui imprègne beaucoup de milieux anti-impérialistes dépasse la simple critique des politiques israéliennes. Elle attribue à Israël et aux «sionistes» une malveillance et un pouvoir uniques lui permettant de conspirer à l'échelle mondiale. Israël n'est pas critiqué comme d'autres pays le sont – mais parce que cet Etat incarnerait ce qui est profondément et fondamentalement le mal. Bref, dans cette forme d'«anti-impérialisme» et d'«anti-sionisme», la représentation d'Israël et des «sionistes» est essentiellement la même que celle des Juifs dans l'antisémitisme virulent qui a trouvé son expression la plus pure dans le nazisme. Dans les deux cas, «la solution» est la même – l'élimination au nom de l'émancipation.

Traditionnellement, les staliniens et les sociaux-démocrates ont toujours analysé le nazisme et le fascisme comme de simples outils de la classe capitaliste ayant servi à écraser les organisations de la classe ouvrière. Ils ont ainsi omis une des dimensions centrales de ces mouvements : le fascisme et le nazisme se considéraient eux-mêmes comme des mouvements de révolte et c'est en ces termes qu'ils s'adressaient aux masses. Le nazisme s'est présenté comme un mouvement de lutte pour la libération de l'Allemagne (et a soutenu des mouvements «anti-impérialistes» dans le monde arabe et en Inde). Cette vision reposait sur une compréhension fétichisée du capitalisme : la domination abstraite, immatérielle, mondiale du Capital était comprise comme la domination abstraite, mondiale, immatérielle des Juifs. Loin de s'attaquer simplement à une minorité, l'antisémitisme des nazis se considérait lui-même comme un

mouvement anti-hégémonique. Son objectif était de libérer l'humanité de la domination omniprésente et impitoyable des Juifs. C'est parce que l'antisémitisme a une dimension anti-hégémonique qu'il pose un problème particulier pour la gauche. Si, il y a un siècle, l'antisémitisme pouvait être caractérisé comme le «socialisme des imbéciles», aujourd'hui, il est devenu l'«anti-impérialisme des imbéciles».

Malheureusement, cette forme antisémite d'«antisionisme» n'est pas nouvelle. Elle se trouvait au centre des procès staliniens fabriqués, qui se déroulèrent au début des années 1950, particulièrement en Tchécoslovaquie, quand des communistes internationalistes, souvent juifs, furent accusés d'être des «agents sionistes» et exécutés pour ce motif. Cette forme codée d'antisémitisme, dont les origines n'ont aucun rapport avec les luttes au Moyen-Orient, y a été ensuite exportée par l'Union soviétique et ses alliés durant la guerre froide, en particulier par les services secrets de la RDA qui collaboraient avec leurs clients occidentaux et moyen-orientaux (par exemple la Fraction Armée rouge et divers groupes palestiniens «radicaux»).

Cette forme d'antisionisme «gauchiste» a convergé avec le nationalisme arabe radical et l'islamisme radical (pas plus progressistes que n'importe quel autre nationalisme radical, albanais ou croate, par exemple) pour qui l'impulsion éliminatrice envers les Juifs d'Israël est justifiée parce qu'elle viserait des colonisateurs «européens». Chaque fois que l'impulsion éliminatrice envers les Juifs d'Israël augmente, la légitimité de cet Etat est davantage remise en question. On avance alors toutes sortes d'arguments : la plupart des Juifs européens ne seraient pas biologiquement issus du Moyen-Orient (position défendue en 1947 par le Haut Comité arabe et maintenant recyclée et présentée comme une «découverte» par Shlomo Sand) ; les Juifs seraient simplement des colonisateurs européens qui, comme les «pieds noirs» [en français dans le texte], devraient être renvoyés dans leur pays d'origine, etc.

Il est malheureux, même si cela ne nous étonne pas, que des nationalistes radicaux du Moyen-Orient analysent la situation en ces termes. Cependant, une telle position devient perverse lorsque des Européens – particulièrement des Allemands – identifient justement les Juifs avec ces Européens-là, alors qu'ils furent le groupe le plus persécuté et massacré pendant un millénaire sur ce continent. En identifiant les Juifs avec leur propre passé meurtrier, ces Européens évitent d'affronter ce pesant fardeau. Il en résulte un discours qui prétend combattre le passé, mais en réalité le continue et le prolonge.

Cette forme d'antisionisme fait partie d'une campagne pour éliminer Israël, campagne qui se renforce depuis le début de la seconde Intifada. Le fait qu'elle souligne la faiblesse des Palestiniens voile son intention finale.

Cette forme d'antisionisme fait partie du problème, pas de la solution. Loin d'être progressiste, elle se combine avec l'idéologie des nationalistes arabes radicaux et des islamistes, c'est-à-dire avec la droite radicale du Moyen-Orient et, ainsi, renforce la droite israélienne. Elle alimente une guerre de plus en plus définie comme un jeu à somme nulle, sape toute solution politique possible, et offre une recette pour mener une guerre infinie. La haine exprimée par cet antisionisme fait éclater les frontières de la politique, car son objet – imaginaire – est illimité. Une telle absence de limites est le symptôme d'un rêve d'élimination. Les Allemands, comme beaucoup d'autres Européens, connaissent parfaitement ce rêve. Il est urgent qu'ils se réveillent.

(Cette traduction de l'anglais en français par Palim Psao est parue sur le site <http://www.palim-psao.fr/article-message-de-sympathie-pour-la-manifestation-contre-l-antisemitisme-a-hambourg-le-13-decembre-2009-par-moishe-postone--41717384.html>. Elle a été un peu révisée par nos soins.)

Livres traduits en français par Olivier Galtier et Luc Mercier :

- Marx est-il devenu muet ? : Face à la mondialisation, Éditions de l'Aube, 2003, 106 p.
- Temps, travail et domination sociale : Une réinterprétation de la théorie critique de Marx, Mille et une Nuits, 2009, 587 p.
- Critique du fétiche capital : Le capitalisme, l'antisémitisme et la gauche, PUF, 2013, 208 p.

En 1996, la revue *Temps critiques*, aborda la question de l'antisémitisme notamment dans les articles suivants : «La question allemande» et «Le rêve allemand de la national-social-démocratie» de Bodo Schulze (*Temps critiques* n° 1) ; «Présentation de “La logique de l'antisémitisme”» par Bodo Schulze, «La logique de l'antisémitisme» de Moishe Postone et «De la question antisémite» de Bodo Schulze (*Temps critiques* n° 2, reproduit dans ce numéro, articles tous consultables sur le site <http://tempscritiques.free.fr/spip.php> (*Ni patrie ni frontières*))

Mise au point sur la question du «révisionnisme»

Dans une époque où tous les avis semblent se valoir et passent des frontières que l'on pensait bien établies il s'agit, avec ce texte de 1990 de la revue *Temps critiques*, de revenir sur le révisionnisme développé par certains de l'ultragauche.

Des lecteurs nous ont fait part de leur étonnement ou de leur incompréhension devant la place centrale donnée au phénomène d'Auschwitz dans les articles de B. Schulze parus dans le premier numéro de la revue *Temps Critiques*. Cela mérite en effet quelques explications.

Dans ces articles, B. Schulze fait implicitement référence au philosophe de la «Théorie critique», Theodor W. Adorno, pour qui Auschwitz représentait une cicatrice dans la culture occidentale, laquelle se rattache traditionnellement à la philosophie des Lumières. Auschwitz constituerait la preuve que la rationalité peut être utilisée en fonction de la plus brutale irrationalité, irrationalité qui, contrairement à ce que pensait Lukács [1], n'est pas le produit de l'irrationalisme allemand mais plutôt celui de la «froideur bourgeoise», laquelle apparaît bien dans la pensée scientifique moderne et son indifférence aux résultats. Or Auschwitz, justement, est un résultat. Reconnaître cela, c'est aussi reconnaître que cette «froideur bourgeoise» n'est pas spécifiquement nationale et que l'Allemagne ne peut en constituer le terrain unique ou privilégié.

Ce qu'il y a de spécifique dans Auschwitz par rapport aux autres destructions de populations de la Seconde Guerre mondiale, c'est ce lien

particulier entre rationalité et irrationalité et c'est ce lien qui est occulté ou nié par les historiens classiques et par les «révisionnistes».

Pour la plupart des historiens, le régime national-socialiste est fondamentalement irrationnel. Ce n'est même pas, à proprement parler, un régime politique (à l'inverse du régime «totalitaire» stalinien) mais plutôt un système monstrueux, criminel dont les crimes ne peuvent être banalisés par une quelconque comparaison. Il n'y a donc, à la limite, pas d'explication à en donner. Tout juste peut-on rechercher les causes (sociales par exemple) de son avènement, les motivations ayant inspiré ses pratiques (voir notamment la querelle des «fonctionnalistes» et des «intentionnalistes» [2] sur la question de l'extermination des juifs), mais il ne s'agit jamais d'expliquer pourquoi divers facteurs ont fusionné à telle date, en tel lieu pour donner naissance au national-socialisme. Ces historiens et plus particulièrement les médias se contenteront donc d'en montrer les résultats pratiques les plus édifiants (images, chiffres, témoignages) et de le faire sur le mode de la répétition ; la commémoration plus importante que la compréhension !

Pour les «révisionnistes», au contraire, il ne peut y avoir un système totalement irrationnel. Ils vont donc couper le phénomène camps d'extermination du phénomène global nazisme-Seconde Guerre mondiale et le décortiquer de façon à affirmer que si irrationnel il y a, ce sont en fait les historiens et les vainqueurs de 1945 qui l'ont introduit à des fins de propagande. Or en affirmant qu'il y a imposture de la part des «vainqueurs», les «révisionnistes» soutiennent l'existence d'un mensonge universel dont «le Juif» seul est censément capable, stéréotype antisémite qui se profile en creux dans la mise en doute de l'indubitable. Si l'antisémitisme d'avant Auschwitz s'acharnait à démontrer que «le Juif» est responsable de tous les maux de la société capitaliste, après Auschwitz il trouve dans la négation de l'extermination des juifs, le terrain par excellence de son activité.

Il est remarquable qu'en France, de nombreux individus ou groupes informels issus des courants «ultragauche» [3] se soient mêlés à cette polémique. Ce qui peut expliquer cette intervention dans une discussion qu'ils n'avaient pas provoquée, c'est une vision matérialiste dogmatique qui donne à toute action capitaliste un fondement économique. Cette vision sera «appliquée» au problème de l'antisémitisme et de l'extermination des juifs dans un article de 1960 intitulé «Auschwitz ou le grand alibi» [4]. Dans cette optique l'antisémitisme n'était qu'un produit de la crise des années 30 dans les pays à bourgeoisie faible où l'assimilation des juifs ne s'était pas faite. Cantonnés essentiellement, de par leur histoire, à la petite ou à la moyenne bourgeoisie, les juifs d'Europe centrale et occidentale devenaient «inutiles» devant «l'avancement irrésistible de la concentration

du capital». Les camps devenaient alors un moyen pour celui-ci de retirer les juifs de la circulation non pas pour les exterminer mais pour les prolétarianiser complètement en les faisant travailler. Le phénomène des camps ne représentant alors qu'«une nouvelle forme de militarisation de la force de travail».

C'est pour cela que l'ultragauche fit souvent une lecture «au pied de la lettre» de l'inscription portée au fronton d'Auschwitz : «Arbeit macht frei» [5]. L'affirmation nazie venait en quelque sorte conforter ces prémisses théoriques. Il y avait bien un fondement économique à tout cela. Le «radicalisme» ultragauche ne fut préservé que par la critique ironique faite à l'adjectif «frei», critique qui permettait aussi de revenir sur un terrain qui lui était plus habituel, celui de la (critique) du travail aliéné.

Toutefois ces analyses ne se voulaient qu'explicatives. Il ne s'agissait pas encore de nier des faits mais de montrer leur soubassement. Le titre était d'ailleurs sans équivoque : Auschwitz ou le grand alibi et non pas Auschwitz et le grand mensonge. Il ne s'agissait que de montrer le lien entre capitalisme et national-socialisme, le second n'ayant été qu'un instrument utile mais temporaire aux mains du premier. Montrer ce lien c'était aussi combattre l'idéologie antifasciste officielle qui tendait toujours à l'occulter. Il y avait donc bien quand même, dans ces analyses, des éléments critiques, mais ils perdaient de leur force dans la volonté de ramener le national-socialisme à quelque chose de connu, de nier sa particularité.

C'est seulement à partir des années 70 que certains individus et groupes à la suite de Pierre Guillaume, ex-membre de la revue *Socialisme ou Barbarie* et de la librairie révolutionnaire La Vieille Taupe, s'engouffrèrent dans la voie ouverte par les révisionnistes et par Faurisson. Par un étrange retournement, un point de départ «économiste» aboutissait à privilégier la lutte idéologique : la société capitaliste repose sur le mensonge, lequel obscurcit la conscience prolétarienne en inventant l'épouvantail d'un monde d'enfer «inexistant», Auschwitz.

Pour faire ressortir le sujet révolutionnaire il fallait donc dénoncer le mensonge et rendre publique la vérité ; vérité qu'ils considéraient alors, comme seule, révolutionnaire. Seulement les compagnons de route des révisionnistes ont confondu vérité et distance d'avec la vérité officielle. Toute atteinte à cette vérité officielle est considérée comme vraie car elle fait plaisir, elle semble affaiblir l'ennemi, dévoiler enfin sa véritable nature. Par cette démarche l'ultragauche rejoignait un courant influencé par les idées «post-situationnistes» et particulièrement par celles de Jean-Pierre Voyer ; idées qui consistent à nier toute réalité au système capitaliste. Dans cette optique, la réalité des camps, comme celle de la crise des années 70, comme celle de la soi-disant lutte armée (Brigades rouges, RAF), n'est

qu'une pseudo-réalité, un voile jeté sur le monde par les pouvoirs étatiques et leurs médias.

Ces positions ne sont pas nées uniquement d'un goût prononcé pour la provocation. Elles sont une des conséquences de la crise du mouvement révolutionnaire et de sa théorie. Cette crise théorique trouve son explication dans la crise des classes et l'évanescence du sujet révolutionnaire traditionnel. Le développement des idées révisionnistes dans ce «milieu» a exactement correspondu à la crise du prolétariat et de sa théorie.

Il a souvent été reproché à ceux qui mettaient en avant la nature particulière d'Auschwitz, de vouloir masquer les autres atrocités du capitalisme (guerres, colonisation, Hiroshima...) ou de faire des chambres à gaz le symbole de la cruauté germanique. Ce reproche ne peut concerner Adorno, qui ne fait pas d'Auschwitz un stade ultime mais une étape fondamentale de la domination du système capitaliste. Il pousse le paradoxe jusqu'à voir dans «Auschwitz (est) l'unique cause de l'après Auschwitz». «Traduit», cela signifie que la période qui va de la fin de la Seconde guerre mondiale à nos jours, consacre le triomphe de la «froideur bourgeoise» même si l'adjectif peut être mis en cause : ce qui triomphe, c'est plus la froideur du sujet automate, du capital que celle d'une classe particulière.

C'est cette continuité que la société démocratique cherche à nier en faisant d'Auschwitz le mal absolu. Il suffit de montrer cette continuité pour qu'elle crie à la banalisation du nazisme et elle crie d'autant plus fort en France, pays de la collaboration qui organisa la rafle du Vel d'Hiv contre la population juive de Paris.

Jacques Wajnsztein

NOTES

[1] Dans *Grandeur et décadence de l'expressionnisme* (1934) Lukács attaque l'irrationalisme allemand que l'on retrouverait comme une constante aussi bien chez Bachofen et Nietzsche que chez les artistes expressionnistes. Pour lui, tous ces courants participent d'une mystique ou d'un romantisme anticapitaliste qui aurait frayé le chemin à l'irrationalisme allemand.

[2] Noms donnés aux historiens des deux écoles principales de «compréhension du nazisme».

– Pour les intentionnalistes, l'explication réside dans la personne d'Hitler et son antisémitisme viscéral. Pour eux le nazisme n'est pas une forme de fascisme mais un totalitarisme au même titre que le stalinisme (D. Bracher).

– Pour les fonctionnalistes, ce qui est central, ce n'est pas Hitler mais l'appareil d'État nazi dont la centralisation n'était que formelle (M. Broszat). La Shoah ne serait alors que la conséquence d'une totale improvisation (H. Mommsen), le discours antisémite, pur verbiage de propagande.

[3] Dénomination donnée à des courants issus du conseillisme allemand ou de la «Gauche italienne» de Bordiga, qui, à des titres divers critiquaient la ligne de l'«Internationale Communiste» dominée par le parti soviétique dans les années 20, et ce, d'un point de vue de «gauche». Tout en ayant été traités de «gauchistes» par Lénine dans *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, ils ne se rallièrent jamais au gauchisme «officiel» des trotskystes ou au «gauchisme» plus récent lié à mai 1968 ou au maoïsme.

[4] Éditions « Programme communiste », organe d'un groupe issu de la « Gauche italienne » et réédité en fascicule par la librairie ultra-gauche La Vieille Taupe en 1970.

[5] « Le travail rend libre ».



De la question antisémite

Octobre 1990, Bodo Schulze, *Temps critiques* n° 2

L'antisémitisme est la taie sur l'œil du citoyen. Que le démagogue national puisse recueillir jusqu'à 60% des suffrages lui est chose inconcevable. Informé qu'il est sur les affaires publiques, le citoyen sait que les juifs ne représentent pas un «problème de société», contrairement à ceux qu'il appelle des «immigrés». Passe encore que le démagogue s'en prenne à eux, car là — tout citoyen responsable doit en convenir — il y a «problème»; là, de «vraies questions» sont posées; là, on a le droit de débattre du «seuil de tolérance»; là, la division du genre humain en troupeaux de bétail, en citoyens et en étrangers, est tout ce qu'il y a de plus normal, comme est normal qu'on s'occupe des Français d'abord, qu'on chasse les «clandestins» et ferme les frontières aux extra-communautaires. C'est tout simplement le prix justement évalué de l'universalisme des droits de l'homme.

En ce qui concerne les juifs, le citoyen affirme qu'ils ne posent pas problème. Et pour une fois, il a raison. En effet, la «question juive» fut résolue, une fois pour toutes, par la Révolution, dite française, qui accorda aux juifs la citoyenneté et transforma la religion, de cause publique en cause privée: depuis, on aurait pu être juif comme on peut être catholique ou collectionneur de timbres, mais la tendance de la société capitaliste à l'antisémitisme en a «décidé» autrement.

Raison est donc de constater que, s'il y a une question antisémite, celle-ci n'a rien à voir avec une «question juive» qui n'existe plus. Mélanger les deux questions ou faire dépendre l'une de l'autre c'est déjà accepter le terrain de l'antisémite qui veut faire accroire que la question juive attend toujours sa réponse finale. L'antisémitisme obéit à une logique qui lui est propre¹ et qui se développe même s'il n'y a pas de juifs, comme au Japon.

Confronté à ce fait social surprenant, le citoyen se délecte à déplorer la «tragédie juive»: comme si les juifs étaient les acteurs et non les objets de la scène. Il projette sa propre tragédie sur le «peuple juif», tragédie qui cependant n'a de tragique que le nom, puisqu'elle est la condition bien sociale de citoyen, lequel chérit ses valeurs universelles tout en tenant ferme à la société capitaliste qui implique l'antisémitisme agissant. Le citoyen se sert d'Auschwitz pour déplorer les états d'âme que lui cause ce tiraillement. Le reste sont des mots, des «sentiments d'une immense douleur» à quatre sous, la réclame. Des sentiments qui se manifestent aussi facilement que les mots qui se forment dans la bouche. D'où l'intérêt soudain pour la mémoire juive? D'où ce voyeurisme qui savoure les

images de la misère extrême, d'où ce prurit de «témoignages de l'intérieur», alors qu'il s'agit de raisonner la question antisémite et d'en tirer les conclusions. Le citoyen est à la recherche d'une impression vive qui «frappe l'esprit» au lieu de mettre son esprit à comprendre l'antisémitisme. Il veut être «marqué» au lieu de saisir ce qui est arrivé et ce qui se prépare. Faute de quoi l'antisémitisme affecte l'idée même que le citoyen s'en fait.

Quand il en parle, sa pensée devient magique. À l'en croire, il s'agit là de quelques «vieux démons» qui, appelés par un séducteur diabolique, s'apprentent à posséder un nombre toujours croissant de Français. Il paraît que, «le tabou» une fois levé, le «poison» une fois distillé, le salut de la nation républicaine dépend entièrement de la revigoration morale des citoyens, histoire de «conjuré la maladie» qui ronge le corps social.

Cette façon commune de discourir, qui obscurcit au lieu d'éclaircir, met néanmoins au grand jour la disposition du citoyen à accueillir l'antisémitisme. S'il n'avait pas de ces accès, de ces «irréfléchies réticences à l'égard des juifs roumains²» par exemple, pourquoi recourrait-il au tabou pour exclure l'antisémitisme de l'usage commun ? Manifestement, il y a là dans ce monde, qu'il appelle si bénévolement économie de marché, État de droit et démocratie, une forte charge d'antisémitisme qui affecte jusqu'aux mouvements les plus secrets de l'âme du citoyen, de sorte que celle-ci doit s'imposer un interdit quasi religieux pour se tenir la bride.

Actuellement cependant, la discipline s'affaiblit sous les coups réitérés du démagogue. Alors qu'il y a quelques années les antiracistes ont unanimement stigmatisé le «refus de l'autre», ce sentiment «inhumain» par excellence, il s'en trouve aujourd'hui qui³ veulent «bannir tout espoir d'un monde sans racisme ni antisémitisme» parce que «c'est le refus de l'autre qui est spontané en chacun de nous». Le citoyen dit son *mea culpa* pour se réconcilier aussitôt avec sa culpabilité. S'il la suppose à juste titre générale, s'il reconnaît implicitement la disposition universelle de son monde à l'antisémitisme, ce n'est pas pour douter de ce monde, et encore moins pour s'en douter, mais pour s'en faire une raison : puisque tout le monde est spontanément antisémite, je peux finalement m'avouer tel, quitte à engager une lutte tragique contre «l'abjection qui perdure dans le cœur de l'homme⁴». Quel courage héroïque, en effet, que de se décider «autant que possible antiraciste et *anti-antisémite*⁵», et même de le dire !

Le citoyen et l'antisémite tombent d'accord pour affirmer que l'antisémitisme est une affaire du cœur humain, même si l'antisémite préfère l'appeler amour de la patrie, et le citoyen haine de l'autre. Accord de principe qui est à l'origine de la faible résistance que le citoyen oppose à l'antisémitisme : des mots aux forces du cœur. Car, s'il est absurde de supposer l'existence de «pulsions antisémites⁶», il reste que l'image du cœur dénote l'existence d'une logique sociale antisémite autrement plus

puissante que la force douce du discours... anti-antisémite. Une logique si obligeante que d'aucuns se convertissent en moins de deux d'«ami de toujours de la communauté juive» en homme d'État qui suspecte les juifs d'être à l'origine de tous les scandales récents, juste pour se perpétuer à la tête de l'administration d'une ville. Non que le monsieur de Nice, refaisant ses calculs, croie désormais que les juifs posent problème ; il a tout simplement découvert que l'antisémitisme peut lui être utile.

Que d'autre part le citoyen ne veuille opposer à cette logique sociale que des mots, que des défilés pour les clamer, est l'indice d'une solidarité sociale qui le lie à l'antisémite. Qui a enraciné l'antisémitisme dans le cœur de l'homme n'a plus aucune raison pour détruire l'ordre social dont la conservation a déjà une fois de trop exigé que l'antisémitisme passe à l'acte.

Plus particulièrement, la rhétorique de la «haine de l'autre» rend la question antisémite entièrement inintelligible. Fausse abstraction, ce genre de formule recouvre des faits sociaux aussi divers que la lutte pour la survie économique dans la concurrence générale, la volonté d'abroger cette loi universelle du marché en instaurant la «préférence nationale», et une logique meurtrière. Cette abstraction fait l'impasse sur l'essentiel, à savoir sur la manière dont l'individu atomisé, flottant au gré de la fortune du marché, sans autres obligations que celles de surveiller le bilan monétaire et affectif de sa vie personnelle, se transforme en homme national qui se coule, par prophylaxie, contre le pouvoir fort qu'il appelle de ses vœux, soupçonnant désormais l'«Internationale juive» d'ourdir dans les coulisses où, individu atomisé, il avait appris à chérir les heurs et malheurs d'une vie agitée. La figure de la «haine de l'autre» substitue au questionnement sur cette étonnante transmutation une expression connue par trop connue, qui endort par sa facilité et permet au citoyen d'augmenter l'estime de soi-même — car lui n'agit pas par haine mais à coups de lois. Dénier aux «clandestins» et aux «faux demandeurs d'asile» une vie ne serait-ce qu'un tout petit peu plus agréable que celle d'un monde tiersmondisé ne lui cause point d'états d'âme, à condition que l'exclusion résulte de la législation d'un État de droit. La froideur même de ce calcul social lui apparaît comme humaine. Rien de plus rationnel pour lui que la distinction administrative entre citoyen et étranger.

Or, si cette distinction ne se trouve point à l'origine de l'antisémitisme moderne, il n'en reste pas moins que lui non plus n'agit pas par haine. C'est là le trait saillant qui le distingue de l'antijudaïsme précapitaliste. Celui-ci n'apparaissait que là où vivaient des juifs, il agissait par pogroms aussi limités dans l'espace et dans le temps que la haine qui caractérise ce genre d'action. L'antisémitisme moderne au contraire se veut «de raison» (Hitler, 1921), il est totalisant dans la mesure où il vise *a priori* la destruction de *tous* les juifs et ne saurait donc se fier aux états émotionnels d'une populace

qui tantôt se déchaîne tantôt se calme. Qui plus est, la haine antijuifs lui est plutôt nuisible, comme l'attestent les retentissements de la Nuit dite «de cristal⁷». L'homme national n'est point appelé, par le démagogue, à manifester sa haine mais à devenir dur envers lui-même et envers l'ennemi de l'Europe éternelle, insensible à toute émotion, mais obéissant à la loi naturelle que lui prescrit la morale nationale.

Auschwitz, aujourd'hui sujet d'édification du citoyen par excellence, montre que l'antisémitisme moderne, de même que toute politique d'immigration, agit aux moyens de la loi, de l'administration et de la police. Il apparaît que, le cas échéant, l'État moderne *devient* antisémite, car la transmission du pouvoir au chef du peuple allemand ainsi qu'au sauveur de la France se fit sans qu'aucune règle constitutionnelle d'un État de droit n'eût été enfreinte.

Que le démagogue haïsse les juifs, cela se peut ; qu'un sentiment personnel détermine l'État, cela ne se peut : l'État n'a pas d'organe émotif. Il devient antisémite quand la conservation de l'ordre capitaliste des choses exige un nouveau grand bond en avant dans le néant. C'est alors que s'affirme l'«identité nationale» dont la droite et la gauche discutent si passionnément. Que l'antisémitisme se trouve au centre directeur de cette «identité» leur échappe forcément parce qu'ils n'appréhendent le démagogue que sous les formes défigurées d'homme politique et de diable : avec l'homme politique ils discutent des valeurs nationales, mais le diable antisémite est «infréquentable». Dans cette vision schizophrène prend origine la conscience notoirement bonne d'anti-antisémite que le citoyen affiche chaque fois que l'antisémitisme se manifeste publiquement. De la nation républicaine à la nation antisémite, le passage se fait cependant de manière continue, vu qu'il se produit sur le même terrain, la société capitaliste et son État.

Une même logique préside à ce glissement progressif qui s'amorce quand la société entre dans une crise majeure. Cependant, les éléments fondamentaux de la dynamique nationale caractérisent déjà les temps «normaux». La nation, qui se donne pour tout ce qu'il y a de plus concret, comme la personne suprême où l'homme doit trouver son être vrai et s'identifier à «son» État, est en fait une abstraction pure : personne ne sait ce que cela veut dire que d'«être Français», ce qui n'empêche pas que tout le monde croit le savoir. Attendu l'impossibilité de définir rationnellement l'essence nationale, l'État tranche la question dans le vif et définit le Français par la voie négative, en stipulant qui ne l'est pas : le citoyen national est défini par négation de l'étranger.

En temps de crise larvée, quand il faut serrer les coudes, le droit des étrangers — c'est-à-dire des extracommunautaires — se durcit, l'autorité souveraine s'affirme sous la forme de la nation. Pour l'instant, l'État réalise

les revendications minimales du parti national : chasser les clandestins, fermer les frontières de la CEE, limiter le droit d'asile. Les partis de droite s'avancent un peu plus loin sur le chemin de ce programme : introduire dans le code de la nationalité un acte humiliant, donner aux municipalités le droit de refuser les étrangers, limiter le regroupement familial et instaurer un système de prestations sociales selon le principe de la nationalité. Par cette dernière mesure, notamment, l'État approfondit la distinction entre nationaux et immigrés, dont il se réclamera par la suite pour «expliquer» la nécessité des mesures ultérieures. Ainsi, la nation est peu à peu propulsée sur le devant de la scène, et, tout naturellement, le terrain idéologique se prépare parallèlement aux mesures législatives et administratives.

Finalement, l'exaltation de la nation se produit quand l'État devient ouvertement autoritaire pour juguler les forces centrifuges qui agiteront la société en crise ouverte. La nation devient alors la forme idéologique dans laquelle le citoyen est appelé à contempler l'administration des affaires courantes par la force brute. Toutefois, elle ne se réduit pas à un simple reflet idéal de la violence étatique, mais développe une dynamique dont les résultats lui sont propres.

Il s'agit là d'une sorte d'idéalisme réel. La nation qui se prétend la chose la plus concrète qui soit est en fait tout ce qu'il y a de plus abstraite. Maintenant que s'affirme le fondement matériel sur lequel elle repose, elle doit montrer qu'elle est ce qu'elle déclare être. Or, la seule façon qu'il y a pour une abstraction de se faire passer pour concrète est de se prétendre attaquée par des «forces abstraites» qui œuvrent inlassablement à sa dissolution et de les combattre tout aussi incessamment. Que la nation ne soit pas, pour l'instant, ce concret qu'elle est essentiellement s'explique par les agissements des «puissances cosmopolites», la «révolution nationale» étant appelée à redresser la situation. Plus la crise sociale s'accroît, plus l'autorité de l'État s'affirme, et plus la nation se lance à la poursuite des «agents dissolvants» qui sont censément à l'origine de la crise sociale parce que celle-ci apparaît sous la forme de la «décadence nationale» dont ces agents portent toute la responsabilité.

L'idéologie antisémite devient réel au fur et à mesure que «s'aggrave la situation nationale». Le combat contre les «puissances abstraites» consiste alors à définir, puis à exproprier, ensuite à concentrer, finalement à anéantir les juifs⁸ – non parce qu'ils représenteraient ces forces, mais parce qu'ils les personnifient, qu'ils sont soi-disant ces forces abstraites mêmes, en chair et en os⁹. À la solution de la crise sociale par la révolution sociale se substitue la solution par la «révolution nationale» contre les juifs. Portée au paroxysme, cette dialectique idéologique de la société capitaliste en crise débouche sur la destruction des juifs, mise en œuvre au moment où la gestion nationale de la crise prend un tour suicidaire : la Solution finale

historique commence au moment où l'Allemagne entre en guerre contre l'Union soviétique.

Dès aujourd'hui, cette tendance suicidaire de tout mouvement national, dont l'expression type est le cri franquiste «Viva la muerte !», transparait ici et là dans le discours du démagogue. Citons l'exemple d'un fait divers relaté par le démagogue français, une anecdote qui, selon lui, est tout autre qu'anecdotique. Deux jeunes Marocains tuent leur sœur parce qu'elle sort avec un non-musulman. Puis l'aîné tue son frère complice avant de tourner l'arme contre lui-même. «Acte héroïque», dira le démagogue, «geste de perfection éthique et esthétique», «acte inéluctable» aussi ; en effet, seul le héros mort est un héros. Seul le soldat mort a prouvé qu'il fut capable de se sacrifier à la nation, que celle-ci lui importe plus que sa propre vie. Et seul l'antisémite mort est un antisémite achevé parce que ce n'est que dans la mort qu'il aura anéanti les forces dissolvantes de son esprit qui le hantent sous la forme du doute, lequel ne laisse pas de lui suggérer que sa vision du monde capitaliste est absurde autant qu'elle est «logique». Seule la mort le «libère» entièrement de la raison abstraite qui sera en lui tant qu'il vivra. En ce sens, le démagogue a raison d'affirmer que la révolution nationale est une libération.

L'antisémite se tourne contre lui-même et en donne la faute au «Juif». Rien ne doit subsister qui ne corresponde à son délire, pas même lui-même. C'est pourquoi l'antisémitisme est une idéologie secondaire, dérivée, qui ne peut être combattue en tant que telle. Inscrite dans les rapports de production capitaliste, elle s'actualise chaque fois que la marche paisible de l'accumulation tend à se rompre, et captive la conscience de ceux qui (pres)sentent cette rupture sans toutefois en tirer des conclusions sociales-révolutionnaires. Ils y trouvent la désolante consolation d'être du côté du pouvoir qui les frappera au moment même où ils imaginent le frapper en frappant les juifs. Tant que les hommes isolés persistent à croire qu'il est possible de «se conserver» dans l'isolement, la rationalité instrumentale qui découle de la loi de la conservation de soi cédera, en crise sociale, tout naturellement le pas à la contre-rationalité antisémite où «se conserver» est immédiatement identique à «se suicider», absurdité objective qui se contre-rationalise par le meurtre de ceux qui incarnent le «tiers exclu».

Bodo Schulze

NOTES

1 Voir Moishe POSTONE, «*La Logique de l'antisémitisme*», article paru dans *Temps critiques* n° 2.

2 André GLUCKSMANN, «Racisme : les candeurs post-programmées», dans *le Figaro* du 30 mai 1990.

3 Pascal BRUCKNER, «La trouble séduction de M. Le Pen», dans *Le Monde* du 17 mai 1990.

4 Pascal BRUCKNER, *ibid.*

5 André GLUCKSMANN, *ibid.*

6 André GLUCKSMANN, *ibid.*

7 Voir Raoul HILBERG, *La Destruction des juifs d'Europe*, Paris, éd. Fayard, 1988, pp. 40-50.

8 La distinction de ces quatre phases a été élaborée par Raoul HILBERG, *ibid. passim.*

9 Voir Moishe POSTONE, *ibid.*

Tariq Ramadan avec Dieudonné et Soral : vers l'antisémitisme?

Dieudonné et Soral sont venus lancer leur campagne «antisioniste» pour les élections européennes lors du congrès de l'UOIF au Bourget. Accueillis chaleureusement (http://www.dailymotion.com/video/x8yma8_dieudonne-et-alain-soral-au-rassemb_news) ils se sont fait filmer avec un Tariq Ramadan souriant et amical. Ces images serviront la propagande «électorale» de ceux qui espèrent sans doute pouvoir réitérer l'opération Euro Palestine de 2004, à laquelle ils avaient participé.

Lors du meeting central de cette liste au Palais des Sports de Paris, le 8 juin 2004, le duo composé de Siné (innocent, on le sait, de tout antisémitisme) et Soral s'était livré à un exercice connu des rassemblements d'extrême droite: à la tribune, faire siffler et huer par le public des personnalités en mentionnant leur patronyme juif (voir notre article «Antisémitisme: Siné persiste et récidive» <http://www.memorial98.org/article-21264320.html>)

Le site officiel de la liste Euro-Palestine rendait ainsi compte délicatement de cet épisode :

«Siné et Alain Soral se sont livré avec la salle à un petit jeu de devinettes, consistant à trouver les auteurs d'un certains nombre de phrases incroyables mais vraies, sorties de la bouche de divers supporters de Sharon, mais aussi de politiciens français.»

Après le scrutin, les responsables de la liste avaient fini par écarter Dieudonné et Soral, trop marqués par leurs amitiés négationnistes

La rencontre amicale et filmée du Bourget ne relève pas des images «volées» ou du hasard, puisque Ramadan a publié sur son site officiel un texte de justification dans lequel il mentionne même la mise en garde de ses proches :

«J'étais présent au 26^e congrès de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF) (...). Alors que je signalais des ouvrages, Dieudonné et Alain Soral sont passés devant le stand : ils se sont arrêtés et nous avons eu un échange de quelques minutes. Beaucoup de personnes présentes m'ont reproché de les avoir salués alors qu'il y avait des caméras et des appareils photos qui les accompagnaient et qui «immortalisaient» cette rencontre comme d'autres pendant la durée du congrès. Au moment de notre rencontre, je ne savais pas, au demeurant, que Dieudonné et Soral avaient

choisi le congrès du Bourget pour lancer la campagne européenne du «Parti antisioniste» (sic).

Même justification que le Vatican à propos de Williamson : le pape et son entourage n'avaient pas eu le loisir de consulter Internet. Notons qu'il y a un autre partenaire à la campagne, en l'occurrence le «Parti antisioniste» du centre chiite Zahra-France qui apporte la caution politique et sans doute financière du régime iranien. Cette officine diffuse aussi d'ailleurs une interview complaisante de Le Pen à l'occasion d'une réception en l'honneur du 30^e anniversaire de la révolution islamique.

Ramadan poursuit : «J'ai défendu, et je continuerai à défendre, le droit de Dieudonné à s'exprimer. En 2005, j'ai dit et répété publiquement que l'on ne pouvait pas accuser Dieudonné d'antisémitisme alors que, procès après procès, il était blanchi de ces accusations.»

En utilisant cet argument Ramadan se moque du monde.

D'abord parce que Dieudonné a été condamné deux fois dont l'une pour une interview au *Journal du Dimanche* en 2004. Il y associait les Juifs à des «négriers reconvertis dans la banque, le spectacle et l'action terroriste» qui auraient «fondé des empires et des fortunes sur la traite des noirs Il fut condamné pour «provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale ou religieuse»

Surtout depuis 2005 Dieudonné a radicalisé son propos antisémite et négationniste, jusqu' à faire venir sur la scène du Zénith le 28 décembre 2008 Faurisson, symbole et porte-drapeau du négationnisme dont le programme se résume dans la phrase suivante : «*les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge historique*»(voir notre article «Dieudonné, Faurisson, Le Pen : décryptage» <http://www.memorial98.org/article-26215995.html>).

Quant à Soral l'espace manque pour citer la litanie de ses propos antisémites.

Quelques échantillons permettent de se faire une idée ; sur Antenne 2 dès le 21 septembre 2004 il avait déclaré, en présence de Dieudonné : «*Parce qu'en gros c'est à peu près ça leur histoire – des Juifs –, tu vois. Ça fait quand même 2 500 ans, où chaque fois où ils mettent les pieds quelque part, au bout de cinquante ans, ils se font dérouiller.*»

Son site actuel (Egalité et Réconciliation) va jusqu'à publier un texte intitulé «E&R et la question juive» dont le propos essentiel est de nier l'existence de l'antisémitisme.

Même lors de son départ récent du FN, motivé par sa non-désignation en tête de liste, Soral a trouvé le moyen d'en donner une explication antisémite ;

«Vous le savez maintenant, je ne serai pas tête de liste Front national pour l'Ile de France aux Européennes. Je n'ai rien à faire sur la liste Dubois,

pas seulement parce qu'il est débile et bègue, mais parce que ce libéral atlanto-sioniste est sur une ligne diamétralement opposée à la mienne.

«(...) [les membres] du Front seront sans doute très étonnés d'apprendre que c'est Marine, qui s'est le plus violemment opposée à mon investiture, puis à ma deuxième place, allant jusqu'à déclarer, en pleine ratonnade à Gaza, qu'elle me préférerait Sulzer (qui est secrétaire du groupe FN au conseil régional du FN et Juif NDLR).

«(...) A ceux que ça étonne d'apprendre que c'est la «bande à Marine» – cet agglomérat de multi-transfuges, de marchands du Temple et de cage aux folles – qui a tout fait pour me barrer la route et me neutraliser depuis deux ans, et ce malgré la confiance et l'amitié que m'accordait le Président, le respect et la neutralité courtoise d'un Bruno Gollnisch, je dois encore une explication (...).

«Marine ne s'oppose jamais qu'en surface aux intérêts et à la logique de l'Empire. Ses vociférations d'avocate sur le pouvoir exorbitant des grandes surfaces lui permettant de couvrir son silence exorbitant sur le pouvoir d'autres puissances bien plus déterminantes pour l'avenir de la France et des Français, pouvoir d'achat compris ! Haro donc sur Leclerc, mais silence sur Tskhinvali et Gaza...Ne restera plus ensuite, l'épuration achevée, à faire payer aux pauvres Noirs et aux pauvres Arabes, tous déclarés islamistes et complices du terrorisme, la souffrance imposée au peuple de France par les riches Blancs, pas toujours catholiques, planqués dans leurs paradis nomades, à New-York et à Miami.»

On est dans la tonalité des années 1930 et du journal *Je suis partout* de R. Brasillach.

Soral le «marxiste» s'est aussi lancé récemment dans le soutien au pape Benoît XVI sur Williamson et le préservatif, tout en fustigeant sa visite prévue au Mémorial de la Shoah à Jerusalem :

«Le plus triste dans cette histoire qui n'est pas finie – Benoît XVI devant se rendre très prochainement dans cette merveilleuse démocratie du Moyen-Orient qu'est Israël pour y lécher, conformément au rite de soumission mondialiste, la dalle de Yad Vashem et y abjurer un peu plus la religion du Christ, au profit de l'hérésie siono-shoatique.»

Devant cette profusion de déclarations antisémites bien connues, Tariq Ramadan opère en réalité un choix politique délibéré consistant à s'afficher publiquement et amicalement avec le duo faurissonien.

Il est bien loin de ses condamnations antérieures de l'antisémitisme. Ses «témoins de moralité» issus de la gauche radicale, qui l'ont tant défendu quand il a mis en cause les «intellectuels communautaires» juifs réagiront-ils ? Olivier Besancenot revendique de «faire le ménage des antisémites» lors des manifestations pour la Palestine (il s'agit en l'occurrence

d'expulser Soral) mais son camarade Daniel Bensaïd reviendra-t-il sur le soutien sans faille alors apporté à T. Ramadan ?

Celui ci tente dans son texte un balancement rhétorique en formulant une divergence : «Je refuse néanmoins de la même façon les potentielles instrumentalisations de ma personne ou de ma pensée. J'ai dit et répété que rien, jamais, ne peut justifier un rapprochement avec l'extrême droite dont l'idéologie et les projets politiques sont à l'antithèse de ce que je défends. Je l'avais dit à des militants d'extrême droite comme à Marine Le Pen. Lors de notre courte rencontre au Bourget, c'est ce que j'ai dit et répété à Dieudonné et à Soral.»

Ramadan veut ainsi faire croire que lors de cette «courte» rencontre, dont le caractère amical et souriant est évident, il a trouvé le temps de sermonner le duo et les a mis en garde contre leurs alliances. Quelle blague ! A qui veut-il faire croire qu'une telle discussion se tient devant les caméras ?

De plus sa seule critique contre les alliances avec le FN convient parfaitement au duo. Dieudonné se prétend proche de Bové, bien qu'ayant fait baptiser sa fille sous le parrainage de Le Pen, dans une église intégriste de Bordeaux. Soral vient de quitter Le FN après y avoir fait une carrière météorique sous la protection de son dirigeant. Son slogan est «Gauche du travail, droite des valeurs» qui évoque irrésistiblement le socialisme national ou national-socialisme

Ramadan conclut : «Entre la diabolisation et l'instrumentalisation potentielles des uns et des autres, ma position reste claire : rencontrer, écouter, débattre, critiquer. Cela veut dire refuser les atteintes (très sélectives) à la liberté d'expression (et donc défendre le droit de Dieudonné ou Soral à s'exprimer ou à se produire en France).»

A nouveau, Ramadan épouse ainsi la posture de Dieudonné et Soral qui en font leur argument central. Il vient aussi au secours des Le Pen, Gollnisch, Horst Mahler, David Irving et tutti quanti, négationnistes et néo-nazis prétendument empêchés de s'exprimer.

Nous ne nous réjouissons pas que T. Ramadan «dévoile» enfin ses positions et apporte ainsi la preuve qu'il pratique un double langage. La lâcheté dont il fait preuve à l'égard du duo est une bien mauvaise nouvelle

Son autorité et son prestige vont leur permettre de renforcer la campagne antisémite dont ils sont les porte-parole.

Albert Herszkowicz, *Memorial 98*

Dieudonné : l'antisémitisme, l'affaire du siècle pour gagner sa place au soleil

Le nouveau «spectacle» de Dieudonné est un succès : des milliers de personnes se pressent aux «représentations» de *Fox Trot*, qui toutes, se tiennent dans de grandes salles, souvent les principales des villes où il se déplace. Presque aucun maire ou préfet ne se hasarde plus à l'interdire, et certains écrivent même respectueusement aux collectifs qui l'ont soutenu, comme à Bordeaux.

A en croire les journalistes, qui reprennent la légende élaborée par le politicien fasciste lui-même, ce succès interviendrait après des années de «censure», et serait due uniquement à une mobilisation de bric et de broc de ses fans, notamment sur les réseaux sociaux. Le «paria ruiné» tiendrait sa revanche grâce à sa détermination et à l'auto-organisation de ses troupes.

Et si au contraire, le succès actuel de Dieudonné, l'explosion de son audience s'inscrivaient dans le cadre global de la percée de l'extrême droite sur tous les fronts, due au soutien d'une partie de la bourgeoisie, et au ralliement au néofascisme de forces politiques bien installées se revendiquant autrefois du progressisme ?

Avec l'affaire Cahuzac, d'aucuns ont découvert que les groupes d'extrême droite comme le GUD étaient également composés d'hommes d'affaires bien installés, et que ces hommes d'affaires bien installés étaient également des proches non seulement de Marine Le Pen, mais aussi de toute cette mouvance qui gravite autour du Front national ET de Dieudonné: Philippe Peninque, avocat de Cahuzac, et conseiller de Mme Le Pen est également un des fondateurs de l'association d'Alain Soral, Egalite et Réconciliation.

Dieudonné n'est pas plus mal entouré et a su, lui aussi, trouver des relais influents dans le domaine qui est le sien, l'antisémitisme érigé en attraction comique.

Ainsi, avoir plein d'amis Facebook, c'est bien sûr très utile pour se faire de la publicité quand on est un artiste : mais avoir une productrice de taille, c'est encore mieux.

Celle de Dieudonné s'est beaucoup répandue dans les médias à propos de son dernier spectacle, médias avec qui elle semble avoir de très bons rapports au regard de l'espace qu'on lui laisse pour s'y exprimer, tant à la radio que dans les journaux à chaque fois que Dieudonné va donner une représentation. C'est normal car Chrystel Camus n'est pas une obscure

intermittente du spectacle : sa boîte de production s'occupe par exemple des spectacles de Philippe Candeloro, et sur son Facebook, on la croise en compagnie de personnages médiatiques pas exactement subversifs, Danielle Evenou ou Jean-Pierre Castaldi par exemple.

S'il n'est pas dans notre propos de faire des amalgames familiaux, et si l'on n'est pas obligé de suivre les traces de ses parents ou inversement de partager les convictions de ses enfants, en matière professionnelle, la reproduction sociale est un phénomène sociologique indéniable : or, Chrystel Camus est la fille de Jean-Claude Camus, un des plus gros producteurs français, qui géra la carrière de Johnny, de Sardou, et autres stars de la variété française – liste sur Wikipédia.

L'hypothèse selon laquelle sa fille bénéficierait en conséquence d'un réseau de connaissances important aussi bien au niveau des salles de spectacles, des artistes, que des médias n'est donc pas spécialement tirée par les cheveux. Et ce d'autant plus qu'il y a au moins un exemple récent, dans les «nouveaux amis» affichés par Dieudonné, qui semble confirmer l'importance des relations familiales de sa productrice.

Il y a quelques semaines en effet, une photo initialement publiée sur le mur de Dieudonné fait le tour des sites d'extrême droite : on y voit le politicien antisémite poser avec Yannick Noah au théâtre de la Main d'Or, dans une posture qui laisse entendre à la fois une très grande convivialité et une connivence politique, puisque Noah y a comme Dieudonné l'index levé en l'air, allusion au «fameux» «Au-dessus c'est le soleil» du politicien antisémite. Évidemment, ceci peut tout à fait signifier un ralliement politique, pesé et assumé de l'ex-champion de tennis. Il n'en reste pas moins que les deux hommes ont pu en tout cas faire connaissance parce qu'Isabelle Camus, la compagne de Yannick Noah, est également la sœur de la productrice de Dieudonné.

Chronique people que tout cela ? Oui, sans doute, mais la chronique people n'est après tout que la traduction d'une réalité de classe, celle du milieu de la production culturelle capitaliste de masse.

Objectivement, Dieudonné le «proscrit» est produit par une entreprise influente et en pointe dans ce secteur de la production, dont la dirigeante a tous les réseaux nécessaires pour faire en sorte que le politicien fasciste ait accès aux mêmes salles et à la même pub que n'importe quel artiste de variété. Objectivement Dieudonné n'est donc pas plus un rebelle ou un self-made man que Michel Sardou ou Philippe Candeloro.

Cela ne l'empêchera pas de se présenter comme tel, puisque le retournement victimaire est un argument clef des fascistes : mais les faits sont là, aujourd'hui la haine antisémite et raciste est promue par le circuit capitaliste habituel du milieu artistique, culturel et médiatique.

Et qui veut s'y opposer s'expose à le payer cher : la productrice de Dieudonné brandit en effet sans arrêt la menace d'une nouvelle condamnation, comme celle dont avait écopé la ville de La Rochelle, astreinte à verser 40 000 euros au politicien.

Certes cette nouvelle production est un pas supplémentaire franchi par Dieudonné. Mais il ne faudrait pas y voir la rupture d'une digue antifasciste existant dans le monde des médias et de la culture à son encontre. En réalité, malgré la virulence de ses déclarations antisémites et racistes, malgré son alliance sans ambiguïtés avec l'extrême droite la plus radicale, Dieudonné a certes subi quelques revers mais n'a jamais été «boycotté par le système».

Sans quoi, il n'aurait pas pu faire monter Faurisson sur une des plus prestigieuses scènes parisiennes, le Zénith, en 2008. Et si certaines municipalités s'opposent à sa venue dans leur ville après cet épisode qui le classe tout de même chez les amis du néonazisme franc et ouvert, beaucoup d'autres laissent ses spectacles se dérouler.

De plus, prétendre que Dieudonné a été boycotté médiatiquement de manière massive et systématique, c'est avoir une bien étrange conception du boycott. Jusqu'en 2009, ses promoteurs habituels de Canal Plus, et notamment les animateurs de Groland, relaient volontiers ses «sketches».

En cette même année 2009, sa liste aux Européennes bénéficie d'un relais médiatique considérable que des formations politiques plus importantes n'auront pas. En 2010, lorsqu'il sort un bouquin avec Bruno Gaccio, il participe à de nombreuses émissions. En bref, Dieudonné a accès aux médias à chaque fois qu'il a une actualité tout simplement.

Nul doute que sa nouvelle productrice, ajoutée à l'offensive de journalistes comme Taddei ou Schneidermann qui accusent tous ceux qui ne l'invitent pas d'avoir eux-mêmes une mentalité dictatoriale augure cependant d'une nouvelle ère : celle de la banalisation totale de Dieudonné et de sa promotion active et massive par les médias.

Cette banalisation médiatique se double d'une banalisation politique, et celle-ci est également le fait de personnalités et d'associations ayant pignon sur rue.

La plus significative d'entre elles est la Fondation du Mémorial pour la traite des Noirs. Celle-ci s'est faite remarquer récemment par un fracassant communiqué de soutien à Dieudonné : des associations antiracistes dont la LICRA se mobilisaient pour faire interdire le spectacle du politicien antisémite à Bordeaux, en vain. C'est le moment que choisit la Fondation pour décréter que cette mobilisation est une atteinte insupportable à la liberté d'expression et surtout pour reprendre l'éternel argument du «deux poids, deux mesures». Pour Karfa Diallo, président de l'association, la mémoire de l'esclavage n'est pas assez prise en compte, à Bordeaux, des rues portant des noms d'esclavagistes ne sont toujours pas débaptisées....et

ceci justifierait donc qu'on bafoue la mémoire de la Shoah, par souci d'égalité, en quelque sorte. Puisque le racisme existe, banalisons l'antisémitisme, voilà la thèse de la Fondation, un copié-collé de celles de Dieudonné, grotesque et ignoble nivellement par le bas.

Par le bas du bas, même, car Dieudonné qui s'affiche avec les racistes du FN ou du GUD, n'a absolument jamais rien fait pour la mémoire de l'esclavage, à part travestir l'Histoire et tenter de dédouaner les véritables responsables de la traite, en inventant de toutes pièces un contrôle de cette traite par les Juifs. Il s'est écoulé dix ans depuis les premières déclarations ouvertement antisémites de Dieudonné et l'affirmation de cette thèse : depuis Dieudonné a fait deux films, plusieurs spectacles, d'innombrables vidéos, il a promu à la Main d'Or nombre de personnages d'extrême droite ou des milieux sectaires, présenté une liste aux élections. Les moyens ne lui manquent donc pas : pourtant, à aucun moment dans toutes ces années d'intense activité, il n'a fait quoi que ce soit sur la mémoire de l'esclavage, ce sujet qui lui tenait soi-disant tant à cœur.

Alors que signifie le ralliement de la Fondation pour le Mémorial de la Traite des Noirs ? Pour le comprendre, il faut aller s'intéresser à son président Karfa Diallo et à ce qu'a été son activité depuis le début des années 2000.

L'homme en effet n'a pas toujours été aussi critique envers les autorités que dans ce communiqué de soutien à Dieudonné. Au contraire, son action s'est toujours inscrite dans un cadre plutôt institutionnel et c'est ainsi qu'en 2005, il accepte d'entrer dans une instance créée par la mairie d'Alain Juppé : le Comité pour la Réflexion sur la Traite des Noirs. Cette instance, clairement, est une réponse à la lutte des associations pour faire reconnaître l'esclavage et ses responsables, mais c'est aussi une tentative de récupération et de détournement institutionnel, et qui va très vite s'orienter vers une euphémisation du problème, une absence de désignation claire de l'ensemble des responsabilités, et surtout une forme de retournement victimaire.

Le président choisi pour présider ce «comité d'experts» est en effet Denis Tilinac : en cette année 2005 où le ministre de l'Intérieur s'appelle Nicolas Sarkozy et impose la répression et le racisme sur tout le territoire, en décrétant notamment l'état d'urgence comme pendant la guerre d'Algérie, Karfa Diallo, défenseur de la minorité noire, n'hésite pas à s'associer à un journaliste de la droite dure, qui sera un des premiers supporteurs de Sarkozy. Un de ces supporteurs, qui d'ailleurs ne l'ont pas attendu pour franchir aisément la ligne idéologique entre droite extrême et extrême droite. Tilinac, outre qu'il est journaliste à *Valeurs Actuelles*, est en effet un des pourfendeurs médiatiques les plus connus de la soi-disant «tyrannie des minorités» et un des propagateurs de la notion de

«repentance», visant à discréditer, à empêcher, ou au moins à limiter toute reconnaissance institutionnelle des crimes commis par l'Etat français et par la France, qu'il s'agisse de l'esclavage, de la colonisation ou du rôle réel joué par les autorités de Vichy dans le génocide des Juifs.

Karfa Diallo, l'homme qui aujourd'hui fait porter aux associations antiracistes comme la LICRA la responsabilité de l'insuffisante reconnaissance institutionnelle de l'esclavage, était donc moins regardant en 2005, quand on lui proposa cette participation à ce comité avec un personnage tel que Tilinac.

Et à lire le mémoire qui en est sorti, cautionné par ce même Karfa Diallo, on se rend vite compte que c'est bien la ligne Tilinac qui a triomphé. La tournure générale se résume bien dans le paragraphe reproduit ci-dessous : mise en accusation immédiate du travail de mémoire, jugé d'entrée susceptible d'être motivé par l'agressivité envers les «Bordelais de souche», limitation nécessaire de son champ d'investigation, et évocation du prétendu danger de la «repentance».

«Comment faire en sorte que ce “travail” soit fructueux, et pérennise la mémoire de faits déplorables sans culpabiliser les Bordelais de souche autochtone ou européenne ? Car, de toute évidence, si la revendication mémorielle prenait un tour agressif, elle provoquerait inmanquablement des crispations identitaires et de la xénophobie. Surtout en une période où le peuple français est très divisé sur l'opportunité des diverses “repentances” que le système médiatique semble lui imposer. Toute initiative mémorielle qui s'affranchirait de cette visée, ou qui la dévoierait en récrimination sectaire, se condamnerait à l'insignifiance. Pire : elle alimenterait les ressorts de la suspicion et de l'agressivité.»

A la finale évidemment, le rapport ne propose pas grand-chose : normal, dès son introduction, la traite des Noirs par les Européens est banalisée, par un rappel de l'«éternité de l'esclavage», pratiqué par quasiment toutes les civilisations, encore existant aujourd'hui...D'entrée, donc, la spécificité de la traite des Noirs est évacuée, circonscrite à une banalité de l'histoire de l'humanité.

Dans la suite du rapport, si les rares voix protestataires au sein de l'Église sont mises en avant, par contre la légitimation idéologique apportée par la hiérarchie catholique et ses intérêts concrets dans la traite sont totalement évacués. Sur ce point aussi, Karfa Diallo a tout pour s'entendre avec Dieudonné, l'homme qui a fait baptiser sa fille par un prêtre intégriste, raciste et anti-immigration.

Voilà ce que cautionnait Karfa Diallo en 2005 : à la page 23 du rapport, on voit aussi écartée la proposition de signaler, par un visuel, les noms de rues baptisées avec celui d'un responsable de la traite... Ainsi donc en 2013, Karfa Diallo reproche à toute la terre l'abandon de la revendication

concernant le changement de nom des rues concernées, et surtout en tire la raison de son soutien à Dieudonné... alors que lui-même cautionnait une instance qui préconisait l'abandon de cette revendication en 2005.

En 2008, le même Karfa Diallo en rajoute une louche dans le compliment aux autorités municipales de Bordeaux, dans un entretien au journal Sud Ouest, **où il annonce l'arrêt de son combat collectif contre l'esclavage** : *«Aujourd'hui, je pense que la ville de Bordeaux a fait le maximum de ce qu'elle peut accepter de faire pour la mémoire», «On a sans doute manqué de sagesse... Par exemple, je crois que la campagne pour débaptiser les "rues de négriers", cela ne pouvait pas passer à Bordeaux.»* Une autocritique qui résonne bien étrangement cinq ans plus tard, quand le même Karfa Diallo rend responsable des associations antiracistes de son propre renoncement à une revendication ancienne.

Il y a donc finalement une parenté dans la reconstruction de l'histoire faite par Diallo avec la rhétorique de Dieudonné : leurs propres renoncements à certains combats sont rejetés sur d'autres, dans une logique conspirationniste fondée sur une prétendue concurrence des mémoires qui aboutit très logiquement à l'antisémitisme.

Sans doute ces deux-là étaient-ils faits pour se rencontrer.

Il n'en reste pas moins que c'est une bonne prise pour la mouvance de Dieudonné : Karfa Diallo est aujourd'hui animateur d'un grand média web sénégalais «Seneweb», où il donne notamment la parole à Tidiaye Ndiaye, un économiste de formation dont le combat essentiel aujourd'hui est de prétendre que la traite occidentale a été «surestimée» volontairement, comparativement à la traite arabo-musulmane, une thèse défendue aussi par une bonne partie de l'extrême droite française.

Au-delà, les «compromis» de Diallo avec les autorités municipales de Bordeaux et plus largement en ont fait une voix médiatique prétendument «représentative» de la «communauté noire»... un peu comme Tarek Oubrou, l'imam de Bordeaux est aujourd'hui considéré comme la voix respectable des musulmans de France. Et Tarek Oubrou faisait aussi partie du «comité Tilinac» avec Karfa Diallo, et s'est lié avec Alain Soral dès 2009, avant de fonder l'association Fils de France, à la fois proche d'Égalité et Réconciliation et appréciée de Robert Mesnard, qui collabore aujourd'hui à Boulevard Voltaire avec Tilinac.

Nouveaux amis, nouvelle production, et des pas de géant accomplis par Dieudonné... qui pourra cependant difficilement continuer à prétendre représenter un quelconque antagonisme avec le système médiatique capitaliste, comme avec le milieu politico associatif reconnu par les institutions. Bien au contraire, son antisémitisme forcené est devenu une marchandise de choix, qui rapporte gros financièrement parlant, et apparaît aussi comme un levier politique à des personnalités en quête perpétuelle de

notoriété et de reconnaissance institutionnelle, tel Karfa Diallo se félicitant d'avoir été reçu par le préfet, non pas dans le cadre d'une quelconque activité antiraciste utile à ceux qu'il prétend représenter, mais pour avoir soutenu un homme d'extrême droite.

Opération Poulpe, lundi 29 avril 2013



Quand l'extrême droite soutient Dieudonné, cela donne cela – avec des fautes d'orthographe....

Vergès, un salaud baveux

Jacques Vergès a été un peu mon Dieudonné.

A l'adolescence, j'étais tombée en pâmoison devant le rebelle sublime et honteusement calomnié, croyais-je. J'avais trouvé noble le fait de défendre un nazi, parce que je me disais qu'on était soi-même sur la pente du nazisme si l'on refusait un avocat au nazi. Je voyais là un sacrifice limite héroïque, d'un homme jeté en vindicte à la foule, pour avoir eu le courage d'être démocrate même avec un bourreau.

Et puis, évidemment, lorsqu'il disait que si Barbie était condamné, alors on devait condamner aussi tous ceux qui avaient torturé en Algérie, tous ceux qui avaient participé aux crimes de la colonisation, j'étais trop bête pour comprendre qu'il ne disait pas que tous les crimes devaient être punis mais qu'aucun ne devait l'être, et surtout pas celui de Barbie.

Je ne savais pas encore qu'il y avait une extrême droite assez retorse pour se vêtir de l'habit humaniste, je ne savais pas encore non plus, que la plus dure, la plus amère des leçons en politique, on l'éprouve le jour où l'on comprend que nos ennemis les plus terribles ne sont pas toujours en face, mais souvent à côté de nous, ayant tous les attributs apparents de la fraternité.

Je lis aujourd'hui les hommages à l'avocat d'Omar Raddad, à l'avocat des militants algériens torturés par l'armée française, à l'avocat des résidents de la Sonacotra, exploités par leur bailleur, à l'avocat de certains sans-papiers.

Et je regarde sa défense de Klaus Barbie, sans pouvoir aller jusqu'au bout tant l'ignominie et l'insulte faite à celles et ceux qu'il a prétendus aimer et soutenir y est insupportable : appeler à la barre la mémoire des morts en Algérie, en Afrique Noire, à Madagascar, des noyés du 17 octobre 1961 pour sauver la peau d'un nazi, d'un partisan de l'inégalité des races qui renvoyait toute une partie de l'humanité et notamment ces morts-là au rang de nuisibles à exterminer et à esclavagiser...

Les mêmes mots que Dieudonné, la même rhétorique sadique et retorse, celle littéralement du néonazisme né après-guerre, et de sa stratégie longuement et patiemment mûrie par cette génération de militants, Vergès, Garaudy, Faurisson, Dumas : utiliser la souffrance des uns contre la souffrance des autres, dresser les victimes contre les victimes, exhiber des cadavres martyrisés pour défendre les assassins d'autres martyrs.

Que n'a-t-on pas dit sur le talent de Vergès, sur sa capacité prétendue à dynamiter l'hypocrisie des prétoires de la justice «bourgeoise». Mais ce qu'il dynamitait, ce n'était pas la justice bourgeoise, c'était l'idée de justice tout court, et l'idée d'humanité avec.

Grand bourgeois, qui avec un sourire d'aristocrate, dans son luxueux bureau, entretenait le mystère de sa «disparition», laissant entendre qu'il avait peut-être bien participé au génocide commis par les Khmers rouges, qui, donc, après tout, avait peut-être bien existé...ou pas. Quelle importance, nous disait son sourire et son silence, quelle importance, puisqu'au fond l'Histoire n'est qu'un flot de sang, où les seuls hommes qui comptent sont les Jacques Vergès, aventuriers cyniques sachant mener leur barque individuelle au milieu de la masse insignifiante des millions d'êtres humains qui sont trop bêtes pour mériter un destin ou une individualité.

Temporairement, Vergès et les siens ont gagné. Inutile de se le cacher, aujourd'hui, nombreux sont ceux qui rendent hommage à l'avocat des torturés de la guerre d'Algérie, sans voir qu'il n'est de pire insulte à leur mémoire que cet homme qui défendit nazis et négationnistes après les avoir défendus, eux.

Inutile de se le cacher, aussi, l'avocat de la terreur et les siens ont réussi temporairement à associer une partie des victimes potentielles du fascisme à leur entreprise, à nous dresser les uns contre les autres, à faire de nous des étrangers les uns aux autres, à séparer les mémoires et les combats.

Temporairement, seulement. Car les faits sont têtus.

Un jour, de nouveau, l'on se souviendra que ce n'est pas la plaidoirie ignoble de Vergès en défense du nazi Barbie, pas son utilisation morbide de la souffrance des morts de la guerre d'Algérie qui a permis que la responsabilité des autorités françaises sur ce sujet soit enfin évoquée devant la justice.

C'est au procès de Maurice Papon pour son rôle dans la collaboration au génocide commis contre les Juifs, qu'à l'initiative des parties civiles sera évoquée, enfin, son rôle de préfet dans les massacres du 17 octobre 1961.

Cracher sur la tombe de Vergès ? Même pas, car à ce genre d'hommes pétris d'un égotisme monstrueux, même les crachats sont trop d'honneur. Il n'y a pas de salauds «lumineux», juste des salauds tout court, Vergès ne fut que l'un d'entre eux, larbin au service des dictateurs et des bourreaux, qui vendit à d'anciens nazis la souffrance et la mémoire des colonisés.

«Si les tueurs en série nous fascinent, c'est parce qu'en dépit de leurs crimes atroces, ils sont à notre image», disait-il. Laissons-le parler pour lui et saluons plutôt la mémoire de celles et ceux, qui dans ce XX^e siècle hanté par les bourreaux génocidaires ont choisi de leur opposer le rêve d'une autre humanité, solidaire et unie.

Extrait du site des *Luftmenschen*, 16/08/2013

La Dieudosphère, bien plus vaste qu'elle n'en a l'air

L'univers de la mouvance fasciste regroupée autour de Dieudonné est vaste et riche, dans le fond comme dans la forme : le sympathisant moyen du politicien a accès en un ou deux clics, sur n'importe quel site de cette sphère, sur n'importe quel mur Facebook de l'un de ses animateurs, aussi bien à la prose d'Édouard Drumont ou d'autres antisémites du passé, qu'à des clips ou à des BD négationnistes très modernes dans la forme.

Dieudonné, sur le canevas initial du complot juif qui constitue le fondement de son récit halluciné, a depuis longtemps brodé un univers entier, où gravitent diverses sphères de haines spécifiques. Le politicien anime aujourd'hui un nouveau spectacle ciblant spécifiquement les minorités homosexuelles et lesbiennes, et multiplie les sorties racistes, comme récemment la reprise de l'association de la banane et de Taubira, assortie d'une charge contre la «pleurniche des Noirs», qui constitue sans doute son apport très attendu à la mémoire de la traite négrière.

Même en prenant l'hypothèse la plus favorable qui soit au spectateur de Dieudonné, peut-on un seul instant prétendre que celui-ci pourrait ne pas voir son antisémitisme ? Disons que Nicolas a été invité par Pimprenelle et qu'il y va pour cette unique raison, sans même connaître Dieudonné. A moins d'être aveugle et sourd, n'aura-t-il pas entendu chanter «Shoahnanas» par une foule en délire ? Même au dernier des cons, peut-il échapper, qu'effectuer une sorte de Danse des Canards frénétique et rigolarde à propos d'un génocide est forcément une marque de haine hallucinée ? Certainement pas.

Cependant si Nicolas a apprécié le spectacle et le message de Dieudonné, il fera désormais des quenelles. C'est ainsi désormais que se marque l'adhésion à la vision du monde développée par le néonazi et ses amis. Le geste symbolique est une marque de nombreux mouvements politiques, un signe d'appartenance extrêmement simple, accessible à tous. En soi, indépendamment de son contexte historique et sociologique, il ne signifie évidemment rien, un signe d'appartenance n'a de sens qu'en fonction du groupe auquel il se réfère.

Aussi, ne peut-il y avoir de réel débat sur «La quenelle est-elle un geste antisémite ?» Ou du moins, ne peut-il y en avoir un que s'il y a débat également sur Dieudonné, sa mouvance et ses actes. Si l'on n'est pas sûr que «Shoahnanas» est une chanson antisémite, alors on peut douter que la

quenelle le soit. Si l'on n'est pas sûr que Faurisson est un négationniste, alors, on peut douter que la quenelle soit un signe de ralliement néonazi. Bref pour en revenir à Nicolas, s'il est antisémite alors il aura toutes les chances de prétendre que la quenelle ne l'est pas.

Pourtant, c'est par le biais de cette question-là que Dieudonné est revenu sur le devant de la scène ces dernières semaines. La «quenelle» est devenue un objet politique en soi, détaché de son appartenance idéologique. C'est là-dessus qu'on s'interroge, à cela que sont consacrés d'innombrables sujets de reportage. Tous construits sur le même schéma, la même centralité, le «fan de l'humoriste». Pas le «militant» ou le «sympathisant», le «fan». Pas le politicien, l'humoriste.

Là est toute la contradiction : la quenelle est bien considérée comme un objet politique, puisque les médias laissent en parler ceux qui la font comme d'un geste «antisystème», mais pourtant, ceux-ci sont présentés comme de simples amateurs de spectacle, ce qui évidemment neutralise toute réflexion sur la dangerosité éventuelle de la mouvance, celle-ci étant présentée comme un simple «public».

Un public «antisystème» donc, comme le répètent à l'envi ceux qui s'auto-dénoient «quenelliers». Ce qui est extraordinaire, c'est que personne, analyste politique ou journaliste, n'aille leur demander ce que signifie être «antisystème».

Qui sont aujourd'hui les partis politiques se définissant comme «antisystème» en Europe ? Les partis d'extrême droite et les partis néofascistes comme celui de Beppe Grillo en Italie.

Quel est le fameux système dénoncé ? Celui de la «mondialisation immigrationniste dirigée par les maîtres de la finance internationale qui veulent détruire les nations». Il suffit de lire la prose de l'acolyte de Dieudonné, Soral, pour avoir un exemple typique de cette rhétorique et de ses cibles, notamment les immigrés et les Juifs.

Être antisystème, c'est donc évidemment être antisémite, car l'antisémitisme est un des fondements de la dénonciation du «système». Du «système», pas du capitalisme, soit dit en passant. D'une certaine manière, les troupes de Dieudonné et Soral ont donc parfaitement raison et sont sincères en parlant de la quenelle comme d'un geste «antisystème».

Médias et analystes, eux, éludent la définition exacte de la posture «antisystème» avec les troupes de Dieudonné, comme ils le font avec les électeurs de Le Pen, depuis que la dédramatisation du parti a été mise à l'ordre du jour. Il y a en effet une profonde similitude entre les attitudes adoptées avec ces deux parties de l'extrême droite qui se rejoignent d'ailleurs de plus en plus. Depuis de nombreuses années, déjà, l'on nous répète également que les électeurs du Front National ne sont pas tous et pas

vraiment racistes, que leur vote est «contestataire», qu'il exprime une «révolte» bien plus que la haine.

Or, même en admettant que le racisme ne soit pas la seule motivation du vote lepéniste, ce qui reste encore à prouver, au minimum le racisme est considéré par ces électeurs comme parfaitement acceptable et tolérable, même lorsqu'il constitue le cœur du discours du parti pour qui ils votent. C'est la même chose pour les troupes de Dieudonné.

Mais la complaisance active avec le racisme et l'antisémitisme et ses vecteurs n'est-elle pas une forme de racisme et d'antisémitisme comme une autre ? De fait, c'est elle qui permet aux racistes et aux antisémites obsessionnels ou professionnels de développer leurs thèses, de faire grandir leurs forces, et de se diffuser dans différents secteurs de la société.

Ainsi, que l'admirateur de Dieudonné n'ait personnellement jamais lu une ligne de Faurisson ou de Drumont, qu'il pense personnellement que les chambres à gaz ont existé, ou qu'il soit horrifié si jamais des Juifs venaient réellement à être massacrés en masse, n'a absolument aucune importance pour Dieudonné, Faurisson et les siens. En faisant la quenelle, il banalise, légitime et renforce de toute façon le négationnisme et l'appel à la violence contre les Juifs. Peu importe ce que chaque individu met dans sa quenelle en plus du soutien aux néonazis et donc à leurs thèses, l'essentiel, c'est bien évidemment ce soutien.

D'ailleurs, cela se vérifie dans les faits. C'est Dieudonné qui a appelé ses partisans à multiplier les quenelles et à lui envoyer les photos, prédisant dès la rentrée que cette stratégie créerait une «révolution de la quenelle», qui amènerait à ce que ses thèses et sa personne reviennent en force dans le débat public. Si la prédiction s'est réalisée, c'est que l'homme connaît bien les médias et a toujours été, au fond, un excellent communicant.

L'année dernière, Dieudonné avait pu constater le relatif échec de ses dernières provocations : dans une France gangrenée par l'extrême droite, aller en robe faire le témoin de deux tueurs en série pour un mariage en prison était somme toute trop banal face aux violences et aux manifestations de haine homophobe de la Manif pour Tous, et à leur caractère massif.

De la même manière, s'afficher avec Serge Ayoub après l'assassinat de Clément Méric par un des nervis du chef néonazi, ne pouvait pas lui amener une bien grande indignation, dans la mesure où Ayoub était d'ores et déjà défendu par Robert Ménard et invité sur les chaînes d'info, tandis que Clément Méric et les antifascistes en général faisaient l'objet d'une campagne de haine venue non seulement de l'extrême droite mais aussi de la droite.

La campagne des quenelles est une manière pour Dieudonné de montrer que lui aussi a des troupes, un vivier massif de militants et de

sympathisants, que lui, aussi, mérite donc cette médiatisation bienveillante dont d'autres figures néofascistes sont déjà l'objet.

Sur ce point l'opération a plutôt bien réussi. Et de la même manière que Marine Le Pen a eu son Robert Ménard et autres petites gloires médiatiques pour jurer qu'elle n'était pas d'extrême droite, Dieudonné et Soral ont leurs Eric Naulleau ou leur Alexandre Astier, leurs Taddéi et leurs Nicolas Anelka pour affirmer dans les médias de masse qu'ils sont drôles et injustement privés de leur liberté d'expression. Quant aux médias, c'est désormais au conditionnel qu'ils évoquent l'antisémitisme de Dieudonné¹.

Et de même, à côté de l'électeur FN «qui pourrait être votre voisin», a-t-on aussi dans les médias, le «quenellier-brave pompier» injustement stigmatisé, ou le «jeune fan lambda» filmé dans sa chambre d'ado avec complaisance par BFM-TV.

D'ores et déjà, les troupes de Dieudonné sont donc dédiables, en attendant la réhabilitation de leur mentor.

Il serait en effet hasardeux de se fonder sur les déclarations volontaristes et va-t'en guerre de Manuel Valls, qui affirme vouloir faire interdire les spectacles de Dieudonné. Claude Guéant ne parlait pas autrement de la Liste Antisioniste en 2009, tout en sachant d'avance que les moyens juridiques d'une telle interdiction n'étaient pas disponibles. De la même manière, il y a quelques mois, c'était Alain Soral et son site qui devaient être éradiqués par le ministère de l'Intérieur. On constatera cependant sur le site d'Egalité et Réconciliation toujours en ligne, que dans la liste dressée par Soral des procès qui lui sont faits, aucun n'est à l'initiative de l'Etat. Et lors du procès intenté par la Licra pour faire interdire les ordures antisémites éditées par Soral, le ministère public, représentant de l'Etat, se prononça contre l'argumentation de la Licra.

¹ Parmi quelques exemples de l'extraordinaire complaisance médiatique de ces derniers temps, on relèvera cet article du *Point*, qui définit le public de Dieudonné comme majoritairement composés de «jeunes antisystème» mais AUSSI de militants d'extrême droite, et qui parle de «Shoahnanas», comme d'une chanson «perçue comme antisémite par la "communauté juive"»

http://www.lepoint.fr/filinfoeurs/linterdictiondesspectaclesdedieudonneenvisagee271220131774700_240.php. On se rappellera aussi de cet article édité par Rue 89 quelques semaines plus tôt consacré tout entier à la parole de ces aficionados d'Alain Soral, «qui pourraient être votre voisin» et que le journal exonérait de tout antisémitisme en indiquant qu'ils aimaient Soral pour d'autres raisons <http://www.rue89.com/2013/12/05/egalitereconciliationsitesoralaussivoisin248089>.

De fait les déclarations de Valls ne sont qu'une réaction obligée à une mobilisation extérieure, celle qui a donné lieu au piratage du site de Dieudonné. S'il s'agissait réellement de porter des coups à Dieudonné et à sa mouvance, d'ores et déjà, le politicien aurait au moins eu à payer ses amendes accumulées depuis de nombreuses années et qu'il se vante de ne pas acquitter.

S'il s'agissait de réprimer son antisémitisme, l'Etat aurait poursuivi de son propre chef chaque incitation à la haine raciale, spectacle après spectacle, vidéo après vidéo, ce qui n'est évidemment pas à la portée des associations antiracistes. Il aurait obtenu depuis longtemps la fermeture de ses comptes You Tube ou Facebook, également.

Ce n'est pas le cas, pas plus pour la mouvance qui gravite autour de Dieudonné, que cela ne l'est pour l'ensemble de la sphère fasciste¹. La frénésie médiatique et politicienne de cette fin d'année, qu'on a déjà vu, à de nombreuses reprises, en 2004, puis en 2009 n'aura pas de lendemains ; elle aura simplement permis une caisse de résonance et une banalisation des propos tenus, qui, cette fois, d'ailleurs, ne se dissimulent plus sous aucune équivoque «antisioniste» ou autre, mais sont purement et simplement nazis. Il ne s'agit plus d'insulter les Juifs sous prétexte de défendre les Palestiniens ; il ne s'agit même plus de «douter» de l'existence de la Shoah, mais purement et simplement de souhaiter qu'on rouvre les chambres à gaz. Cela n'a pas empêché BFM-TV le 28 décembre, d'annoncer en boucle le rassemblement de soutien organisé au théâtre de la Main d'Or, sous prétexte d'«informer» naturellement.

En réalité, seule la mobilisation antiraciste peut amener des résultats.

Encore faudrait-il qu'elle ne soit pas freinée de l'intérieur, car si la lepénisation des esprits est un phénomène constaté de longue date, même au sein de la gauche, il n'en va pas autrement pour Dieudonné, que les médias capitalistes n'ont pas été les premiers à dédiaboliser.

Le mouvement est venu de ceux qui constituèrent, il y a finalement peu de temps, les fidèles soutiens du politicien, ces militants d'extrême gauche, qui, pendant des années soutinrent que Dieudonné était une victime avant

¹ Ainsi, en cette fin décembre 2013, la mosquée de Besançon a-t-elle été vandalisée pour la quatrième fois en un an, les inscriptions pro-FN y côtoyant les croix gammées, également peintes sur des commerces et un lycée ces derniers mois. Bien qu'il ne soit pas difficile d'identifier les groupes néonazis qui ne se cachent pas dans la ville, pour le moment, comme on le voit les dessinateurs de croix gammées ne semblent guère craindre la répression contre l'antisémitisme annoncée depuis des mois et réitérée ces derniers jours.

tout, et qui encore aujourd'hui répètent que sa dérive est due à l'acharnement des «sionistes» contre lui.

Cette partie de l'extrême gauche n'a au fond jamais eu qu'une seule chose à reprocher à Dieudonné : son départ à l'extrême droite organisée. Elle en est encore à en chercher les raisons : en effet, jamais elle n'a ménagé son soutien à celui, qui dès 2002, pourtant avait tenu des propos antisémites sans aucune ambiguïté, et c'est Dieudonné qui a quitté les rangs de la gauche, pas la gauche qui l'a exclu.

Aussi furieusement «antisioniste» que lui, encore aujourd'hui, elle ne perd pas une occasion de lui reconnaître des qualités. Ainsi, un texte publié sur le blog «Visceraoul» a-t-il eu énormément de succès dans les sphères de gauche radicale : émanant d'un militant qui se présente comme «repenti» du dieudonnisme depuis 2009, il n'est pourtant qu'une longue reconnaissance des «vérités» dites par Dieudonné, un long ressassement des obsessions qui sont aussi celles du politicien : les stratégies des fameux «sionistes», toujours présentés comme un ressort fondamental de la politique française, au point que la France aurait à recouvrer son «indépendance diplomatique», les organisations antiracistes qui sont toutes tellement ignobles qu'elles auraient dégoûté Dieudonné de la gauche....

Il ne s'agit pas de cibler un militant parmi d'autres, même s'il est symptomatique que le «repenti» n'éprouve à aucun moment le besoin ne serait-ce que d'une explication, d'un mot pour les victimes de l'antisémitisme qu'il a soutenu, comme si elles n'existaient même pas. Mais de constater que de toute façon, sur bien des sujets, Dieudonné pourrait bien disparaître que ses idées et ses positionnements existeraient toujours, non seulement à l'extrême droite, mais aussi dans une partie de l'extrême gauche.

Les positionnements sur la Syrie en sont un exemple emblématique : cet automne, on aura vu Jean-Luc Mélenchon manifester côte à côte avec les membres du «Parti Antisioniste», avec Ginette Skandrani et d'autres négationnistes, et avec toute la sphère qui gravite autour de Dieudonné, avec un prétexte d'une ignominie absolue au regard de la situation, se mobiliser «contre la guerre». En réalité, bien sûr, la Syrie est en guerre depuis trois ans, bombardée et affamée par son dictateur, sans que cela ait entraîné une grande solidarité. Manifester contre une intervention visant les forces d'Assad ne pouvait dans ce contexte, et au vu de l'attitude adoptée auparavant, qu'être un soutien assumé ou honteux au dictateur. Aussi, l'extrême droite a manifesté de manière assumée, tandis qu'à côté d'elle, la gauche radicale annonçait mille prétextes humanitaires et «anti-impérialistes» pour se justifier.

Depuis longtemps maintenant, existe à l'extrême gauche, une sphère, qui tout en se démarquant formellement de Soral ou de Dieudonné, dit à peu près la même chose, a la même analyse du monde et de la société, et

son influence n'est pas négligeable, dans les syndicats, comme dans des mouvements tels que les Indignés. Les partisans d'un Michel Collon ont leurs entrées dans la CGT, tandis que l'UPR de François Asselineau fait l'objet d'invitations de militants du Front de Gauche dans les universités. Des sites comme Le Grand Soir ou Bellacio sont une référence incontournable pour toute une génération de militants prétendument anti-impérialistes. La librairie Résistances tenue par les dirigeants d'Europalestine, qui n'ont jamais caché leur complicité politique avec le «biographe» de Faurisson, Paul-Eric Blanrue, ou avec le négationniste Gilad Atzmon, reste un lieu fréquenté par une bonne partie de la gauche radicale. Au gré des ralliements des uns et des autres à Dieudonné, la gauche radicale s'indigne, tergiverse, sans jamais s'attaquer au fond¹.

En réalité, c'est ce magma nauséux qui constitue aujourd'hui une bonne partie du fonds idéologique de la gauche radicale qui empêche une lutte efficace contre Dieudonné et les siens, faute d'une remise en cause des fondamentaux qui permettent toutes les dérives, et toutes les collusions.

Ainsi, comment s'étonner que l'alliance entre Dieudonné et Youssouf Fofana ne choque guère, quand l'assassinat d'Ilan Halimi ne donna lieu à aucune réaction dans la gauche radicale, et qu'à l'inverse il se trouva bien des «antisionistes» pour protester contre l'«acharnement» soi-disant exercé contre ses meurtriers, quand même aujourd'hui, il est bien rare que son nom figure dans les articles de l'extrême gauche consacrés au recensement des crimes racistes ?

On est «anti-Dieudo» sans trop savoir pourquoi, ce qui amène à se raccrocher à n'importe quelle charge anti-Dieudonné, quand bien même elle émane d'autres fascistes : ainsi Ahmed Moualek, l'un des soutiens historiques de Dieudonné, celui, qui avant lui, a joué la carte de «l'issu de l'immigration rallié au FN», avec son site La Banlieue s'exprime s'est-il embrouillé depuis quelque temps avec son ex-allié. Pas pour des raisons politiques, mais pour des querelles d'ego. Il bénéficiera pourtant d'une publicité assez incroyable dans les réseaux de gauche pour avoir fait une vidéo où il accuse La Liste antisioniste d'avoir bénéficié d'un versement de trois millions d'euros de l'Etat iranien. Cette accusation ne repose que sur une chose, les dires de Soral lui-même dans une autre vidéo. Or une des manies de Soral est d'exagérer à l'infini sa stature et ses relations, et vrai ou faux, l'on ne voit guère en quoi des propos tenus publiquement pourraient constituer pour lui une révélation gênante. En réalité, elle lui

¹ Ainsi Pascal Boniface et Médine seront-ils promotionnés dans cette sphère pour leur ouvrage commun, pour qu'un an plus tard, cette même sphère s'indigne et se désole d'une «quenelle» de Médine, comme si elle était inattendue.

permettra surtout de s'offrir une tribune dans Rue 89, où il en profitera pour accréditer l'idée selon laquelle lui et Dieudonné seraient surtout soutenus par des «musulmans français» et des «Algériens», et ainsi de propager un peu plus la division et la discorde entre minorités qui est un des objectifs de la mouvance¹.

Quelques semaines plus tard, de la même manière, un article de JSS News sur une engueulade entre Soral et l'épouse de Dieudonné sera lui aussi partagé et diffusé largement par les «anti-Dieudonné» de gauche, alors que le site en lui-même est un ramassis de discours racistes et conspirationnistes sur le «complot mondial islamiste».

L'anti-dieudonnisme de ces derniers temps ressemble donc souvent à la chute sans fin d'un homme affolé qui se raccroche sans cesse à des branches pourries qui craquent une à une.

Pour qu'il en soit autrement, il faudra reconstruire une offensive progressiste qui ne soit pas contaminée d'entrée par des proximités idéologiques avec la sphère fasciste. Il faudra aussi en finir avec l'illusion dangereuse selon laquelle les troupes du politicien seraient composées de gentils égarés et manipulés qu'il faudrait ramener dans le droit chemin de la gauche et de l'antifascisme, en leur expliquant paternellement ce qu'ils savent au fond très bien.

Il y a quelque chose de profondément pathétique en effet dans tous ces textes à visée prétendument pédagogique édités ces derniers temps dans les sphères radicales, où tout en évitant soigneusement la question de l'antisémitisme, on s'adresse au public de Dieudonné, qu'on confond de manière raciste avec l'ensemble des jeunes issus de l'immigration et des quartiers populaires, et où on leur parle comme à des imbéciles de bonne foi. Des révolutionnaires en herbe qui auraient cru bêtement que Dieudonné voulait abattre le capitalisme, réhabiliter la mémoire de l'esclavage, sauver les Palestiniens et les dauphins, aussi pendant qu'on y est. Des malheureux couillons qui n'attendraient que la lumière des avant-gardes éclairées pour revenir sur le chemin de la lutte de classe.

Pourquoi faudrait-il parer les troupes de Dieudonné de toutes ces potentialités virtuelles, les mêmes d'ailleurs dont on pare les électeurs de Le Pen, censés être des «révoltés» qui se trompent de colère ? En quoi le

1

Voir <http://www.rue89.com/2013/10/21/lesiraniensontilsfinancelisteantisionistedieudonne246809>. On notera cependant que la rédaction de Rue 89, n'ayant sans doute pas encore tranché l'épineuse question de ce qui lui rapportera le plus de visites, les tribunes complaisantes accordées à Dieudonné et aux siens, ou les tribunes antifascistes, publie également à l'occasion de très bons textes comme celui de **Memorial 98**, il y a quelques jours.

fait de payer quarante euros pour se dandiner en insultant les victimes des génocides, ou de partager des vidéos racistes, homophobes et antisémites, en y joignant de temps en temps une phrase pour les «bébés palestiniens» est-il le signe d'une quelconque aspiration même velléitaire à devenir un progressiste préoccupé des souffrances du monde ? Y a-t-il une seule cause pour laquelle on ait vu les «quenelliers» mouiller leur chemise ces dernières années ? Non, pas plus qu'on n'a jamais vu ces électeurs du FN soi-disant révoltés par la situation sociale se mobiliser solidairement contre la misère.

A force de convoiter les troupes des fascistes, celles de Dieudonné ou celles de Le Pen, la gauche ne fait qu'adopter leurs langages et leurs thématiques. A force de minimiser les responsabilités du sympathisant fasciste dans l'espoir de recruter l'égaré sans le braquer, c'est elle qui s'égaré. Et oublie ce faisant, que le pays n'est pas composé que des larbins de Dieudonné et de Le Pen, mais qu'à force de ne s'adresser qu'à ceux-là, on démobilise toutes celles et ceux qui cherchent une autre voie, un espace de lutte et de débat qui ne soit pas contaminé par la haine.

30 décembre 2013, *Luftmenschen*



Dieudonné, une petite entreprise prospère

Medine rend à son tour hommage à l'antisémitisme et à la haine de Dieudonné

Publié le septembre 3, 2013 par [brasiers et cerisiers](#)

(...) S'il y a quelqu'un qui était bien «borderline» (pour être gentil) sur ce qu'il pensait de Dieudonné, c'était le rappeur Médine. En novembre 2012, il déclarait dans une interview à Rapelite.com «*même si c'est pas très intelligent ce qu'il fait[...]Dieudonné a plus contribué à désamorcer des sujets comme le racisme que l'inverse*».

En juin 2013, peu après l'assassinat de Clément Méric, dans un freestyle, «Booska-Oracle», le rappeur effectue ce «fameux» geste de la quenelle: [paroles : «*on sait plus où ça commence comme une querelle corse/Mais on sait que ça terminera par une quenelle d'or*»]. Le terme «quenelle d'or» fait référence à une récompense remise par la bande de Dieudonné lors de soirées particulièrement glauques. Récompense désormais décernée par l'essayiste fasciste Alain Soral «maître Quenellier» (et lui-même titulaire de plusieurs de ces récompenses), qui a été déjà attribuée à Mahmoud Ahmadinejad, Paul-Eric Blanrue, Bachar Al-Assad, le député belge d'extrême droite Laurent Louis et bien d'autres qui trouvent grâce aux yeux de la «Dieudosphère». Si on pouvait encore vaguement imaginer que Medine avait juste un [avis](#) «à lui» sur la question, on voit qu'en fait il adhère à son discours et souhaite même être récompensé pour son soutien explicite par un trophée d'extrême droite. Le tout quelques jours après la mort d'un antifasciste (alors que Dieudonné préparait dans le même temps une interview de Serge Ayoub, leader du groupe qui a tué Clément).

– On s'interrogera donc sur la façon dont Dieudonné, et après lui Médine «désamorce» la «question du racisme» (en fréquentant des nazis ?).

– On se demandera aussi pourquoi un rappeur cherche tant à rendre hommage à une sphère d'extrême droite, dont la maison d'édition («Kontre Kulture», tenue par Alain Soral, le «maître quenellier» dont Médine souhaite recevoir une récompense) présente le rap comme «une escroquerie» et une «arme d'asservissement massif» (*L'Effroyable Imposture du rap*, de Cardet, édité chez Kontre Kulture).

– On se demandera enfin ce que Pascal Boniface avec qui Medine a co-écrit un livre (*Don't panik : N'ayez pas peur !*) il y a moins d'un an, penserait de tout ça. Si Medine précisait dans son interview «*Pascal trouve que ce que Dieudonné fait est contre-productif*», peut être que le chercheur

à l'IRIS ne rigolerait pas de voir son co-auteur réclamer un trophée d'extrême droite.

«I'm muslim don't panik» ? Ce n'est pas le fait que tu sois musulman qui nous ferait paniquer, Medine, plutôt que tu frayes un chemin puant avec l'extrême droite que tu fasses le même geste que ceux qui soutiennent Troisième voie (tu sais, cette organisation qui était présente à l'apéro islamophobe «saucisson-pinard» à la Goutte d'or).

Brasiers et Cerisiers



Un certain antisionisme aime les passerelles avec l'extrême droite qui le lui rend bien !

Tariq Ramadan : pourquoi sa bigoterie a un arrière-goût de quenelle...

Sur facebook, l'ex-conseiller de Tony Blair et grand altermondialiste devant l'éternel a écrit le 19 décembre 2013 :

«Je m'y attendais en souriant... on est venu me demander ce que je pensais du nouveau sport national français alternatif que l'on nomme "la quenelle". Oser prétendre qu'il s'agit d' "un salut nazi inversé" est une supercherie et tout le monde le sait... même ceux qui s'acharnent à en faire un mot d'ordre antisémite. Une propagande mensongère et malsaine.

Je ne suis pas adepte du sens premier, et assez vulgaire à vrai dire, du geste de "la quenelle". Mais dans l'esprit de la plupart de ceux qui y participent, dans le jeu comme dans la provocation, il reste une idée qui dépasse son origine, confirme son intention et donne sa puissance à la mobilisation. Le signe de la quenelle veut dire : "Cessez de nous prendre pour des imbéciles, nous ne nous laisserons ni manipuler ni faire!"

Et ce message, franchement, quenelle ou pas, face aux imposteurs de la pensée et de la politique, il faut le répéter jusqu'à ce qu'il soit entendu...ou même vu... En souriant toujours...»

Il est inutile de décortiquer le discours de ce cuistre, mais il nous a semblé utile de revenir sur un certain nombre de positions prises par Ramadan au cours des dix dernières années qui expliquent sa position vis-à-vis de ce salut nazi inversé qu'est la quenelle... Ce texte est extrait d'un article beaucoup plus long («Tariq Ramadan, ou les jongleries d'un bigot réactionnaire») qui paraîtra dans le troisième tome de *Nos tares politiques*, sans doute à la fin de l'année 2014.

...Retour sur quelques ramadâneries...

Le «lobby juif» américain, les «intellectuels juifs» et le sionisme

Tariq Ramadan est parfaitement capable de dénoncer «un discours antisémite qui cherche à tirer sa légitimité de certains textes de la tradition musulmane»; les «intellectuels ou les imams qui, à chaque écueil, au détour de chaque revers politique, voient la main manipulatrice du "lobby juif"»; les «fausses rumeurs sur les 4 000 juifs qui ne se seraient pas présentés à leur poste, le matin des attaques contre le World Trade Center» et il ne craint pas d'affirmer: «L'antisémitisme ne se justifie jamais.» (Toutes ces citations sont extraites du livre d'Ian Hamel, *La vérité sur Tariq Ramadan*,

éditions Favre 2007) A priori, Ramadan aurait donc les idées très claires sur le sujet.

Mais dans *Les musulmans d'Occident et l'avenir de l'islam*, il tient des propos beaucoup plus ambigus: «D'aucuns proposent aux musulmans de prendre exemple sur les juifs aux Etats-Unis.»

On se demande qui est ce mystérieux «d'aucuns» bien commode pour dissenter sur le mythique lobby juif américain, objet de tous les fantasmes à l'extrême droite et chez les partisans de la théorie du complot. Ramadan «oublie» de nous préciser que ce lobby bien réel n'est pas un lobby seulement religieux – donc que la comparaison avec un éventuel lobby musulman n'a pas de sens – et qu'il englobe des Américains qui ne sont pas juifs et souhaitent que leur pays entretienne des liens étroits avec Israël, pour des raisons géopolitiques évidentes et pas pour des raisons religieuses. Sans compter la Droite chrétienne (fondamentaliste et souvent antisémite) qui soutient les gouvernements israéliens car elle pense que, pour que Jésus revienne sur terre, il faut d'abord que tous les juifs soient regroupés en «Terre sainte» ! La question est donc beaucoup plus complexe que feint de le croire Ramadan. Ou alors est-il tout simplement ignorant, comme le souligne la très complaisante Esther Benbassa, qui pense que le conseiller ès-Islam de Tony Blair, «connaîtrait mal la communauté juive» ?

Mais poursuivons notre lecture:

«Lobby extrêmement bien organisé, très présent et influent dans les allées du pouvoir de Washington, il se caractérise soit par une action permanente soit dans le but de protéger les intérêts de la communauté juive soit dans celui de soutenir l'Etat d'Israël». Se rendant compte qu'il s'engage sur un terrain glissant, sur les traces d'une foulditude d'altermondialistes et d'extrême-gauchistes qui jouent avec le feu, Ramadan ajoute aussitôt que «la tradition du lobbyisme est différente des deux côtés de l'Atlantique». Ouf, on respire ! Mais notre équilibriste vacille de nouveau en ajoutant que «chaque culture politique nationale a déterminé une certaine façon, pour les différentes allégeances communautaires, économiques ou religieuses de faire pression et d'influer sur la vie politique du pays». Et que ces «pratiques de lobbying ou des groupes de pression» «sont menées dans les pays européens de façon différente, ou simplement plus discrète».

«Plus discrète», qu'est-ce à dire ? Que veut insinuer là notre «lettré suisse» ? Les insinuations de Ramadan deviennent d'autant plus troublantes qu'il écrit que la «très grande majorité des musulmans» d'Occident n'a pas «les moyens dont sont riches les communautés juives». Les pétromonarques qui distribuent généreusement de l'argent en Europe (et qui ont arrosé Sani Ramadan, le père de Tariq, pendant près de vingt ans) ont dû bien rigoler en lisant ces lignes ! Quant à l'opposition entre la pauvreté des «moyens»

dont disposent la majorité des musulmans européens, et la richesse prétendue de moyens des Juifs européens, elle est tout simplement nauséabonde, même si ce discours nous est servi en termes très alambiqués.

Les «nouveaux intellectuels communautaires»

A la fin de la même année (2003), Ramadan poursuivit dans la même lignée en écrivant un article sur les «nouveaux intellectuels communautaires», qui provoqua un violent débat juste avant l'ouverture du Forum social européen à Paris, forum auquel l'islamologue suisse était invité.

Ce texte ne dénonçait – malheureusement – pas le fait que la religion provoque toutes sortes de nouvelles divisions négatives dans la gauche et l'extrême gauche, mais il critiquait le fait que des «intellectuels juifs» français soutiennent inconditionnellement la politique d'Israël.

Ce type de critique, en elle-même, n'a rien d'antisémite et Ramadan ne devrait pas être traité de raciste parce qu'il est favorable à un seul Etat regroupant Israéliens et Palestiniens, vivant dans la paix et l'harmonie, comme c'était le cas avant l'arrivée des méchants sionistes (Tariq Ramadan *dixit*). On peut considérer cette position (qui est aussi celle de la majorité de l'extrême gauche trotskyste depuis plus d'un demi-siècle) comme irréalisable, utopique, naïve, mais absolument pas comme antisémite.

Le caractère douteux de son article découle d'un tout autre élément: dans sa tribune libre, notre distingué philosophe «oublia» de mentionner que les prétendus «intellectuels juifs» qu'il critiquait avaient des relations très différentes avec leur judéité. Certains étaient athées, d'autres pas, certains n'avaient jamais affirmé publiquement être juifs, et l'un d'entre eux n'était pas juif du tout ! Plus grave encore, Tariq Ramadan «oublia» de mentionner que la plupart des «sionistes» (traduisez pro-israéliens) français ne sont pas juifs (les partis de droite et le Parti socialiste ont toujours entretenu de très bonnes relations avec l'Etat d'Israël et d'ailleurs cela explique notamment pourquoi Israël dispose de l'arme atomique – atout de «dissuasion» essentiel vu sa taille et son environnement hostile, mais atout extrêmement dangereux pour son peuple comme pour l'humanité).

Dans *Faut-il faire taire Tariq Ramadan*, notre funambule islamique est obligé de mentir grossièrement à propos du contenu de son article: il prétend qu'il attaquait tous les intellectuels qui défendent aveuglément la «communauté juive» (qui, en tant que telle, n'existe pas en France, M. Ramadan devrait connaître cette donnée factuelle élémentaire). Mais dans son article il répète trois fois l'expression «intellectuels juifs» et ne mentionne aucun autre type d'intellectuel.

Le fait d'opposer systématiquement de prétendus «musulmans» (comme s'ils défendaient tous les mêmes positions politiques et religieuses), à de prétendus «juifs» dans les débats politiques français ne peut que créer

artificiellement (ou approfondir) une division entre des gens qui, jusqu'à maintenant, ne considéraient pas que leur prétendue «identité» religieuse ou pseudo-ethnique était fondamentale dans la sphère publique. Comme les intellectuels cités par Ramadan interviennent dans les médias depuis au moins vingt ans sur toutes sortes de sujets qui n'ont aucun rapport avec Israël et le sionisme, les attaques de Ramadan contre eux ne pouvaient et ne peuvent que nourrir l'idée que «les Juifs» dominent la scène intellectuelle française – même s'il affirme que telle n'était pas son intention.

«Communautés sociales» ou communautés religieuses

Lorsque Ramadan écrit sur l'antisémitisme et l'antisionisme, il oppose «les juifs» comme s'ils formaient un bloc compact d'un côté, et les «immigrés, les Arabes et les musulmans», de l'autre. Il est tellement absorbé par sa religion, ou tellement imbu de sa religion, qu'il tend à voir la société française comme une collection de groupes religieux ou ethniques.

Etre un Juif (sentir que l'on a, pour des raisons familiales, un lien puissant avec la nation juive ou les nations juives, voire plus simplement avec la culture juive) n'a rien à voir avec le fait d'être un juif, un adepte du judaïsme. Un intellectuel aussi sophistiqué que Ramadan n'ignore pas ce genre de distinction élémentaire. Etre un immigré «arabe» en France ne signifie pas automatiquement être un «musulman», etc.

Ramadan affirme parfois que les divisions les plus importantes dans la société française sont les divisions entre les «communautés sociales» et non entre les communautés religieuses. Nous sommes tout à fait d'accord avec lui sur ce point: pour le combat politique révolutionnaire, les divisions de classe sont plus importantes que les divisions religieuses. Mais pourquoi notre philosophe suisse veut-il toujours réduire l'attachement à la culture juive ou arabo-musulmane, au sens le plus large de ces expressions, à une croyance religieuse refermée sur elle-même ? N'est-ce pas justement le meilleur moyen de créer artificiellement ou de nourrir l'hostilité entre des communautés religieuses imaginaires ?

**Si les tribus juives furent massacrées,
c'était la faute au... Deutéronome !**

Quiconque lit le Coran ne peut qu'être inquiet des nombreuses diatribes lancées contre les juifs qui trahissent le message de leurs prophètes (Abraham, Moïse, etc.) et contre les tribus juives dont les hommes furent massacrés et les femmes et les enfants réduits en esclavage parce qu'ils avaient trahi le pacte conclu avec les partisans de Mohammed. Pour justifier l'extermination de tous les prisonniers masculins juifs, Ramadan utilise un curieux artifice qui consiste à accuser... l'Ancien Testament ! Ainsi écrit-il: «*La loi juive, appliquée dans les situations de conflit et de victoire, stipulait: "Et lorsque le Seigneur ton Dieu l'aura livré entre tes mains, tu feras passer tous les mâles au fil de l'épée; mais les femmes, les*

enfants, le bétail et tout ce qui se trouvera dans la ville, ainsi que tout son butin, tu prendras pour toi” (Deutéronome, 20,12)» [Muhammad, Vie du Prophète, L’Archipel, 2008].

Cette citation illustre bien à quel point Ramadan est incapable de contextualiser un événement historique simple comme une bataille entre une tribu juive et des tribus musulmanes au VII^e siècle et de lui donner une explication purement militaire: le chef de guerre Mohammed avait besoin de faire un exemple et de montrer ce que coûtait le non-respect d’un pacte de non-agression voire de protection entre deux groupes religieux. Il doit justifier un acte barbare par la barbarie de la religion de l’adversaire ! C’est exactement le même registre qu’utilisent les militaires israéliens quand ils prétendent que les «musulmans» palestiniens ou libanais feraient peu de cas de la vie humaine puisqu’ils se serviraient de leurs enfants ou des populations civiles comme boucliers humains, le tout en raison à la fois en raison de leur «arriération» supposée et de leurs convictions religieuses.

On voit bien comment, dans un cas comme dans l’autre, les explications religieuses ne font qu’obscurcir la compréhension des conflits militaires et politiques, que ce soit au VII^e ou au XXI^e siècle.

Y.C., août 2014

L'antisionisme franchit le mur du çon

Selon l'agence Maan et Europalestine, des enfants palestiniens de 3 à 4 ans lanceraient des cocktails Molotov sur Tsahal !

Si la situation n'était pas aussi tragique en Palestine, et si des civils palestiniens bien réels ne mouraient pas sous des balles ou des roquettes israéliennes, ce genre d'anecdotes prêterait à rire.

C'est ainsi qu'Europalestine, avide de rumeurs croustillantes pour alimenter le vieux mythe antisémite des Juifs tueurs d'enfants (un de leurs T-shirts représente en effet une poussette menacée par une roquette israélienne car, c'est bien connu, les roquettes israéliennes sont programmées pour viser des poussettes palestiniennes) a reproduit sans se poser la moindre question une «info» loufoque postée sur la version anglophone du site d'une agence de presse palestinienne (Maan News) mais en oubliant de signaler l'essentiel : il s'agit d'une émission de télé réalité (et non d'une «interview») dans un programme politique sérieux) où les spectateurs doivent deviner si les invités disent ou non la vérité.

Bref, on raconte le maximum de bobards en essayant de ne pas éclater de rire, et on gagne le gros lot si on arrive à mystifier le public... et Europalestine dont les membres, comme chacun sait, parlent couramment l'ukrainien.

Dans cet article (<http://www.europalestine.com/spip.php?article8788>), nos farceurs de l'antisionisme écrivent :

«Interviewée par la télévision ukrainienne, le 4 novembre dernier, à l'occasion de l'émission "Détecteur de mensonges", cette femme a admis avoir tiré sur un nombre incalculable de Palestiniens, dont des enfants lors de son service au sein de l'armée israélienne, et notamment lors des manifestations qui ont suivi la mort de Yasser Arafat en 2004. Elle s'est justifiée en disant que tout cela était "la faute des mères palestiniennes qui envoient leurs enfants âgés de trois ou quatre ans jeter des cocktails Molotov et ne se soucient pas de la vie de leurs enfants "(sic !).»

Il n'est pas venu une seconde à l'idée des petits génies d'Europalestine et de l'agence palestinienne Maan News qu'un enfant de trois ou quatre ans, en admettant même qu'un adulte palestinien soit assez fou pour lui glisser un cocktail Molotov dans la main, n'arriverait pas à le lancer à plus de cinquante centimètres (et encore) vu le poids d'un tel cocktail et qu'il se

transformerait en torche vivante ou transformerait l'adulte palestinien à côté de lui (et non un tankiste ou un fantassin israélien) en torche vivante.

Pour couronner le tout, il est intéressant de noter que l'agence indépendante Maan News à l'origine de ce bobard a été financée au départ par le Search for Common Ground Group, une ONG fondée par un diplomate américain pour faciliter la paix et mettre fin à la violence dans le monde...

C'est sûr qu'avec la diffusion de telles nouvelles, la paix va faire des progrès de géants....

Y.C., 29/01/2014



Le nombre d'enfants tués lors des interventions de l'armée israélienne à Gaza (ici entre le 7 et le 21 juillet 2014) est déjà suffisamment élevé pour qu'il soit inutile d'en inventer comme le fait cyniquement Europalestine.

BDS, Carrefour et le «je vous laisse deviner».... de France Palestine

L'AFPS (l'Association France Palestine Solidarité) a pondu un communiqué, reproduit dans le bulletin *A contre courant syndical et politique* n° 250 de janvier 2014, page 7, pour dénoncer l'acharnement policier et judiciaire contre ses militants qui participent à la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) notamment dans les magasins Carrefour.

Rappelons que cette campagne BDS est fort ambiguë puisqu'elle est le versant «politiquement correct», de gauche, d'un autre boycott qui, lui, dure depuis 1945, et a été initié par la Ligue arabe en 1945, coalition d'Etats extrêmement «progressistes» comme chacun sait.

Rappelons aussi que cette campagne a pris de l'ampleur à partir de la conférence de Durban où abondaient les propos antisémites, et que ses soutiens se livrent à des comparaisons empruntées à l'argumentaire fasciste comme cette déclaration de Mme Mona Baker, à l'origine du licenciement de deux enseignants israéliens à l'université de Manchester : *«En réalité je ne boycotte pas les Israéliens, je boycotte les institutions israéliennes. Je suis convaincue que longtemps après que tout cela sera fini, comme cela a été le cas avec l'holocauste des juifs, les gens commenceront à admettre qu'ils auraient dû faire quelque chose, que c'était déplorable et que le milieu universitaire est si lâche qu'il n'avait rien fait.»* Comparer les «institutions israéliennes» (ou l'Etat israélien) avec le régime nazi ne peut que réjouir tous les antisémites, négationnistes, néofascistes et néonazis actuels.

En théorie, dans un monde idéal qui serait débarrassé de tous préjugés, actes et crimes antisémites, appeler à boycotter des produits israéliens n'aurait pas de conséquences. Mais on ne peut pas dire que, en France, l'antisémitisme recule, bien au contraire, comme en a témoigné le «Jour de colère» contre Hollande le dimanche 26 janvier 2014 avec ses slogans nazis («Juifs hors de France»). Ou comme en ont témoigné l'assassinat d'Ilan Halimi, puis l'assassinat par Mohammed Merah, à Toulouse, de Jonathan Sandler, de ses deux enfants Gabriel (3 ans) et Aryeh (6 ans), et de Myriam Monsonégo (8 ans). Assassinats que beaucoup de militants de gauche et d'extrême gauche ont refusé de qualifier d'antisémites.

De plus, spécialement dans un pays comme la France où il existe une tradition antisémite plus que centenaire qui devrait inciter à un minimum de prudence, tout dépend des arguments qu'on utilise afin de justifier ce boycott des produits israéliens et des effets qu'une telle campagne peut avoir sur l'opinion publique nationale et internationale.

En effet, une partie de l'extrême droite (la plus radicale, celle des «nationalistes-révolutionnaires» et autres Ayoub, les idéologues à la Soral, les bateleurs à la Dieudonné et aussi la faune influencée par les néonazis et les néofascistes) est antisioniste, antisémite et bien sûr favorable au boycott des produits israéliens produits dans les Territoires occupés, mais aussi produits sur tout le territoire israélien.

De plus, il existe un vieil antisémitisme religieux et politique qui associe les Juifs (peuple), les juifs (religion) au commerce et le fait de prendre pour cible la chaîne Carrefour n'est pas sans danger surtout si l'on se penche sur toutes les rumeurs, fantaisistes ou pas, antisémites ou pas, qui courent sur cette chaîne internationale de magasins.

Tout d'abord, Carrefour vend des produits halal, ce qui indispose particulièrement certains commerçants dits «musulmans», qui pensent que Carrefour (sous-entendu : les «sionistes», donc en bon français les Juifs et les juifs) veut ruiner les commerçants «musulmans».

Pour pimenter un peu plus la situation, et parallèlement à cette campagne contre Carrefour, on a des internautes «musulmans» qui mènent une campagne contre une des sociétés chargées de certifier le halal (AVS, pour ne pas la nommer) parce que l'un de ses actionnaires est «d'origine juive» et que AVS certifie halal les produits vendus chez Carrefour. Pour ces «musulmans» la présence d'un «juif» au sein d'un conseil d'administration ne peut signifier qu'une chose : la viande vendue avec l'accord d'AVS n'est pas halal, voire elle est dangereuse pour la santé (on voit là le retour, sous une forme moderne, d'un vieux mythe antisémite du Moyen Age, celui de l'empoisonnement des puits par les juifs).

On a donc ici, sous l'apparence d'une guerre commerciale entre, d'un côté, une chaîne de distribution qui vend du halal et, de l'autre, des petits et moyens distributeurs et commerçants «musulmans», et sur fond de concurrence entre plusieurs sociétés de certification halal, tous les ingrédients d'un conflit politiquement dangereux, avec une polémique contre l'influence des «juifs» (pardon, les «sionistes») dans l'économie qui rappelle les discours nazis sur l'«enjuivement» du commerce ou de la banque...

Quand on s'attaque à Carrefour, chaîne qui est déjà la cible de toutes sortes de polémiques sur le halal, sur le ramadan et sur la question de savoir si la traçabilité des produits fabriqués en Israël ou dans les Territoires occupés est dissimulée ou pas aux clients (ce qui est illégal), on

est par conséquent sur un terrain très glissant, ce que savent parfaitement les antisionistes de gauche de l'AFPS.

Abordons maintenant donc le communiqué paru dans *A contre courant syndical et politique* «Non c'était à Colmar, pas à Tel Aviv» – titre qui trahit bien le chauvinisme gaulois de ses auteurs tout comme ce commentaire (souligné en gras dans l'article) : «Il n'y a qu'en France où l'on assiste à ce type de procès» (ce qui renforce le caractère nationaliste et antisémite, comme on le verra plus loin, du «je vous laisse deviner» qui de l'AFPS, car pourquoi en France ? «je vous laisse deviner»...).

Tout est parti de poursuites judiciaires entamées par plusieurs associations défendues par des avocats «sionistes» selon l'AFPS. On remarquera que ces trois avocats s'appellent Ghozlan, Goldnagel et Markowicz, qu'ils sont juifs et que donc le vocable «sionistes» n'est qu'un cache-sexe (un mot codé) pour désigner leurs origines «ethniques» et non leurs positions politiques.

Maintenant intéressons-nous aux insinuations antisémites de l'AFPS sur la chaîne Carrefour.

Dans son texte intitulé «Non c'était à Colmar, pas à Tel Aviv», il est écrit que la LICRA serait une «association pro-israélienne», ce qui correspond tout à fait au portrait que fait l'extrême droite de cette association et à son portrait de la France comme «Licraïsée».

Quiconque a un minimum de culture sait pourtant que la LICRA (à l'époque la LICA) est née en 1926 – donc bien avant la naissance de l'Etat d'Israël – pour défendre Samuel Schwartzbard qui venait de descendre Petlioura un Ukrainien qui s'était «illustré» par des pogroms pendant la guerre civile contre les bolcheviks. Cette association a mené campagne contre le nazisme dans les années 30, nombre de ses militants ont été résistants sous l'Occupation nazie, puis après la guerre elle s'est occupée des rescapés juifs des camps de concentration et d'extermination, a dénoncé l'antisémitisme en URSS et dans les pays de l'Est (antisémitisme que la plupart des militants de gauche, y compris les militants juifs, n'ont nié à l'époque et nient encore), puis le racisme contre les travailleurs étrangers et les Roms. Réduire la LICRA à une organisation «pro-israélienne» est donc un mensonge grossier et une falsification historique.

La LICRA n'est pas une organisation d'extrême gauche, c'est évident et ses dirigeants ne dénoncent pas les gouvernements israéliens, mais à ce compte-là presque tous les partis et syndicats français et une grande partie du monde associatif ne critiquent pas tous les jours la politique colonialiste de l'Etat d'Israël... De plus, l'AFPS ne peut ignorer la campagne de pétition pour l'interdiction de la LICRA, campagne clairement antisémite, impulsée par l'extrême droite et soutenue par Dieudonné.

Mais ce n'est pas le plus grave dans ce texte. Le plus grave ce sont les insinuations antisémites contenues dans la phrase «Quant à la raison pour laquelle, ils (les militants de l'AFPS, *Ni patrie ni frontières*) sont poursuivis chez Carrefour et pas pour les actions identiques dans d'autres magasins, je vous laisse la deviner.»

En effet, comme précisé plus haut, il y a déjà un contexte d'insinuations et de rumeurs antisémites sur la viande halal vendue chez Carrefour. De plus il suffit de chercher sur Internet (par exemple sur bladi.net, sur des blogs de mediapart, sur le site fasciste défrancisation.net, les sites agoravox, le grand soir, etc.) où se répandent le mieux les rumeurs et les affirmations non vérifiées ou fantaisistes et on trouve de nombreuses mentions du fait que Carrefour serait en partie aux mains des «Juifs» (cf. par exemple ce communiqué d'Europalestine qui explique que le groupe israélien Koor a investi en 2009 dans Carrefour et posséderait 3% des parts, ce qui en ferait le second groupe d'actionnaires).

Le «je vous laisse deviner» de l'AFPS ne peut que faire le jeu de l'antisémitisme. Certes cette association antisioniste ne reprend pas explicitement l'argument des 3% du capital qu'avait avancé Europalestine. Elle ne s'est pas non livrée à une chasse aux noms «juifs» dans les membres du Conseil d'administration de Carrefour, comme certains militants d'extrême droite ont tenté de le faire sur Internet. Mais, à la limite, c'est encore pire, parce qu'elle laisse ses lecteurs «deviner» c'est-à-dire céder à la mentalité conspirationniste, au fameux «socialisme des imbéciles» qui prospère chez certains antisionistes de gauche et chez beaucoup de militants de gauche et d'extrême gauche.

Y.C., 5/02/2014

Antisionisme: halte à la récupération de l'extrême droite !

Tract trouvé au bar autogéré «La Libre Parole à prix libre»

EXTRÊME DROITE :
HALTE A LA RÉCUPÉRATION !

Ce 9 février, nous, antifascistes radicaux, avons repris la rue et les slogans qui vont avec aux imposteurs dieudonnistes.

Par milliers, nous avons crié notre haine des sionistes. Le tout dans une atmosphère fraternelle, avec une banderole DIY, et sans exiger quarante euros des participants, comme le font ces fascistes qui dénoncent les banques, mais se comportent pourtant comme de petits Goldman et Sachs au quotidien.

Il est temps d'en finir avec les faussaires qui se font du fric sur nos idées.

La plupart des ouvrages vendus par la maison d'édition de Soral étaient publiés dès la fin des années 70 par la Vieille Taupe, et Pierre Guillaume, anti-impérialiste historique, a aidé Faurisson à médiatiser ses thèses subversives sans exiger un seul centime, et ce à une époque où elles n'étaient pas à la mode. Sans Noam Chomsky, et sa préface à une brochure sur l'acharnement judiciaire contre le révisionnisme, ce même Faurisson aurait-il eu les honneurs des médias oligarchistes ?

Quand il faut payer pour la moindre séance de dédicaces à la Main d'Or, notre librairie Résistances propose gratuitement, des événements par dizaines, où se croisent des camarades révisionnistes comme Gilad Atzmon, des penseurs radicaux comme Pierre Tevanian, et tous les activistes qui se respectent, comme Xavier Renou. D'ailleurs, en 2009, c'est bien devant cette librairie que s'organisait la résistance transversale contre le sionisme, lors d'une manifestation qui regroupait aussi bien le NPA que l'avocat de Faurisson, et où était lancée une pétition pour la dissolution des milices non goy initiée par Paul-Eric Blanrue, auteur de l'ouvrage de référence antisioniste Sarkozy, Israël et les Juifs.

Dieudonné nous crache dessus, mais que serait-il sans nous ? Qui, sinon des camarades d'extrême gauche l'ont défendu au début des années 2000, lorsqu'il commençait à briser le silence sur le rôle des sionistes dans l'esclavage, et plus globalement dans le malheur du monde ? Qui l'a invité

sur la liste Europepalatine ? Et les Bricmont, les Etienne Chouard, les Michel Collon qui aujourd'hui renient les antifa, oublient-ils les innombrables débats organisés dans des lieux alternatifs où ils ont pu faire connaître leurs idées ?

Bien sûr, beaucoup de jeunes militants sincères ignorent tout cela. Et ce d'autant que le système fait tout pour perpétuer l'imposture. Après les tartufferies vallsiennes de ces derniers temps, et la pub faite volontairement et gratuitement à Dieudonné par le ministre de l'Intérieur bien connu pour son sionisme, on peut d'ailleurs se poser la question : pour qui roulent vraiment Dieudonné et les siens ?

Le cortège fasciste qui criait «Juif, la France n'est pas à toi» a été promotionné sur tous les merdias, alors que le nôtre, qui dénonçait concrètement les oligarques sionistes aux manettes en France, par de vigoureux «A Paris, comme à Gaza, antifa !» (souvent plagié par le GUD, qui remplace antifa par intifada, beaucoup moins précis) a été totalement censuré par la télé aux ordres. Et pour cause, nous, nous ne sommes pas antisémites, nous ne tombons pas dans le piège tendu par le système : jamais nous ne crierons contre les Juifs dans leur ensemble, dans la mesure où il y a en une bonne vingtaine en France, et au moins quelques centaines dans le monde, qui ont des positions politiques sympa. Et n'y en aurait-il qu'un seul, d'ailleurs que nous continuerions à le défendre contre les nazis, mais ce n'est pas le cas, puisqu'ils sont au moins deux à l'UJFP.

Et ce sont bien ces positions intransigeantes et sans concessions, qui font de nous, la cible de toutes les attaques : Soral et Dieudonné ne sont pas les seuls à nous détester, les millions de miliciens armés de la Ligue de Défense Juive sont aussi à nos trousses, nous avons d'ailleurs encore été victimes d'un tweet de leur part la semaine dernière, une énième inqualifiable agression que bien sûr la justice ne punira pas. Quoi qu'en disent Soral et les siens, les Salauds Sionistes savent reconnaître leurs vrais ennemis : ils ont bien noté que Gregory Pasquille, l'auteur de la page «Déporter un sioniste», n'a pas fait son éducation dans les rangs fascistes mais chez nous !

Le 9 février a donc été une réussite. Nous la prolongerons le mois prochain par un hommage collectif à Georges Sorel, qui sera l'occasion de rétablir certaines vérités quant à la paternité du concept de l'«antisystème», et qui se conclura par l'inauguration officielle du Cercle Chomsky-Rassinier.

NI DROITE, NI GAUCHE ET ENCORE MOINS SIONISTES !

ANTIFA TANT QU'ISRAËL VIVRA !

Collectif La HARDE (Héros Antisionistes, Radicaux, Dissidents et Engagés)

Addendum : pour les mal-comprenants éventuels, la parodie ci-dessus, à peine outrée au regard de ce qu'on peut lire et entendre dans une certaine gauche radicale actuellement, nous a paru la manière la plus simple de signifier notre antagonisme définitif avec ce qui se donne le nom d'«antisionisme de gauche». Cet antagonisme existe pour les mêmes raisons que celui qui nous oppose à certains soi-disant défenseurs de la «laïcité», auxquels nous avons consacré quelques textes. Victimes du racisme ET de l'antisémitisme, nous luttons contre la haine, quel que soit le nom qu'elle se donne.

Opération Poulpe



Le site antifasciste La Horde reproduit cette photo d'une dirigeante du FPLP en passant sous silence que cette organisation est désormais financée par l'Iran suite à sa position pro-Assad, comme nous en informe le site antisioniste de l'International Solidarity Movement (<http://www.ism-france.org/analyses/L-Iran-augmente-son-aide-au-FPLP-du-fait-de-sa-position-vis-a-vis-de-la-Syrie-article-18421>). Dur, dur d'être antifa et antisioniste avec de telles égéries, non ?

De l’Affaire Dreyfus à l’incident Yardeni : la haine des bourgeois juifs (et beaucoup moins des autres), une vieille tradition de gauche

Limites de l’antisionisme n° 16

groupuscule «marxiste-léniniste» s’est récemment illustré par des slogans assimilant le «sionisme» au fascisme dans une manifestations «antifasciste» à Toulouse le 22 février 2014. Ce groupuscule s’en est verbalement pris à une représentante locale du CRIF¹, la traitant de

¹ Le CRIF regroupe les organisations suivantes : ABSI KerenOr; Adath Shalom Communauté juive Massorti de Paris; Agence juive pour Israël; Alliance Israélite Universelle; Amicale de liaison des anciens résistants juifs; Amicale des Juifs originaires du Maroc; Amis du musée d’Israël à Jérusalem; Anciens de la Résistance juive (ARJ); Arts et traditions populaires des Juifs de Tunisie (ATPJT); Association de coopération économique FranceIsraël (ACEFI); Association des anciens combattants et engagés volontaires juifs; Association des Juifs des Grandes Ecoles (AJGE); Association des médecins israélites de France (AMIF); Association des pharmaciens juifs de France (APJF); Association indépendante des anciens déportés juifs de France; B’nai B’rith France; B’nai B’rith Youth Organization (BBYO); Centre communautaire de Paris; Centre Medem; Centre Rambam; Cercle Bernard Lazare; Comité français de l’association internationale des juristes juifs; Comité français pour Yad Vashem; Coopération féminine; Département éducatif de la jeunesse juive (DEJJ); Eclaireuses, éclaireurs israélites de France (EEIF); Farband Union des sociétés juives de France (USJF); Fédération des anciens combattants juifs de France; Fédération des associations sépharades de France (FASF); Fédération des Sociétés Juives de France (FSJF); Fédération du judaïsme libéral francophone; Fédération française Maccabi; Fédération nationale des écoles juives autonomes (FNEJA); Fédération Sioniste de France ; Fils et Filles Déportés Juifs de France (FFDJF); Fonds social juif unifié (FSJU); Hachomer Hatzair; Hadassah France ; Jeunesse Loubavitch ; Judaïsme et Liberté ; Keren Kayemeth Leisrael (KKL); La Solidarité ; Maguen David Adom; Mémorial de la Shoah; Mouvement juif libéral de France (MJLF) ; Naguilah ; Œuvre de Secours aux Enfants (OSE); ORT ; Ozar Hatorah ;

«fasciste», puis a publié un communiqué considérant que le CRIF n'avait pas sa place dans la rue contre l'antisémitisme «ni à Toulouse ni ailleurs». Une banderole opérant le même amalgame entre sionisme et fascisme était déjà apparue lors d'une manifestation parisienne soutenue notamment par Alternative libertaire, le CAPAB (Collectif Antifasciste Paris Banlieue), la CNT, le Comité pour Clément, Les Lesbiens of Color, les lycéens du MILI, Solidaires étudiants, etc., le 9 février 2014.

On remarquera que l'extrême droite a, elle aussi, choisi de prendre pour cible une organisation qu'elle qualifie de «sioniste», en l'occurrence la LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme). Soral, Dieudonné et leurs compères fascistes (sans guillemets) demandent l'interdiction de la LICRA jugeant que la France serait «LICRAisée», expression codée pour «judaïsée», qui serait, elle, passible de poursuites judiciaires.

Les deux campagnes de ce groupuscule maoïste, d'un côté, et des fascistes Soral et Dieudonné, de l'autre, sont donc parfaitement parallèles et complémentaires. Elles reposent toutes deux sur l'idée que les «sionistes» pour les uns, les «Juifs» pour les autres auraient trop de pouvoir dans les médias, trop d'influence dans la société, trop de pouvoir dans l'Etat, voire qu'il faudrait interdire leurs organisations ou les manifestations qu'elles organisent, ou leur présence lors de manifestations dites de gauche ou d'extrême gauche. En clair, que seuls des non-juifs qui ne se sont jamais particulièrement distingués dans la lutte concrète contre l'antisémitisme (rappelons le silence de la majorité des antisionistes à propos de Dieudonné depuis 2004) auraient le droit à la parole dans l'espace public, mais que par contre les Juifs et les juifs, eux, s'ils sont victimes de l'antisémitisme, n'ont pas le droit d'ouvrir leur gueule, sauf à conchier l'Etat d'Israël, véritable sauf-conduit pour avoir la permission de manifester aux côtés de la gauche et de l'extrême gauche...

Le groupuscule maoïste en question, les fascistes français et certains éléments des réseaux de l'Action antifasciste ou des milieux d'extrême gauche, d'ultragauche, altermondialistes ou libertaires (je n'en dresse pas la liste, ils se reconnaîtront sans peine) partagent la qualification du sionisme comme une variété de fascisme.

Rambam France ; Rassemblement des avocats juifs de France (RAJF); Renouveau juif; Section française du congrès juif mondial; Socialisme et Judaïsme; Union des associations intercommunautaires de la région parisienne; Union des cadres juifs de France; Union des centres communautaires; Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs (UEVACJ) ; Union des étudiants juifs de France (UEJF); Union des médecins dentistes et pharmaciens amis d'Israël (UMDPAI); Union libérale israélite de France (ULIF); Union nationale des amis de Tlemcen.

Les négationnistes et les fascistes ont évidemment tout intérêt à considérer que les sionistes sont au moins aussi criminels sinon pires que les nazis et à mentir sur le judéocide ; les «marxistes-léninistes-» et les libertaires antifascistes, eux, qui n'ont jamais rien compris grand-chose à l'antisémitisme ni au racisme d'ailleurs, se contentent de radoter les mêmes clichés sur l'usure juive au Moyen Age et l'antijudaïsme chrétien comme si nous vivions encore à l'époque de l'Inquisition, qu'un prolétariat juif n'était pas apparu au XIX^e et au XX^e siècles avec des organisations anticapitalistes de masse, et que l'islam jouait le même rôle politique aujourd'hui qu'au XVI^e siècle.

Tout le monde à gauche, à l'extrême gauche et chez les libertaires devrait pourtant savoir que «sioniste» est souvent un mot codé pour juif (religion) ou Juif (peuple).

En effet, le sionisme est une idéologie nationaliste, d'origine laïque, hétérogène, multiforme, dont une des interprétations (devenue progressivement la plus réactionnaire) est devenue la doctrine officielle d'un Etat-nation (Israël) mais qui continue à avoir plusieurs sensibilités (des faucons aux colombes, des racistes antipalestiniens aux partisans de deux Etats selon des frontières à définir, des religieux aux athées, de l'extrême droite à la gauche social-démocrate, etc.).

Dès 1947, les sionistes laïques au pouvoir ont conclu d'importants compromis avec les juifs religieux conservateurs pour justifier l'existence de cet Etat aux yeux des Juifs ou juifs du monde entier, compromis qui ont eu une influence particulièrement néfaste (contrôle de l'état civil par les religieux, justification religieuse de l'accroissement de la colonisation après 1967, transformation d'un conflit national et politique en un conflit religieux par définition insoluble, etc.). Considérer que LE sionisme serait une forme de fascisme, c'est soit considérer tous les habitants juifs d'Israël comme des fascistes, soit employer une définition absolument loufoque du fascisme. Mus par des passions politiques, par des sentiments irrationnels, les antisionistes passent généralement d'un registre à l'autre.

Si Israël est un Etat fasciste, comment se fait-il que des antisionistes israéliens puissent y militer ouvertement sans être torturés et liquidés – ou au minimum emprisonnés ou internés dans des camps ? Comment se fait-il que toutes les actions coloniales et criminelles de l'Etat israélien soient décrites en détail par des organisations juives militant au grand jour dans cet Etat qui serait «fasciste» ? Comment se fait-il que des antifascistes puissent s'exprimer aussi librement dans la presse, dans l'édition, à l'université et jusque dans l'armée d'un Etat «fasciste»... comme Israël ? Comment se fait-il qu'un Etat «sioniste fasciste» finance des films israéliens critiques vis-à-vis du sionisme, primés dans toute une série de festivals ?

Cette épithète de «fascistes» accolée aux «sionistes» est à la fois incohérente, d'un point de vue politique (elle peut s'appliquer à n'importe quel Etat de la planète, à commencer par la France), et surtout criminelle parce qu'elle propage, volontairement ou involontairement peu importe, la haine des Juifs et des juifs, où qu'ils vivent, sous le couvert de l'antisionisme. Et cette propagande de gauche, d'extrême gauche ou libertaire est en communion totale (consciemment ou pas, peu importe) avec la propagande fasciste, négationniste, national-populiste ou d'extrême droite. Et d'ailleurs aussi avec la propagande de certains groupes musulmans fondamentalistes et des 57 Etats de l'Organisation de la conférence islamique (OCI qui, elle, bien sûr n'est pas du tout «communautariste» pour les antisionistes – contrairement au CRIF qui, lui incarne, la quintessence du communautarisme...)

Tout comme l'extrême droite, le groupuscule maoïste qui est intervenu à Toulouse et certains groupes antifascistes-anticapitalistes ou anti-impérialistes appartenant à d'autres courants perpétuent en fait une vieille tradition anticapitaliste-antisémite qui a commencé avec l'article de Marx sur *La Question juive*, ou les propos antisémites que l'on trouve chez Proudhon et Bakounine. (...)

Comme tous les marxistes orthodoxes, le groupuscule maoïste qui est intervenu à Toulouse contre Mme Yardeni n'aime pas les bourgeois, ce qui, a priori, nous le rendrait plutôt sympathique.

Mais comme certains marxistes et certains anarchistes c'est surtout les bourgeois juifs que ce groupe déteste. Et ce groupe devient alors nettement antipathique. Les bourgeois comme Friedrich Engels qui était non seulement un bourgeois mais un capitaliste et qui finança Marx toute sa vie ; comme le millionnaire Feltrinelli qui publia pendant des années des centaines d'ouvrages marxistes de toutes tendances ; ou comme Soros qui finance le Collectif contre l'islamophobie en France, ces bourgeois-là ne gênent pas le moins du monde nos maoïstes – pas plus qu'ils n'étaient gênés d'être financés par l'Etat capitaliste chinois dans les années 60 et 70, grâce à la plus-value récoltée sur la sueur et le sang des prolétaires chinois.

Quant à Mao Tsé-toung l'idole de ce groupuscule, non seulement il était plus que multimilliardaire comme tous les dignitaires du prétendu régime «communiste» chinois, mais surtout il avait plus de sang de prolétaires et de paysans pauvres sur les mains que tous les généraux de l'armée israélienne réunis depuis 67 ans. Mais ces bourgeois chinois-là ne gênent pas du tout ce groupuscule maoïste, parce qu'ils ne sont pas juifs.

En voulant sortir Mme Nicole Yardeni de la manif de Toulouse, manif interclassiste, ouverte à tous les bourgeois à condition qu'ils soient opposés à l'homophobie, l'antisémitisme et le racisme, ce groupuscule maoïste, en dehors de se faire un peu du pub gratuite, a surtout montré à quel point

certain militants qui se réclament du marxisme, du marxisme-léninisme voire même de l'anarchisme (à en juger par les commentaires favorables à cette action sur des sites libertaires) trouveront toujours des vertus anticapitalistes ou anti-impérialistes à l'antisémitisme, à condition de le dissimuler sous une fine couche d'antisionisme¹...

Tant que TOUS les courants dits marxistes ou d'extrême gauche, antifascistes et anarchistes, ne feront pas un bilan politique sérieux de leur contribution active à l'anticapitalisme et à l'anti-impérialisme antisémites, de tels incidents minables, voire d'autres plus graves, se reproduiront. Les gauchistes (nous utilisons délibérément ce terme journalistique et vague pour désigner ce conglomérat confus et au verbiage pseudo-radical) continueront à nier le caractère antisémite de l'assassinat d'Ilan Halimi ou des meurtres commis par Mohammed Merah. Ils continueront à trouver normal que l'inscription «CRIF à mort» sur les murs de Toulouse ne mérite pas le moindre commentaire critique.

Et le plus grave c'est qu'ils renforceront et justifieront, à leur échelle et dans les milieux qu'ils influencent, les thèses des organisations d'extrême droite, fascistes, fascisantes ou national-populistes qui, elles, ont beaucoup plus d'influence, y compris sur les prolétaires, que ce groupuscule ou que les réseaux antifascistes...

A vous de choisir, «camarades», qui sont vos amis et qui sont vos ennemis...

Y.C., 1/3/2014

¹ Ceux qui ont le cœur bien accroché pourront lire les commentaires enthousiastes des partisans du fasciste antisémite Alain Soral sur le site Egalité et réconciliation, et comparer les argumentaires de l'extrême droite et du groupuscule maoïste, ou d'autres antisionistes, sur cet incident.

*Selon l'OCL,
le CRIF
serait une puissance occulte
qui commanderait
les 91 conseillers
de la communauté
Est-Ensemble
de l'Ile-de-France*

Limites de l'antisionisme n° 17

Chaque jour Internet charrie son lot d'âneries «antisionistes» qui flirtent avec l'antisémitisme de gauche.

C'est ainsi qu'aujourd'hui j'ai reçu, par l'intermédiaire d'a-infos, ce communiqué de l'Organisation Communiste Libertaire de Strasbourg (cf. page suivante) dont j'extrais le passage suivant (le reste relevant du délire complotiste comme cette affirmation «*Ne faudrait-il pas enfermer une partie de la population de France et d'ailleurs qui soutient et partage les mêmes convictions [que Georges I. Adallah] pendant qu'on y est!*»):

«Ce jeudi 16 janvier à Bagnole se tenait une assemblée d'information en soutien à Georges I. Abdallah. Le Groupe d'Association de Bagnole avait réservé une salle auprès de la communauté d'agglomération dénommée «EST Ensemble» (bureaucratie sous contrôle du Parti «Socialiste» PS)... La réservation accordée au départ fut annulée à la dernière minute. Après information des organisateurs, dont nous ne pouvons pas douter de leur bonne foi, ces derniers ont informé que le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France – pro sioniste) serait intervenu auprès du PS pour faire annuler le rassemblement.»

Le Conseil communautaire d'Est Ensemble compte 91 délégués (dont 36 élus socialistes ou apparentés) représentant 9 villes : Bagnole, Bobigny, Bondy, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville, soit plus de 400 000 habitants.

Le Conseil communautaire d'Est Ensemble de l'Ile-de-France compte également

– un bureau avec des représentants du PS, du PG, du PCF, du MRC, des Verts, du Centre et de l'UMP

– et 6 commissions permanentes.

L'OCL pleurniche régulièrement qu'on l'accuse d'antisémitisme, mais la voilà prise en flagrant délit. Elle accuse le CRIF d'avoir obligé les 91 conseillers communautaires (ou le Bureau communautaire qui les représente et supervise l'administration de 9 villes de l'Ile-de-France) à refuser une salle de réunion en s'appuyant sur l'affirmation de mystérieux «organiseurs» (de quel service, on l'ignore), information présentée de surcroît au conditionnel, sans citer le nom de leurs interlocuteurs ou des responsables administratifs de cette décision... Pourquoi protéger l'anonymat de ces «socialos-sionistes» s'ils ont vraiment tenu de tels propos ?

Si les militants de l'OCL ont besoin qu'on leur explique comment fonctionne l'antisémitisme, en voilà un excellent exemple.

Le CRIF n'est pas simplement «sioniste», pour reprendre le vocabulaire de l'OCL, mais regroupe surtout des associations juives SANS AUCUN POUVOIR ADMINISTRATIF et SANS LA MOINDRE CAPACITÉ LÉGALE A INTERDIRE UNE RÉUNION. Prétendre que ce conglomérat d'associations juives pourrait manipuler en coulisses, de façon illégale et occulte, des dizaines de conseillers communautaires d'Ile-de-France, sans compter les maires et les parlementaires de toutes tendances qui font partie du Bureau communautaire d'Est Ensemble, c'est accorder aux Juifs (pardon aux «sionistes») le pouvoir de manipuler les institutions de l'Etat français.

Ce n'est pas un simple bobard antisioniste, c'est une saloperie antisémite. Une de plus.

Y.C., 4/3/2014

Post-scriptum du 3 août 2014 : On admirera l'expression «*les Etats les plus impérialistes de la planète*» qui fleure bon le tiersmondisme et les «contradictions secondaires» de la dialectique mao-stalinienne. Car une telle expression ne peut qu'aller de pair avec celle des «Etats les moins impérialistes de la planète» qui sont forcément, dans cette logique, moins pires que les autres. Allez, camarades de l'OCL, encore un effort et vous pourrez adhérer au front progressiste de votre choix.

**- Non à l'impérialisme de la bourgeoisie française et d'ailleurs...
Libérez Georges Ibrahim Abdallah !**

En novembre 2003, Georges Ibrahim, militant de la cause palestinienne révolutionnaire, internationaliste et prisonnier politique devait sortir de prison et est être en conditionnelle, alors qu'il est enfermé par la justice Française depuis 30 ans.

Ce n'est pas sans compter sur les obsessions compulsives des États les plus impérialistes de la planète à son égard et sous prétexte que Georges garde intacte ses opinions anti-impérialistes. Ne faudrait-il pas enfermer une partie de la population de France et d'ailleurs qui soutiennent et partagent les mêmes convictions pendant qu'on n'y est !

Aussi, toute activité ou opinion antisioniste sont considérés par les pouvoirs successifs français comme antisémite. Ce fantasme sert bien le pouvoir de l'État Israélien et sa politique d'apartheid envers les communautés dominées de la région. Cette confusion idéologique, entretenue par l'État français et ses mandarins, sert aussi à manipuler l'opinion et mettre à l'index sous prétexte d'antisémitisme toute personne critiquant l'État colonial d'Israël.

Ce jeudi 16 janvier à Bagnolet se tenait une assemblée d'information en soutien à Georges I. Abdallah. Le Groupe d'Association de Bagnolet avait réservé une salle auprès de la communauté d'agglomération dénommée «EST Ensemble» (bureaucratie sous contrôle du Parti Socialiste – PS)...

La réservation accordée au départ fut annulée à la dernière minute. Après information des organisateurs, dont nous ne pouvons pas douter de la bonne foi, ces derniers ont informé que le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France – prosioniste) serait intervenu auprès du PS pour faire annuler le rassemblement.

Pas étonnant car tous les gouvernements de France successif quels que soient leurs étiquettes n'ont jamais dévié de leur politique impérialiste séculaire et sécuritaire.

OCL Strasbourg

**- Commentaire judiciaire d'un lecteur
à propos du communiqué de l'OCL**

«J'ajoute qu'on ne sait pas à quels "pouvoirs successifs" l'OCL fait allusion. S'agit-il de tous les gouvernements français ? Depuis quand ? Depuis que la France est France ?

Loin de moi de défendre l'Etat français (ni même un quelconque Etat) mais est-ce que les organisations juives de France ont des collusions d'intérêts si importantes (si elles en ont) avec celui-ci au point de pouvoir réellement l'influencer ? Et depuis quand encore une fois ? Depuis la création d'Israël ?

Même si la forme ne permet pas vraiment des développements, mais n'empêche pas un minimum de précision, pour l'OCL Strasbourg LES pouvoirs successifs (expression aussi vague que floue) en France considèrent que toute opinion ou activité antisioniste est antisémite. Pour raviver les fantasmes de conspiration juive internationale, les équations dangereuses comme par exemple Etat français = Etat sioniste, voire pourquoi pas France = Israël, on peut dire que cette section communiste libertaire est sur la bonne voie.»



Le CRIF est une des cibles favorites de l'extrême droite, ce qui oblige à un minimum de rigueur dans l'argumentation, si l'on veut vraiment éviter de faire le jeu de la propagande antisémite ci-dessus.

Les «antisionistes» sont, eux eux aussi, victimes du «mal de mer» !

Limites de l'antisionisme n° 18

Comme chacun sait, le marxiste russe Plekhanov a déclaré un jour à propos du Bund que les militants de cette organisation de masse ouvrière juive en Russie (qui fut réprimée par les bolcheviks avant d'être obligée de se dissoudre en 1920) et en Pologne n'étaient que des «sionistes» qui avaient «le mal de mer». Apparemment ce mal de mer semble être contagieux puisque Pierre Stambul, en quelques lignes dans un article sur le dernier livre de Jean-Marc Izrine (*Les libertaires du Yiddishland*, éditions Alternative Libertaire, 150 p., 16 euros), nous donne le tournis (<http://www.ainfos.ca/ainfos336/ainfos58344.html>).

(...)

Maintenant que la plupart des militants du Bund ont été massacrés durant le judéocide, et qu'il ne subsiste plus que de tout petits groupes se réclamant de son héritage, il est devenu à la mode pour toutes sortes d'antisionistes de gauche, y compris léninistes, trotskystes ou marxistes-léninistes, de se réclamer du Bund, en oubliant que ce parti réclamait une autonomie nationale et culturelle, autonomie qu'AUCUN courant antisioniste actuel ne reconnaît dans AUCUN pays aux Juifs puisqu'ils les considèrent comme les pratiquants d'une «religion», les vagues tenants d'une culture obscurantiste ou pire (et le plus souvent) comme un courant politique monolithique (le «sionisme») synonyme de fascisme, de colonialisme, de racisme et d'impérialisme.

Cette récupération cynique du Bund, soixante-dix ans après le judéocide, nous donne donc la nausée, le «mal de mer».

Venons-en maintenant aux quelques lignes de Pierre Stambul (militant de l'UJFP, cette curieuse organisation qui se dit «juive» tout en n'expliquant pas vraiment en quoi elle tient à cette étiquette si infamante dans le camp «antisioniste»...) dans un petit article sur le livre de Jean-Marc Izrine.

«(...) **À l'heure où sionistes comme antisémites propagent l'image des Juifs banquiers ou du côté des dominants**, on découvre un monde de prolétaires essayant de fuir la misère. Ils et elles exercent des «métiers juifs». Comment cette population au départ très religieuse et à peine sortie des shtetls (littéralement bourgades, villages) a-t-elle pu jouer un rôle aussi

essentiel dans le mouvement révolutionnaire et en particulier dans le mouvement libertaire Jean-Marc Izrine parle de messianisme libertaire. On voit des militants et des militantes manifestant devant les synagogues (les rabbins étaient souvent considérés comme des collaborateurs avec les puissants) et blasphémant gaiement. La lutte des classes traverse le monde juif aussi bien dans les pays d'origine que là où ils émigrent.»

Je ne commenterai que le tout début de la première phrase, souligné en gras par mes soins, tant il est en contradiction TOTALE avec le reste du texte et typique des contradictions de l'antisionisme de gauche actuel. Encore un effet du «mal de mer» antisioniste, sans doute ?

N'en déplaise à Pierre Stambul, qui n'est pas un ignorant, LES «sionistes» cela n'existe pas, il y a plusieurs types de «sionistes», en clair de nationalistes israéliens ou de partisans de l'existence de l'Etat d'Israël. Et en général le terme «sionistes» est un mot codé pour dire «Juifs».

De plus LES «sionistes», pour reprendre les approximations stambuliesques, ne font pas tous l'apologie des «Juifs banquiers» (des noms ! des noms !) ou des individus «du côté des dominants» (des noms ! des noms !).

On remarquera le glissement dangereux d'un terme à l'autre : «banquiers» est un statut social spécifique, précis (on croyait cette mythologie des banquiers juifs réservée à l'extrême droite...). Quant à l'expression «du côté des dominants», elle ne veut rien dire si on ne précise pas son sens exact (cf. la citation de Lénine reproduite ci-dessus). C'est une accusation que l'on peut lancer à la tête de n'importe qui, n'importe quand, sans apporter la moindre preuve.

Tracer un trait d'égalité entre tous LES «sionistes» et tous LES antisémites, comme le fait Stambul, c'est exactement ce que font l'extrême droite, Dieudonné, Soral and Co tous les jours. Et ce que l'on lit à longueur de journée sur Internet dans toutes les listes de discussions ou posts sur ces questions.

Autant d'approximations et de contrevérités en seize mots de la part d'un homme intelligent et cultivé comme Pierre Stambul, cela fait froid dans le dos. Que retiendront tous ceux qui ne connaissent rien ni à l'histoire du judaïsme, ni à l'histoire des populations juives (pas simplement composées de banquiers...), ni à l'histoire du sionisme ? Ces seize premiers mots ou la suite ? Pas compliqué de connaître la réponse, hélas.

Et de toute façon la seconde partie, la plus intéressante et la plus juste, n'A AUCUN INTÉRÊT pour les antisionistes de gauche car ce prolétariat a été massacré par les nazis et les fascistes il y a 70 ans et que LES ANTISIONISTES DE GAUCHE SE FOUTENT DU PROLÉTARIAT actuel, juif ou pas, israélien ou pas. Par contre les «Juifs banquiers» ou ceux qui se placent «du côté des dominants», eux, ils existent bien pour les

antisionistes de gauche : il suffit de lire leurs innombrables communiqués et articles.

Tous les arguments ne sont pas bons à utiliser même pour une bonne cause (la critique justifiée des crimes de guerre de l'Etat d'Israël) et même si l'on met en avant sa judéité pour les faire passer....

Y.C., 11/03/2014

1. Son livre est épuisé sauf chez une maison d'extrême droite qui a eu le cynisme de le rééditer mais on le trouve heureusement en entier sur le site marxists.org !

Sur les sources de l'antisémitisme de gauche, anticapitaliste et/ou anti-impérialiste

«Et puis, on peut être contre la politique internationale d'Israël sans être antisémite.»

(David Rachline, maire Front national de Fréjus)

La première révision douloureuse qu'il faut opérer, si l'on veut vraiment sortir des ambiguïtés de l'antisionisme de gauche actuel, c'est qu'il existe une vieille tradition antisémite anticapitaliste et/ou anti-impérialiste particulièrement vivace à gauche et à l'extrême gauche, en Europe, mais aussi ailleurs.

A ma connaissance, seuls deux groupes, aux origines politiques très différentes, se sont démarqué publiquement des ambiguïtés des milieux gauchistes et altermondialistes à ce propos : l'AWL en Grande-Bretagne (un groupe trotskyste) et Doorbraak (ex-De Fabel van de illegaal) aux Pays-Bas, organisation «communiste libertaire». Je pourrais mentionner les Anti Deutsch en Allemagne, qui viennent au départ du maoïsme et de l'autonomie, mais leurs positions actuelles ne peuvent être qualifiées d'extrême gauche, ni même de gauche, tant elles sont devenues synonymes de défense fanatique des politiques américaines et israéliennes... au nom d'une condamnation radicale du nationalisme allemand¹.

Aucun des groupes libertaires ou d'extrême gauche français ne s'est posé la question de l'antisémitisme de gauche et n'a essayé de le combattre

¹ Il n'existe, à notre connaissance aucune publication française présentant en détail l'évolution des positions des antiDeutsch (littéralement «Anti-Allemands») sinon des articles venimeux écrits par des gens de gauche ou d'extrême gauche qui, prenant prétexte des positions réactionnaires actuelles de ce courant, oublient sciemment le point de départ de ce mouvement qui entendait s'attaquer aux racines du nationalisme allemand et aux séquelles du nazisme dans la société allemande. On comprendra mieux cette cécité quand on saura que les Anti-Deutsch entendaient aussi interroger les fondements de l'antisionisme de gauche...

sérieusement dans ses propres rangs¹. A lui seul, le silence sur Dieudonné dans ces milieux depuis dix ans est éloquent (et ce ne sont pas les défenseurs libertaires de la «liberté d'expression» de Dieudonné face aux mesurette répressives de Valls qui pourraient nous inciter à croire à une quelconque prise de conscience ou autocritique de leur lâcheté passée).

Mais on pourrait aussi citer les innombrables fois où des sites et des auteurs conspirationnistes et antisémites sont cités comme références par des militants gauchistes dans leurs échanges sur Internet, quand ils ne figurent pas comme liens réguliers de revues, d'organisations ou de sites alternatifs dits «radicaux».

Cette indifférence – voire cette attitude «carrément» je-m'en-foutiste – ne peut que les rendre particulièrement vulnérables et suspects face aux critiques de journalistes pressés, d'historiens peu scrupuleux mais aussi de personnes de bonne foi n'ayant pas des œillères «antisionistes» et donc qui ne sont pas obsédés par Israël et la Palestine du matin au soir.

Les groupes gauchistes ou libertaires, en France comme ailleurs, nient généralement ce phénomène ou bien le réduisent aux délires de quelques individus aigris et isolés, de quelques (ex) ultragauches décérébrés passés à l'extrême droite, ou surtout aux calomnies des «sionistes» pour faire taire toute critique contre Israël.

Entreprendre une telle réflexion sur l'antisémitisme de gauche actuel suppose déjà de bien connaître les mécanismes traditionnels de l'antijudaïsme chrétien et musulman et de l'antisémitisme racial, quelle a été leur évolution et quels sont leurs nouveaux déguisements et mutations. Si l'on pense que l'antisémitisme est un phénomène en voie de disparition, si on le réduit à l'antijudaïsme chrétien du Moyen Age ou aux théories raciales nazies, et si l'on croit que seul sévit aujourd'hui «l'islamophobie», nul besoin de s'y intéresser. Mieux (ou plutôt pire), toute personne qui soulève le sujet est forcément un flic, un sioniste, un néoconservateur ou un paranoïaque anti-conspirationniste...

¹ Cette appréciation a semblé injuste à plusieurs compagnons anarchistes qui m'ont envoyé plusieurs articles dont certains sont reproduits dans ce numéro. Ces textes ne m'ont pas convaincu qu'il s'agisse d'une prise de conscience globale dans le mouvement anarchiste ni même de positions claires et officielles de groupes entiers comme la FA, l'OCL ou Alternative libertaire (ce dernier ayant publié au moins un article encourageant, malheureusement sans suite, comme on peut en juger d'après les communiqués pondus lors des manifestations «propalestiniennes» de juillet et août 2014). J'aurais cependant dû ajouter pour la France la CNT-AIT qui mène ce débat depuis plusieurs années sur ses sites Internet.

Pour expliquer cet antisémitisme de gauche, à tonalité anti-impérialiste et/ou anticapitaliste, on peut distinguer plusieurs facteurs présentés ici de façon succincte, mais qu'il faudrait évidemment développer beaucoup plus longuement:

1. L'incapacité des marxistes et des anarchistes à définir une position matérialiste opératoire sur ce qu'il est convenu d'appeler la question juive comme d'ailleurs sur d'autres questions nationales, religieuses ou culturelles.

Pour les courants marxistes, au moins, cette attitude était compréhensible au XIX^e siècle et même jusqu'à la révolution d'Octobre, en raison de l'imminence proclamée de l'effondrement du capitalisme, effondrement qui laisserait la place au socialisme censé résoudre tous les problèmes «secondaires» (racisme, antisémitisme, nationalisme, domination des femmes, etc.) légués par le «vieux monde».

Rappelons à tous les «antisionistes» qui se réclament de penseurs marxistes actuels (Daniel Bensaïd, Jean-Jacques Marie, Enzo Traverso) et qui osent se réclamer du Bund, que ce courant fut violemment dénoncé par Plekhanov (il les qualifiait de «sionistes qui ont le mal de mer») et par Lénine (dans ses *Notes critiques sur la question nationale* écrites en 1913 il évoque «la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive» mais écrit ensuite «*Quiconque proclame directement ou indirectement le mot d'ordre de la "culture nationale" juive est (si excellentes que puissent être ses intentions) un ennemi du prolétariat, un partisan des éléments anciens et frappés d'un caractère de caste de la société juive, un complice des rabbins et des bourgeois*» ; bref Vladimir Ilitch était lui aussi atteint par le «mal de mer» quand il évoquait la question juive et ne savait pas par quel bout la prendre...). Signalons enfin que le Bund fut réprimé par l'Etat soviétique dès 1919 (donc par Lénine et Trotsky au pouvoir, pas par Staline) et obligé de se dissoudre en mars 1920.

Lénine avait déjà tout faux en 1913, mais certains de ses disciples continuent à ânonner ses jugements erronés :

– il prétendait que le Bund athée était un «complice des rabbins», ce qui était une calomnie vu les campagnes rationalistes et athées que menait le Bund (cf. entre autres livres de Minczeles, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, Austral, 1995, réédition en 1999 chez Denoël et *Le mouvement ouvrier juif. Récit des origines*, 2010, Éditions Syllepse) ;

– il prétendait que le Bund était «complice des bourgeois» alors qu'il organisait des grèves contre les capitalistes, juifs ou pas juifs ;

– il accusait le caractère «de caste de la société juive» de venir des Juifs eux-mêmes (aujourd'hui on dénoncerait la volonté des Juifs et des juifs de

rester entre eux, de ne pas se marier en dehors de leur communauté, d'avoir un sentiment de supériorité et autres fariboles antisionistes) alors qu'il ne démontrait ce «caractère de caste» ni dans cet article ni dans aucun autre d'ailleurs.

De plus, et c'est le plus grave, même si «caste» il y avait eu, c'est l'antisémitisme qui en était responsable et non les Juifs !!! En Russie il existait un prolétariat juif qui ne se réduisait pas aux commerçants, artisans ou mythiques usuriers et banquiers, en clair au «peuple-classe» de petits-bourgeois et d'intermédiaires, notion si chère au trotskyste Abraham Leon – assassiné par les nazis – et à sa *Conception matérialiste de la question juive*. Où l'on voit que certains arguments qui relèvent de l'antijudaïsme religieux et de l'antisémitisme économique circulent depuis longtemps et sont employés par des gens très divers avec des motivations très variées.

Aujourd'hui, après la création de dizaines d'Etats-nations, la victoire des idéologies nationalistes aussi bien dans les pays du tiers monde (des guérillas victorieuses – Chine, Cuba, Algérie, Vietnam, Mozambique, Angola, etc. – aux régimes populistes latino-américains actuels) que dans les pays occidentaux (influence prédominante de l'esprit interclassiste des Résistances dites «antifascistes», bourgeoises et stalinienne en Europe dans les années 1950/1960, puis émergence de régionalismes à tonalité indépendantiste au Pays basque, en Ecosse, etc.), une telle indifférence face à la question juive (couplée généralement à un opportunisme vis-à-vis d'autres nationalismes ou régionalismes) n'est plus tenable sans un bilan politique approfondi et une mise à jour sérieuse.

Et c'est justement parce que cette indifférence n'est plus tenable que les principes internationalistes traditionnels défendus – en théorie – par les groupes gauchistes ou libertaires sont d'autant plus facilement vidés de leur contenu prolétarien, anational, originel. Que l'on est passé du soutien du combat commun des prolétaires israéliens et arabes, jusqu'à la fin des années 60, au soutien acritique au Hamas ou au FPLP, en passant à la trappe toute référence à la classe ouvrière israélienne ou même aux classes ouvrières arabes. L'opposition de principe au nationalisme bourgeois n'a que rarement été appliquée par les groupes dits révolutionnaires. Cela ne signifie pas que cette opposition soit erronée aujourd'hui, bien au contraire, mais qu'elle doit être fondée sur des arguments solides et cohérents, sur une «analyse concrète de la situation concrète», pour reprendre une expression de la langue de bois militante.

2) La méconnaissance de l'histoire du peuple ou des peuples juifs – et évidemment aussi de la religion juive (d'où, par exemple, la dénonciation permanente du prétendu élitisme ou complexe de supériorité

du «peuple élu», dénonciation qui repose sur un contresens, pour les plus ignorants, ou un faux grossier, pour les antisémites avertis ; ou encore l'ignorance de l'existence d'une théologie de la libération juive, alors que ses versions chrétienne ou musulmane sont portées au pinacle par les gauchistes et les altermondialistes).

3) La tendance, dans la propagande quotidienne voire dans certains écrits plus théoriques,

– **à toujours personnaliser, diaboliser, certains individus-exploiteurs** – en particulier les usuriers, spéculateurs, financiers et banquiers (et parmi eux spécialement les juifs). Cette dénonciation obsessionnelle du rôle des usuriers juifs et des Rothschild ou d'autres banquiers juifs (accompagnée par une dénonciation beaucoup plus discrète des banquiers catholiques ou protestants, pourtant ultramajoritaires eux, dans la banque et la finance) se retrouve dans la propagande des partis socialistes avant 1914 puis communistes après 1917. Le ciblage exclusif, ou outrancier, du rôle des individus capitalistes, juifs ou pas, au détriment de la critique globale du système capitaliste, est une des faiblesses du mouvement ouvrier depuis ses origines. On a pu le constater avec Maddoff, Goldman Sachs et DSK, mais aussi avec des intellectuels (Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Élisabeth Badinter, Jacques Attali), des hommes politiques (Léon Blum, Mendès-France) ou des néoconservateurs américains ayant un nom «juif».

– **à se concentrer uniquement sur les méfaits des banques, les paradis fiscaux**, les bulles spéculatives, bref sur le capitalisme «improductif» (accusé d'être «cosmopolite» ou «cupide» hier – deux mots codés à l'extrême droite –, mondialiste aujourd'hui) que l'on oppose au capitalisme «productif», enraciné dans la glaise nationale (on retrouve ces thèmes chez les altermondialistes, les Indignés, la gauche étatiste et non étatiste latino-américaine, etc.).

Cela conduit inéluctablement à ignorer, dans la propagande quotidienne, le fonctionnement du système capitaliste dont la critique rigoureuse suppose un travail de propagande plus compliqué que la simple dénonciation personnalisée de quelques spéculateurs boursiers, milliardaires cyniques, fumeurs de cigares ou «vampires» capitalistes.

4) L'illusion que l'anticapitalisme antisémite populaire de droite, ou d'extrême droite, pourrait avoir une dimension «progressiste»: en clair, les prolétaires antisémites auraient effectivement tort de limiter leur haine du système à quelques individus juifs, voire aux Juifs en tant que groupe pseudo «privilegié», mais ce n'est pas grave. En effet, cette confusion se

décantera, les exploités ouvriront les yeux et se rendront rapidement compte qu'il faut combattre tous les capitalistes, et plus largement le système capitaliste dans son ensemble (pas simplement la banque ou la finance «juives»).

En France, cela s'est traduit dès le XIX^e siècle par la neutralité d'une partie de la gauche (y compris – au départ – celle de Jaurès) et de certains anarchistes pendant l'Affaire Dreyfus. Dreyfus était dénoncé à l'époque comme un bourgeois, un militaire et un réactionnaire par la gauche abstentionniste en matière d'antisémitisme ; ces qualificatifs étaient certes justes mais n'étaient qu'un prétexte pour ne pas s'attaquer à l'antisémitisme des travailleurs et des exploités, en espérant chevaucher cet antisémitisme radical et l'orienter habilement vers une direction révolutionnaire.

Ce vieil antisémitisme anticapitaliste populaire perdure mais il a été modernisé, notamment sous la forme de l'antisionisme «anti-impérialiste» dans les pays du Proche et du Moyen-Orient ; dans les communautés musulmanes des grandes métropoles occidentales ; mais aussi sous l'impulsion des régimes populistes de gauche d'Amérique latine. Tout cela se combine parfaitement à l'antijudaïsme ravivé et relooké par certaines tendances de l'islam politique.

5) Une sous-estimation, et surtout généralement une négation totale, de l'importance de l'antijudaïsme puis de l'antisémitisme moderne dans les pays qui se disent musulmans (les 57 Etats de l'Organisation de la Coopération islamique) et de son influence dans les métropoles occidentales, facilitée par la présence des chaînes satellitaires, des imams formatés en Arabie saoudite ou dans des institutions religieuses ultraconservatrices, etc. Cette négation de l'antisémitisme repose sur une méconnaissance :

— de l'islam et de ses différents courants (cf. par exemple la façon dont gauchistes et altermondialistes minimisent les conflits historiques entre sunnites et chiites au Proche et Moyen-Orient et en attribuent la principale responsabilité à...l'intervention américano-européenne en Irak en 2003 !),

— du statut discriminatoire des dhimmi pendant des siècles qui se combine avec le silence sur les pogroms dans les pays arabo-musulmans,

— du rôle politique de la religion dans les pays du Proche et du Moyen-Orient y compris au sein des mouvements dits de libération nationale de ces régions au XX^e et XXI^e siècles,

— de la circulation des thèses de l'extrême droite européenne dans le monde arabo-musulman (diffusion massive des Protocoles des Sages de

Sion, dont les absurdités sont reprises aussi bien dans la Charte du Hamas¹ que dans des feuillets télévisés ou des manuels scolaires ; accueil de conférences négationnistes en Iran ; traduction en arabe des livres de Garaudy, etc.),

— du rôle actif des régimes arabes dans l'expulsion des Juifs, après 1948, de pays où ils vivaient depuis des siècles, souvent même avant l'introduction de l'islam.

Cette ignorance est renforcée par l'usage baroque d'une notion erronée empruntée à la linguistique du XIXe siècle, celle de l'existence de «peuples sémites», et transposée dans le domaine de l'anthropologie (Juifs et Arabes étant rangés dans la même ethnie, contrairement à tous les enseignements de l'histoire); cette notion vise à délégitimer le concept d'antisémitisme et donc aussi la lutte contre ce fléau.

¹ «Depuis longtemps les ennemis ont planifié habilement et avec précision pour atteindre leur but. Ils ont pris en considération les causes qui influent les événements en cours. Ils ont amassé des fortunes énormes afin de réaliser leur rêve. Grâce à leur argent, ils ont mis la main sur les médias du monde entier, la presse, les maisons d'édition, les stations de radio, etc. Avec leur argent, ils ont fomenté des révolutions dans plusieurs parties du monde pour servir leurs intérêts et réaliser leurs objectifs. Ils sont derrière la Révolution française, la Révolution communiste et toutes les révolutions passées et à venir. Avec leur argent, ils ont mis en place des sociétés secrètes telles que les francs-maçons, les clubs Rotary, les Lions et d'autres dans différentes parties du monde, dans le but de saboter les sociétés et servir les intérêts sionistes. Avec leur argent, ils sont arrivés à prendre le contrôle des pays impérialistes et à les inciter à coloniser beaucoup de pays pour les exploiter et y répandre la corruption.» «On peut raconter ce que l'on veut sur les guerres régionales et mondiales. Ils ont été les instigateurs de la Première guerre mondiale quand ils ont fait disparaître le Califat islamique, faisant des bénéfices financiers et contrôlant les ressources. Ils ont obtenu la Déclaration de Balfour, formé la Ligue des Nations pour diriger le monde. Ils ont été les instigateurs de la Seconde Guerre mondiale, grâce à laquelle ils ont réalisé des gains financiers faramineux par le commerce des armes, et ainsi pavé la voie pour la création de leur État. Ils ont été les instigateurs de l'abolition de la Ligue des Nations pour la remplacer par les Nations Unies et le Conseil de Sécurité pour leur permettre de gouverner le monde par leur biais. Il n'y a aucune guerre où que ce soit du monde dans laquelle ils ne sont pas impliqués.» (Extraits de l'article 22 de la Charte du Hamas, jamais traduite en français par ses partisans gauchistes.).

6) **Une volonté de se débarrasser, à bon compte, des problèmes politiques graves posés par le judéocide européen**, à commencer par l'apathie ou le silence gêné de la gauche et de l'extrême gauche face à la «Shoah» pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

Face à ce problème, les antisionistes de gauche ont recours à plusieurs procédés malhonnêtes :

– ils réduisent l'antisémitisme à un passé lointain, quasi préhistorique, ce qui permet à la fois de maintenir la fiction d'une Résistance antifasciste qui aurait combattu les effets du judéocide et de prétendre que l'antisémitisme racial nazi n'existe plus, donc qu'il faut passer à autre chose ;

– ils dénoncent bruyamment la collaboration économique entre les «sionistes» et les nazis (d'où le terme ignoble de «sionazis¹» et les

¹ **A propos de l'expression «sionazis»** que les antisionistes reprennent de Yeshau Leibowitz (1903-1994). Il était devenu, dans la seconde partie de sa vie (après 1959), favorable à un Etat totalement laïque, à une séparation complète entre la religion et l'Etat, car il avait le plus grand respect pour la Halakha, les lois et les règles religieuses juives, au centre de ses recherches, mais par contre aucun respect pour l'Etat (soyons clairs, il n'était pas anarchiste !). Il s'était posé des questions morales dès le massacre de Qibya en Cisjordanie (le 14 octobre 1953, 38 femmes et enfants et 32 hommes furent tués par un commando de Tsahal dirigé par Sharon, en représailles contre un attentat palestinien à la grenade qui avait tué une femme et ses deux enfants en Israël). Il avait réfléchi aux meurtres de civils innocents perpétrés par l'armée israélienne, «fussent-ils légitimement justifiés».

Il s'interrogeait sur la «malédiction» que de tels actes pouvaient constituer pour l'Etat juif et établissait une comparaison avec un précédent biblique : lorsque Dinah, fille du patriarche Jacob, fut violée, ses frères (Simon et Lévi) tuèrent tous les hommes de la ville où l'agression s'était déroulée. Jacob ne leur pardonna jamais ce massacre et les tribus de Simon et Lévi furent très durement sanctionnées, privées de territoire pour l'une, obligées de vivre dans le désert pour l'autre.

En même temps, Leibowitz pensait que le sionisme, c'était «la volonté des Juifs qui refusent que le peuple juif continue à être dominé par les gentils» (ou «les païens» préférerait-il dire, selon son traducteur). Il n'accordait aucune valeur morale à l'Etat israélien, conscient que ce n'était qu'un appareil politique de coercition et de violence MAIS il pensait qu'il pouvait avoir au moins une utilité : garantir la continuité de l'existence du peuple juif. On voit donc que les antisionistes qui le citent n'ont rien compris. Et s'il utilisa des termes aussi forts que celui de «sionazis», ce fut

svastikas collées sur des drapeaux israéliens dans les manifestations), par le biais de l'accord Haavara, dit de Transfert, signé en 1933 ; cet accord fonctionna jusqu'en 1939 et permit aux nazis de racketter 50 000 Juifs qui purent émigrer en Palestine. Ou bien ils gonflent démesurément l'importance du groupe juif d'extrême droite Stern (qui ne compta jamais plus d'une centaine de partisans en Palestine) et qui tenta de négocier avec les nazis pour faire sortir le maximum de Juifs d'Europe. Il suffit de comparer l'argumentaire de négationnistes comme Faurisson avec celui de nombreux antisionistes, ils sont exactement les mêmes sur ce point ;

– ils mettent l'accent sur la collaboration entre les *Judenräte* (les conseils juifs) avec les autorités allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale comme si cette «collaboration» s'était déroulée en temps de paix, dans un climat serein et sans l'usage de la torture, du chantage, de l'extorsion de fonds, de l'assassinat et la mise en place clandestine du judéocide. Parallèlement, ils ignorent ou nient l'importance de toutes les formes de résistance passive ou active, non armée ou armée, au sein des différentes communautés juives entre 1939 et 1945. Ils passent sous silence l'absence de soutien des puissances alliées «démocratiques» aussi bien que des mouvements «communistes» de résistance aux résistants antinazis juifs. Cette double opération falsificatoire permet à la gauche et à l'extrême gauche de se dédouaner de son silence durant le judéocide, de perpétuer la légende d'une éternelle passivité juive et de sous-entendre, voire d'affirmer, une complicité entre Juifs et nazis.

– ils réduisent plus prosaïquement et plus couramment la crainte de l'antisémitisme actuel à une «paranoïa» multiséculaire des Juifs et des juifs.

Cette dernière explication psychologique faiblarde sur la «paranoïa» supposée des juifs, des Juifs et des Israéliens est le pendant de l'usage abusif du terme «haine de soi» par les juifs réactionnaires contre les juifs progressistes. On fera remarquer aux antisionistes soucieux de réfléchir un peu au contenu de leurs discours que les victimes du racisme, du sexisme ou de l'homophobie sont toujours accusées par leurs oppresseurs d'être sous l'emprise d'une «paranoïa», d'une «obsession» ou d'une «manie de la persécution».

7) La reprise par les gauchistes et libertaires actuels des principaux thèmes de l'antisionisme de gauche à tonalité antisémite, fabriqué au départ par les staliniens russes et est-européens.

pour exprimer son indignation morale contre les guerres et les entreprises colonisatrices d'Israël après 1967, pas pour servir la soupe aux fascistes ni aux antisémites de gauche ! (Note reprise de *L'Inventaire de la confusion*, n° 36/37 de *Ni patrie ni frontières*.)

Les arguments fondamentaux de l'antisionisme «gauchiste» actuel ont été fabriqués par les staliniens soviétiques, qui eux-mêmes étaient antisémites, comme en témoignent l'arrestation puis l'exécution des dirigeants du Comité juif antifasciste en 1952, le procès des blouses blanches en URSS en 1953 («Tout sioniste est l'agent du service de renseignement américain, déclara Staline. Les nationalistes juifs pensent que leur nation a été sauvée par les États-Unis, là où ils peuvent y devenir riches, bourgeois. Ils pensent qu'ils ont une dette envers les Américains. Parmi mes médecins, il y a beaucoup de sionistes»), puis les procès antisémites en Tchécoslovaquie (1952) et les campagnes antisémites en Pologne (1952, 1968), par exemple.

Ce sont les staliniens soviétiques et leurs alliés nationalistes de gauche, d'abord dans les pays de l'Est, puis dans les pays arabes, puis enfin à l'échelle planétaire, qui ont fait du mot «sioniste» un terme à la fois injurieux sur le plan politique, diabolique sur le plan religieux et commode pour remplacer le terme de «juif» et donc dissimuler son antisémitisme.

Mais la question est encore plus complexe. En effet, l'antisionisme stalinien s'est diffusé aussi grâce aux «communistes» juifs partisans de l'assimilation totale et convaincus que le socialisme mettrait fin à toutes les discriminations :

– dans les démocraties populaires, y compris dans des pays où les staliniens juifs avaient un poids non négligeable dans la justice, dans la police, dans l'administration voire dans l'appareil du Parti et à sa tête, cette surreprésentation des Juifs dans les sphères dirigeantes de certaines démocraties populaires (la Hongrie étant l'exemple extrême) et les jeux cyniques de l'URSS et des États pseudo-socialistes ont abouti à faire endosser aux Juifs staliniens la responsabilité de la répression étatique menée contre les travailleurs et paysans de l'Est, parfois même des pogroms dans les premières années des régimes «communistes», mais aussi l'effacement de la spécificité du judéocide et des responsabilités des populations d'Europe de l'Est; ce silence assumé par les juifs staliniens a de fait nourri l'antisémitisme populaire, sur différents thèmes contradictoires ou complémentaires : «les communistes et les juifs sont main dans la main»; les «juifs rescapés du judéocide sont favorisés» ; «les juifs ne font pas vraiment partie de la nation»; voire encore plus loufoque, si c'est possible, «les anciens capitalistes juifs et les communistes juifs au pouvoir se mettent d'accord», etc. On voit aujourd'hui les résultats délétères de cet antisionisme qui prenait les juifs et les Juifs pour cibles dans tous les ex-pays «communistes»;

– dans les pays du Proche et du Moyen-Orient par l'intermédiaire des partis pseudo-communistes locaux dont une grande partie des membres et des dirigeants étaient juifs. Partis staliniens locaux qui, à commencer par

celui de Palestine, n'avaient pas grand-chose à dire contre l'antijudaïsme et l'antisémitisme musulmans, voire contre les pogroms commis en Palestine (par exemple, celui d'Hébron en 1929 où l'on remarquera que ce ne furent pas les nouveaux colons juifs européens qui furent massacrés mais les Juifs dont les ascendants vivaient depuis des siècles en Palestine, ce qui en dit long sur l'anticolonialisme palestinien et sa dimension religieuse, fondamentalement liée à la place subalterne des dhimmis juifs, dans les sociétés régies par l'islam)....

8) La reprise acritique par les antisionistes gauchistes ou libertaires, en dehors d'Israël de débats et de concepts utilisés au sein de la société israélienne.

Depuis une vingtaine d'années, il existe des courants «postsionistes» ou antisionistes dans l'intelligentsia israélienne, et les porte-parole de ces courants (les «nouveaux historiens» comme Ilan Pappé, Benny Morris avant son virage, Tom Seguev, et des universitaires comme Sand, Zertal et Kimmerling) sont juifs et ne sont absolument pas antisémites (même si certains Israéliens les accusent des pires déviations, cf. *Post-sionisme, Post-Shoah* d'Elhanan Yakira, pour une argumentation sophistiquée mais réac)...

De nombreux Israéliens, y compris «sionistes», ont abondamment recours à des comparaisons entre l'Allemagne nazie et leur pays. On se souviendra à ce sujet de la campagne menée par l'extrême droite et la droite en 1995 contre Rabin avant son assassinat où il était représenté en uniforme SS par ses adversaires en Israël. De telles analogies, même si elles sont fausses et surtout politiquement dangereuses, ont un sens en Israël, étant donné la mémoire commune du judéocide partagée par les Israéliens, quelles que soient leurs positions politiques.

Reprises littéralement en Europe ou en Amérique (qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique latine), continents où la gauche et l'extrême gauche ne se mobilisèrent guère contre le judéocide quand il eut lieu ; où ils firent tout leur possible pour empêcher les résistants juifs, après-guerre, de se réclamer de leur judéité, à l'Est comme à l'Ouest ; et où ils n'accordent plus aucune importance réelle au judéocide sinon pour le comparer aux méthodes de l'armée israélienne contre les Palestiniens, ces comparaisons sont néfastes, réactionnaires et font le jeu des négationnistes et des néofascistes.

Que les antisionistes israéliens ignorent délibérément le danger de ces comparaisons est grave mais compréhensible : ils discutent au sein d'une société où tout le monde sait ce qu'a été le judéocide. Que les antisionistes occidentaux n'aient aucune mémoire historique à propos de la lâcheté de la gauche occidentale pendant la Seconde Guerre mondiale, et de la genèse antisémite de l'antisionisme stalinien est beaucoup plus inquiétant.

9) **La volonté des courants gauchistes actuels de reprendre à leur compte les théories multiculturalistes et postcoloniales anglo-saxonnes**, à la mode dans les milieux universitaires, et importées ensuite en Europe, souvent pour servir de contrefeux au marxisme, d'ailleurs.

Cette récupération idéologique les a notamment poussés à diviser les sociétés occidentales en deux blocs antagoniques: les «Blancs» (dominants et complices des dominants) et les «non Blancs» (dominés), dont l'opposition est présentée comme beaucoup plus importante que l'opposition entre bourgeois et prolétaires. Les Juifs étant rangés dans la catégorie des «Blancs» la critique de l'antisémitisme actuel, moderne, est passée à la trappe, voire disqualifiée par des théories moins ringardes et plus branchées (postmodernisme, déconstruction, études de genre, postcolonialisme, etc.).

Le gauchiste, et même l'intellectuel gauchiste ou altermondialiste moyen, est incapable de comprendre qu'on puisse être «Blanc» et en même temps victime de discriminations racistes puisque, dans son imaginaire, la domination raciste essentielle, pour ne pas dire unique, est actuellement celle qui vise les «non Blancs», d'origine «postcoloniale».

Le Juif qui est aujourd'hui victime du racisme antisémite classique (religieux, économique ou racial) ou moderne (dissimulé sous un vernis «antisioniste») n'a donc qu'à se taire puisqu'il appartient au monde des «Blancs», des dominants et de leurs complices.

On remarquera que cette intransigeance ne s'applique ni aux homosexuels, ni aux lesbiennes, ni aux queer, ni aux transgenre ni aux femmes, groupes dont les gauchistes multiculturalistes reconnaissent la domination dont ils (ou elles) sont victimes, même s'ils appartiennent aux «classes moyennes», à la petite bourgeoisie salariée voire à la bourgeoisie et surtout, pour reprendre le vocabulaire postcolonial et interclassiste, au camp des «Blancs», supposés intrinsèquement complices de l'exploitation et de la domination.

Il faut souligner ici une curieuse convergence entre :

- l'extrême droite européenne qui condamne le féminisme comme une invention juive et antinaturelle ;
- les fondamentalistes musulmans qui présentent le féminisme comme une idéologie occidentale, antireligieuse, et qui condamnent les féministes dans leurs pays comme des traîtres vendus à l'Axe du Mal «américano-sioniste» ;
- et les multiculturalistes occidentaux qui considèrent que les féministes «laïcardes» seraient des Blanches racistes et colonialistes.

Attaquées simultanément par ces trois forces, les féministes athées, ou même simplement laïques, quel que soit le pays où elles militent, se

trouvent dans une situation fort précaire, a fortiori si elles ne sont pas de farouches «antisionistes» qui dénoncent les crimes d'Israël chaque matin avant même de prendre leur petit déjeuner.

10) La confusion et l'amalgame sous le terme d'«islamophobie» (concept imposé dans les institutions internationales par les 57 Etats de l'Organisation pour la Conférence islamique) de plusieurs phénomènes très différents:

— le racisme pseudo-scientifique né au XIX^e siècle qui vise désormais surtout les immigrés d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient, et d'Afrique subsaharienne en Europe, avec un habillage culturaliste (conflit de civilisations, défense hypocrite des Lumières et du féminisme par la droite et l'extrême droite) ;

— le racisme systémique ou institutionnel (domination cachée sous le masque de l'égalité démocratique ou républicaine) ;

— les passions religieuses antimusulmanes alimentées par des partis politiques chrétiens ou des Eglises concurrentes ;

— les conséquences de la guerre d'Algérie (intégration sociale difficile des «pieds noirs» en France qui alimente des rancœurs antimusulmanes chez les «petits Blancs» et fournit une base sociale aux partis de droite et d'extrême droite) et sans doute demain des conflits au Proche et au Moyen-Orient (exil forcé des populations chrétiennes, véritable nettoyage ethnique, qui ne peut et ne pourra que nourrir le ressentiment contre l'islam – toutes tendances confondues – en Occident) ;

— la perte d'influence géopolitique des ex-puissances coloniales européennes (France, Grande-Bretagne, principalement) et les reculs de la puissance américaine que les classes dominantes occidentales essaient sans cesse de compenser par des «interventions humanitaires» placées sous l'égide d'une civilisation démocratique en lutte contre la barbarie «islamiste» ou «djihadiste», propagande qui ne peut que nourrir l'hostilité contre les travailleurs musulmans qui se sont installés en Europe ou en Amérique ;

— les angoisses identitaires qui stimulent le nationalisme et la xénophobie des Européens face à la construction chaotique de l'Union européenne ;

— et la critique athée rationaliste des religions.

Cette confusion volontaire entre des phénomènes et des dimensions aussi différentes a pour principal objectif de minorer voire de déconsidérer la critique de l'antisémitisme moderne, au nom de la lutte contre l'islamophobie, contre les thèses des néoconservateurs mais aussi contre le rationalisme et l'universalisme, jugés, au choix, soit trop occidental, soit «trop blanc» donc implicitement «trop juif», ou les trois à la fois.

11) La politique criminelle de l'Etat israélien et la haine qu'elle suscite chez les peuples des Etats limitrophes et chez les Palestiniens ne facilite évidemment pas la compréhension de l'antisémitisme actuel, moderne, tant le nationalisme israélien polarise toutes les frustrations et les ressentiments. Ce nationalisme :

— a défendu le droit pour les victimes du judéocide d'avoir bénéficié d'une protection étatique fiable après 1945 ;

— a revendiqué le droit historique de la communauté juive de Palestine à ne pas en être chassée par les nationalistes palestiniens ou arabes ;

— a construit un Etat juif avec toutes les dérives que peut encourager une telle définition ethnico-religieuse ;

— présente la religion juive comme un ensemble monolithique et donc, de fait, dogmatique et sectaire ;

— se réclame du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme n'importe quel mouvement de libération ;

— entretient une alliance privilégiée avec la principale puissance occidentale actuelle, les États-Unis, après avoir dû sa création au soutien militaire de l'impérialisme russe (ce que dissimulent tous les gauchistes nostalgiques de l'Union soviétique) ;

— encourage l'illusion qu'Israël pourrait exister durablement en ignorant, voire en méprisant, l'histoire du Proche et du Moyen-Orient, ses déterminismes religieux, sociaux et politiques ;

— conduit une expansion territoriale permanente qui ressemble à une épuration ethnique progressive et rend impossible la création d'un Etat palestinien bénéficiant des mêmes avantages naturels et géographiques (accès à la mer, à l'énergie et à l'eau, par exemple).

Face à une idéologie d'Etat complexe et contradictoire (le «sionisme», qui se réclame à la fois de traditions religieuses multiséculaires, d'un héritage socialiste-sioniste et du nationalisme bourgeois européen du XIX^e siècle), il est plus simple et surtout plus commode pour le gauchiste ou l'altermondialiste européen moyen d'oublier l'antisémitisme multiséculaire du continent où il vit, y compris et surtout les formes anticapitalistes qu'y a prises l'antisémitisme de gauche.

Cela lui permet d'adopter une posture radicale, sans courir le moindre risque, et de réduire le conflit israélo-palestinien actuel à un conflit entre des Juifs/Israéliens tous colonialistes, racistes, religieux et «pro-impérialistes» (à quelques exceptions près) et des Palestiniens/musulmans/Arabes tous anticolonialistes, anti-impérialistes et internationalistes (sans aucune exception)... Un conte de fées réconfortant pour les gauchistes en deuil d'une révolution européenne qui tarde à venir.

12) **Une conception complotiste de l'impérialisme, particulièrement américain, réduite à la dénonciation monomaniacale de quelques présidents ou généraux criminels** (souvent comparés à Hitler) et à la dénonciation d'un «lobby sioniste» censé dicter sa politique à l'Etat américain. De telles conceptions se marient fort bien avec l'antiaméricanisme culturel des courants nationalistes de droite (gaullisme en France, par exemple) et de gauche (antiaméricanisme primaire entretenu par les partis staliniens durant toute la guerre froide, et même longtemps après, à la fois en vue d'une alliance avec la bourgeoisie nationale dans chaque Etat européen, et par philosoviétisme fortement stimulé par les subventions russes).

Ce complotisme et cet antiaméricanisme primaire rejoignent les explications des courants sunnites, chiites, qu'ils soient protégés par les pouvoirs ou dissidents (les groupes djihadistes-internationalistes), avec leur dénonciation du «Grand Satan» (États-Unis) et du «Petit Satan» (Israël).

Cette convergence entre ces formes d'anti-impérialisme moderne d'origine marxiste ou tiersmondiste, d'antijudaïsme traditionnel et d'antisionisme confus, aux origines nationalistes et religieuses entremêlées, explique la cohabitation parfaite au sein des manifestations dans les pays occidentaux entre les courants gauchistes et les courants les plus réactionnaires de l'islam politique.

13) **Une incapacité à s'opposer à la constitution d'un (improbable ?) impérialisme européen et d'une (improbable ?) Union politique européenne en d'autres termes que ceux du nationalisme et du régionalisme.**

Les critiques de la création, du fonctionnement et du développement de l'Union européenne reposent souvent sur les mêmes mécanismes de la théorie du complot que l'anticapitalisme de droite (dénonciation, au choix, des Illuminati, des francs-maçons, des Juifs apatrides, du groupe Bilderberg, de la Trilatérale, etc.) et l'antiaméricanisme primaire de gauche (surestimation du rôle de l'OTAN, des manœuvres américaines au sein du FMI, de la Banque mondiale et de l'ONU ; silence face aux manœuvres géopolitiques et interventions militaires de l'impérialisme russe, ou en tout cas sous-estimation de sa puissance ; dénonciation de la «bureaucratie de Bruxelles», de la toute-puissance allemande ou des «oligarques» européens, comme si les chefs d'Etat, les ministres, les députés et les partis n'étaient pas représentés dans les institutions communautaires, comme si la plupart des capitalistes – grands, moyens, voire petits – ne soutenaient pas le projet d'intégration économique et que toutes les difficultés se réduisaient aux diktats de la méchante Allemagne, au sabotage mené par la perfide Albion

philoaméricaine et à la volonté yankee de susciter la zizanie entre les Etats européens.

Dans un contexte de crise identitaire des peuples européens, il n'est pas étonnant que l'antisémitisme refasse surface. L'une des fonctions historiques et cycliques de l'antisémitisme est en effet de servir de ciment à l'unité nationale, y compris dans des pays comme le Japon, où la présence juive fut et est encore insignifiante.

Cette dimension symbolique de l'antisémitisme par rapport aux questions identitaires est complètement ignorée par les gauchistes ou les libertaires obnubilés par ce qu'ils appellent l'antisionisme.

14) Confrontés à l'accélération de la mondialisation, les gauchistes font preuve d'un suivisme éhonté face aux thèmes avancés par la galaxie altermondialiste, galaxie d'ailleurs financée par la manne publique, au Nord comme au Sud. Cette galaxie altermondialiste et ses têtes pensantes marxisantes sont incapables de critiquer les régimes populistes, les tendances réformistes ou nationalistes dans les pays du Sud, et ne voient aucune difficulté, au nom de la démocratie, à accueillir, dans leurs réunions et manifestations, les partisans des théories du complot, les militants les plus réactionnaires de l'islam politique voire les politiciens traditionalistes chrétiens ou écologistes du moment que ces derniers défendent des positions protectionnistes ou isolationnistes.

Cette présence d'un contingent réactionnaire non négligeable, militant à visage découvert au sein de l'altermondialisme n'a pu que renforcer les propensions à l'antisémitisme, sous couvert d'antisionisme ou d'anti-impérialisme. De plus la dénonciation lancinante du prétendu rôle déterminant de la Finance cosmopolite et de la superpuissance américaine n'a pu que favoriser les thèses antisémites, faute d'une analyse matérialiste des mécanismes fondamentaux de l'exploitation capitaliste et des relations géopolitiques entre les puissances.

15) La déstructuration des classes ouvrières et les formes prises par la désindustrialisation dans les principaux pays capitalistes occidentaux, l'augmentation du chômage et son maintien à un niveau élevé, l'extension du «précariat», ont totalement désorienté les militants libertaires et d'extrême gauche qui s'attendaient à une vague révolutionnaire victorieuse dans les années 60 et 70.

Ces phénomènes imprévus, mal analysés, les ont rendus d'autant plus perméables à toutes les idéologies postmodernes, postcoloniales, qui prétendent déconstruire tous les discours, donc aussi les discours révolutionnaires classiques des «mâles blancs occidentaux», pour les remplacer par un relativisme qui morcelle les exploités à l'infini en autant

de minorités, qui se définissent à partir des multiples formes spécifiques de domination qu'elles subissent.

L'idéologie classiste du mouvement ouvrier, qui voyait dans le prolétariat le principal sujet révolutionnaire et l'avant-garde de la transformation sociale, n'avait pas que des avantages, loin de là, mais au moins elle constituait un certain garde-fou, une référence commune que l'on **pouvait** invoquer contre l'influence délétère de l'antisémitisme anticapitaliste.

La propagande de moins en moins classiste, de plus en plus déconnectée du monde du travail salarié et des lieux de production, de la plupart des groupes libertaires et gauchistes ne peut que faciliter la régression politique générale en dehors même des tentatives de récupération idéologique ou d'infiltration de l'extrême droite.

De toute façon, celle-ci mène une campagne idéologique très habile depuis trente ans, renforcée, depuis l'invention de l'Internet, par sa présence massive sur les réseaux sociaux.

L'extrême gauche et les libertaires sont incapables de contrer efficacement cette campagne tant ils sont empêtrés dans les ambiguïtés de leur antisionisme et se refusent à faire le bilan de leurs responsabilités dans la diffusion de l'antisémitisme anticapitaliste et anti-impérialiste de gauche.

Y.C., Ni patrie ni frontières, 26/04/2014

L'argent, les banques, le complot («sioniste») : un anticapitalisme de façade à vertu fédératrice

Un mot sur le texte que tu m'as fait passer même si c'est avec un gros retard. Je réponds sous forme de points pour ne pas avoir trop à rédiger.

1) Quand tu dis qu'aucun groupe libertaire ou d'extrême gauche ne s'est penché sur la question de l'antisémitisme de gauche, c'est à la fois vrai et faux; faux si tu ne prends pas groupe au sens politique car dès nos numéros 1 et 2 de *Temps critiques* nous y avons accordé la plus grande attention (cf. par exemple mon article explicite du numéro 2 sur le révisionnisme).

J'ai ensuite, en tant qu'individu, certes, mais au sein du «Réseau de discussion» ultragauche signalé (donc publiquement) le fait qu'il fallait contrôler la provenance des textes que certains, peu scrupuleux, faisaient passer en «info» sur le site et j'ai par exemple dénoncé en 2008, au moment de la crise des *subprimes*, la publicité indirecte faite à un texte anticapitaliste paru sur le site de discussion de Paul Jorion. Il faut dire que ce texte faisait une centaine de pages économiques et que, bien évidemment, il n'y a qu'un dinosaure comme moi pour se farcir ça et s'apercevoir qu'au milieu de ce fatras vaguement anti-impérialiste apparaissait clairement, au détour d'une page, des attaques contre la banque juive. Jorion n'a apparemment lui-même rien rétorqué sur ce point, mais je ne connais pas la suite de leurs discussions. Ensuite, je suis intervenu, toujours sur cette liste ultragauche pour signaler qu'il me semblait déplacé de faire des références au site de Collon, lui aussi clairement antisémite et complotiste sous couvert d'anti-impérialisme etc.

Dans le même ordre d'idées, ta critique de la méconnaissance des «anti-Deutsch» et de leurs racines politiques par les différents groupes gauchistes ou anars est un peu rapide car ces anti-Deutsch, au moins pour certains à l'origine de ce courant sont des anciens contributeurs de *Temps critiques* et ont participé à notre revue jusqu'au numéro 3. Bodo Schulz, l'un des fondateurs de *Temps critiques*, a même défendu de telles positions dans la revue. Ce n'est qu'après le basculement du groupe de Freiburg auquel nous étions liés, dans un discours et des pratiques pro-israéliennes et proaméricaines que Bodo a rompu avec ce groupe. Pour résumer, cet aspect «anti-Deutsch» s'expliquait par la crainte que la réunification de

l'Allemagne ne produise un retour du nationalisme et de l'antisémitisme ; ensuite, un élément plus subjectif me semble susceptible d'avoir aussi joué son rôle : le fait que pas mal de ces individus aient été en fait des réfugiés de la RDA et donc élevés dans la haine de la grande Allemagne, situation que l'exil politique de leurs parents ou leur propre exil n'a pas levée.

2) La personnalisation et la diabolisation des individus exploités est une tradition du mouvement anarchiste français du tournant fin XIX^e/début XX^e et le «juif» constituait un débouché facile pour cette imagerie. Je pourrais te fournir toute une batterie de citations antisémites de certains de ses membres, réunies justement par Bodo Schulze dans une revue éphémère des années 80 : *Logues*, regroupant des individus se posant la question de la critique de la marchandise. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'en Allemagne même, dans les années 1920, les tableaux de Grosz ou autres caricaturistes donnaient à fond là-dedans avec les bourgeois caricaturés gros ventres, gros cigares, chapeaux haut de forme et femmes faciles sur les genoux.

Mais revenons à aujourd'hui; si on laisse de côté l'imagerie antisémite, l'erreur de ces militants est de confondre la critique de l'argent et la critique du capital en pensant que la première est principale. Jean-Pierre Voyer a été un des premiers à accentuer cette critique au détriment de l'autre et c'est aussi pour cette raison que B. Schulz a tenu à ce que nous traduisions et publions l'article de Postone sur la logique de l'antisémitisme. La brochure «Un monde sans argent» a aussi connu un grand retentissement dans ce même milieu, faisant de cette condition la pierre de touche de nouveaux rapports sociaux.

À noter que cette distinction entre capital et argent n'est pas facile à tenir quand le contexte paraît être celui d'une crise financière. Ainsi, je me suis senti obligé de critiquer Jappe (pourtant fortement influencé par Postone) pour certains de ses écrits contenus dans *Crédit à mort* (cf. mon article «Une énième diatribe contre la chrématistique» disponible sur notre site mais aussi, je crois, sur mondialisme.org), écrits qui autonomisaient complètement la sphère financière dite spéculative du reste de la dynamique du capital.

Pour être juste encore et malgré nos différends, la revue *Théorie Communiste* ne me semble pas du tout touchée par ce travers et ce n'est pas par refus de l'antisémitisme puisqu'ils soutiennent toujours Dauvé et ses positions de l'époque de *La Guerre sociale*, mais tout simplement parce que leur critique concerne prioritairement la critique du capital et que pour eux, les questions du travail, de l'argent et de la marchandise n'en sont que des dérivés.

3) Je suis entièrement d'accord avec ton point 9 sur les théories multiculturalistes et postcoloniales sauf qu'il paraît déjà presque démodé quand il aborde la question du néo-féminisme et des mouvements homosexuels qui sont maintenant eux aussi pénétrés par cette obsession de la blanchitude des dominants.

Pour conclure et élargir, beaucoup (j'exagère, mais je suis d'un naturel optimiste) de militants ou de critiques du capitalisme (et je te place parmi eux) avancent que tout cela (retour de l'antisémitisme de gauche, de l'anticapitalisme primaire, des particularismes radicaux, etc.) est finalement le fruit du déclin de la théorie du prolétariat.

Ceci est juste, mais là où il y a problème c'est que la plupart d'entre eux pensent qu'en fait il y a une erreur de centrage. Qu'il faut revenir au vieux combat classiste, revenir aux «fondamentaux», comme s'il n'y avait pas déclin objectif et subjectif des positions et des conflits de classes. Comme tu le dis, «il n'y a plus de garde-fous»... et il faut faire avec.

Le «sujet révolutionnaire» ne peut en être un car il n'existe plus en dehors de son contexte historique qui l'a vu naître et agir. C'est là que nous divergeons.

Mais cela ne veut pas dire que nous pensons que ce sont les «99%» d'indignés qui doivent agir à sa place. Tout notre éditorial du numéro 16 s'attache à critiquer cette vision qui exprime la moyennisation et l'individualisation paradoxale de la société capitalisée. C'est à partir de là que certains anticapitalistes en viennent à vouloir construire une contresociété sur la base citoyenne (la «société civile» justement pour nous impossible puisque la société est capitalisée et que le rapport au capital devient de plus en plus immédiat et de moins en moins médié par ses institutions, le travail, l'école, la famille, etc). Tout est alors dans la prise d'opinion et les pratiques d'occupation qui regroupent des individus de tendances très diverses (cf. la place Tahrir en Égypte) et l'idéologie occupy des 99%. On a effectivement l'impression que ces «indignés» entérinent le fonctionnement «normal» du capital. Les questions de la domination et de l'exploitation au travail sont occultées en dehors du discours contre les discriminations (à nouveau le genre) qui est lui-même interne au développement et à la dynamique du capital et qui ne risque donc pas de poser la question de sa remise en question. Ils donnent l'impression de ne réagir qu'à ses dysfonctionnements les plus criants et sur des bases on ne peut moins claires. Je crois me rappeler qu'en France, au moment des rares occupations de places qui ont eu lieu, au moins à Paris il y a eu des affichettes contre la banque juive (Salomon Brother's pour être précis).

Jacques Wajnsztein, 22/07/2014

***Nicolas Bourgoïn,
«propalestinien»,
«anti-impérialiste»,
«antisioniste de gauche»
et surtout docteur
en falsification***

Un certain Nicolas Bourgoïn, docteur de l'EHESS, n'a pas apprécié mon article sur «les sources de l'antisémitisme de gauche».

On comprend que ce confusionniste professionnel qui défend Dieudonné et conseille de lire le site de Laurent Mucchieli, et dont l'article est repris par le site néofasciste Egalité et réconciliation, qui déclare lutter contre l'islamophobie et contre l'impérialisme, n'apprécie pas du tout qu'on dénonce l'antisémitisme de gauche.

D'autant que cet intellectuel évoque dans un de ses articles «contre l'austérité à perpétuité» (titre alléchant pour le gogochiste peu regardant) une «*loi de Pompidou-Rothschild 1973 qui oblige l'État français à emprunter sur les marchés privés, entièrement à l'origine de la dette actuelle !*»

Dénoncer la mainmise des Rothschild (juifs donc certainement «étrangers» pour ce grand nationaliste de gauche) sur la politique de l'Etat français, associer un Premier ministre de la République et une loi votée par le Parlement aux banquiers Rothschild, cela ne vous rappelle rien ????

Drumont, Maurras, Doriot, Céline, Laval, Darland et quelques autres crapules antisémites ont dû bondir de joie dans leurs tombes en constatant que leur message a bien été transmis jusqu'à un universitaire d'une prestigieuse institution de recherche actuelle comme l'EHESS qui sait diffuser le venin antisémite sans avoir l'air d'y toucher !

Ce qui est intéressant aussi c'est que, pour illustrer sa dénonciation des «faux rebelles, vrais collabos» dont je ferai partie, selon lui, il ait falsifié mon article et que son texte ait été repris sur le site d'Alain Soral, antisémite patenté comme en témoigne son livre sur l'Empire, écrit avec un balai à chiottes mais surtout rempli d'insinuations et allusions antisémites indirectes pour éviter toute poursuite judiciaire et paraître un «rebelle» respectable..

A propos d'Israël j'écrivais en effet les lignes suivantes (1) mais l'universitaire faussaire Bourgoïn n'a reproduit que les passages soulignés ci dessous en gras, sans même signaler les coupes effectuées. Comme quoi l'EHESS mène à tout y compris à la falsification la plus grossière.

Mais être falsifié par un ami des fascistes Soral et Dieudonné, qui cite comme références, pêle-mêle, Collon, Asselineau, Chouard, Ayoub, Bricmont, Meyssan, Chatillon, Ratier, mais aussi Poutine, Chavez, Bachar al-Assad, etc., est plutôt bon signe : cela prouve que ces gens là n'aiment pas qu'on dénonce l'antisémitisme de gauche et l'antisionisme de gauche quand il prend une tonalité antisémite....

Donc continuons à les dénoncer sans relâche, surtout s'ils sont dans notre propre camp ou emploient des raisonnements et des arguments qui peuvent sembler proches !

Y.C., 8 mai 2014

1. «La politique criminelle de l'Etat israélien et la haine qu'elle suscite chez les peuples des Etats limitrophes et chez les Palestiniens ne facilite évidemment pas la compréhension de l'antisémitisme actuel, moderne, tant le nationalisme israélien polarise toutes les frustrations et les ressentiments. Ce nationalisme :

— **a défendu le droit pour les victimes du judéocide d'avoir bénéficié d'une protection étatique fiable après 1945 ;**

— **a revendiqué le droit historique de la communauté juive de Palestine à ne pas en être chassée par les nationalistes palestiniens ou arabes ;**

— a construit un Etat juif avec toutes les dérives que peut encourager une telle définition ethnico-religieuse ;

— présente la religion juive comme un ensemble monolithique et donc, de fait, dogmatique et sectaire ;

— **se réclame du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme n'importe quel mouvement de libération ;**

— entretient une alliance privilégiée avec la principale puissance occidentale actuelle, les États-Unis, après avoir dû sa création au soutien militaire de l'impérialisme russe (ce que dissimulent tous les gauchistes nostalgiques de l'Union soviétique) ;

— encourage l'illusion qu'Israël pourrait exister durablement en ignorant, voire en méprisant, l'histoire du Proche et du Moyen-Orient, ses déterminismes religieux, sociaux et politiques ;

— conduit une expansion territoriale permanente qui ressemble à une épuration ethnique progressive et rend impossible la création d'un Etat palestinien bénéficiant des mêmes avantages naturels et géographiques (accès à la mer, à l'énergie et à l'eau, par exemple).»

POSTSCRIPTUM

On trouvera pas mal d'informations sur les activités de ce triste sire ici :
<http://www.parasite.antifanet.fr/nicolasbourgoinmaitredeconferencealuniversitydebesanconnavigueentrecgtpcfetegaliteetreconciliation/>

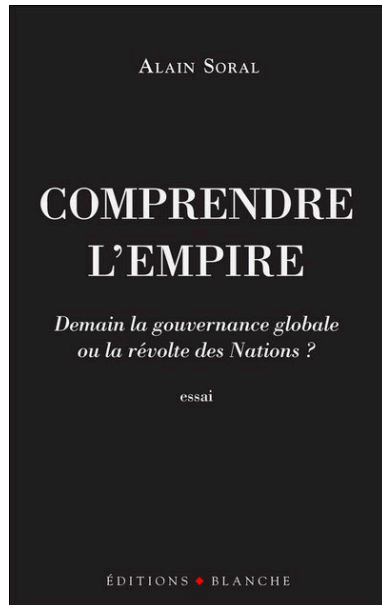
On remarquera que les Amis du Monde diplomatique lui font de la publicité pour une conférence qui a eu lieu le 3 avril 2014 à Metz

<http://www.amis.mondediplomatique.fr/rubrique29>

et que ATTAC a reproduit l'un de ses articles

http://blogdejocelyne.canalblog.com/archives/bourgoin__valls_et_internet/index.html

La confusion extrême gauche/extrême droite se porte bien...



Un des gourous de Bourgoin. Décidément le niveau baisse au CNRS...

Confusion «antisioniste» et opportunisme d'extrême gauche

(Version légèrement différente d'une interview parue dans le numéro 140 d'*Anarchosyndicalisme !*, revue de la CNT-AIT, datée de l'été 2014. Nous avons ajouté quelques précisions et supprimé les passages qui recoupaient le texte précédent sur les sources de l'antisémitisme de gauche.)

***Anarchosyndicalisme !* Dans ces temps de grande confusion idéologique, nous voudrions débroussailler avec toi quelques notions tournant autour de l'antisémitisme – un thème hélas d'actualité – auquel *Ni patrie ni frontières*, la revue que tu animes, a consacré de nombreux travaux. La pagination réduite d'*Anarchosyndicalisme !* nous obligera à centrer cet entretien sur un seul des multiples aspects de la question : les rapports entre extrême gauche et antisémitisme. En préambule, peux-tu nous dire comment tu vois en général la question des religions ?**

Y.C. : Je pense qu'une conception matérialiste, rationaliste, scientifique, du monde aide à mieux comprendre comment il fonctionne. Les conceptions religieuses, ou plus généralement idéalistes, sont un handicap pour analyser la réalité. Ou alors leurs partisans compartimentent leur cerveau et leur vie quotidienne, adoptant des raisonnements scientifiques pour une partie des phénomènes analysés ou une partie de leurs actions, et des superstitions ou des fantasmagories pour d'autres.

D'un autre côté, l'athéisme et le rationalisme sont nécessaires mais pas suffisants. Pas plus que l'anticléricalisme, l'athéisme et le rationalisme n'immunisent contre le dogmatisme, le sectarisme, l'antisémitisme, le sexisme, le racisme ou simplement l'ignorance...

Par principe, je respecte les convictions religieuses et je respecte les croyants. Ce que je ne respecte pas, c'est l'usage ou la portée politique réactionnaire des convictions religieuses et les hiérarchies, officielles ou officieuses, des différentes religions qui sont toujours du côté des exploités.

Je suis favorable à la liberté de culte, donc hostile aux fermetures d'églises, de temples, de synagogues ou de mosquées. Et hostile à tout mouvement qui empêcherait des croyants de pratiquer librement leur religion dans des bâtiments religieux payés par leurs propres deniers (1).

Je suis même prêt à défendre, y compris physiquement, une mosquée, une synagogue, un temple ou une église contre des intégristes d'une autre religion ou contre des fascistes qui voudraient y mettre le feu ou s'attaquer aux fidèles, ou un gouvernement qui voudrait persécuter des fidèles, quelle que soit leur religion.

Mais, une fois affirmé que je respecte les droits démocratiques élémentaires des croyants, je tiens à ce que cela soit réciproque. En clair, je tiens à ce que les croyants respectent aussi la liberté totale d'organisation, de réunion et d'expression des athées, des anarchistes, des marxistes, etc. Où que ce soit et dans toutes les circonstances...

***Anarchosyndicalisme !* : Pour entrer plus avant dans la question, quels sont les rapports entre sionisme et judaïté ?**

Y.C. : Déjà il faudrait se mettre d'accord sur la définition de mots comme «sionisme» et «juif», et ce n'est pas une tâche aisée. Pour ma part, je pense que le sionisme est une idéologie nationaliste, avec différentes tendances dont aucune ne me satisfait – et pour cause – puisque je suis un adversaire résolu du nationalisme, fût-il juif ou israélien. De plus il existe des «sionistes» non juifs, chrétiens, néoconservateurs, sociaux-démocrates, voire d'extrême droite... C'est donc une erreur grossière que d'assimiler «sionisme» (au sens de défense inconditionnelle de l'Etat d'Israël et de ses gouvernements) avec la judéité ou la judaïté. La question d'Israël est une question politique, géopolitique, et non pas une question religieuse ou encore moins «ethnique» !

Quant au terme de «juif», il désigne soit ceux qui sont des adeptes de la religion juive (les juifs), soit ceux qui pensent faire partie du ou des peuples juifs (les Juifs), soit les deux à la fois. Je n'ai pas à décider pour les juifs et les Juifs quelle doit être leur relation avec l'Etat d'Israël, ni même s'ils veulent continuer à se dire «juifs» ou «Juifs», et quels sens (multiples pour ne pas dire innombrables...) ils accordent à ces termes. Ni même s'ils se considèrent comme des «minorités nationales» ou pas en dehors d'Israël et quels droits spécifiques doivent revendiquer ces dites minorités nationales...

Par contre, j'ai le droit, et tout le monde a le droit, de critiquer les différentes formes du sionisme, la politique de l'Etat d'Israël, les organisations communautaires juives – laïques ou religieuses – et les différents courants du judaïsme, tant que ces critiques n'essentialisent pas les juifs ou les Juifs et ne font pas appel à des stéréotypes antisémites.

Je ne pense pas que l'antisionisme soit automatiquement antisémite. Il faut faire attention à ne pas assimiler toutes les formes d'antisionisme à l'antisémitisme, à ne pas vider de sens le terme d'antisémitisme, comme le font de nombreux partisans inconditionnels d'Israël, d'autant que, depuis une vingtaine d'années, il existe des courants «postsionistes» ou antisionistes dans l'intelligentsia israélienne, et les porte-parole de ces

courants (2) sont juifs et pas antisémites (même si certains Israéliens les accusent des pires déviations (3). Le problème n'est donc pas «l'antisionisme» mais les stéréotypes antisémites qu'utilisent de nombreux antisionistes, y compris en Israël. (...)

***Anarchosyndicalisme !* : La question palestinienne, que tu viens d'évoquer à travers ce point d'histoire, joue un grand rôle dans la confusion entretenue entre «sionisme» et «antisémitisme». Pourquoi, d'après toi, la Palestine est-elle devenue la «cause n° 1» d'une grande partie de l'extrême gauche ?**

Y.C. : C'est une question compliquée mais je vois plusieurs raisons notamment (cf. le texte sur les sources de l'antisémitisme de gauche dans ce numéro) :

– l'incapacité à s'attaquer aux interventions impérialistes de sa propre bourgeoisie. En France, c'est flagrant : à part pendant la guerre d'Algérie où les appelés étaient directement concernés, il n'y a jamais eu de mouvement contre les dizaines d'interventions françaises menées en Afrique, jamais de «bateau pour...» Bangui, Douala ou Abidjan, jamais le moindre boycott des produits français à cause de la complicité de la France dans le génocide du Rwanda ou des massacres ou répressions commis en Afrique avec le soutien logistique de l'armée française, ou la complicité politique des gouvernements français,

– la volonté de sauter sur les causes à la mode (ce que j'appelle la politique des sauterelles), celles du tiers monde ayant toujours une forte capacité de mobilisation dans la jeunesse scolarisée, depuis les années 60, à condition de ne pas s'attaquer au nationalisme des mouvements de libération ni aux Etats du Sud prétendument «anti-impérialistes» (4).

Anarchosyndicalisme ! : Les aspects religieux ne semblent pas tenir une grande place dans ce positionnement ...

Les antisionistes, dans la bonne vieille tradition chrétienne antijuive, présentent généralement le judaïsme (toutes tendances confondues à part les groupuscules folkloriques comme les juifs orthodoxes antisionistes, type Neturei Karta alliés de Dieudonné, Soral, Gouasmi du Parti antisioniste) comme une religion beaucoup plus réactionnaire que les autres.

Dans leur propagande, ils n'arrêtent pas de répéter que la notion judaïque de «peuple élu» ferait des juifs une «race supérieure», un «peuple de seigneurs» et autres imbécillités antijuives et antisémites.

Mais, fondamentalement, les «antisionistes» occidentaux ne s'intéressent guère aux questions religieuses, ils n'ont aucune culture religieuse solide, ni sensibilité religieuse. D'où leur viendraient-elles dans des pays occidentaux de plus en plus sécularisés ? Notons au passage que même les croyants actuels se livrent à des bricolages démentiels sur leur religion (5). Les «antisionistes» occidentaux s'intéressent encore moins aux

relations complexes entre religion et politique dans les Etats «musulmans» des 57 Etats membres de l'OCI (Organisation pour la conférence islamique). C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ils reprennent la thèse de l'islamophobie défendue par l'OCI dans les institutions internationales.

Anarchosyndicalisme ! : Comment, pourquoi ?

Y.C. : Les gauchistes antisionistes ont le plus souvent une position totalement opportuniste face à ces questions, quasi infantile, du type : *«Puisque la droite et l'extrême droite occidentales critiquent l'islam, nous on ne va pas le critiquer, comme cela on marquera notre différence»* ; ou, un poil moins stupide : *«Puisque beaucoup de prolétaires dans les pays occidentaux sont musulmans, on ne va pas critiquer la religion des prolétaires»* ; ou encore, dans le genre victimaire et confusionniste : *«La bourgeoisie a remplacé l'antisémitisme par l'islamophobie, donc on va lutter contre le racisme antimusulmans, et comme cela on va sortir de notre position groupusculaire.»* Et pour tenter d'impressionner ceux qui ne sont pas d'accord avec la thèse de l'islamophobie, ils accusent ceux qui ne pensent pas comme eux d'être de fait des... racistes ! Cette confusion délibérée entre discriminations religieuses antimusulmanes et discriminations racistes dirigées contre les personnes originaires (ou censées être originaires) du Proche et du Moyen-Orient ne sert, à mon avis, ni la lutte contre les discriminations religieuses ni la lutte contre les discriminations racistes, luttés toutes deux nécessaires mais dans la clarté politique, pas dans la confusion identitaire.

Ce type de position relève de l'opportunisme le plus plat, de la recherche de raccourcis pour conquérir une audience de masse ou même tout simplement pour acquérir un peu d'oxygène politique. Cet opportunisme gauchiste est d'ailleurs une conséquence directe de l'opportunisme universitaire, sensible aux modes dans les institutions internationales (ONU, UNESCO, Communauté européenne), grandes dispensatrices de subventions pour financer les recherches identitaires, multiculturalistes, religieuses, etc.

Anarchosyndicalisme ! : Pour en venir à l'actualité, des organisations d'extrême gauche, et même libertaires, ont pris récemment la défense de Dieudonné. Qu'en penses-tu ?

Y.C. : Dieudonné est aujourd'hui un militant politique d'extrême droite. Sa popularité, il l'a acquise au sein du mouvement antiraciste de gauche dans les années 80. Elle est, entre autres, le reflet

– de la confusion politique introduite par la gauche réformiste antiraciste (confusion dont lui et bien d'autres comiques *«ethniques»* ont profité pour commencer leur carrière : les discours multiculturalistes type *«Touche pas à mon pote»*, *«respect de la différence»* et autres *«république*

métissée» et la généralisation des discours victimaires au détriment de ceux fondés sur la solidarité de classe,

– de l’incapacité de la société française (y compris de la gauche) à reconnaître la profondeur du racisme institutionnel qui sévit en son sein (au sein de l’Etat, des partis, des groupes militants, etc.), incapacité qui a ouvert un boulevard aux idéologies identitaires y compris parmi les «minorités visibles»,

– et de l’incapacité des «révolutionnaires» à dégager une position de classe à propos des discriminations racistes, institutionnelles ou pas, et de l’immigration (ce qui a permis à Dieudonné, dans un deuxième temps, de développer un discours pseudo radical contre le «*Système*» au nom des «*non-Blancs*» ou des «*non-Juifs*» sur les questions de l’esclavage, de la Palestine, etc.).

Je voudrais rajouter que, depuis les mesurette répressives prises par Valls contre Dieudonné, on trouve dans toutes sortes de médias alternatifs, y compris libertaires (6) une campagne présentant Valls comme plus raciste que Dieudonné, comme responsable par ricochet de la montée de l’antisémitisme en France chez les populations dites musulmanes, et aussi comme étant le «chargé de com» de Dieudonné. Il est évident que Valls n’est même pas un démocrate antiraciste sincère : ce laquais de la bourgeoisie pratique le contrôle des migrations comme tous les hommes d’Etat, de gauche ou de droite. De plus, il a exprimé publiquement des préjugés racistes contre les «Blacks» (reprenant le vocabulaire identitaire et multiculturaliste de la gauche et son «humour»...) et les Roms (accusés, eux, d’être inintégréables) mais je ne vois aucune raison de diaboliser Valls plus que n’importe quel autre ministre de l’Intérieur ou de l’Immigration, Chevènement, Joxe, Pasqua, Guéant, Hortefeux, Besson, tout cela c’est bonnet blanc et blanc bonnet !

En même temps, à propos de Dieudonné, je crois qu’il faut affirmer ouvertement et sans complexes que nous ne condamnons pas la limitation des droits des antisémites, des fascistes, des négationnistes, etc., par l’Etat bourgeois. Et surtout pas au nom d’une liberté d’expression abstraite pour les pires ennemis de la classe ouvrière (7).

Je ne vois aucune raison de supplier l’État bourgeois d’interdire ou emprisonner les fascistes ou les racistes, mais je ne prendrai jamais parti non plus en leur faveur afin que leurs droits démocratiques soient respectés. Des anarchistes à la Chomsky ou à la Baillargeon sont sans doute favorables à la levée de la récente interdiction prise par Valls contre des groupes fascistes en France, puisqu’ils signent des pétitions contre la loi Gayssot, pour la liberté d’expression de Faurisson et pour la mise en liberté de négationnistes nazis comme Vincent Raynouard. C’est le même genre de libertaires confusionnistes qui défendent, implicitement ou explicitement,

la libre expression de Dieudonné sur les réseaux sociaux, mais qui n'osent quand même pas protester contre l'interdiction de l'Œuvre française et des Jeunesses nationalistes par Valls.

Prétendre que Valls «fait de la pub» à Dieudonné est mensonger. Dieudonné s'est construit tout seul, sans la moindre aide de Valls. S'il a été aidé, c'est plutôt par la gauche antiraciste, identitaire, multiculturaliste et souvent antisioniste. C'est cette gauche-là qui lui a donné un public, des moyens financiers, des tribunes dans les médias de gauche, qui l'a même soutenu lors d'une élection à Dreux en 1997. Ce sont les antisionistes de gauche d'Europalestine, du CAPJPO et de la librairie parisienne antisioniste Résistances qui l'ont présenté aux élections européennes en juin 2004 (pour s'en démarquer quelques mois plus tard, mais le mal était fait). C'est cette gauche-là qui lui a donné une respectabilité et une légitimité politiques sans jamais se poser la moindre question sur le contenu de son «humour» et de son «talent» (8) Ces armes et ces moyens que lui a donnés la gauche antiraciste, il les a utilisés ensuite pour soutenir sa progressive évolution vers l'extrême droite et l'antisionisme à coloration antisémite.

Taper comme un dingue sur Valls à l'occasion des mesurette prises contre Dieudonné, c'est une façon de justifier et couvrir le silence de la gauche et des libertaires durant les dix dernières années passées. C'est aussi montrer qu'on n'est pas capable d'avoir une politique révolutionnaire indépendante des sujets mis en évidence par les grands médias. Valls n'aurait pu faire son petit cinéma ridicule si l'extrême gauche et les anarchistes avaient fait leur travail militant, public, ouvert, bruyant contre l'antisémitisme dans la rue et sur les réseaux sociaux depuis dix ans à propos de Dieudonné et d'autres salopards...

Anarchosyndicalisme ! : Le titre de ta revue indique clairement un positionnement internationaliste. C'est la seule façon de sortir des discours racistes dans lesquels certains s'enferment. Comment vois-tu les choses ?

Y.C. L'internationalisme n'est pas un sentiment spontané. Il doit être nourri par une culture politique commune, des discussions, de nombreuses réunions, etc. Il doit mobiliser l'énergie de gens qui parlent plusieurs langues, de traducteurs et d'interprètes, etc. C'est un processus long et difficile que de communiquer dans plusieurs langues, lorsque les interlocuteurs viennent de cultures politiques différentes, et même s'ils appartiennent au même courant politique.

La Première Internationale est peut-être plus proche de ce dont nous avons besoin aujourd'hui. A l'époque, le processus d'intégration nationale n'avait pas encore atteint le niveau qu'il atteignit durant l'apogée de la Seconde Internationale ; pour les militants de la fin du XIXe siècle

l'internationalisme se définissait avant tout par une profonde empathie pour les valeurs des Lumières, ainsi que la lutte contre toutes les dictatures et les Églises. Nous devons inventer une nouvelle façon de pratiquer l'internationalisme (9).

NOTES

1. Cf. «Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme»,
2. Les «*nouveaux historiens*» comme Ilan Pappé, Benny Morris avant son virage, Tom Seguev, et des universitaires comme Sand, Zertal et Kimmerling.
3. Cf. «*Post-sionisme, Post-Shoah*» d'Elhanan Yakira, pour une argumentation sophistiquée mais réac.
4. «Sur l'anti-impérialisme réactionnaire et ses conséquences néfastes», ; «Chavez antisémite ? Est-ce le fond du problème ?»
5. Cf. l'excellent bouquin d'Olivier Roy, *La Sainte Ignorance*, Seuil, 2008.
6. Notamment ceux de la CGA de Lyon et le texte de Pierre S. repris et approuvé par l'Organisation communiste libertaire (<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1512>) «*A quoi sert Dieudonné et qui en profite*», ou ce communiqué de la campagne «*Boycott Désinvestissements Sanctions contre le régime d'apartheid israélien*» repris par la CNT-F [NDLR : une des CNT, celle dite Vignoles] (<http://www.cntf.org/international/CommuniqueedelacampagneBDSsurDieudonneetValls.html>)
7. Cf. sur cette question : «Contre leur liberté d'expression» (Compil n° 6 de *Ni patrie ni frontières*, 2010) et «Radio Libertaire et la liberté d'expression totale : un piège mortel» (*Ni patrie ni frontières* n° 33/34/35, juin 2011)
8. Cf. «Les comiques “antiracistes” surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre» (*Ni patrie ni frontières*, 2004 et Compil n° 6, 2010).
9. Je n'ai pas de conception originale et particulière de l'internationalisme mais je peux te renvoyer à ces deux textes : «*Nation, peuple et cultures : réponses au questionnaire d'A voix autre, site libertaire belge*», et à ce chapitre du livre de Karim Landais: «*Culture, nation, ethnie, nationalisme : du flou et du moins flou de quelques définitions*». Même si je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'écrivait Karim, au moins fournit-il de bons éléments de départ pour une discussion approfondie.

***Mme Bouteldja
falsifie C.L.R. James
au service d'un
antisémitisme «progressif» (sic)
et imaginaire !***

Une citation criminelle de Mme Houria Bouteldja circule sur les réseaux sociaux pour justifier les actes antisémites commis par les exploités. Je ne ferai aucune publicité aux propos indignes de cette dame qui s'identifie à Mohammed Merah (cf. l'article publié dans le n° 40/41 de cette revue : «Bouteldja ou la compassion à deux vitesses») pour faire le buzz et flatter son ego. Je me contenterai ici de procéder à une explication et une mise en contexte élémentaires du texte de CLR James qu'elle falsifie et dont elle extrait la citation suivante :

«Les mouvements qui cherchent à “faire sortir les Juifs de Harlem ou du quartier sud” ont une solide base de classe. Ils constituent les réactions du nègre revanchard qui cherche un secours économique et quelques remèdes à son orgueil de race humilié. Que ces sentiments puissent être exploités par des idiots fanatiques, des Nègres antisémites ou Nègres affairistes, cela ne saurait changer leur base fondamentalement progressive. Cet aspect progressif ne peut en aucune façon être confondu avec l'insatisfaction de la petite bourgeoisie blanche démoralisée qui cherche un refuge dans le fascisme. La réaction américaine peut financer et financera probablement ou encouragera quelques-uns de ces mouvements (Bilbo et Back to Africa) afin d'alimenter la malveillance. Mais les Nègres sont des prolétaires, des semi-prolétaires et des paysans dans leur composition sociale. Le cours général de l'histoire américaine est tel que tout mouvement fasciste d'étendue nationale (aussi déguisé soit-il) sera obligé d'attaquer la lutte des Nègres pour l'égalité.»

Ce qui est «progressif» pour CLR James ce n'est **PAS DU TOUT L'ANTISÉMITISME** mais la revendication de vouloir émigrer en Afrique (rappelons qu'à l'époque Marcus Garvey avait encore beaucoup d'influence chez les Noirs américains, beaucoup plus... que les trotskystes en tout cas) et la fierté de ses origines africaines !!!

La citation est extraite d'une résolution du Workers Party de 1943 (le Workers Party étant une scission du parti trotskyste américain «officiel») et d'un passage qui traite du nationalisme noir pas du pseudo caractère

«progressif» de l'antisémitisme chez les prolétaires noirs !!! C'est le nationalisme noir américain – du moins quand il est répandu chez les PROLÉTAIRES noirs, pas chez les petits-bourgeois – qui intéresse CLR James et le Workers Party, et pour lequel ils ont les yeux de Chimène.

C'est la lutte des Noirs américains pour «les droits démocratiques et le socialisme» qui les intéressent, contrairement au PIR et à Mme Houria Bouteldja qui se foutent du socialisme comme de leur première chemise, mais sont effectivement des nationalistes de la pire espèce – comme ceux que combattait CLR James, en tout cas dans les années 30 et 40.

Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, CLR James se battit dans le parti trotskyste (SWP) puis dans le Workers Party pour que la «question noire» ne soit pas mise de côté, mais centrale pour le parti.

CLR James n'avait à ma connaissance aucune complaisance pour l'antisémitisme (et s'il en avait eu, il faudrait le dénoncer, et pas du tout s'en féliciter comme Mme Bouteldja).

Ce texte écrit par lui fait partie d'une résolution du Workers Party, parti qui se réclamait de la révolution russe et de la lutte des classes, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, de la révolution socialiste mondiale, de la révolution permanente, PAS DE LA LUTTE DES RACES et PAS DU NATIONALISME comme le PIR et Mme Bouteldja. Quelques lignes plus loin que la citation manipulée par Mme Bouteldja la résolution du Workers Party dit clairement :

«Le parti prévient le mouvement ouvrier que les éléments fascistes et profascistes, dans leurs efforts pour abattre les organisations ouvrières, ne manqueront pas d'utiliser la tension raciale croissante dans le pays, comme les Nazis ont utilisé l'antisémitisme en Allemagne.»

Cette résolution prend clairement parti contre l'antisémitisme, explique que les éléments fascistes et profascistes utiliseront l'antisémitisme et les tensions raciales croissantes aux États-Unis pour «abattre les organisations ouvrières». L'antisémitisme y est clairement condamné comme une arme de division au service de la bourgeoisie, mais surtout un moyen d'écraser le mouvement ouvrier.

CLR James a pris position à plusieurs reprises contre l'antisémitisme comme par exemple dans ce texte antérieur sur la deuxième guerre mondiale «Why Negroes Should Oppose the War» (Pourquoi les Noirs devraient s'opposer à la guerre) écrit en 1939 et où il déclare : *«Il existe aujourd'hui plus de 150 millions de Noirs dans le monde. Il y en a quinze millions en Amérique. Ce sont les personnes les moins bien payées, les plus humiliées, les plus méprisées dans le pays, et dans le Sud, où vivent les quatre cinquièmes d'entre eux, ils sont traités comme les Juifs en Allemagne. Nous savons comment cette grande "démocratie" terrorise les Noirs dans le Sud et comment elle les discrimine dans le Nord.»*

Ces citations montrent que, contrairement à Mme Bouteldja, CLR James voyait une similitude entre les persécutions hitlériennes contre les Juifs en Allemagne en 1939 et le racisme de la démocratie américaine à la même époque. Il ne cautionnait absolument pas l'antisémitisme ni en Allemagne ni aux États-Unis et ne lui trouvait rien de «progressif».

On peut ne pas partager les opinions trotskystes de CLR James à l'époque puis son soutien ensuite au panafricanisme. C'est mon cas. On peut considérer que cette résolution est particulièrement malvenue en 1943 alors que le judéocide a commencé et que l'on est parfaitement au courant de la situation des Juifs en Allemagne. C'est mon cas, bien qu'il soit très facile aujourd'hui de juger des erreurs des révolutionnaires qui nous ont précédés.

Encore faudrait-il décrire ce que le Workers Party (dont faisait partie CLR James) a écrit et fait contre l'antisémitisme aux États-Unis, contre les organisations pronazies, etc. Je n'ai pas enquêté à ce sujet. Je rappelle quand même que les grands journaux américains annoncèrent en novembre 1942 (dans les pages intérieures pas en première page) que deux millions de Juifs avaient déjà été tués en Europe. Que le PC américain (donc je suppose aussi les trotskystes de l'époque qui les suivaient de près dans toutes leurs initiatives...), des intellectuels «progressistes» (comme Ben Hecht qui joua un rôle important mais bien d'autres), des acteurs et metteurs en scène célèbres de Hollywood et des dirigeants syndicalistes tentèrent – en vain malheureusement – d'obliger l'administration Roosevelt à intervenir pour sauver les Juifs qui n'avaient pas encore été massacrés en Europe. Et en tout cas dénoncèrent l'antisémitisme aux États-Unis comme en Europe.

Présenter CLR James comme un partisan du prétendu caractère «progressif» de l'antisémitisme est une FALSIFICATION ignoble de sa pensée, falsification tout à fait cohérente avec l'idéologie réactionnaire des Indigènes de la République.

Y.C., Ni patrie ni frontières, 23/07/2014

PS. Une partie des écrits de CLR James ont été publiés aux Editions Syllepse. Mieux vaut lire directement les textes de James que les commentaires des universitaires ou demi-intellectuels postmodernes qui tentent d'enrôler CLR James sous leur bannière en châtrant ses convictions révolutionnaires et... prolétariennes (Woups ! le gros mot est lâché).

Quelques précisions sur le contexte des rapports entre Juifs et Noirs américains

L'étude de la réalité complexe des rapports entre Juifs et Noirs américains ne fait pas partie des programmes des collèges ou des lycées en France, on peut donc raconter n'importe quoi sur le sujet sans risque d'être contredit, ce qu'a fait Mme Bouteldja. Ce qu'il y a d'intéressant c'est que l'intervention a été prononcée devant un parterre d'universitaires¹ et de militants qui apparemment n'ont pas réagi non plus. De là à penser qu'eux aussi pensent qu'il existe un «antisémitisme progressif» il n'y a qu'un pas, que je n'hésite pas à franchir tant que les propos de Dame Bouteldja n'auront pas été publiquement dénoncés... Je pense tout particulièrement aux marxistes de la chaire Gilbert Achcar et Richard Seymour qui participaient au débat avec Mme Bouteldja durant lequel elle a pris la défense de l'«antisémitisme progressif».

Il faut signaler au moins trois éléments de contexte importants

1° Une campagne a commencé dans les années 30 à Harlem «N'achetez pas dans des magasins qui ne sont pas prêts à vous employer». En clair si un commerçant blanc (juif ou pas) n'employait pas de salariés noirs il fallait le boycotter. Un nationaliste noir fut traité de «Hitler noir» par l'Association des commerçants (dont faisaient partie des commerçants juifs) mais ce militant nationaliste fut défendu par Claude McKay, écrivain jamaïcain naturalisé américain, et qui ne le considérait pas du tout antisémite. On se trouve donc face à des appréciations divergentes sur cette campagne qui n'était pas dirigée contre les Juifs, mais contre les

¹ L'un des sites consacrés au réseau Penser l'émancipation se présente en ces termes pompeux : «Le réseau «Penser l'émancipation» réunit des chercheurs et chercheuses, des éditeurs et éditrices, des acteurs et actrices du mouvement social, qui entendent contribuer à développer dans le monde francophone, un espace de réflexion et de discussion ouvert et respectueux des différences, sans pour autant se départir du débat et de la confrontation. Il s'agit pour nous de permettre aux recherches et élaborations théoriques, comme aux pratiques sociales, de participer à l'émergence d'une politique d'émancipation riche, exigeante, et à même de répondre aux défis du temps présent.» En fait il s'agit d'une alliance entre néotrotskystes, néostalinien, tiermondistes et altermondialistes, où comme d'habitude ce sont les universitaires qui monopolisent la parole au nom des exploités.

commerçants, ce qui n'est pas pareil... sauf pour les antisémites. Première confusion des genres.

2) La plupart des membres du PC de Harlem étaient Juifs. Certains Noirs méfiants vis-à-vis du PC américain avant le New Deal le sont devenus davantage quand les communistes ont pris plus de poids sous Roosevelt dans les services sociaux; cela a donc donné naissance à des raisonnements antijuifs et anticommunistes chez certains Noirs. Deuxième confusion des genres.

3) De nombreux Juifs contrôlaient des dancings et des salles de théâtre. Comme tous les patrons, quelles que soient leurs origines, ils exploitaient les musiciens et artistes noirs. Cela alimenta un mécontentement croissant des artistes noirs et du public noir qui faisaient vivre ces établissements et avaient l'impression que le fric n'était pas réinvesti à Harlem ou sur place. On en a un écho dans un film de Spike Lee (*Mo Better Blues*) dans lequel le patron du héros saxophoniste est juif (cela se passe dans les années 80) et où les remarques ambiguës sur les Juifs pullulent, ce qu'aucun critique n'a remarqué bien sûr. Troisième confusion des genres.

Toutes ces informations et bien d'autres se trouvent dans des articles et des mémoires universitaires disponibles sur le Net ou dans des extraits de livres (eux aussi disponibles gratuitement) sur la question complexe des rapports entre les Juifs et les Noirs aux Etats-Unis... Si Mme Bouteldja était une militante honnête sur le plan intellectuel, il lui aurait fallu moins d'une heure pour les rassembler et en prendre connaissance.

Les éléments de contexte ci-dessus suggèrent qu'il ne s'agissait pas d'antisémitisme racial stricto sensu mais d'un mélange

– d'anticommunisme (plus précisément d'hostilité au parti stalinien américain pour des raisons inspirées par la propagande gouvernementale),

– de ressentiment anti-commerçants et anti-patrons (d'un anticapitalisme populaire plutôt positif et qui peut expliquer – expliquer et non excuser, surtout 70 ans plus tard – la formulation de la résolution du Workers Party)

– et d'antisémitisme économique «classique».

Tout cela la faussaire Bouteldja le cache à ses lecteurs – ou alors elle l'ignore, ce qui est le plus probable...

PS. Ceux qui s'intéressent à la critique des positions politiques de Mme Bouteldja et de son parti, le PIR pourront lire notamment : «*Indi...gènes*» ? «*Indi...génat*» ? «*Indi...génisé*» ? *Des «concepts» indi...gents !* publié sur le site mondialisme.org

Pourquoi il faut lutter contre l'antisémitisme au sein des manifestations en faveur de Gaza

Lors de la manifestation de solidarité avec la Palestine qui s'est tenue à Londres, le 26 juillet 2014, j'ai interpellé un manifestant qui brandissait une pancarte proclamant «On recherche : Les Protocoles des Sages de Sion» le tout accompagné d'une étoile de David, dégoulinante de sang, avec au milieu le chiffre 666 [symbole de la Bête, du Diable dans l'*Apocalypse* de saint Jean. L'image se trouve ici : [http://www.workersliberty.org/node/23455/ Ni patrie ni frontières](http://www.workersliberty.org/node/23455/Ni_patrie_ni_frontières)].

Les Protocoles des sages de Sion sont un faux antisémite datant de la Russie tsariste, qui prétend dénoncer une conspiration juive destinée à dominer le monde. Ce texte a été utilisé à son époque, et depuis, pour attiser la haine raciste, souvent violente, contre les Juifs.

J'ai dit à ce manifestant que le racisme n'avait pas sa place dans cette manifestation, que sa présence nuisait à la cause palestinienne, et que le document dont il faisait la promotion était un canular raciste. Dans le cadre de ce qui était probablement une tirade pas très cohérente de ma part, j'ai mentionné que j'étais juif.

«Eh bien, tu es aveuglé par ton parti pris, car tu es Juif, a-t-il répondu. Seuls les Juifs utilisent ce genre d'arguments.»

Ensuite, la «discussion» s'est échauffée, et plusieurs manifestants se sont rapprochés de nous. Certains m'ont soutenu, mais d'autres l'ont défendu.

Leurs arguments allaient de : «Il critique les sionistes, pas les Juifs» à : «Il n'est pas raciste, c'est le sionisme qui est raciste!», en passant par des affirmations peut-être plus honnêtes : «Les Juifs sont le problème. Si tu es Juif, tu es raciste, tu es ce contre quoi nous manifestons.» Un homme, torse nu, mais portant une cagoule, m'a lancé: «Tire-toi, si tu ne veux pas te faire casser la gueule.»

Je me suis éloigné, en colère et bouleversé. Je suis retourné au même endroit un peu plus tard pour retrouver le même manifestant qui donnait l'accolade à deux jeunes, avant de s'apprêter à partir. Quand moi et quelques camarades les avons apostrophés, ils nous ont dit que cet individu n'était pas antisémite, simplement antisioniste. «Regardez, la pancarte parle

de “Sion”, pas des “juifs”. “Sion” signifie sionistes», nous a gentiment expliqué l’un d’eux.

Les manifestations explicites de racisme anti-juif comme celles-ci ont été relativement rares durant les manifestations de solidarité avec la Palestine en Grande-Bretagne. Mais le fait qu’il y ait eu au moins un panneau comme celui-là et qu’une poignée de manifestants aient défendu son contenu, est très inquiétant. Souligner la rareté de ce type de slogans, et rejeter le problème comme étant limité à quelques éléments marginaux, c’est s’enterrer la tête dans le sable. Comme les récents événements en France et en Allemagne l’ont montré, il est indéniable qu’il existe des antisémites dans le mouvement mondial de solidarité avec la Palestine, y compris des individus prêts à exprimer violemment leur antisémitisme. De telles attitudes ne doivent pas polluer ce mouvement en Grande-Bretagne.

J’ignore si ce manifestant et sa pancarte avaient été bien accueillis avant mon intervention et si d’autres personnes l’ont pris à partie. J’ignore si des membres du SO l’ont repéré et lui ont demandé des comptes. Peut-être a-t-il passé la journée à subir les critiques d’autres manifestants; c’est du moins ce que j’espère. Mais quand je suis tombé sur lui, il était parfaitement à son aise, et entouré d’amis. Cela a été une expérience très décevante. Si des partisans d’une telle politique assistent à des manifestations de solidarité pour colporter ce type d’idées, ils devraient se trouver isolés, et être l’objet de critiques énergiques constantes. Ils ne devraient pas pouvoir défiler tranquillement un seul instant.

Si les manifestations d’antisémitisme «classique» sont rares, celles faisant appel à des thèmes plus «subtils» sont plus fréquentes. Les pancartes et les banderoles comparant l’Etat d’Israël au nazisme, et l’occupation de la Palestine à l’Holocauste, et les images mêlant l’étoile de David à des croix gammées sont relativement banales, même si elles sont loin d’être omniprésentes. La politique qui sous-tend cette imagerie est motivée, elle aussi, par une logique antisémite.

Le nazisme et l’Holocauste – ce génocide organisé de façon industrielle il y a seulement deux générations – ont laissé des traces profondes sur l’identité, la mémoire culturelle et la conscience collectives juives, blessures qui prendront beaucoup de temps pour guérir. Comme d’autres l’ont écrit récemment (<http://www.sarahmcculloch.com/activism/2014/stop-comparing-jews-nazis/>), aucun autre groupe ethnoculturel n’a vécu une expérience aussi traumatisante au cours de son histoire. Des slogans ou des images introduisant des équivalences comme «sionisme = nazisme», «étoile de David = croix gammée», et «Occupation [de la Palestine] = Holocauste» se servent d’un traumatisme culturel collectif comme d’une arme pour attaquer les Juifs. Le fait que ceux qui brandissent ces pancartes durant les

manifestations aient seulement l'intention de cibler le gouvernement israélien, et pas les Juifs en général, n'est ni un argument ni une excuse admissibles. La barbarie de la politique de l'État israélien ne justifie pas que l'on dise n'importe quoi sur les Juifs, pas plus que l'impérialisme du gouvernement américain n'excuse les attaques racistes contre Barack Obama. Qualifier le mouvement de solidarité avec la Palestine, dans son ensemble, d'«antisémite» serait une calomnie. Les cyniques et les gens de droite ont tenté d'utiliser les incidents antisémites qui ont pu se produire, ici ou là, pour en tirer des conclusions négatives sur les opinions politiques de tous les manifestants, ou laisser entendre que tout soutien aux Palestiniens serait en quelque sorte antisémite. De telles extrapolations cyniques ne sont pas l'objectif de cet article.

Sans aucun doute, la grande majorité des manifestants présents à cet événement voulaient s'opposer à l'agression actuelle d'Israël contre Gaza. Le mouvement comprend de nombreux Juifs (et pas seulement les réactionnaires théocratiques des Neturei Karta, mais des Juifs laïques progressistes aussi), et de nombreux antiracistes sincères. Mais il est intolérable que quelques individus puissent brandir impunément de telles pancartes, trouvent des partisans pour les soutenir et profèrent des insultes ouvertement racistes contre des manifestants juifs qui les remettent en question.

Les gens de droite au sein de la communauté juive utiliseront de telles manifestations d'antisémitisme pour discréditer la cause palestinienne, et dissuader les Juifs d'agir pour soutenir cette cause. Ne serait-ce qu'à ce niveau pratique, élémentaire, l'antisémitisme nuit aux Palestiniens. Mais le racisme n'a sa place dans aucun mouvement de solidarité, non pas parce que c'est mauvais pour son image ou ses relations publiques, mais parce que la solidarité devrait être hostile à toute forme de racisme.

Il est désormais courant, dans la blogosphère de gauche, de trouver des articles précédés d'un «avertissement» expliquant que celles ou ceux qui ont vécu des expériences traumatiques particulières risquent d'être affectés par des textes qui pourraient déclencher des souvenirs douloureux. Assister à une manifestation où le nazisme et l'Holocauste (la pire et la plus traumatisante de l'expérience collective des Juifs) sont utilisés comme un outil de propagande bon marché, et voir que des pancartes ouvertement antisémites sont brandies et leur contenu défendu par des manifestants, tandis que ceux qui les contestent reçoivent des injures racistes, ne peut que rappeler de pénibles souvenirs à de nombreux Juifs. Mais nous ne pouvons pas installer des «avertissements» dans les manifestations, ou dans les événements de notre vie quotidienne. Tout ce que nous pouvons faire c'est lutter pour instaurer l'hégémonie d'une culture politique où de telles phénomènes seront confrontés et éradiqués.

Pour finir, un petit rappel «historique» sur des pancartes brandies lors de manifestations de solidarité avec la Palestine. En 2009, lors de l'Opération Plomb Durci, au cours d'une manifestation contre l'agression israélienne, des membres de l'AWL de Sheffield (dont trois étaient d'ailleurs juifs) brandissaient des pancartes qui, entre autres choses, proclamaient : «Non à Tsahal, non au Hamas». Avec le recul, je pense que, pour diverses raisons, notre slogan était erroné. Mais à l'époque personne n'a tenté de se lancer dans un débat ou une discussion avec nous à ce sujet; on nous a traités de «jaunes» et de «sionistes», on nous a hués, et intimé l'ordre de quitter immédiatement la manif (ce que nous avons refusé). Nos pancartes nous ont alors été arrachées des mains et ont été déchirées.

Comme je l'ai déjà dit, j'ignore combien de personnes ont contesté la pancarte raciste qui est l'objet de cet article, au cours de la manifestation de Londres en juillet 2014 ; plusieurs, je l'espère. Mais le climat politique de cette manifestation n'était manifestement pas tel que cet individu se soit senti indésirable – et, en effet, quand il a été interpellé par mes critiques, beaucoup de gens ont pris sa défense.

Je n'évoque pas l'incident de Sheffield pour regretter que le traitement qui nous a été infligé en 2009 ne lui ait pas été infligé en 2014. Je n'étais pas partisan de détruire sa pancarte, ni de tenter de l'expulser, lui et ses partisans, de la manifestation. Néanmoins, un mouvement dans lequel, d'un côté, une pancarte «Non à Tsahal, non au Hamas» est considérée comme inadmissible, indigne de la moindre discussion, et doit être violemment éliminée, mais où, de l'autre, une pancarte promouvant les Protocoles des Sages de Sion peut être brandie sans difficulté, même pendant quelques minutes, et où celui qui la porte trouve de nombreux défenseurs, un tel mouvement a besoin de changer de culture politique.

Daniel Randall, Alliance for Workers Liberty

*De Badiou,
philosophe mao-banal,
et de la calamiteuse
Cécile Winter,
à propos d'Israël-Palestine*

Dans *Circonstances III. Portées du mot «juif»*, Lignes, 2005, p. 98, Alain Badiou a écrit : «Si l'on veut résoudre le problème de la guerre infinie au Moyen-Orient, il faudra arriver – et je sais que c'est quelque chose de difficile – à oublier l'holocauste.»

Si on lit l'explication qui suit cette phrase bêtement provocatrice et qui lui a valu une critique virulente d'Eric Marty (*Cités*, n° 57, 2014 : «Shoah, généalogie d'un nom, histoire d'une négation», p. 141-158), on s'aperçoit que la pensée du philosophe est plus nuancée, du moins dans *Circonstances III*, que ne l'affirme Marty avec sa Grosse Bertha idéologique.

Quelques lignes plus loin, Badiou modère ce propos tenu dans le cadre d'une interview publiée dans *Haaretz* le 27 mai 2005 : pour lui, **ce ne sont pas les Européens mais les Israéliens et les Palestiniens qui doivent «oublier l'holocauste»** s'ils veulent réussir à créer une Palestine unie et démocratique. De plus, dans d'autres textes du même recueil, **Badiou prend clairement position contre tout négationnisme** ou même tout révisionnisme à propos des chambres à gaz, et ne souhaite pas du tout que les Européens, **eux**, oublient la «destruction des Juifs d'Europe», expression qu'il préfère à «Holocauste».

Badiou nous explique, que partout, sauf dans les déserts, du moins selon son idole, le président Mao, il y a une droite, une gauche et un centre, et donc qu'on retrouve cette configuration dans le «mouvement de solidarité» avec la Palestine». Admettons cette explication un poil simplette.

Badiou oublie cependant de **penser** l'essentiel (après tout, c'est un philosophe, on s'attend à ce qu'il fasse mieux que d'enfiler des banalités) : la «gauche» de ce mouvement ne vit pas sur place, en Israël-Palestine, mais en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, ou dans les pays arabo-musulmans voisins.

Or les Européens et les Américains, **eux**, n'ont pas intérêt à oublier le judéocide (et cela les antisionistes de gauche le font tous les jours, et depuis longtemps, puisqu'ils ne savent même plus identifier un antisémite quand

ils en rencontrent un, cf. Dieudonné, le collectif Cheikh Yassine ou les Indigènes de la République).

Quant aux Latino-Américains, vu le nombre impressionnant d'anciens nazis que leurs gouvernements ont accueillis après 1945 et vu l'influence antisémite de l'Église catholique (ou, plus récemment, des Églises protestantes fondamentalistes) dans l'éducation religieuse des peuples d'Amérique latine, il serait utile qu'eux aussi n'oublient pas les origines chrétiennes de l'antisémitisme nazi et sa conséquence politique : le judéocide.

Pour ce qui concerne les pays arabo-musulmans (ceux qui font partie de l'Organisation pour la conférence islamique, l'OIC) ce sont quatorze siècles de dhimmitude (cf. «Géopolitique de l'islam et dhimmis juifs», *NPNF* n° 18/19/20, avril 2007), de persécutions antijuives et surtout l'expulsion des Juifs après 1948, qu'ils ne doivent pas oublier. Dans ces pays, personne n'évoque cette «Naqba» juive, sinon pour prétendre, comme les gauchistes occidentaux décérébrés et/ou complotistes, que ce serait les bombes du Mossad dans les synagogues proche et moyen-orientales qui auraient poussé 900 000 Juifs à fuir en abandonnant tout derrière eux, alors qu'ils vivaient dans cette région depuis des siècles et avaient enduré pas mal de pogroms, de racket étatique à leur égard, etc.

Cette interview de Badiou, comme la collection d'articles ou d'extraits de textes contenus dans *Convergences III*, n'apporte rien d'essentiel à la connaissance du problème israélo-palestinien mais notre philosophe national défend quand même quelques positions générales sympathiques.

Certes, on peut déplorer que ce livre contienne quelques stupides clichés antisionistes du genre :

– la première idée d'Hitler était de «déporter les Juifs hors d'Europe» pour les envoyer à Madagascar. Visiblement Badiou n'a pas lu *Mein Kampf* et ne s'est pas intéressé aux positions défendues par Hitler avant 1942 – le site [phdn.org](http://www.phdn.org) rassemble des dizaines de citations à ce sujet : <http://www.phdn.org/histgen/hitler/declarations.htm>. Badiou ignore la force des courants antisémites nationalistes en Allemagne, en dehors même des nazis, entre les deux guerres mondiales ;

– Israël est un «pays antisémite» (on reconnaît là une des explications commodes des antisionistes pour ne pas condamner l'antisémitisme ailleurs... qu'en Israël) ;

– et les Palestiniens sont les «juifs du monde arabe» (Badiou nous dévoile ici sa méconnaissance de 1400 ans d'histoire des Juifs au Proche et au Moyen-Orient).

Mais bon, soyons honnêtes, ces réserves faites, les conclusions politiques de Badiou peuvent être exposées en cinq points simples et justes :

1. Tout Etat est une machine d'oppression.
2. Tout Etat fondé sur une religion, une ethnie, une «race», un mythe, etc., est ou deviendra une machine d'oppression.
3. Ceux qui travaillent dans un pays ont le droit d'y vivre («Celui qui est ici est d'ici»), quelles que soient leurs origines.
4. Le nazisme ne se réduit pas à l'antisémitisme et fait partie d'un projet politique global qu'il faut essayer de comprendre et d'expliquer.
5. Juifs et Palestiniens ont la possibilité historique exceptionnelle de créer un Etat commun, unique, universaliste, s'ils abandonnent, ou plutôt mettent de côté, leurs particularismes religieux, culturels, ethniques, mythologiques, etc.

La perspective ainsi tracée par Badiou est juste mais complètement banale pour qui connaît les positions marxistes (ou même anarchistes sur les quatre premiers points) depuis des décennies. Elle n'est pas très réaliste, à mon humble avis, mais c'est aux peuples israélien et palestinien de décider s'ils veulent vivre ensemble dans un seul Etat universaliste, multiculturel, multi-religieux (ce qui serait une première mondiale) ou séparés dans deux Etats nationalistes (ce qui est un oxymore...) hostiles.

En tout cas, ce n'est certainement pas aux antisionistes de gauche ou de droite de tous les pays de décider en leur nom en soutenant l'OLP, le FPLP, le Djihad islamique ou le Hamas. Et ce n'est certainement pas aux antisionistes qui comparent les «sionistes» (les Israéliens) aux nazis, ni aux gauchistes qui font alliance avec les partisans (antisémites ou pas) de l'islam politique, ici ou là-bas, qu'il faut accorder le moindre crédit pour trouver une solution politique.

Dans ce sens-là, Alain Badiou manque singulièrement de lucidité politique comme en témoigne la discussion entre Georges Bensussan et lui qui se déroule en ce moment dans les colonnes du journal *Libération*.

Mais c'est plutôt son alliée, Mme Winter, qui est visée par Bensussan à cause justement d'un texte particulièrement dégueulasse, signé par elle et inclus à la fin de *Circonstances III* : «Signifiant maître des nouveaux Aryens». Si le lecteur ne comprend pas tout de suite quel est ce mystérieux «signifiant maître», il saisit dès les premières lignes qui sont les «nouveaux Aryens¹». Ce sont «évidemment» les Israéliens, donc aussi les nouveaux nazis. Ça commence à puer dès le titre de l'article...

¹ On retrouve la même idée chez Garaudy, dans *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, quand il critique le livre d'un théologien juif :

Dans ce texte, Mme Winter se livre à une réécriture rapide (20 pages) de l'histoire, telle qu'on en trouve chez les Rassinier, Faurisson et Garaudy ou leurs aimables correspondants allemands ou américains néonazis :

– tous les sionistes se seraient frotté les mains de la bonne affaire que constituait le génocide ; ils étaient conscients, dès 1942, que non seulement après la guerre ils pourraient toucher «l'héritage» (*sic*) mais les «intérêts» (*resic*) de l'Holocauste.

– Les dirigeants sionistes américains n'auraient pas pris leurs responsabilités, n'auraient pas su quoi faire et pas voulu pousser Roosevelt et les Alliés à intervenir, etc. Curieusement, elle ne dit pas un mot sur l'attitude de l'Union soviétique stalinienne qui avait quand même plus de 4,2 millions d'hommes sous les drapeaux et qui se trouvait un chouïa plus près de la Pologne et de l'Allemagne que les Etats-Unis... Mais chut, quand on est antisioniste, il faut protéger Staline et son régime qui, bien sûr, était très préoccupé par le sort des Juifs, lui...

Le problème principal de ces jugements rétrospectifs, et à l'emporte-pièce, de Mme Winter et de ses citations manipulées de témoins ou d'historiens est qu'ils n'ont aucun intérêt aujourd'hui si ce n'est d'apporter de l'eau au moulin des négationnistes et des antisémites (de gauche ou de droite). Les convergences sont évidentes sur quatre points :

1. Après tout Hitler (dixit Badiou) ne voulait pas exterminer les Juifs (donc on minore la dimension génocidaire du nazisme pourtant clairement exprimée avant 1939).

2. C'est surtout la faute des démocraties occidentales et des sionistes de Palestine s'ils ont été exterminés (la responsabilité des nazis passe ainsi habilement au second plan, voire disparaît totalement).

3. Aujourd'hui les gouvernements israéliens continuent finalement la même politique que les «sionistes» avant 1948 : les prétendus ex-alliés sionistes d'Hitler poursuivent la politique nazie.

4. Les gouvernements israéliens alimentent l'antisémitisme pour être matériellement et moralement soutenus par l'Occident (là aussi, un tel raisonnement permet, entre autres, de fermer les yeux, sur l'antisémitisme de gauche et sa fonction politique, surtout en France).

L'alliance entre Badiou, philosophe mao-banal mais pas du tout négationniste car il lui reste quand même une culture antifasciste de gauche, et Mme Winter qui flirte avec les fondements de l'argumentation négationniste est donc, au-delà d'une petite polémique au sein des milieux intellectuels, une triste illustration des limites et des aberrations de l'antisionisme actuel. Un peu partout en Europe, les jeunes que l'on voit

«De tels propos évoquent fâcheusement le "mythe aryen" dont l'idéologie fonda le pangermanisme et l'hitlérisme.»

s'indigner, avec raison, contre les crimes de guerre israéliens, ignorent le danger de manifester aux côtés d'antisémites de tout poil. De telles alliances niées par Badiou et Winter, mais soutenues en fait par les raisonnements odieux de Mme Winter, ne peuvent qu'encourager ces jeunes à continuer dans une voie sans issue pour tous, ici comme en Israël-Palestine.

Y.C., Ni patrie ni frontières, 19 août 2014

CRITIQUE DE L'ANTI-IMPÉRIALISME ET CRITIQUE DE L'ANTISIONISME

25 août 2014

[Ce texte a servi de topo d'introduction à une discussion sur la critique de l'anti-impérialisme, lors de la rencontre d'été Initiative communiste ouvrière/Union pour le communisme, les 2 et 3 août 2014. Il a été suivi d'une riche discussion. Il constituait la première partie d'une discussion dont la seconde partie portait sur l'expérience du conflit en ex-Yougoslavie.]

Notre courant, le communisme-ouvrier, est né, entre autres, de la critique radicale du nationalisme de gauche et de cette forme particulière qu'est la gauche anti-impérialiste. Par gauche anti-impérialiste, nous appelons l'ensemble de cette gauche qui, au nom de la «libération nationale», de l'anti-impérialisme (qui est le plus souvent limité à un anti-américanisme), en arrive à gommer les antagonismes de classes. En gros, la vision du monde de la gauche anti-impérialiste est de voir comme antagonisme principal non pas le prolétariat et la bourgeoisie, mais les «nations dominées» et l'impérialisme. Né en Iran puis en Irak, notre courant a eu à lutter très concrètement contre cette gauche anti-impérialiste et ses différentes tendances.

En France, lorsque nous nous sommes organisés comme Initiative Communiste-Ouvrière, cette critique de la gauche anti-impérialiste était au cœur de notre volonté d'exister comme courant séparé. Lors des mobilisations du début des années 2000 contre les interventions en Afghanistan puis en Irak, il nous semblait fondamental de nous opposer à la guerre, aux dirigeants occidentaux, mais aussi aux États dictatoriaux et aux bandes réactionnaires type Talibans en Afghanistan, islamistes et résidus de l'appareil baathiste en Irak. Avant comme après la fondation d'ICO, nous avons critiqué et dénoncé sur bien des aspects cette gauche anti-impérialiste, comme l'idolâtrie par un certain nombre de gauchistes du régime anti-ouvrier de Chavez ou Morales ou le relativisme culturel d'une gauche post-moderne concernant les droits humains universels en général et les droits des femmes en particulier.

Cette position est certainement notre différence la plus visible avec une grande partie de l'extrême gauche française actuelle, et en particulier lorsqu'il est question d'Israël et de la Palestine. Toute une partie de l'extrême-gauche défend en effet un antisionisme hystérique, oublie toute analyse de classe lorsqu'il s'agit de cette région du monde, et se met à la remorque du nationalisme palestinien voire de ses fractions les plus réactionnaires comme le Hamas. Une partie des courants et groupes de l'extrême-gauche va jusqu'à considérer les prolétaires nés à Haïfa et à Tel Aviv comme des «colons». Si les bombardements meurtriers de l'État d'Israël sur Gaza et les images atroces des conséquences de la guerre peuvent expliquer une certaine émotion, il est à noter que l'hystérie anti-sioniste existait au sein de l'extrême gauche bien avant la dernière opération de Tsahal.

Ainsi, des organisations d'extrême-gauche comme le NPA ou la CNT participent à la campagne «Boycott, Désinvestissement, Sanctions». Cette campagne BDS d'ailleurs ne se limite pas à un boycott économique, mais défend même un boycott universitaire et culturel d'Israël, ce qui ne fait que renforcer encore plus des barrières entre des êtres humains dans cette région qui n'en connaît que trop. Un universitaire ou un artiste qui veut lutter contre la guerre et l'occupation en Palestine est-il plus utile en refusant de se rendre en Israël ou en profitant d'une tribune pour dénoncer le militarisme et renforcer le camp de la paix et du progrès ? Dans plusieurs villes, comme à Montpellier lors du festival du film méditerranéen, des actions ont été menées par cette campagne contre la projection de films israéliens. Le fait est que le cinéma israélien, en particulier celui qui s'exporte, porte bien souvent un regard critique sur la société israélienne, dénonce le racisme et interroge les fausses identités nationales, et cela même s'ils n'entrent pas dans la catégorie des «films militants». *La visite de la fanfare*, dont une des trames principales est un amour platonique entre une jolie Israélienne et un officier de la police égyptienne perdu avec sa fanfare dans un petit village d'Israël, est par exemple porteur d'un message de paix et d'amitié entre les peuples, de l'universalité du genre humain, au-delà des nationalismes. Mais finalement, qu'importe le message du film pour les promoteurs de la campagne BDS, ce qui compte c'est uniquement son origine. Ainsi les membres de la campagne BDS de Montpellier répondent à l'organisateur du festival du film méditerranéen qui rappelle la nature critique des films israéliens présentés : «*Vous dites présenter des œuvres israéliennes critiques. L'image que voudrait donner Israël comporte une soi-disant liberté d'expression, y compris critique, ce qui explique des œuvres israéliennes dénonciatrices d'aveuglements et travers israéliens. Ou comment transformer une liberté en arme d'oppression et d'épuration ethnique !*»

Avec une telle logique, manifester à Tel Aviv contre la guerre à Gaza ou au Liban pourrait aussi être «une arme d'oppression» visant à donner l'image d'une liberté de manifestation en Israël ! Et surtout, avec une telle logique toujours, les films de Ken Loach ne viseraient qu'à donner l'image que «la dictature capitaliste contre la classe ouvrière en Grande-Bretagne comporte une soi-disant liberté d'expression», *A l'Ouest rien de nouveau* aurait finalement été un roman au service du militarisme allemand, *La source des femmes* serait en fait un outil pour masquer l'oppression patriarcale, bref tout le cinéma et la littérature critiques, à part peut-être quelques rares productions complètement indépendantes et confidentielles, ne servirait que de justification à l'oppression !

Concernant la musique, la campagne BDS s'en prend particulièrement aux artistes arabes qui se produiraient en Israël, comme la chanteuse marocaine Hindi Zehra. Comble de l'absence totale de réflexion, un blog anglophone se présentant comme «pro-palestinien» est horrifié d'apprendre que la chanteuse Amal Murkus s'est produite à Jérusalem, oubliant que cette artiste arabe, qui a toujours dénoncé l'oppression des Palestiniens ainsi que l'oppression des femmes, haïe à la fois par l'extrême droite sioniste et par l'extrême droite islamiste, est née en Galilée et a donc la citoyenneté israélienne. Mais peut-être, les nationalistes se rejoignant souvent, faudrait-il, au nom du «refus de la normalisation avec l'Etat d'Israël» et de la campagne «BDS», empêcher toute expression de la culture arabe en Israël, nier le droit à l'expression culturelle de la minorité arabe qui forme 20% de la population, ce qui réjouira certainement l'extrême droite raciste de ce pays ? Et en France, la campagne BDS a dénoncé un concert de musique klezmer du groupe Boogie Balagan, groupe israélien qui chante y compris en arabe, dénonce le «mur de séparation» et rêve d'une ville qui s'appellerait «Palestisrael city».

Bref, au delà de l'absurde, toute cette campagne pour le «boycott culturel» d'Israël transpire le nationalisme et bien loin d'aider à lutter contre la guerre, l'occupation et le militarisme, si elle était complètement suivie ne ferait que renforcer les barrières entre les peuples et affaiblir ainsi celles et ceux qui, en Israël, luttent pour la paix et la justice. Comme on l'a vu, le «boycott culturel» s'applique finalement uniquement à l'origine d'une œuvre ou d'un artiste, sur une base qui est donc foncièrement nationaliste.

Le PIR, qui contrairement aux organisations de gauche et d'extrême-gauche n'a rien à voir de près ou de loin avec le mouvement ouvrier, a le mérite d'aller au fond de cette logique nationaliste. Ainsi, dans un article intitulé «PCF : Israël ou Palestine, il faut choisir», le PIR dénonce la fête de l'Huma de 2011 en ces termes : «Un débat est prévu sur les mouvements d'indignés à travers le monde pour lequel est invité un député israélien.

(...) De quel droit, au nom de quel principe obscur le PCF s'emploie-t-il ainsi à briser le boycott politique international de l'Etat d'Israël en invitant un membre de la Knesset ?» Diantre, le PCF en invitant un «membre de la Knesset» serait-il complice du militarisme israélien ? Effectivement, le PCF a osé inviter à sa fête... Dov Khenin, député du Parti communiste d'Israël, qui ne cesse de dénoncer et de lutter contre le militarisme d'Israël, qui a même fait de la prison pour avoir refusé de faire son service militaire dans les territoires palestiniens. Bref, si on peut discuter de la politique du PCI, force est de constater que le «membre de la Knesset» invité a fait beaucoup plus et pris bien plus de risques pour dénoncer le militarisme israélien que les pro-palestiniens français. Pourtant, la logique de la campagne BDS menée jusqu'au bout c'est ça : au nom de «l'isolement» d'Israël, dénoncer l'invitation d'un militant politique, non pas sur la base de son action ou de son programme, mais simplement de sa nationalité. Bref, le nationalisme dans ce qu'il a de pire, et qui est complètement à l'opposé d'une réelle solidarité internationale avec celles et ceux qui, Juifs ou Arabes, Israéliens ou Palestiniens, luttent contre le racisme, le militarisme et la guerre. En mars 2014, au nom de l'antisémitisme, une dizaine d'étudiants israéliens ont même été insultés et chassés par un groupe d'activistes pro-palestiniens de l'Université de Paris VIII.

Bref ce qui apparaît c'est qu'au nom de l'antisionisme, il existe une fraction de l'extrême gauche qui s'en prend, non pas à l'appareil d'Etat, au militarisme ou à la bourgeoisie d'Israël, mais à l'ensemble de la population israélienne. Plus grave encore, la limite entre antisionisme et antisémitisme est régulièrement franchie. Si plusieurs organisations d'extrême gauche, comme le NPA ou Alternative Libertaire, ont dans leurs récents appels à manifester dénoncé l'antisémitisme, force est de constater qu'elles n'ont pas été capables de faire éjecter des manifestations des éléments qui brandissaient des pancartes ouvertement antisémites.

Sur les réseaux sociaux ou ailleurs, des personnes qui se situent plutôt à l'extrême gauche, certainement sincèrement antiracistes, en arrivent, et le pire c'est qu'elles ne s'en rendent peut-être même pas compte, à diffuser des images, des articles ou des slogans qui reprennent les vieux stéréotypes antisémites. Laissez entendre par exemple que ce serait Israël ou le «sionisme» qui dicterait la politique extérieure des Etats-Unis ou la politique intérieure de la France, bref que deux des principales puissances impérialistes seraient soumises à ce petit Etat qu'est Israël, c'est, par exemple, reprendre les vieux clichés antisémites des «Juifs qui contrôlent le monde». Que penser aussi de la comparaison, fréquente, entre l'Etat d'Israël et le nazisme ? Comparer des bombardements, aussi horribles soient-ils, avec l'extermination systématique et industrielle d'un peuple,

revient à donner de l'eau au moulin des négationnistes. Le très réactionnaire ministre Erdogan va jusqu'à déclarer que l'État d'Israël serait «pire que Hitler», propos repris également par la clique Dieudonné.

Il convient de remarquer que lorsque l'extrême gauche avait, à juste titre, organisé en 2004 des rassemblements contre l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire, des mesures avaient été prises pour ne pas être assimilés aux supporters du dictateur Gbagbo. Lors des quelques manifestations contre les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, tout avait été fait pour éjecter les nationalistes pro-Milosevic. Si demain le FN tente de s'imposer dans une manifestation contre des licenciements, espérons qu'il se fera expulser manu militari par les militants CGT. Or, dans les récentes manifestations contre la guerre dans la Bande de Gaza, non seulement sont acceptés les soutiens du parti religieux réactionnaire qu'est le Hamas, un parti qui a profité de l'état de guerre pour exécuter froidement une trentaine d'opposants le 26 juillet 2014, mais aucune organisation ne semble avoir les moyens et/ou la volonté d'expulser ceux qui brandissent des pancartes antisémites.

La guerre en Palestine a des répercussions ici-même, dans nos quartiers et nos entreprises. Des réactionnaires de tous bords, de la LDJ aux islamistes en passant par l'extrême droite franchouillarde, utilisent cette guerre pour attiser des haines racistes et nationalistes. Valls surfe sur l'idéologie sécuritaire et le racisme anti-arabes en interdisant des manifestations, sachant très bien que cela ne peut que conduire à des affrontements et à des débordements. La LDJ, dont l'organisation sœur en Israël, le Kach, est interdite pour racisme et terrorisme, joue la provocation. Islamistes et néo-nazis distillent ouvertement l'antisémitisme. Notons à ce propos, que nous ne pouvons que constater que dans ce contexte un nombre non négligeable de prolétaires juifs vivant en France ont peur. Fait particulièrement grave, nous avons eu plusieurs témoignages de sympathisants juifs de l'extrême gauche qui se sentent de plus en plus mal à l'aise dans les milieux militants, qui préfèrent parfois même taire leur origine parce qu'ils craignent d'être pris à partie ou d'être constamment sommés de donner leur position sur Israël.

Nous ne sommes qu'un petit groupe et nous n'avons pas la prétention d'être une Internationale qui aurait à déterminer une ligne pour les camarades d'Israël et de Palestine. Par contre et même si notre petit nombre fait que notre rayonnement est forcément limité, nous avons et continuerons de donner notre position. Elle est claire et se base à la fois sur l'internationalisme prolétarien et l'humanisme sans qui le communisme révolutionnaire n'est qu'une théorie désincarnée. Nous nous opposons au militarisme israélien, comme à tous les militarismes. Et nous sommes solidaires des populations d'Israël et de Palestine. Solidaires de la

population d'Israël contre le gouvernement Netanyahu, solidaires de la population de Palestine contre le Hamas et les dirigeants de l'Autorité Palestinienne. Et nous pensons important dans le contexte d'utiliser des formules comme «Egalité et paix entre les peuples d'Israël et de Palestine» par exemple, et ce pour une raison simple. Renforcer le mouvement pour la paix en Israël ne peut que se faire qu'en garantissant que nos revendications sont bien la paix, l'égalité, le bien-être tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. Certaines fractions du nationalisme arabe, des islamistes et même des gauchistes, ne visent pas cet objectif mais revendiquent, plus ou moins ouvertement, dans le pire des cas de chasser la population juive israélienne.

Et nous avons pu constater, que notre position, complètement opposée aux appels à la guerre ou à la haine des différents camps en présence, a été appréciée par de nombreuses personnes. Nos informations sur le mouvement pour la paix en Israël ont été très largement reprises, dans un petit milieu d'extrême gauche, mais aussi, et c'est ce qui nous semble le plus important, par des êtres humains pas forcément très politisés. Mettre l'humanité au cœur de notre politique touche plus que d'illisibles déclarations rédigées pour un petit milieu de convaincus.

- Initiative communiste ouvrière

Points de vue anarchistes sur l'antisionisme et l'antisémitisme

Deux lecteurs anarchistes nous ont envoyé une série de références sur le Net suite à notre article sur les sources de l'antisémitisme de gauche qu'ils trouvent très injuste vis-à-vis des anarchistes. Nous en reproduisons donc volontiers quelques-uns dans ce numéro pour que nos lecteurs et lectrices puissent juger si vraiment les anarchistes français sont sévères vis-à-vis de l'antisémitisme dans leurs propres rangs (à ce propos nous ne pouvons que recommander la lecture de «Quand Michel rime avec Quenelle» – *Ni patrie ni frontières* n° 42-43 – sur un supplément du *Monde libertaire*, organe de la Fédération anarchiste qui fut finalement retiré de la circulation en mars 2014 et notre petit billet d'humeur sur l'OCL de Strasbourg dans ce numéro, p. 219).

Mais, à part **un** article de Pierre Sommermeyer qui prend le taureau par les cornes, et **un** article paru en juillet 2014 dans *Le Monde libertaire*¹ (enfin !) les textes de la CGA, d'IRL et d'un «anarchiste de la minorité

¹ Pour être cohérente avec ce point de vue antiraciste au sens le plus large, la Fédération anarchiste devrait cesser d'inviter au Salon du livre libertaire l'Union des athées, groupuscule qui soutint en 2010 l'initiative de l'apéro saucisson-pinard de Riposte laïque et des Identitaires (Cf. «Les 22

nationale juive» reproduits dans les pages suivantes s'attaquent certes à l'antisémitisme, **mais pas à l'antisémitisme de gauche, d'extrême gauche ou libertaire**, comme s'il n'existait pas et n'avait jamais existé. Ces articles restent au niveau de l'incantation, des généralités qui ne fâchent personne et ne se penchent absolument pas sur les raisons spécifiques pour lesquelles l'antisémitisme pourrait sévir dans des organisations anarchistes. L'antisémitisme est pour ces camarades un facteur exogène, totalement extérieur aux traditions du mouvement ouvrier français ou international, totalement extérieur au corpus théorique des pères fondateurs de l'anarchisme. Il est évident qu'avec de tels présupposés, aucune discussion n'est nécessaire. Elle n'est même pas souhaitable, raison pour laquelle le texte «Sur les sources de l'antisémitisme de gauche» a été refusé par un site et par une liste d'information anarchistes auxquels il avait été envoyé.

A ce choix proposé par nos lecteurs ont été ajoutés trois textes de Non Fides et un d'«antifascistes anarchistes autonomes», qui sont, eux, très clairs sur les tares du mouvement anarchiste et de l'extrême gauche.

Ni patrie ni frontières

salopards de l'apéro saucisson pinard» publié dans *Ni patrie ni frontières* n° 33/34/35, novembre 2010).

***Pourquoi nous ne les
soutiendrons jamais :
le Hezbollah, le Hamas
ou tout autre groupe armé
dit de «résistance
anti-impérialiste»***

Mercredi 10 septembre 2008

Littéralement le Parti de Dieu (Hizb Allah), le Hezbollah se décline en deux silhouettes, une branche civile qui peut être comparée à un parti politique, et une branche armée, sa nature première. Il fut créé lors de l'invasion israélienne du Liban en 1982, d'emblée financé par l'Iran et la Syrie qui resteront jusqu'à aujourd'hui ses principales sources de financement avec entre autres, le commerce de diamants, le racket et autres sources de financement occultes comme le trafic international de drogue (notamment avec des filières démantelées en juin 2005 au Brésil et en Équateur). La branche armée du mouvement politique chiite libanais serait aujourd'hui plus puissante que l'armée nationale libanaise.

De plus, le parti joue un rôle social important au Liban. Il y est le premier employeur, il a aussi permis la création d'hôpitaux, d'orphelinats, d'écoles, de soupes populaires et autres services rendus à la population en échange d'une adhésion idéologique au national-islamisme du parti. Seulement le Hezbollah n'est pas un mouvement social implanté localement et attirant la sympathie puisque son traitement des civils passe aussi parfois par leur utilisation en bouclier humain, provoquant la mort de nombreux Libanais civils. Pourtant le Hezbollah, par ses faits d'armes contre l'armée israélienne, s'attire la sympathie de nombreuses puissances politiques arabo-musulmanes, mais aussi de nombreuses organisations d'extrême gauche, ou d'extrême droite notamment en France. C'est aussi le cas du Hamas, acronyme partiel de harakat almuqâwama al'islâmiya («Mouvement de résistance islamique») mouvement islamiste palestinien sunnite important dont les attaques de sa branche armée, tout comme le Hezbollah, visent indistinctement civils et militaires israéliens.

Comment la majorité de l'extrême gauche et une partie du mouvement libertaire peut-elle se solidariser avec ces partis totalitaires et ultrareligieux ? Cette solidarité, c'est «l'anti-impérialisme des imbéciles» [1]. Un altermondialisme qui dérive et dérape. Qui dérape lorsque son antisionisme se mue en un antisémitisme, somme toute, assez classique dans l'histoire de la gauche. Qui dérive lorsque ses prémisses sont invalides. En effet, pour ces gens, «les ennemis de mes ennemis sont mes amis». La politique déplorable du commandement israélien les pousse à soutenir toute forme de contestation de cette politique belliqueuse, et ce quitte à opérer des alliances avec l'islam politique, les ultrareligieux, les nationalistes arabes et l'extrême droite parfois néonazie. Quand les guchards rencontrent les gauchistes...

Daniel Bensaïd, maître à penser et théoricien de la LCR, estime par exemple que «Tariq Ramadan peut être (ou devenir) un théologien altermondialiste. Il peut constituer un allié de circonstance dans les combats contre l'uniformisation marchande et la misère du monde» [2]. Ramadan, fervent défenseur de l'Iran, du Hezbollah, du Hamas, de la femme au foyer, de l'excision et de la charia. C'est la déliquescence théorique qui pousse cette extrême gauche contestataire (mais institutionnelle) à se jeter dans les bras des premiers fascistes verts venus sous le simple prétexte de combattre un ennemi commun, ou parce que cet «islam de libération» revêt parfois la dalmatique rouge. L'Islam, qui signifie soumission, peut-il être de libération ? Aucune religion ne peut prétendre libérer, nous connaissons l'Histoire.

Cette partouze idéologique a trouvé son catalyseur avec le conflit israélo-palestinien. On peut aisément s'étonner de l'aura de ce conflit qui, malgré sa durée, reste d'un point de vue strictement géopolitique un conflit de faible intensité avec une population concernée bien plus faible que dans nombreuses autres guerres qui elles, ne semblent pas agiter autant de verve... Darfour, Somalie, Kenya, Kashmir, Thaïlande, Timor, Tchétchénie, Afghanistan, Népal, Sri Lanka, Tchad, etc.. Comment ce pays qui compte moins d'habitants que la ville de Paris peut-il prendre une telle importance symbolique dans la rhétorique fatigante de ces anti-impérialistes ?

Pourquoi sont-ils si discrets sur les conflits qui ne concernent ni Israël, ni les États-Unis ? Comme le fait remarquer Yves Coleman dans la revue *Ni patrie ni frontières*, «On se rappellera [...] que les altermondialistes et les «gauchistes» ne connaissent dans le monde qu'une seule «théocratie», Israël ; qu'ils ignorent complètement la théocratie iranienne ; qu'on ne les entend presque jamais dénoncer les théocraties des pétromonarchies – sauf pour leurs liens avec les États-Unis – et qu'ils furent très discrets quand les talibans étaient au pouvoir en Afghanistan». Les innombrables appels au boycott du salon du livre 2008 consacré à la littérature israélienne en sont

la preuve. La Russie était l'invitée du salon du livre 2005. Il n'y a pas eu du tout de tapage, et pourtant ! La Tchétchénie, les meurtres politiques, les arrestations d'opposants... mais, chut ! ce n'est pas l'axe américano-sioniste.

La solidarité et la dénonciation se font à la tête du client, le juif étant le client le plus indésirable pour ces «anti-impérialistes» adeptes des séculaires théories du complot juif et de la plus récente théorie du complot américano-sioniste. Ces organisations s'attachent à dénoncer avec raison le terrorisme d'Etat israélien et sa violence envers les populations civiles arabes israéliennes, palestiniennes et libanaises et omettent (sans aucune innocence) de déplorer les victimes juives et arabes des tirs de kassam à Sderoth (par exemple).

L'on voit bien rarement (entendre par là, «jamais»), de la part de ces mêmes organisations, de condamnation de l'instrumentalisation des populations civiles réifiées en boucliers humains, de l'intégrisme islamiste du Hezbollah et du Hamas, de l'oppression radicale des femmes et des homosexuels, du concept de guerre sainte, etc. Fait pour le moins étonnant de la part d'athées, de libertaires ou de marxistes. Cette soudaine tolérance de l'extrémisme religieux, en contradiction totale avec les slogans officiels de façade, montre bien la validité et la cohérence de ces organisations et nous rappelle à quel point, hormis la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche représentent tout ce que nous détestons le plus.

La gauche de la gauche montre en effet de nos jours une résurgence inquiétante de l'antisémitisme. Mais pas cet antisémitisme très minoritaire et marginalisé par le reste du mouvement qu'étaient par exemple les révisionnistes d'ultragauche des années 70 [3]. Il s'agit cette fois d'un antisémitisme latent (mais bien présent), pas assumé (pas assumable ?) et cette fois majoritaire dans de nombreuses fractions de ce mouvement sous couvert d'antifascisme.

La majorité des militants LCR soutiennent ouvertement le Hamas. Les Indigènes de la République, qui luttent «sur des bases de races» soutiennent publiquement la Tribu Ka [4] et son leader Kemi Séba qui remplaça le banal slogan «black, blanc beur» par «Kémites, Aryens, Palestiniens». Indymedia voit de plus en plus pulluler la prose d'antisémites de gauche. On a pu apprendre par exemple que Carla Bruni était une agent du Mossad [5], que la justice était contrôlée par la franc-maçonnerie juive, ainsi que les médias, que les végétaliens étaient des sionistes puisque la vie d'une poule vaudrait plus pour eux que la vie d'un enfant palestinien. J'en passe et des meilleures.

Le «complot sioniste» devient l'explication unilatérale du capitalisme [6] et la tolérance pour un antisémitisme qui se cache de moins en moins sous le masque de la solidarité avec la Palestine, devient légion. Comment des personnes qui se disent antifascistes peuvent-elles défiler

côte à côte avec ces fachos au lieu de les virer hors manif comme ils feraient (prétendument...) avec des néonazis ?

Cette extrême gauche confusionniste qui mêle pêle-mêle la solidarité anti-impérialiste anti-israélienne, les théories du complot sur le 11 septembre 2001, la défense inconditionnelle des luttes de libération nationale, toute forme de nationalisme de gauche, le soutien aux FARC, à Chavez, Ahmadinedjad, Castro et autres dictateurs et dictatures rouges-vertes-brunes et qui se ballade en keffieh et t-shirt Che Guevara ou EZLN de rigueur, qui ne vit que sur son propre folklore, qui aime les dieux et les maîtres, qui sert de passerelle et de cheval de Troie à l'extrême droite dans l'extrême gauche, qu'elle crève ! Et vite !

Extrait de Non Fides n° 2

NOTES

[1] Selon la formule d'Eric Krebbers dans *De Fabel van de illegaal*, trimestriel néerlandais.

[2] Fragments mécréants. Mythes identitaires et république imaginaire, 2005.

[3] Cf. par exemple «La Vielle Taupe» qui devient clairement antisémite en 1979 lorsque Pierre Guillaume republie un livre du négationniste Paul Rassinier

[4] «Kemi Seba a été condamné comme noir, et, à travers lui, c'est nous tous, Noirs, Arabes et musulmans, qui avons été condamnés.» La tribu Ka organisait régulièrement des réunions interdites aux Blancs (les «Leucodermes»), aux Juifs (les «Hyksos») et aux Arabes. Ils souhaitent la séparation Noirs/Blancs et accusent les Juifs d'avoir perpétré la traite des Noirs.

[5] Quand une cible traditionnelle du conspirationnisme en rencontre une autre, Juifs et services secrets.

[6] Cf. le vieux mythe du capitalisme rothschildien ancré à la gauche française

Le théorème parfait de la guerre civile

Communiqué suite à la publication de l'article «Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais» sur divers sites ennemis.

samedi 13 septembre 2008

Suite à la publication sur notre site du texte *Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais* extrait de Non Fides n° 2, nous avons eu affaire à de nombreuses péripéties plus ou moins graves à notre sens... Ce ne sont pas tant les insultes de ceux que nous critiquons dans l'article qui ont pu nous déstabiliser. En effet, nous nous y attendions. De plus le texte a permis des discussions intéressantes avec certaines de ces personnes. Avec malgré tout un campement sur ses positions de chacune des parties mais aussi une amorce de débat où chacun (nous y compris) a pu nuancer ses propos. Bref, un débat constructif d'idées conflictuelles, ce pourquoi – entre autres raisons – nous publions notre journal et animons notre site. Ce qui a pu réellement nous foutre en rogne c'est la complaisance qu'ont pu exprimer pour cet article précis une mouvance politique que nous abhorrons profondément, la frange ultra sioniste et ses relents identitaires dont les sites «desinfos.com», «juif.org» et le site de la «Ligue de Défense Juive» ont publié *Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais*. Car comme nous l'écrivions dans notre article, il n'y a rien que nous ne détestons plus que la droite et l'extrême droite. Mais ça aussi, on aurait pu s'y attendre.

«Les ennemis de mes ennemis, sont mes amis»

Ce dicton merdique est l'apanage de ceux pour qui la fin justifie les moyens, mais aussi de ceux pour qui la confusion politique n'est pas un problème, mais une arme. Elle est souvent le meilleur moyen pour ces gens-là de propager leur virus.

«Les amis de mes amis sont mes amis

Les amis de mes ennemis sont mes ennemis

Les ennemis de mes amis sont mes ennemis

Les ennemis de mes ennemis sont mes amis.»

Voici le théorème parfait de la guerre civile. Voici la pensée qui meut le M.D.I (mouvement raciste noir) de Kémi Seba à s'associer à Nomad88 (milice raciste blanche). De même pour Dieudonné et Jean Marie Le Pen. De même pour la raclure soraliennne (cf. Alain Soral, petit penseur blanc hétéro stéroïdé) qui n'hésite pas en dépit de tout bon sens (ce qui caractérise fidèlement le confusionnisme) à associer dans ses affiches les

figures de dictateurs sanguinaires gauchistes et de dictateurs sanguinaires fascistes en se revendiquant de tous à la fois... L'extrême droite a choisi comme nouveau moyen de lutte la confusion, adaptons-nous à la nouveauté. La lutte contre l'extrême droite doit dorénavant s'équiper d'un nouvel atout essentiel, celui de l'anti-confusionnisme.

La lutte antifasciste «de rue», souvent le symptôme d'une mythomanie accrue des nouvelles générations se revendiquant des «chasseurs de skins» des années 80 doit rester à sa place, c'est-à-dire pour l'instant, dans l'aveu d'impuissance généralisé qui est le nôtre. Par contre, là où nous surpassons largement l'ennemi droitiste, c'est sur le terrain des idées et de la démonstration de rigueur en termes de pensée. Car même le plus habile des théoriciens fachos ne pourra jamais esquiver bien longtemps les contradictions inhérentes aux discours racistes, nationalistes, traditionalistes ou identitaires. Ce sont d'ailleurs ces lacunes qui les poussent à user de la confusion pour conquérir de nouveaux terrains inexplorés jusqu'alors par leurs ancêtres politiques.

Le mouvement dit antifasciste devrait cesser de montrer ses muscles (même s'il en avait...) et lutter plus qu'il ne le fait déjà sur le terrain des idées. Avant de se fantasmer guérillero apache, il faudrait peut-être se souvenir que l'un des principes maîtres de la guérilla est l'adaptation aux armes de l'ennemi. Adaptation qui nécessite au préalable une remise en question des pratiques et des techniques de luttes. Nous sommes de tout cœur avec ceux qui vont dans ce sens dans le mouvement dit antifasciste, et ce malgré de nombreuses divergences qui ne seront (a priori) jamais assez fortes pour empêcher un front commun contre ces mouvements minoritaires d'extrême droite. Qu'ils soient juifs, musulmans, catholiques, noirs, néonazis ou fascistes. Que les choses soient claires.

Toujours pour que les choses soient claires, revenons à nos moutons. Que les pro-israéliens de tout genre sachent que notre rejet des discours pro-palestiniens ne fait pas de nous vos amis car nous combattons tout autant les discours pro-israéliens. L'oppression des Arabes israéliens, des Palestiniens et des Libanais est le fait de ceux que vous mettez à la tête de vos États que nous comptons bien démanteler un par un en commençant par vos prisons, vos temples et votre économie.

Pour un monde sans États, ni frontières, ni patries ni nations. Un monde sans Tsahal, sans Hamas, sans armée ni milice. Deux États, c'est toujours deux États de trop.

Rédigé dans l'urgence par le **collectif Non Fides**

***Avec les opprimés
toujours !
Avec les antisémites
et les confusionnistes
jamais !***

Ce texte est né de la volonté d'établir un positionnement politique sur l'antisémitisme au sein de l'antifascisme. Il s'agit pour nous d'apporter des clarifications idéologiques face à ce qui nous semble être des erreurs stratégiques et politiques, qui alimentent une confusion malsaine et des proximités avec nos ennemis.

Nous nous sentons contraints à produire ce texte, mais nous ne considérons absolument pas qu'il constitue le centre du débat dans la situation actuelle. Nous pensons qu'il est nécessaire d'en parler, cela permettant de réduire l'espace pris par les antisémites, sous le couvert politiquement correct d'antisémitisme.

Il est important pour nous de préciser qu'en tant que militants anticapitalistes et antifascistes radicaux nous sommes contre toutes les frontières, tous les Etats et souhaitons leur disparition et que, dans la guerre sociale en cours, nous refusons toute compromission avec l'ennemi quel que soit le sujet concerné et le visage arboré par celui-ci. Nous sommes opposés à l'extrême droite, au pouvoir en Israël et à sa politique coloniale, comme dans toute autre région/pays du monde.

Rappel des faits

Lors de la manifestation du 9 février contre le fascisme et l'antisémitisme à Paris est apparue une banderole «*Contre le sionisme et le fascisme*» (2). Le 22 février, à Toulouse, le groupuscule marxiste-léniniste OCML-VP a expulsé la représentante locale du CRIF de la manifestation contre l'antisémitisme, organisée suite à des tags qui proclamaient entre autres «*CRIF A MORT*». Le communiqué suivant cette expulsion*(1) indiquait que le CRIF n'avait pas sa place dans les manifestations contre l'antisémitisme, «*Ni à Toulouse ni ailleurs*». Le 9 mai, à Paris, la banderole «*Contre le sionisme et le fascisme*» était une nouvelle fois brandie. Le 15 mai 2014, le CAPAB, Génération Palestine, l'UJFP et Paris 8 Palestine organisaient à Paris 8 une projection-débat sur le thème : «*Extrême droite et sionisme, une alliance contre nature ?*» (2).

Nos positions

Le sionisme peut être perçu de différentes manières et il serait trop long de toutes les énumérer, ce qui n'est pas l'objet de ce texte. Quoi qu'il en soit, il peut être défini sommairement comme une volonté politique de créer un territoire sur lequel vivrait le peuple juif.

Il est pour nous inconcevable de souhaiter la disparition d'un État en particulier (ici l'État d'Israël) en faveur d'un autre (ici l'État palestinien) ou de refuser le droit à certains individus d'habiter et de circuler sur un territoire donné à cause de leur origine ou de leur religion. Nous avons des principes d'égalité, de droit à l'autodétermination, de liberté de circulation et d'installation, nous tenons à souligner que si un droit s'applique à l'un, il s'applique à tous.

Il nous semble également inconcevable de considérer sur un pied d'égalité le fascisme et le droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Par ailleurs tout comme il peut exister plusieurs écologies politiques il n'existe pas UN sionisme mais DES sionismes allant de l'extrême droite nationaliste et/ou religieuse, à l'extrême gauche marxiste voire libertaire. La question de la forme qu'a prise l'État d'Israël ou de sa politique ne peut donc pas être réduite au fait qu'il soit le fruit du sionisme tant les courants politiques qui y prennent part sont variés et parfois complètement opposés. De plus, réduire la société israélienne au seul fait sioniste est un terrain dangereux, car c'est nier qu'elle puisse être traversée par des contradictions (sionistes anti-colons et colons antisionistes par exemple), c'est nier que la lutte de classe la traverse aussi, en faisant des habitants d'Israël une sorte de bloc monolithique, un peuple-classe.

Se définir comme étant «antisioniste», c'est donc se définir contre le droit des juifs à habiter ensemble un lieu, en l'occurrence il s'agit d'être contre l'existence d'Israël et de ses habitants.

Israël mène actuellement et depuis trop longtemps une politique coloniale hors de ses frontières, politique à laquelle nous sommes fermement opposés. Cependant ce type de politique a été mené par beaucoup d'autres États, comme la France, et l'est également actuellement par la Chine au Tibet, ou la Russie en Tchétchénie, et le fait est qu'avant celui-ci, aucun conflit de type anticolonial n'a nécessité la disparition de l'État colonisateur. De même, actuellement, dans les autres conflits anticoloniaux, les colonisés réclament légitimement leurs droits à disposer d'eux-mêmes, pas la disparition du pays d'origine de leurs oppresseurs. (Les Tibétains ne souhaitent pas la disparition de la Chine ni les Basques celle de l'Espagne et de la France.)

Se définir comme «antisioniste» constitue pour nous, de la part d'antifascistes, une mise en contradiction avec les idées et les valeurs qu'ils

défendent et une erreur stratégique majeure due à des erreurs d'interprétation et de vocabulaire politique, ainsi qu'à une désinformation orchestrée à ce sujet par des individus refusant tout débat sur la question et accusant tout contradicteur de compromission avec Israël, le Mossad, ou le «lobby sioniste».

Ce qui nous préoccupe réside dans les proximités malsaines auxquelles cette bêtise peu utile «antisioniste» (appelons les choses par leur nom) mène nos camarades. Car rappelons-le, l'antisionisme est avant tout ce qui sert de masque et de fond de commerce à une large partie de l'extrême droite antisémite.

Antifascistes Anarchistes Autonomes

(1) <http://www.vppartisan.org/article1200.html>

(2) <https://www.facebook.com/148552771986765/photos/a.151853658323343.1073741830.148552771986765/292088370966537/?type=1&theater>

Antisémitisme, antisionisme et révolution

La polémique enfle. C'est au tour d'un théologien musulman d'être taxé d'antisémitisme. Est-ce à tort ou à raison ? Ce n'est pas notre combat. Ce n'est pas notre dispute. Avant de l'accuser d'être antisémite, nous lui reprocherions d'être théologien. Nous, anarchistes et libertaires, n'avons rien à faire dans un débat qui oppose le plus souvent de manière ouverte ou cachée des partisans d'une vérité révélée, qu'elle soit chrétienne, juive ou musulmane.

Laïcité en danger pour les uns ou respect des croyances religieuses pour les autres, le port du voile ne nous laisse pas indifférents. Même si nous reconnaissons l'expression d'un désir identitaire face au rouleau compresseur de la marchandise, nous devons dire clairement que les raisons exprimées pour justifier le port du foulard, de la kippa ou des différentes croix, nous apparaissent comme des signes extérieurs d'aliénation et, donc, expriment le refus de considérer l'humain comme seul acteur de sa libération.

Pourtant, la question de l'antisémitisme ne peut être réglée en renvoyant dos à dos les adeptes des religions révélées. On assiste en France, depuis quelques années, à une sorte d'exorcisation de l'antisémitisme populaire.

Nous devrions reconnaître que l'expression, par les jeunes beurs des quartiers en difficulté, d'un antisémitisme plus ou moins larvé tombe à pic pour permettre à la France éternelle de se laver d'un quelconque soupçon d'inimitié envers les juifs. Notre bonne société française n'a pas de leçon à donner à ces jeunes gens. C'est bien d'elle que sont sortis ceux qui mirent en accusation Dreyfus ou qui écrivirent dans *Je suis partout*. Drieu La Rochelle n'est pas un nom arabe que je sache, le prénom de Papon n'est pas Ali, pas plus que celui de Hitler, d'ailleurs.

Et si, en fait, le reproche que l'on fait à cette jeunesse basanée de ne pas être intégrée était malvenu ? Ne peut-on dire qu'ils se sont tellement intégrés qu'ils ont intériorisé l'antisémitisme latent des couches populaires françaises, qu'ils expriment maintenant sans aucune culpabilité, mus par leur sympathie pour la «cause palestinienne».

Nous devons, nous, anarchistes et libertaires, nous demander les raisons de notre intérêt pour cette affaire. Des situations similaires, où un pays occupe un autre pays contre son gré et provoque la colère et la résistance de ses habitants, il y en a pléthore dans le monde. Nulle part, je n'ai vu de

proclamation de solidarité avec la juste lutte du peuple kashmiri, un peu avec le Tibet, mais rien à propos de la juste lutte des Soudanais noirs et chrétiens contre les Soudanais blancs et musulmans. La Tchétchénie remue bien les consciences, mais rien de comparable avec les poussées de fièvre qui nous embrasent quand on évoque le conflit palestinien. Tout près de chez nous, des luttes ont lieu entre un pouvoir militaire surpuissant et des conseils de tribus qui refusent de se laisser liquider, cela devrait intéresser les anars que nous sommes : solidarité avec les aarchs ! (1) De l'autre côté de la Méditerranée, des hommes et des femmes s'organisent et résistent, et cela ne semble pas nous intéresser. Mais ce qui se passe en Palestine-Israël nous obsède. Pourquoi ?

La grande spécificité de la lutte palestinienne est qu'elle se proclame «révolutionnaire». Les principaux leaders laïques ont bien intégré le catéchisme marxiste-léniniste. Ils ont compris qu'en brandissant une kalachnikov et en criant : «Révolution», ils allaient s'attirer l'amitié des gens de gauche. Ils ont proclamé «la juste lutte du peuple palestinien» comme ils l'ont fait de celle du peuple irlandais, du peuple basque ou corse. Partout ils ont parlé à la place de ce «peuple» contre le peuple d'en face. Pourquoi devrions-nous être plus solidaires des Palestiniens que nous ne le fûmes des Algériens ? Nous avons alors compris qu'une lutte sans merci opposait deux factions nationalistes, et nous penchions, pour certains d'entre nous, un peu plus vers la plus faible qui se fit liquider. Très peu d'anarchistes refusèrent de participer à cette guerre insupportable. Plus tard, si nous fûmes contre la guerre du Vietnam, nous refusâmes d'être solidaires des Vietcongs. Nous savions d'avance ce qui allait se produire.

Là, nous pouvons avancer qu'il n'y avait pas de juifs impliqués dans ces conflits. Derrière notre solidarité avec les combattants palestiniens, y aurait-il un antisémitisme honteux qui n'oserait pas dire son nom, incapables que nous sommes, et pour la même raison, d'exprimer un antisionisme conséquent ?

Il est important d'affirmer que l'anarchisme ne peut en aucun cas être soupçonné d'antisémitisme. Le nombre de juifs ayant joué un rôle déterminant au sein du mouvement est trop important pour qu'un quelconque doute subsiste à ce propos. Que Gustav Landauer, Erich Mühsam, Emma Goldman, Alexandre Berkman, Rudolph Rocker (non juif lui-même mais militant essentiellement dans les milieux juifs) aient porté haut et fort les idéaux libertaires ne laisse pas de poser la question suivante : pourquoi n'ont-ils pas participé au mouvement sioniste qui existait depuis le début du XX^e siècle ? Dans tout le mouvement ouvrier, on trouve des juifs qui refusent l'idée sioniste de règlement de la question juive, au profit d'une lutte pour la liberté humaine. Pour eux, l'édification d'un État ne pouvait pas être la solution au problème juif. Pour d'autres,

pourtant, cet État était un pas vers cette solution. Pendant quelque temps, cette illusion perdura après la Deuxième Guerre mondiale, et particulièrement à travers l'attraction qu'exerçaient les kibboutzim qui purent apparaître à certains comme la continuation des collectivités espagnoles (2).

Mais, avant, survint la tragédie nazie qui se termina sur l'horreur absolue. Les nationaux-socialistes ont voulu régler une fois pour toute la question juive. Ce crime prendra alors le nom de «solution finale». Le silence recouvre tout. Les rescapés optent pour la plupart pour le non-dit. Entre-temps, l'État d'Israël a été créé, utilisant la mauvaise conscience des puissances victorieuses de la guerre. Grâce au travail courageux de ceux que l'on a appelé les «nouveaux historiens israéliens» (3), on sait aujourd'hui que les événements qui ont précédé et accompagné cette création sont à l'origine de la boucherie qui a lieu en ce moment. À partir des guerres israélo-arabes, et spécialement celle des Six Jours qui montre la fragilité d'Israël, un sursaut identitaire a lieu au sein des communautés juives d'Europe et en Israël. Il devient alors difficile d'apparaître comme antisioniste sans être traité d'antisémite. La «solution finale» change de nom et devient l'«holocauste». Glissement symbolique, car ce terme se rapporte à un type de sacrifice religieux où tout est brûlé, alors que dans un sacrifice classique seules sont brûlées soit des prémices de récolte ou des parties d'animaux, le reste étant laissé aux prêtres. Ce changement d'appellation permet à la fois de sortir la liquidation des juifs de l'histoire humaine, en la chargeant d'une dimension mystique et de l'utiliser comme justification ultime de l'action du gouvernement en place, travailliste ou bien Likoud. Idith Zertal, historienne israélienne, va même jusqu'à dire (4) que les *«créateurs de cette mémoire (la Shoah) étaient des politiques, des idéologues qui n'ont pas subi personnellement la solution finale nazie. C'est là que commence le processus de la dévaluation et de l'instrumentalisation de la Shoah en Israël»*.

Cela rend évidemment toute critique difficile, et ça amène une population juive en Israël à se vivre comme une victime potentielle permanente, et empêche de se voir en tant que bourreau.

C'est ce que dit cette historienne : «Nous nous tenons pour des victimes innocentes à tout point de vue, des victimes qui ne partagent aucune part de responsabilité pour ce qui nous arrive.»

Ce que renforce ce propos de l'ancienne dirigeante israélienne Golda Meir : «Nous vous pardonnerons peut-être un jour d'avoir tué nos enfants, mais nous ne vous pardonnerons jamais de nous avoir mis dans la situation de tuer les vôtres (5).»

Mais l'antisionisme ne date pas d'aujourd'hui. Les premiers opposants à cette idée sont parmi les juifs eux-mêmes. Ce furent les rabbins les plus

orthodoxes du début de l'autre siècle qui contestèrent le plus violemment ce projet. Éléments conservateurs si ce n'est réactionnaires, ils ne purent supporter que d'autres qu'eux puissent montrer la voie aux juifs. Se basant sur les textes sacrés, ils dénoncèrent ces choix en ces termes : *«Nous juifs pieux, nous devrions nous garder de suivre ces hommes pécheurs, qui s'efforcent d'opérer une Délivrance artificielle, elle est expressément interdite par la Torah (6).»*

Annette Wieworka rappelle qu'en «1918, en Pologne, folkistes et bundistes sont résolument antisionistes. Ils s'opposent donc, souvent violemment, à l'idée de la création d'un État juif en Palestine, que prônent divers partis de la nébuleuse sioniste. [...]. Le problème que doivent résoudre les sionistes religieux, c'est la conciliation de l'idée du sionisme : le retour en Palestine par des moyens humains, avec la religion pour laquelle il ne peut y avoir, en schématisant, de retour en terre d'Israël qu'après la venue du Messie (7).»

Nous n'avons pas le choix, nous devons dire que les victimes, les opprimés sont de l'autre côté du mur. Que si le fait d'Israël est devenu incontournable, la création d'un État palestinien est le passage obligé aujourd'hui pour sortir de cette folie meurtrière. Mais cet État n'est pas notre combat. Nous ne pouvons en aucun cas et de quelque façon que ce soit prendre le parti de ceux qui envoient leurs enfants chargés d'explosifs tuer les enfants et les autres d'en face. Pas plus dans cette guerre que dans une autre plus «officielle» (sic).

Nous sommes solidaires de ceux qui maintiennent au péril de leur vie le pont ouvert entre les deux entités. Qu'ils soient des civils ou des militaires refuzniks, ils refusent de voir dans leur vis-à-vis une cible potentielle. Ils sont devenus la plupart du temps les premiers ennemis de leur camp. Ils sont des traîtres mais ils portent la vie (8).

Le terrorisme porte en lui une conception politique de l'organisation sociale que nous récusons totalement. Cette conception du «tous coupables» ne peut que nous révolter. Ceux qui sont à l'origine de ces actes sont pour la plupart des croyants, du même type que ceux qui tiennent les colonies. Les religieux juifs et musulmans mènent le même combat : faire tout ce qu'il faut pour rendre l'assimilation impossible. Leur peur est que Yasser puisse faire l'amour avec Esther et Moshe avec Leila ou Yasser avec Moshe et Leila avec Esther. Alors que nous nous battons pour cela.

Pierre Liebrecht

NOTES

1. On pourra trouver beaucoup d'informations sur les «aarchs» sur Internet.
2. Cf. l'article déterminant de Sylvain Boulouque : «Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël» (reproduit dans la compil' n° 1 de *Ni patrie ni frontières*).
3. Simha Flapan, Tom Segev, Avi Schlaïm, Ilan Pappé et Benny Morris.
4. Idith Zertal, Interview, *Libération*, 21 septembre 2003.
5. Citée par Jean Daniel : extraits de *La Prison juive* dans *le Nouvel Observateur*, 30 octobre-5 novembre 2003.
6. Rabbin Nathan Schapira in *L'Opinion des rabbins sur le sionisme*, Varsovie, 1902. Cité dans *Judaïsme contre sionisme*, Emmanuel Lévyne, Éditions Cujas, Paris, 1969.
7. Annette Wiewiorka : «Les Juifs de Varsovie à la veille de la Seconde Guerre mondiale» (1994) in *Les Cahiers de la Shoah*, n° 1, 1994.
8. Sites web israélo-palestiniens pour la paix sur plusloin.org

La Shoah

Une réunion, à l'appel d'un groupe de Juifs antisionistes et des Indigènes de la République, a été annoncée par voie de mails, à Paris, autour de l'idée de la mémoire des massacres de masse. En soi, rien de bien exceptionnel même si l'on ne peut que déplorer le peu de place que tiennent ces événements dans la mémoire collective. L'histoire humaine est «riche» de ces faits tragiques depuis bien des siècles, si ce n'est des millénaires. Cependant, dans le cas présent, il s'agit de tout autre chose. Il y a là une démarche politique cachée, il s'agit de requalifier ce que l'on appelle aujourd'hui la Shoah.

Les massacres de masse

Le nombre de villes passées au fil de l'épée dans l'Antiquité ne se compte pas. La Bible elle-même en énumère quelques-unes. Gengis Khan puis Tamerlan, du XIII^e au XIV^e siècle, enseignèrent la valeur du massacre comme moyen efficace de conquête. Aujourd'hui, certains démographes estiment la population précolombienne des Amériques à environ 150 millions de personnes. La brutalité meurtrière des conquérants européens jointe aux germes de maladies qu'ils transportaient avec eux sont à l'origine d'un ethnocide sans commune mesure jusqu'à nos jours. La campagne du Palatinat menée par Louis XIV est encore gravée dans les mémoires locales. Le roi des Belges était propriétaire d'un territoire dont la superficie était sans commune mesure avec son royaume. Il s'agit du Congo belge, pays que l'on appelle aujourd'hui République démocratique du Congo. Il n'a toujours pas été possible d'évaluer exactement le nombre de millions de personnes que les colonisateurs ont fait passer de vie à trépas afin de mettre la main sur les richesses locales avec la bénédiction, comme dans bien des endroits, de l'Eglise catholique. Pensons aussi un moment à ces Australiens qui se rangèrent sur une ligne et traversèrent la Tasmanie en tuant systématiquement tous les Aborigènes qu'ils rencontrèrent. On pourrait de même évoquer les massacres de Sétif, en Algérie, en 1945, comme ceux de Madagascar, un peu plus tard, aussi terribles les uns que les autres, avec le même but empêcher que des esclaves de fait puissent réclamer leur indépendance. On pourrait aussi parler des exécutions à la chaîne exécutées sur ordre de Staline, les exécuteurs soumis à des quotas, demandant des autorisations de dépassement. Il ne faudrait pas oublier les famines causées par l'impéritie criminelle des gouvernants, comme en Russie soviétique ou en Chine. Plus près de nous, il y eut les génocides du Cambodge et du Rwanda, ceux de l'ex-Yougoslavie, et probablement j'en

oublie. Parmi tous ceux-là, le seul qui continue à poser problème est celui qui porte le nom de Shoah. Pour tous les autres, soit ils ont été oubliés, enfouis dans la mémoire, soit, pour les plus récents, ils ont été confiés à un tribunal international afin que tout un chacun, vous comme moi, puisse dormir en paix.

Une histoire de l'humanité à travers les massacres reste à écrire. Cela changerait de celle des grands hommes, ou plutôt cela les remettrait en perspective. La réunion, citée plus haut, avance que «la hiérarchisation des identités – que ce soit sur des bases raciale, religieuse ou ethnique – est le résultat d'une construction intéressée». En fait, la question qui est posée est celle de savoir si la liquidation des Juifs est un massacre de masse comme un autre ou si elle est spécifique.

Spécificité de la Shoah

Dans un premier temps, il faut avancer, et cela est incontestable, que c'est la seule extermination qui ait un antécédent idéologique plus que bimillénaire. Ce massacre de masse n'aurait pas eu lieu sans la préexistence de l'antisémitisme. Ce dernier est pratiquement contemporain de la constitution en entité religieuse organisée du peuple juif, au III^e siècle avant notre ère. Cet antisémitisme antique a été prolongé par le christianisme au cours des siècles suivants. Régulièrement, les Juifs ont été accusés de tous les maux. Les pogroms ont marqué leur histoire de façon continue. Les Croisades ont été l'occasion de purifier certaines villes de cette «engeance». Dans les pays slaves, les pogroms ont rythmé l'histoire officielle. Nulle part une telle haine n'a poursuivi pendant aussi longtemps une population donnée, et dans autant de pays différents, de l'Espagne à la Russie. Le Juif est partout et encore aujourd'hui, indépendamment de l'affaire israélo-palestinienne, sujet au moins de méfiance si ce n'est de défiance.

Dans un deuxième temps, il faut rappeler que parallèlement à la Shoah, l'extermination a aussi concerné les homosexuels, les Tsiganes et les arriérés mentaux. Autant les défenseurs de son historicité que ses contempteurs ont tendance à oublier cela, parce qu'au fond cela ne cadre pas avec les arrière-pensées des uns et des autres. La présence dans ce massacre de ces trois catégories spécifiques est l'illustration de l'exécution de l'idéologie raciale nazie. Il faudrait là, se replonger dans la conception du monde du national-socialisme.

En cela la Shoah est unique, elle est à la fois la toile de fond et le résultat de la conception d'une société basée sur la supériorité d'une race. Nulle part, dans aucun massacre, une telle folie n'a été à l'œuvre. Si en Afrique du Sud, au temps de l'apartheid, comme en Amérique du Nord au temps de l'esclavage, les Noirs étaient considérés comme inférieurs, ceux qui les opprimaient ne se considéraient pas comme une race de seigneurs, l'instauration d'un Reich de mille ans leur était étrangère, sauf pour une

minorité des tenants de l'apartheid dont on sait les liens avec les nazis. De même la «dispute» de la Renaissance qui tendait à savoir si les peuples conquis, les Indiens d'Amérique, avaient ou non une âme avait pour finalité d'une part la possibilité de leur salut à la sauce chrétienne ou celle de leur exploitation sans scrupule par un capitalisme mondialisé naissant.

L'autre spécificité de la Shoah est son exécution. La mise en pratique de cette idéologie raciale doit être rappelée. Elle débute avec les lois de Nuremberg édictées dès 1935. Cette situation «légale» va rencontrer une situation concrète dès le début de la guerre en Pologne puis en Russie. Les troupes allemandes dans leur avancée foudroyante vont se retrouver avec des pans entiers de villes où elles auront rassemblé dans des conditions effroyables des Juifs raflés sur place ou dans les campagnes. La logique va alors faire son œuvre. L'immobilisation de forces armées, nécessaires par ailleurs au front de l'Est, jointe à cette idéologie raciale, va amener les décideurs à élaborer et mettre en place la solution finale permettant la création d'une race supérieure. A partir de ce moment-là, c'est-à-dire le 20 janvier 1942, lors de la conférence de Wannsee, il suffisait d'utiliser les moyens industriels déjà existants et de rationaliser à l'extrême le massacre qui avait déjà commencé sous des formes artisanales.

Enfin l'espèce de fétichisme qui entoure cette histoire dramatique tient aussi au fait que les juifs religieux se sont trouvés incapables de donner une explication, cohérente avec leur croyance, à cette volonté de les faire disparaître. Aux questions qu'ils se posent comme «Y a-t-il eu colère de Dieu ?» les réponses apportées sont invraisemblables. S'il y a eu «colère de Dieu», cela revient à exonérer les auteurs de ce crime de toute responsabilité objective, ces derniers n'ayant été eux-mêmes que le bras armé d'un Dieu vengeur. Avec cette dernière raison comme justification ultime, on resterait dans le mystère et cela ferait donc de «l'Holocauste» un événement inexplicable. Toute réponse sensée doit alors faire l'impasse sur la question religieuse.

Israël, la Palestine et la Shoah

C'est ici que se trouve le nœud du problème, dans le régime de terreur, d'autoritarisme sans recours que l'État d'Israël impose aux Palestiniens. Bien que la revendication de la création d'un État pour les Juifs soit apparue bien avant la solution finale, moment où dans la mémoire juive n'existait que celle des pogroms qui avaient ponctué pendant des siècles son histoire, il est indéniable que la réalisation de cette revendication est due à la mauvaise conscience des puissances occidentales après la guerre et la découverte des camps de concentration et des chambres à gaz qu'ils contenaient. C'est le premier point. Ensuite arrive le fait que le récit de la Shoah semble être devenu une vérité officielle, qui ne peut être remise en cause et qui peut dans certains pays être à l'origine de lois mémorielles

comme en France avec la loi Gayssot en 1990. Si cette vérité a besoin d'une loi et d'un discours d'État pour être énoncée, c'est peut-être qu'elle n'est pas aussi vraie que cela. C'est dans cette étrange alternative que se sont engouffrés les révisionnistes de tous poils dont le plus célèbre est Faurisson rejoints par d'ultraminoritaires ultragauchistes embarqués dans un discours d'une dialectique folle.

Aujourd'hui, Israël et ses partisans, face aux reproches encourus causés par leur pratique quasi terroriste du maintien de l'ordre en Palestine et à Gaza n'ont plus pour justifier l'injustifiable que le recours systématique à l'excuse de la Shoah. Le président iranien en proférant ses menaces à l'encontre d'Israël alimente cette paranoïa victimaire. La montée en puissance des forces religieuses extrémistes juives produit une idéologie raciste, le Palestinien perdant sa qualité d'homme ou de femme pour devenir une simple menace permanente.

Massacre de masse et Shoah

Dans ce contexte-là, ne pouvant nier la réalité de la solution finale, de nouveaux révisionnistes, mus par leur solidarité avec le peuple palestinien, tentent de défétichiser la Shoah, d'enlever à Israël sa justification victimaire en la considérant comme un massacre comme un autre. Accepter cette démarche c'est refuser que ce qu'ont fait les nazis et leurs alliés est plus qu'un simple massacre. Accepter cette démarche c'est refuser de s'interroger sur ce qui s'est passé pendant ces années terribles. Accepter cette démarche c'est aussi trouver normal que l'humanité passe de massacres en massacres sans jamais s'interroger sur sa propre responsabilité, puisque ce sont toujours les autres qui font cela.

Pierre Sommermeyer

Questionnements sur et autour d'un ouvrage

mardi 21 septembre 2010

«Les assemblées juives sont toujours pleines à craquer – d'hommes, de femmes, d'enfants et de landaus. L'instinct grégaire de ma race lui a permis de survivre à toutes les horreurs qu'elle a pu endurer. Par ailleurs, qu'advierait-il du progrès si les juifs n'étaient pas là ?»

Emma Goldman, «*The Joy of Touring*», *Mother Earth*, vol. 3, 1906, cité dans M. Houle Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec*, Montréal, Lux, 2008, p. 62

DANS les années qui précèdent la Grande Guerre, les anarchistes juifs formèrent, à Montréal comme à Londres, le gros des groupes libertaires. En témoignent les écrits d'Emma Goldman et de Rudolf Rocker.

Chevauchant les sphères du politique, du culturel, du religieux et de l'ethnique, la conjonction de ces deux termes – anarchiste et juif – ne va pas, on l'imagine, sans poser question. De qui parle-t-on, en fait : des juifs anarchistes ou des anarchistes d'origine juive ? On peut constater qu'il n'existe plus, aujourd'hui, de groupes se réclamant à la fois de ces deux dimensions. En Israël, par exemple, lesdits «Anarchistes contre le mur» ne le sont que par défaut. Désignés ainsi par les médias dans un but évident de les discréditer, ces militants radicalement engagés contre ce mur ont accepté le qualificatif sans vraiment savoir, semble-t-il, ce qu'il recouvrait. En ce sens, on ne peut que saluer la publication en français des actes du colloque «Anarchistes et juifs» tenu à Venise en mai 2000 -- même amputés des témoignages relatifs à la «double identité».

J'avoue d'emblée que la lecture de ce livre a provoqué en moi un certain nombre de questionnements à propos des liens existant entre anarchisme et judaïsme, et donc entre politique, culture, religion et ethnie [1]. Pourquoi ? Certainement parce que je suis personnellement – et profondément – impliqué par cette thématique [2]. Anarchiste depuis quelques décennies, je cherche, en effet, à détecter, à mettre à jour et à comprendre ce qui fait lien – ou, selon les moments historiques, absence de lien – entre ces deux domaines apparemment si différents que sont l'anarchisme et le judaïsme.

Si ces questionnements tiennent bien évidemment à l'existence même de ce livre, ils naissent également des nombreuses béances qui m'apparaissent à sa lecture. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici d'instruire un quelconque procès, mais plutôt de tenter de combler des trous

ou de pallier des manques. Ces manques, je sais qu'ils se manifestent dans le milieu anarchiste, dont ce colloque – et donc ce livre – est une projection.

Il est, par exemple, significatif que les dimensions tant sociale que politique de la religion juive – par ailleurs quasiment caricaturale du point de vue du respect des rites – soient ici complètement passées sous silence. Au même titre que l'étroite parenté qu'on peut constater entre la conception révolutionnaire anarchiste traditionnelle et le messianisme juif, cet aspect du lien religieux possible entre anarchisme et judéité méritait d'être examiné à partir de certains textes bibliques. Par ailleurs, des questions aussi importantes que celle des femmes, des juifs séfarades, des Arabes, du nazisme et de la Shoah sont, pour certaines, à peine ébauchées et, pour d'autres, carrément absentes. Sans parler de la question de l'antisémitisme en milieu anarchiste, tout juste effleurée, et de celle du monothéisme, jamais traitée.

Je ne sais s'il me sera possible de combler ces béances, mais j'ai besoin de le tenter. Pour mettre à nu certaines questions que je juge essentielles. Si l'époque de symbiose entre anarchistes et juifs est passée, les liens qui structurèrent cette «double identité» continuent de susciter, au présent, de nombreuses interrogations. Sur les juifs se définissant comme libertaires, mais aussi sur les libertaires dans leurs rapports aux juifs. Ce questionnement, qu'il faut affronter dans toutes ses dimensions, n'est évidemment pas simple. Il peut même être douloureux.

De la Torah à l'anarchie : vers la société idéale

Nous partirons d'une double constatation : non seulement cette symbiose entre judaïsme et anarchisme a existé, mais il existe encore une certaine fascination du courant anarchiste pour l'univers juif. Comment expliquer, alors, que des tenants d'un anticléricalisme parfois forcené, d'un athéisme affirmé, d'une philosophie si ouvertement opposée à tout substrat ethnique aient pu maintenir des relations si privilégiées avec une catégorie d'individus qui, *nolens volens*, se réclamaient, à la fois, d'une origine ethnique et d'une religion ?

Pour tenter de répondre à cette question, il faut sans doute en revenir aux origines. Dans une des contributions de cet ouvrage, consacrée à la communauté juive anarchiste en Argentine [3], les auteurs rapportent l'opinion de Higinio Chalcoff : «Nombre d'entre nous ont eu une formation anarchiste par l'intermédiaire de l'éducation religieuse, en tant que nous trouvons dans l'anarchisme une vision plus large de l'humanisme de la tradition juive» (p. 177). Il y aurait donc un arrière-fond anarchiste dans la Torah [4]. Pour incongrue qu'elle soit, cette hypothèse mérite d'être vérifiée à partir des textes bibliques, en particulier pour ce qu'ils disent de l'organisation sociale et de l'État.

Dans une des rares mentions que cet ouvrage fait de cette importante question, Furio Biagini [5] évoque – sans trop s’y arrêter, cependant – cette année «sabbatique» qui contribuera à conférer au judaïsme un évident caractère émancipateur. Pour Furio Biagini, cette année «sabbatique» annonce la libération du travail, de la même façon, ajoute-t-il, que le «jubilé» [6] de la tradition chrétienne – «tout autant révolutionnaire», d’après Biagini – «rétablit l’égalité sociale» (p. 21). C’est évidemment trop court pour être compris.

Récit des origines et loi de base d’une religion ritualisée à l’excès, la Torah consacre une grande partie de ses textes à l’organisation sociale du peuple juif. La Bible juive – ce que les chrétiens appellent l’Ancien Testament – a été rassemblée et publiée probablement vers 480 avant notre ère. Il s’agit d’une collation de différents écrits provenant de diverses traditions et, évidemment, d’une multiplicité d’auteurs. Parmi ces textes, le chapitre 25 du Lévitique pose, en termes précis, les bases de l’organisation sociale du groupe qui se reconnaît comme étant le peuple juif. On y trouve ceci : *«Tu ensemenceras ton champ, pendant six ans tu tailleras ta vigne et tu en récolteras les produits [Lv 25:3-].»* Et les versets suivants précisent : *«Mais en la septième année la terre aura son repos sabbatique, un sabbat pour Yahvé : tu n’ensemenceras pas ton champ et tu ne tailleras pas ta vigne [Lv 25:4-], tu ne moissonneras pas tes épis, qui ne seront pas mis en gerbe, et tu ne vendangeras pas tes raisins, qui ne seront pas émondés. Ce sera pour la terre une année de repos. [Lv 25:5-]»* En cette septième année, dite «sabbatique», il faudra donc se nourrir sur les récoltes des années précédentes. Au bout de sept fois sept ans, quarante-neuf ans donc, viendra l’année des Expiations, proclamée sainte et saluée par le son du chofar, cet instrument à vent fabriqué dans la corne d’un bélier. Le Lévitique précise alors : *«Vous déclarerez sainte cette cinquantième année et proclamerez l’affranchissement de tous les habitants du pays. [Lv 25:10-]»*

En cette année-là, les esclaves redeviennent libres, les terres acquises reviennent à leur propriétaire originel – Dieu – et on n’achète que les récoltes [7]. Comme toute parole divine, celle-ci exige d’être observée sous peine de sanction. Pour le cas, énoncée au chapitre 26 du Lévitique, elle n’est pas mince : *«Si vous rejetez mes lois [Lv 26:15-] [...] je me tournerai contre vous et vous serez battus par vos ennemis. Vos adversaires domineront sur vous et vous fûrez alors même que personne ne vous poursuivra. [Lv 26:17-]. [...] Vous mangerez la chair de vos fils et vous mangerez la chair de vos filles. [Lv 26:29-]»* Et ainsi de suite. Cette menace est récurrente tout au long de ce que les chrétiens appellent l’Ancien Testament.

Dans la pensée rabbinique postérieure à la grande dispersion du premier siècle de notre ère, la portée concrète de ce texte se vit minimisée par les

exégètes du fait que les juifs étaient alors un peuple sans territoire. Lorsqu'il accéda à la territorialité, avec la fondation de l'État d'Israël, on souligna son anachronisme au prétexte que les juifs n'étaient plus une communauté d'agriculteurs et de bergers. Il n'empêche que ce texte est porteur d'une authentique promesse de libération sociale dont la force d'évocation perdure et qu'on ne peut évacuer aussi facilement.

De l'État, du messianisme, de la révolution

L'abandon progressif de ces préceptes va s'accompagner d'un changement de statut du peuple juif, originellement organisé en tribus placées sous l'autorité de juges : les anciens. Les textes racontent que, ne supportant plus cet état de fait, les juifs cherchèrent à devenir – déjà ! – un peuple comme les autres, régi par un roi. Si l'on ne peut parler de désir d'État au vrai sens du terme, la différence est mince. Saül, premier roi d'Israël, fut désigné par Samuel, prophète et dernier juge, qui s'adressa au peuple en ces termes [8] : (IS fait référence à Isaïe, donc cela s'écrit IS) *«Voici quel sera le droit du roi qui régnera sur vous. Il prendra vos fils, et il les mettra sur ses chars et parmi ses cavaliers, afin qu'ils courent devant son char [IS 8 :11-]; il s'en fera des chefs de mille et des chefs de cinquante, et il les emploiera à labourer ses terres, à récolter ses moissons, à fabriquer ses armes de guerre et l'attirail de ses chars [IS 8 :12-]. Il prendra vos filles, pour en faire des parfumeuses, des cuisinières et des boulangères [IS 8 :13-]. Il prendra la meilleure partie de vos champs, de vos vignes et de vos oliviers, et la donnera à ses serviteurs [IS 8 :14-]. Il prendra la dîme du produit de vos semences et de vos vignes, et la donnera à ses serviteurs [IS 8 :15-]. Il prendra vos serviteurs et vos servantes, vos meilleurs bœufs et vos ânes, et s'en servira pour ses travaux [IS 8 :16]. Il prendra la dîme de vos troupeaux, et vous-mêmes serez ses esclaves [IS 8 :17-].»*

Cette prophétie, qui aurait pu être énoncée par n'importe quel anarchiste, préfigure exactement ce qu'il en adviendra du devenir du peuple juif. Mais, parallèlement à ce rejet de l'organisation traditionnelle et à l'instauration de la royauté –dont la Bible, que d'aucuns finiront par prendre pour un livre d'histoire, sera la mémoire événementielle –, se fera jour une autre tradition, de contestation de l'ordre établi. Montant de ces périodes troublées, la longue plainte des prophètes – prédisant, de façon répétée, les malheurs qui s'abattraient sur le peuple élu s'il ne change pas – ouvrira, paradoxalement, la perspective de possibles temps meilleurs et donnera naissance à ce messianisme juif si caractéristique [9].

«L'esprit du Seigneur Yahvé est sur moi, car Yahvé m'a donné l'onction ; il m'a envoyé porter la nouvelle aux pauvres, panser les cœurs meurtris, annoncer aux captifs la libération et aux prisonniers la délivrance [Is 61 :1-], proclamer une année de grâce de la part de Yahvé et un jour de

vengeance pour notre Dieu, pour consoler tous les affligés [Is 61 :2-].» Le messianisme juif trouve son origine textuelle dans ces versets d'Isaïe [10], qui font référence à cette «année de grâce» déjà évoquée. Il s'agit là d'un message prophétique en direction des pauvres. Si le mot Messie n'apparaît pas littéralement dans cette traduction française de la Bible de Jérusalem, il est contenu dans l'idée d'«onction» [11]. Parallèlement à l'affirmation du retour du messie apparaît l'autre face du discours prophétique, sa dimension révolutionnaire : l'appel à la repentance d'Israël.

L'imprécation d'Osée – «*Le pays se prostitue, il abandonne l'Éternel* [Os 1:3 -]» [12] – ou celle de Jérémie – «*Mon héritage, vous l'avez changé en abomination.* [Jr 2:7]» [13] – reviennent, en effet, comme antiennes, dans tous les discours prophétiques, qui dénoncent l'injustice – et l'incroyance – des royaumes de Juda et d'Israël, en même temps qu'ils en appellent à la justice sociale et à cette «année de grâce», annoncée par Isaïe. Bien plus tard, Jésus de Nazareth fera de cette année jubilaire un des axes de sa prédication itinérante. C'est d'ailleurs dans une synagogue qu'il reprendra à son compte la prophétie d'Isaïe et, ce faisant, qu'il signera son arrêt de mort pour avoir, en citant ces paroles, demandé des comptes aux riches. Devenu Jésus-Christ par la grâce de ses disciples et successeurs, cette figure prophétique irriguera, de la fin de la domination romaine jusqu'au Moyen Âge tardif, bien des révoltes contre l'injustice sociale.

Le messianisme [14] n'est donc pas seulement l'annonce d'un retour, la croyance en un changement à venir, il est aussi l'affirmation que, ce jour-là, tout sera radicalement changé. En ce sens, il est indissociable de la dimension apocalyptique de l'eschatologie juive. Si pour une partie de la tradition juive, le Messie est le roi à venir, le fils de David, pour une autre, il semble bien que ce soit le Pauvre. De la même façon, les interprétations sur le moment de sa venue sont diverses et contradictoires. Pour les uns, elle n'interviendra que lorsque le monde sera bon et pacifié ; pour les autres, elle ponctuera une longue période où Gog et Magog se livreront, dans un monde en proie aux pires déferlements, une bataille sans merci. C'est à travers ce grand bouleversement que s'accomplira la transformation de l'homme. Dans cette perspective, le parallélisme est évident entre le messianisme juif et un certain catastrophisme révolutionnaire qui fait de la «lutte finale» la condition indispensable à l'éclosion d'une société nouvelle.

Convergence d'imaginaires et points de passage

Il faut donc en convenir : sur divers points – l'aspiration à une société égalitaire, le refus de l'État [15], le renversement radical de l'ordre du monde –, il existe bel et bien une convergence d'imaginaires entre les textes fondamentaux du judaïsme et la tradition anarchiste. S'ils permettent de comprendre pourquoi tant de juifs ayant baigné dans cette parole biblique ont opéré ce passage, ils n'expliquent pas, en revanche, l'intérêt –

indiscutable – que nombre d’anarchistes ont manifesté pour cette étrange communauté d’hommes. On pourrait, bien sûr, trouver quelque explication dans le statut de minorité opprimée qui était la sienne et dans cette particulière prédisposition qu’ont les anarchistes à accorder leur soutien aux damnés de la terre.

Il existe, par ailleurs, dans *Juifs et anarchistes*, quelques références à la séduction que le hassidisme [16] aurait exercée sur certains anarchistes. Ainsi, dans une contribution déjà citée, Furio Biagini, pour qui le hassidisme fut «une explosion d’énergie religieuse créatrice contre les anciennes valeurs devenues inopérantes» (p. 26), n’hésite pas à qualifier ce mouvement de «libertaire» (p. 30) – même s’il précise qu’il est, par la suite, devenu «despotique» (p. 30). Daniel Grinberg [17], quant à lui, précise que «le potentiel révolutionnaire des juifs de Pologne s’affirme pour la première fois au XVIII^e siècle, lorsque le mouvement messianique des hassidim trouva auprès d’eux ses partisans les plus nombreux et les plus zélés» (p. 164). Au nombre des raisons susceptibles d’expliquer cette particulière – et mystérieuse – séduction que des libertaires éprouvèrent pour le hassidisme, il est probable que joua sa dimension «utopique» [18], mais aussi le fait que celui-ci se développa parmi les couches les plus pauvres de la population juive de l’Est européen, entre Russie et Pologne, en pleine période de pogroms. Ce mouvement revivaliste se caractérisa également par une forte propension au retour sur soi – on le qualifia souvent de secte juive – et au refus de l’assimilation [19].

Les anarchistes et le sionisme

«Mais il y a des Arabes en Palestine ! Je ne le savais pas !»

Un proche collaborateur de Herzl [20].

«Nous avons la nostalgie d’un Canaan qui ne nous a jamais vraiment appartenu. C’est pourquoi nous sommes toujours à l’avant-garde des utopies et des révolutions messianiques, toujours à la poursuite d’un Paradis Perdu»

Arthur Koestler, *La Tour d’Ezra* [21].

Pour un libertaire soucieux de ne cautionner aucun dérapage antisémite, la critique du sionisme comme idéologie nationaliste n’est jamais simple. Elle l’est d’autant moins que la confusion des genres existe bel et bien entre antisionisme et antisémitisme. Elle existe d’autant que les organisations de soutien à la cause palestinienne n’ont pas toujours été claires sur cette question et que, désormais travaillées au corps par les fondamentalistes, elles le sont chaque fois moins. Autrement dit, l’antisémitisme réel de certains antisionistes continue de faire obstacle à une nécessaire réflexion critique sur le sionisme.

C’est précisément pour répondre à cette récurrence de l’antisémitisme dans la société occidentale, et comme son contrepoint, qu’est né le

sionisme. L'idée de créer un État propre aux juifs [22] prit forme à Bâle, en août 1897, avec le premier congrès sioniste mondial. Ce faisant, se mettaient en place les conditions d'un conflit dont le monde n'est toujours pas sorti.

Évoquée dans plusieurs contributions, la question des relations entre les anarchistes et le sionisme constitue un des aspects centraux de cet ouvrage. Ainsi, s'intéressant à la position de Gershom Scholem, Eric Jacobson [23] insiste sur ce «lien étroit» (p. 58) que le penseur établissait entre anarchisme et sionisme. Pour Scholem, en effet, de même qu'il ne pouvait subsister «aucune distinction entre l'idée prophétique de Sion dans la Torah et le retour à la Palestine du XXe siècle» (p. 58), de même l'autodétermination du peuple juif devait se fonder sur une synthèse entre sionisme et anarchisme. Au risque, comme le signale justement Jacobson, de rester «à mi-chemin» de l'un et de l'autre. Car c'est bien cette impression qui domine chez Scholem d'un éternel partage – ou va-et-vient – entre les idéaux anarchistes et le pragmatisme du sionisme. Jacobson, qui rappelle que Scholem voyait dans l'anarchisme «l'unique théorie sociale qui ait un sens – un sens religieux» [24], précise que, chez lui, ce «choix de l'anarchie» (p. 72) ne réglait pas tout. C'est sans doute ainsi qu'il faut entendre cette parole énigmatique de Scholem, cité par Jacobson : «Peut-être sommes-nous anarchistes, mais nous nous opposons à l'anarchie» [25].

Cette évidente contradiction qu'il y a, pour un anarchiste, à s'inscrire dans un mouvement clairement nationaliste de revendication territoriale traverse plusieurs contributions, mais elle fait l'objet d'un traitement minimal. Au point qu'il est frappant de ne trouver, dans cet ouvrage, aucune trace d'une opposition, fondée sur l'affirmation des valeurs apatriotiques propres aux anarchistes, à l'établissement d'un État juif en Palestine.

C'est ainsi que Mina Graur [26] rappelle que Moses Hess préconisait, dès 1862, «la création d'un Commonwealth juif en Palestine, dans lequel les juifs auraient pu concrétiser leurs aspirations nationales en donnant vie, en même temps, à une société socialiste» (p. 127). Elle revient également sur le débat qui confronta, en 1907, Mark Yarblum, un anarchiste juif, à Pierre Kropotkine, sur la question de la constitution d'un État juif en Palestine, en précisant que Kropotkine, bien qu'hostile au sionisme par conviction politique, lui opposa surtout des arguments géographiques liés «aux inconvénients climatiques du lieu» (p. 134). Curieusement, il n'est fait aucune référence à l'existence d'une population arabe vivant déjà en Palestine. Ni ici ni ailleurs. Comme si ce problème n'existait pas. Et de fait, à lire Mina Graur, il ne semblait pas exister. Pas plus qu'il n'existait pour Gershom Scholem, à lire Eric Jacobson. Que la présence de cette population – qui n'était en rien responsable des vagues antisémites qui

s'abattirent, en Occident, sur la Diaspora – fût, du fait même qu'elle était là, contradictoire avec la constitution d'un État juif, est une donnée qui n'apparaît pas.

Dans ce dispositif d'occultation, les kibboutz vont jouer un rôle essentiel. Augustin Souchy, anarchiste de premier plan qui fit deux séjours en Israël en 1951 et 1962, affichera un bel enthousiasme pour ces réalisations communautaires : «Le kibboutz est ancré dans le sentiment commun de personnes qui se réunissent volontairement pour que la justice sociale devienne une réalité. [...] Les établissements de ce type resteront dans l'avenir les prototypes de la justice sociale» [27].

Outre l'influence des conceptions de Kropotkine, Yaacov Oved insiste, en effet, sur le rôle que joua Martin Buber dans «la pénétration des idées de Gustav Landauer au sein des milieux engagés dans la construction des kibboutz» (p. 198). De Buber, «ami intime de Landauer» (p. 198), il dit qu'il «avait une affinité philosophique profonde avec l'anarchisme, en particulier dans ses aspects messianiques et dans sa théorie de l'individu en société, bien qu'il soit difficile de le définir comme un anarchiste dans le sens classique du terme» (p. 198). Jusque-là, l'exposé est juste, mais là où le bât blesse, c'est lorsque Yaacov Oved reprend à son compte, sans l'étayer, l'opinion de Buber selon laquelle Landauer aurait été, dans ses dernières années, «très proche des milieux sionistes» (p. 198). Car il est osé, en effet, d'avancer une telle thèse à partir du seul fait qu'il aurait été invité «à une conférence sur Eretz-Israël qui devait se tenir à Munich en 1919» (p. 198). Outre le fait qu'il ne put honorer cette invitation pour avoir été assassiné, le 2 mai de cette année-là, lors de l'écrasement de la République des conseils de Munich, son acceptation de s'y rendre ne prouverait rien. Si l'on sait, par Buber et par Scholem [28], que Landauer donna, sur des sujets philosophiques et politiques variés, de nombreuses conférences dans les cercles sionistes de son époque, rien n'indique qu'il eût manifesté, à la fin de sa vie, une particulière sympathie pour le sionisme. À la vérité, il semble plutôt que Landauer ne trancha pas. Comme si, vingt ans après la conférence de Bâle, cette question du sionisme continuait de l'embarrasser. À ce silence, qui reflète plutôt la gêne que tout anarchiste – même singulier, comme Landauer – éprouve forcément devant une revendication de type nationaliste, Buber donna valeur d'approbation. Sans apporter la moindre confirmation historique sur le sujet, c'est cette thèse que reprend Yaacov Oved [29]. Beaucoup plus prudente, la contribution de Siegbert Wolf [30] offre, quant à elle, une vision différente. Concernant la participation de Landauer aux activités des cercles sionistes, Siegbert Wolf indique, en effet : «Landauer jugeait ces réunions fructueuses, tout en étant opposé aux sionistes : il ne pouvait se représenter un judaïsme vivant que dans la Diaspora, et ni en Palestine ni dans un État juif il ne voyait de moment

utopique [...]» (p. 83). La différence avec Buber – qui, lui, adhéraient au sionisme, même de manière tout à fait originale – n’est pas mince. Il est donc difficilement contestable de nier que Buber, dont l’admiration pour le socialisme communautaire de Landauer était en effet totale, se réappropria l’héritage intellectuel de Landauer pour l’adapter à sa propre vision – au vrai sens du terme utopique – d’une «communauté fédérale binationale» (p. 84) en Palestine où, égaux en droit, Juifs et Arabes participeraient d’un même mouvement de «renouveau pour l’humanité tout entière» (p. 84) [31].

Si le sionisme est né de la séculaire persécution antisémite – dont la Shoah a constitué le point de non-retour, rendant humainement incontestables les arguments en faveur de l’existence d’un foyer protecteur pour les survivants –, le projet qu’il portait [32] ne pouvait que glisser vers une revendication nationaliste et étatiste, ce qui, du point de vue anarchiste, était difficilement justifiable. Dans *La Tour d’Ezra*, Arthur Koestler témoigne de son aventure sioniste. Il y raconte comment cet établissement fut en fait la conquête d’un territoire et comment, la seule identité religieuse étant inopérante pour le cas, cette conquête eut besoin d’une justification raciale. Pour lourd de sens qu’il soit, ce glissement vers une réappropriation par le sionisme du concept antisémite de race juive n’est évoqué dans aucune contribution de cet ouvrage. Serait-ce ce qu’avaient compris ces rabbins ultra-orthodoxes qui refusèrent cette «délivrance artificielle» offerte par les sionistes, mais jugée contraire «au chapitre 30 du Deutéronome» [33] ? L’anarchiste athée que je prétends être se gardera bien de trancher un tel débat.

En revanche, le débat sur la manière dont a été perçu l’antisémitisme et analysée la Shoah au sein du mouvement anarchiste, francophone en particulier, mérite, lui, sinon d’être tranché, du moins d’être examiné de près. Poser ce problème n’est pas, à mes yeux, sacrifier à une moderne tendance à la repentance, mais simplement constater que, dès ses origines, le mouvement anarchiste a été confronté à cette question et qu’il ne l’a pas toujours traitée comme il aurait dû.

Les deux formes de l’antisémitisme

Avant d’aller plus avant, il convient de s’entendre sur ce que recouvre le terme d’antisémitisme, en précisant que cette plaie a pris deux formes : l’une, traditionnelle, dont les premières manifestations remontent à avant l’ère chrétienne ; l’autre, idéologique, qui date, elle, du milieu du XIX^e siècle.

Habité d’une même curiosité malsaine pour les juifs que Hécatee d’Abdère (IV^e siècle avant J.-C.), philosophe grec ayant vécu en Égypte, et Manéthon (III^e siècle avant J.-C.), prêtre égyptien, Posidonius d’Apamée (135-51 avant J.-C.), philosophe stoïcien vivant à Rhodes, en parla en ces termes : «Les Juifs impies et haïs ont été chassés d’Égypte couverts de

lèpre et de dartres, puis ils avaient conquis Jérusalem et avaient perpétué la haine des hommes» [34]. L'intérêt de ce texte, c'est qu'il infirme l'idée d'une concordance mécanique entre l'antisémitisme et l'accusation de déicide, dont le christianisme fit son fonds de commerce. La lèpre antisémite a, en réalité, des racines bien plus anciennes et semble tenir au fait que, cinq cents ans avant l'ère chrétienne, l'irruption du premier monothéisme créa une authentique rupture dans l'imaginaire de l'époque. En opposant la vérité révélée et le Dieu unique aux mensonges et aux idoles, le judaïsme se mit à dos l'ensemble du monde antique méditerranéen [35].

Il faudra plusieurs siècles, en effet, au monothéisme chrétien pour qu'il s'impose à son tour. Sous l'empereur Constantin, l'édit de Milan de l'an 313 garantit à ses adeptes une tolérance qui équivaut à la reconnaissance du christianisme comme religion d'État. Les juifs profiteront de cette reconnaissance, leur monothéisme étant d'autant plus acceptable qu'il n'a pas de visée universelle, contrairement à celui de Rome. Au cours des siècles obscurs du haut Moyen Âge, alors que s'effondrent les structures de l'Empire romain, les seuls points de repère qui demeurent sont les monastères chrétiens et les communautés juives. Ces dernières vont jouer un rôle économique important en favorisant la circulation de l'argent et des esclaves à travers l'Empire carolingien et l'Empire abbasside. En effet, en cette époque où les deux empires sont en guerre, les juifs jouissent de relais communautaires nombreux et fiables dans les deux entités. Musulmans et chrétiens leur accordant leur confiance, ils jouissent d'une situation privilégiée dans le système commercial international de l'époque, exportant armes, esclaves et fourrures de l'Empire carolingien vers l'Empire byzantin [36].

C'est dans ce tréfonds de l'histoire que résident les soubassements de cet antisémitisme traditionnel. Enfouie dans l'inconscient populaire depuis les origines, cette mémoire cachée resurgit, à dates régulières, comme un geyser jamais éteint. Des croisades aux pogroms, en passant par les grandes vagues d'expulsion.

Avec l'affaire Dreyfus (1894) apparaît une autre forme d'antisémitisme, plus idéologique, adaptant l'antijudaïsme traditionnel à l'esprit du temps, ce temps qui conduira, au lendemain de la Grande Boucherie de 1914, à l'éclosion des fascismes – dont l'antisémitisme obsessionnel du nazisme fut la plus folle expression et la Shoah la plus atroce mise en pratique.

Anarchisme et antisémitisme

Si l'on fait remonter la naissance organique de l'anarchisme au congrès de Saint-Imier (1872), il faudra donc une vingtaine d'années pour que les anarchistes soient directement – et concrètement – confrontés au problème juif [37]. «Il y avait avant l'affaire Dreyfus, écrit Jean-Marc Izrine, une

pensée antisémite prononcée à l'intérieur des mouvements socialistes. C'était dû à plusieurs facteurs : une méconnaissance du judaïsme doublée d'une vision péjorative du juif vivant en Occident ; une critique non contenue de la religion hébraïque sous couvert d'anticléricalisme ; une dénonciation sans nuance du "capital juif "sous prétexte d'anticapitalisme» [38]. S'il ne s'agit pas de revenir sur le cas de Proudhon, dont la haine du juif fut récurrente, ou, dans un tout autre ordre d'idée, sur les dérives langagières de Bakounine contre «le juif Marx», on peut néanmoins constater que, comme les autres écoles socialistes, le mouvement anarchiste se laissa parfois aller à certaines connivences malsaines avec cet antisémitisme populaire aux racines aussi vieilles que l'histoire humaine. En ce sens, il lui arriva aussi de participer de ce «socialisme des imbéciles», si justement pointé par August Bebel. Avec l'affaire Dreyfus, ajoute Jean-Marc Izrine, «les libertaires situèrent définitivement l'antisémitisme idéologiquement à droite» [39], affirmation qui peut s'admettre si l'on considère que, très majoritairement, les anarchistes s'impliquèrent alors – et parfois les premiers, comme Bernard Lazare [40], et en première ligne – dans le combat dreyfusard, mais qui mérite tout de même d'être nuancée. Ainsi, Sylvain Boulouque [41] atteste de la présence, sinon d'une récurrence antisémite, du moins d'une «conflictualité» potentielle, parfois exprimée, entre anarchisme et judaïsme, au sein du mouvement anarchiste français, et ce bien au-delà de l'affaire Dreyfus.

Ainsi, une fois la Seconde Guerre mondiale venue, les anarchistes la subirent. Dans l'attente de jours meilleurs et recroquevillés sur eux-mêmes. Si quelques-uns cédèrent à l'infamie, d'autres résistèrent à leur façon, privés de tout car peu enclins à rejoindre les maquis gaullistes ou communistes [42]. Sans gloire, en somme. Pourtant une histoire reste à écrire, celle des réseaux que quelques-uns de ces anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires mirent sur pied, et dont l'une des activités fut de porter assistance à des juifs plus traqués qu'eux-mêmes. Il en alla ainsi de Roger Hagnauer, lui-même d'origine juive et membre du noyau de *La Révolution prolétarienne*, et de sa femme Yvonne Hagnauer, pédagogue et syndicaliste, qui jouèrent un rôle considérable dans le sauvetage de gamins juifs, accueillis et cachés, en 1942 et 1943, dans leur Maison d'enfants de Sèvres [43]. Il en alla encore ainsi des anarchistes espagnols du réseau d'évasion du groupe Ponzán [44], qui, au risque de leurs propres vies, passèrent de nombreux juifs en Espagne pour les tirer des griffes des autorités de Vichy et de la Gestapo.

Si l'on peut comprendre que, comme tant d'autres, les anarchistes ne saisirent pas la spécificité de la «solution finale», une interrogation demeure ouverte, du moins pour moi. Même passé l'effroi provoqué par la

découverte de l'horreur concentrationnaire, le mouvement anarchiste français d'après-guerre n'eut non seulement rien à dire – ou si peu – sur un événement aussi considérable que la Shoah, mais il fit preuve d'une rare tolérance vis-à-vis d'un personnage au parcours sinueux qui fréquenta assidûment ses rangs, durant les années 1950, et y trouva quelques complicités suspectes. Comme justification *a posteriori* d'une telle attitude, on a laissé entendre, *sotto voce*, qu'en cette période de grande conflictualité interne, le mouvement anarchiste était sans doute trop occupé à régler ses problèmes d'intendance pour que ses militants se posent des questions autrement plus vastes, ni même pour qu'ils s'intéressent de près à qui les fréquentait. On a également dit qu'à l'orée des années 1960, la guerre d'Algérie occupant toutes les attentions, une réflexion proprement anarchiste sur la Shoah ne répondait pas aux priorités du temps. En revanche, il ne semble pas qu'on se soit interrogé sur une possible corrélation entre cette attitude pour le moins discrète et l'ancienne complaisance pour l'antisémitisme que manifestèrent, même très minoritairement, avant guerre, certains anarchistes.

Cet étrange Rassinier

Natif du Territoire de Belfort et instituteur de profession, Paul Rassinier – 1906-1967 – [45] navigua, avant guerre, du PC – dont il fut exclu pour «gauchisme» en 1922 – aux groupes oppositionnels communistes, puis à la SFIO. Pacifiste intégral dans les années d'avant-guerre, il participa, sous l'Occupation, à la création du mouvement de résistance Libération-Nord, tout en s'y déclarant hostile aux actions armées. Arrêté en 1943, il fut déporté au camp de Dora. Déclaré invalide à son retour d'Allemagne, il dut renoncer à sa carrière d'enseignant. Député SFIO de la seconde Constituante – en remplacement de René Naegelen, qui s'était démis de son mandat en sa faveur en septembre 1946 –, il fut battu, deux mois plus tard, aux législatives de novembre, par son ennemi de toujours, le radical Pierre Dreyfus-Schmidt, allié, pour l'occasion, aux communistes belfortins.

C'est alors que Rassinier entame une nouvelle phase de son existence et que son parcours va croiser celui des anarchistes. En 1950, il fait paraître, préfacé par Albert Paraz [46], *Le Mensonge d'Ulysse*. Séjournant à Mâcon depuis sa mésaventure électorale, il fréquente le groupe local des Citoyens du monde et adhère, en 1954, à la Fédération anarchiste (FA), tout juste reconstituée. À Nice, où il habitera par la suite, il entre au groupe «Élisée Reclus» et se fait nommer «gérant-directeur» de son journal, *L'Ordre social*. Installé à Asnières en 1958, il devient un collaborateur assidu de la presse libertaire – *Le Monde libertaire*, *Contre-courant* et *Défense de l'homme*, notamment –, où il se taille une réputation d'expert en questions économiques.

Ce qui fit, plus que tout, la sulfureuse réputation de Rassinier, fut donc la publication du *Mensonge d'Ulysse*, libelle devenu, au gré du temps, le livre phare des négationnistes de toutes obédiences, mais particulièrement de ceux procédant d'une «ultragauche» aussi doctrinaire que délirante. Si le sujet de ce livre n'est pas la négation des chambres à gaz, mais la dénonciation du rôle des kapos – communistes – à l'intérieur des camps, et, conséquemment, la remise en cause de ce que Rassinier appelle le «mensonge d'Ulysse», à savoir le mythe – communiste – de la solidarité entre détenus, une phrase sibylline, à peine murmurée, ouvre les vannes du doute : «Mon opinion sur les chambres à gaz ? Il y en eut : pas tant qu'on le croit. Des exterminations par ce moyen, il y en eut aussi : pas tant qu'on l'a dit» [47].

Cette phrase, pourtant lourde de sens, n'a pas éveillé chez les libertaires de l'époque, du moins publiquement, la moindre réserve sur les véritables intentions de l'auteur – intentions qui furent, en revanche, clairement décelées, approuvées, recyclées et développées, quelque trente ans plus tard, par les négationnistes. Cette phrase ne fit aucun scandale dans le Landernau anarchiste, et c'est bien là que le bât blesse. Pour obscène qu'elle fût, elle passa au second plan. Au nom du combat pour la seule vérité qui semblait mobiliser, alors, les libertaires : la juste dénonciation des infamies stalinienne. Même André Prudhommeaux, dont l'œuvre écrite prouve pourtant une particulière aptitude à la sagacité, s'y laissa prendre quand – cinq ans après la publication du *Mensonge d'Ulysse* ! – il évoqua les procès intentés à Rassinier par d'anciens déportés en lâchant une pitoyable allusion au «crime “virtuel”(non prouvé, semble-t-il) de l'anéantissement par les gaz» [48].

Il fallut attendre 1961 pour que la Fédération anarchiste se décide enfin à ouvrir les yeux sur Rassinier. Pour cela, elle dut être informée, par des anarchistes allemands, que cet encombrant personnage venait de faire publier une traduction du *Mensonge d'Ulysse* chez Karl Heinz Priester, ex-SS et éditeur néonazi notoire. En défense, Rassinier chargea ces «soi-disant anarchistes allemands» du pire péché qui fût : «Ils sont cul et chemise avec les communistes» [49]. L'argument, cette fois-ci, ne convainquit personne [50].

Retour sur un génocide

Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire au mouvement anarchiste français de cette époque un procès *a posteriori*. Après tout, au prétexte que les cendres ne devaient pas être remuées trop tôt, il fallut que passe du temps, beaucoup de temps, et ce dans tous les milieux, pour que l'incontournable de la Shoah – son caractère génocidaire massif et industriel [51] – ne soit plus contourné. Il convient de se souvenir, par exemple, que vingt ans passèrent pour voir apparaître la première traduction française du grand

œuvre de Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme* [52]], dont l'édition américaine datait de 1951. De la même façon, les expériences du sociologue américain Stanley Milgram sur la soumission à l'autorité du «petit monde», menées au début des années 1960 aux États-Unis, mettront dix bonnes années pour être connues en France [53].

Si le film *Nuit et brouillard* (1955), d'Alain Resnais, contribua, indiscutablement et largement, dix ans après la libération des camps, à raviver la mémoire de «l'univers concentrationnaire» – pour reprendre l'expression de David Rousset –, il le fit à la manière de son temps, confuse, sans opérer de distinction entre camps de concentration et d'extermination. En minorant, par conséquent, la spécificité du génocide et la place des juifs dans ce dispositif de liquidation. On sait, aujourd'hui, que cette lecture – partielle et partiale – de l'histoire des camps répondait pour beaucoup, en ces temps de guerre froide, à un impératif politique précis : légitimer les communistes – le PCF séduisait, alors, un gros tiers de l'électorat français – comme principal pôle de résistance au nazisme. S'il était le «parti des fusillés», il fallait bien que le bilan des victimes le prouve. En outre, toute la société française – et particulièrement les réseaux dominant son *establishment* culturel et politique – prit prétexte de la difficulté éprouvée par les rescapés juifs à exprimer leur singularité de victimes pour gommer l'innommable de la «solution finale». Sur ce plan, et contrairement à leur penchant pour la dissidence, les anarchistes ne brisèrent aucun consensus, sauf celui de démythifier, Rassinier aidant, le mythe communiste résistancialiste. On constatera simplement que, disposant, dans les années 1920 et 1930, de beaucoup moins d'informations sur le Goulag qu'ils n'en avaient, dans les années 1950, sur l'ampleur du génocide de masse perpétré par les nazis contre les juifs, les anarchistes comprirent et analysèrent la spécificité du totalitarisme soviétique, alors qu'ils restèrent relativement muets devant la spécificité du totalitarisme nazi.

Si le temps n'était pas encore venu de se livrer, en anarchiste, à une réflexion sur la Shoah et sur ce que cet événement – considérable – pouvait induire, pour un anarchiste, dans la perception de son lien avec la condition juive, il est étrange, voire problématique, que, soixante ans plus tard, un colloque réuni, par des anarchistes, autour du thème «Anarchistes et juifs», lui accorde si peu d'espace.

L'être juif, l'anarchiste et la Shoah

Qui est juif ? À cette question, Rudolf de Jong [54] répond gentiment : «Pour moi est juif toute personne qui considère une partie de la tradition juive ou de la culture juive comme un aspect de son identité» [55]. Cette définition est heureusement nuancée, quelques lignes plus loin : «C'est l'antisémite qui décide de qui est juif» [56]. On se rappelle, en effet, comment les nazis ou les autorités de Vichy firent la chasse à ceux qui

n'étaient pas aryens à moins de «x» générations. Et, ce faisant, on approche ce que représente d'antagonisme ou d'ambivalence le fait d'être juif. Je suis juif parce que ma mère est juive, et que j'aime ma mère. Je suis juif parce que lui, l'autre, dit ou pense – ouvertement ou honteusement – que je suis juif ou que je pourrais l'être, et je n'aime pas cela. Pour autant un autre juif, croyant, dira de moi que je ne le suis pas et, dans ce cas, je serais content de ne pas l'être comme il l'est lui-même tout en sachant que, du point de vue de l'antisémite, nous sommes lui et moi pareils, c'est-à-dire de trop. Cette sensation d'être d'ailleurs est, là, en arrière-plan, toujours. C'est elle qui permet au juif Arnold Mandel de s'identifier, un temps, aux anarchistes, parce qu'ils les voient comme «un monde à part», si proche du «milieu juif archaïque» [57]. C'est encore cette sensation qui monte des propos d'Ida Mett, tels que les rapporte Sylvain Boulouque, quand une polémique fait rage, en 1938, au sein de *La Révolution prolétarienne*. Comment appeler les juifs qui arrivent en Palestine ? Pour Robert Louzon, ce sont des colons ; pour Ida Mett, ce sont des réfugiés. Et elle précise sa pensée dans une lettre adressée à un membre du noyau de la revue : «À l'heure actuelle, quand dans le monde sévit un énorme incendie dirigé contre le peuple juif, je pense qu'il est criminel de jeter de l'huile sur le feu» [58]. Plus qu'une prophétie qui – hélas ! – va se réaliser, on peut voir là l'effet d'une réminiscence, celle d'une douleur vieille comme l'histoire juive. Parfois, cette ancienne douleur fait irruption et, avec elle, monte une terreur tout aussi ancienne, celle-là même qui peut nous [me] conduire à prendre des positions – électorales, en l'occurrence –, qu'on [je] sera incapable d'expliquer aux autres, surtout aux compagnons [59]]. Parce qu'elle excède la raison. C'est pour cela que je cherche à comprendre le génocide et pourquoi il s'est passé. C'est aussi pour cela qu'une grande tristesse me prend quand je constate que la pensée dont je me sens le plus proche – l'anarchisme – est, semble-t-il, incapable de produire la moindre réflexion originale sur la Shoah.

Car ce livre pose, indubitablement, un problème de taille. La Shoah y est totalement absente, si l'on fait exception des sept lignes que lui consacre Rudolf de Jong dans sa contribution déjà citée. Sept lignes pour évoquer un événement considérable, une extrême abomination ayant conduit plus de six millions de personnes vers l'horreur. Sept lignes quand le sujet a suscité des myriades de livres. Sept lignes, c'est décidément court pour traiter de la Shoah quand son existence même remet en cause – et pour l'humanité entière, auquel s'accorde le projet libertaire – la possibilité de vivre debout.

Dans un fort beau texte, mon ami René Fugler écrit : «C'est surtout la férocité rationalisée des camps de concentration et d'extermination qui a tracé un seuil sans retour. La prise de conscience ne s'est faite que par

étapes : de la déportation à la prise en compte du phénomène concentrationnaire, puis à la reconnaissance de la réalité du génocide en tant que tel» [60]. Mais il ajoute plus avant qu'avec «l'irruption de nouveaux massacres ethniques [...], une illusion s'est dé faite : l'idée que cette terreur était un produit spécifique du nazisme et que, puisqu'on en avait fini avec lui, elle ne se renouvellerait pas» [61]. Et d'insister : «La civilisation industrielle a produit un décalage de plus en plus large entre nos possibilités de réalisation et notre capacité de ressentir, de percevoir, d'imaginer même le résultat final de nos fabrications. Cette incapacité est encore accrue par la "division du travail" qui, dans le génocide déjà, a permis à d'innombrables exécutants de poursuivre leur tâche "consciencieusement" mais sans conscience» [62]. À ma connaissance, René Fugler constitue l'un des rares exemples – le seul probablement – à avoir abordé, soixante ans après l'événement, cette problématique d'un point de vue anarchiste.

La question demeure, donc, de cette longue impensée libertaire sur la Shoah. S'il fallait lui trouver une explication – et il le faut –, je dirais qu'elle est multiple. Elle devrait tenir compte de l'hypothèse, avancée par Sylvain Boulouque, d'une rémanence antisémite au sein de l'imaginaire libertaire, antisémitisme larvaire resurgissant périodiquement, le plus souvent sous sa forme cachée – anti-impérialiste et antisioniste – dans les manifestations de solidarité à la cause palestinienne.

En deuxième lieu, il faut bien reconnaître que le mouvement libertaire maintient un rapport privilégié à sa propre mémoire – celle de ses défaites, et particulièrement celle qui, d'avoir été évitée en terre d'Espagne, aurait pu mettre un terme à l'avancée des fascismes. Ce combat pour la mémoire libertaire, titanesque au vu des faibles forces et des pauvres moyens de celles et ceux qui le portent, conforte, à coup sûr, dans la galaxie anarchiste, le sentiment justifié que, sans cet effort constant de remémoration, la chape de plomb se serait abattue depuis longtemps sur son histoire qui, pour le coup, témoigne, en Espagne notamment, que le seul mouvement populaire et massif de résistance au fascisme fut, à l'origine du moins, impulsé par des libertaires. Le revers de la médaille, c'est que l'indispensable revendication de cette mémoire particulière ne va pas sans un certain auto-enfermement.

Enfin, la place accordée à la dénonciation, permanente et argumentée, du totalitarisme soviétique occupa longtemps, et dans les conditions les plus difficiles qui soient, une grande partie de l'espace intellectuel des libertaires. Il fallut bien ça pour échapper à son emprise et maintenir vivante une alternative au «socialisme réel».

D'autres absences, en guise de conclusion

Ce colloque – et donc ce livre – n'avait pas, comme c'est normal, vocation à l'exhaustivité. Il n'en demeure pas moins qu'il fait totalement l'impasse sur trois aspects de première importance : les juifs séfarades, les Arabes palestiniens et les femmes.

Concernant les juifs séfarades, il eût été intéressant, par exemple, de s'interroger sur les raisons qui les maintinrent, globalement, en marge du courant anarchiste ou, plus précisément, sur le pourquoi l'anarchisme ne les a pas séduits [63]. La question est d'autant plus intéressante que l'empreinte de cette branche du judaïsme fut très forte, des siècles durant, tout autour du bassin méditerranéen, tant en nombre qu'en spiritualité. À titre d'hypothèse, et compte tenu de la très ancienne implantation des séfarades dans les territoires où ils vivaient – elle datait, en effet, de la fin de l'Empire romain –, cette non-rencontre pourrait s'expliquer par leur meilleure intégration à des types de sociétés archaïques industriellement sous-développées. Une autre hypothèse pourrait tenir au fait que le hassidisme n'ait eu aucune influence sur leur perception du judaïsme.

Qu'ils soient chrétiens ou musulmans, les Arabes palestiniens sont les autres grands absents de ce recueil. Ce qui est grave, au moins pour deux raisons. D'abord, parce qu'il est difficile de contester qu'ils ont été les principales victimes du sionisme triomphant. Ensuite, parce que la façon dont les organisations se réclamant de la cause palestinienne ont décidé, au lendemain de la guerre des Six-Jours, de s'appuyer sur des méthodes terroristes pour reconquérir leur terre, a fortement contribué, sous couvert d'antisémitisme, à un regain de l'antisémitisme. La solidarité qu'elles rencontrent, notamment dans les mouvements politiques d'extrême gauche, est à l'origine de bien des glissements, pas seulement sémantiques, de l'un à l'autre.

Les dernières absentes de ce livre sont, comme de juste, c'est-à-dire comme d'habitude, les femmes. Heureusement, le livre se conclut par une courte, mais percutante, contribution de Birgit Seeman [64] sur trois d'entre elles : Emma Goldman, Milly Witkop et Hedwig Lachmann. On eût aimé que le parcours, remarquable, de ces trois anarchistes juives, fasse l'objet d'une évocation plus poussée. Ne serait-ce que parce qu'aucune de ces trois femmes, qui revendiquèrent pourtant leur judéité, ne s'est jamais sentie attirée, ni même concernée, par le nationalisme juif, auquel ce colloque accorda décidément beaucoup trop de place. Au point que, pages refermées, on se demande si ces trois femmes ne sont pas, après tout, les seules anarchistes de ce livre. D'indispensable lecture, malgré ses manques.

Pierre Sommermeyer

NOTES

[1] Merci à René Fugler pour son aide et sa complicité. Sans lui, cet article aurait été fort différent.

[2] Fils de mère juive de la minorité allemande de Pologne et de père allemand d'origine protestante, je suis né en 1942. Cachés à Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), nous avons pu échapper aux rafles.

[3] Gregorio Rawin et Antonio López, «Anarchisme et judaïsme en Argentine. L'Asociación Racionalista Judía», pp. 173 à 180.

[4] Dans la tradition judaïque, nom donné aux textes bibliques faisant Loi. Elle comprend la Torah écrite (Pentateuque, Prophètes et Hagiographe) et la Torah orale (Mishna, Talmud, Midrash ainsi que les commentaires et les applications pratiques).

[5] Furio Biagini, «Utopie sociale et spiritualité juive», pp. 17 à 31.

[6] Le «jubilé» représente, dans la Bible, cette année exceptionnelle revenant tous les cinquante ans et marquant la redistribution égalitaire des terres et la libération des esclaves.

[7] Il est indiqué que les maisons en ville deviennent la propriété inaliénable de leur acheteur, alors que celles qui se situent en dehors des murailles reviennent, tous les cinquante ans, à Dieu, leur propriétaire originel. Cette séparation entre la ville et la campagne repose sur le fait que la terre est considérée comme un moyen de production.

[8] Traduction de la Bible de Jérusalem, Samuel, Premier Livre, chapitre 8.

[9] La première mention de l'idée d'un messianisme juif se situe au chapitre 9 du livre d'Isaïe (traduction de la Bible de Jérusalem) : «Car un enfant nous est né, un fils nous a été donné, il a reçu le pouvoir sur ses épaules et on lui a donné ce nom : Conseiller-merveilleux, Dieu-fort, Père-éternel, Prince-de-paix [Is 9:5-], pour que s'étende le pouvoir dans une paix sans fin sur le trône de David et sur son royaume, pour l'établir et pour l'affermir dans le droit et la justice. Dès maintenant et à jamais, l'amour jaloux de Yahvé Sabaot fera cela. [Is 9:6-]»

[10] Traduction de la Bible de Jérusalem, Isaïe, chapitre 61.

[11] Si cette notion d'«onction» fait évidemment penser aux rois thaumaturges et à la tradition postérieure du couronnement des rois français, le terme constitue, dans le cas qui nous occupe, une traduction fidèle de l'hébreu, langue dans laquelle messie signifie «roi oint».

[12] Traduction de la Bible de Jérusalem, Osée, chapitre 1.

[13] Traduction de la Bible de Jérusalem, Jérémie, chapitre 2.

[14] Pour approfondir cette question, le lecteur devra se reporter aux textes qui fondent le messianisme juif, et particulièrement au chapitre 25 du Lévitique. Sur le messianisme, voir Frédérique Leichter-Flack, entrée

«Messianisme», in *Nouveau dictionnaire international des termes littéraires*, Paris, Université Paris III-Sorbonne.

[15] Dans un livre paru en 1969, *Judaïsme contre sionisme* – Paris, Éditions Cujas –, le rabbin et kabbaliste de renom Emmanuel Lévyne (1928-1989) intitulait un courrier adressé à la revue libertaire *Défense de l'homme* : «L'hébraïsme est un anarchisme». Il y déclarait : «Nous, enfants d'Abraham, nous ne voulons d'aucun État, ni d'un État français, ni d'un État juif, ni d'un État arabe.» Sur cette thématique de l'antisionisme judaïque, on lira avec profit l'ouvrage de Yakov M. Rabkin, *Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme*, Montréal, Les Presses de l'Université Laval, 2005.

[16] En réaction contre le judaïsme «académique» de son époque, ce mouvement mystique de renouveau juif fut fondé, au XVIII^e siècle, en Biélorussie et en Ukraine, par Israël ben Eliezer (1700-1760), plus connu sous le nom de Baal Shem Tov (le Maître du Bon Nom). Accusé d'être davantage une manière d'être ou une éthique qu'un courant religieux, le hassidisme fut sévèrement condamné par Rabbi Eliyahou ben Shlomo Zalman (1720-1797) et les principales autorités rabbiniques de cette époque.

[17] Daniel Grinberg, «Formes de la militance radicale en Pologne», pp. 159 à 171.

[18] «Il représentait, nous dit Chaïm Seeligmann, une protestation de la part de ceux qui aspiraient au salut ou à la libération d'une situation difficile», «une tension vers une utopie lointaine» (p. 50), in Chaïm Seeligmann, «Apocalypse, messianisme laïque et utopie», pp. 45 à 52.

[19] Il faut noter que les trois religions monothéistes – judaïsme, christianisme et islam – connurent, au cours de leur histoire, des mouvements mystiques à connotation puritaine de même type prônant le retour aux origines.

[20] Cité sur www.lapaixmaintenant.org.

[21] Arthur Koestler, *La Tour d'Ezra*, traduit de l'anglais par Hélène Claireau, Paris, Calmann-Lévy, 1948, p. 410.

[22] Ce désir d'État séparé ou de territoire propre est, par ailleurs, intimement lié à la culture occidentale du XIX^e siècle, pour laquelle les concepts de peuple et de nation se confondent avec celui de territoire. C'est, de manière inversée, la même idée qu'exprima le comte de Clermont-Tonnerre, partisan de l'émancipation des juifs, lorsqu'il déclara à la tribune de l'Assemblée, en décembre 1789 : «Il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout leur accorder comme individus.» Pour d'autres peuples ou nations nomades, en revanche, cette idée de territoire est parfaitement inopérante (cf. articles sur les Roms et les Touaregs dans *Réfractations*, n° 21, «Territoires multiples, identités nomades», novembre 2008).

[23] Eric Jacobson, «Gerschom Scholem, entre anarchisme et tradition juive», pp. 53 à 75.

[24] Gerschom Scholem, «Entretien avec Muki Tsur», in *Fidélité et utopie*, Paris, Calmann-Lévy, 1978.

[25] Paul Mendes-Flor, *Divided Passions*, Detroit, 1991.

[26] Mina Graur, «Anarchisme et sionisme : le débat sur le nationalisme juif», pp. 125 à 142 [Ce texte de Mina Graur a été traduit par nos soins et publié en français dans le n° 8/9 de notre revue en 2004 et est reproduit dans la compil² n° 1, *Ni patrie ni frontières*].

[27] Cette laudative impression – extraite des mémoires d’Augustin Souchy : *Attention anarchiste ! Une vie pour la liberté*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 2006 – est reprise, page 202, par Yaacov Oved, «L’anarchisme dans le mouvement des kibboutz», pp. 195 à 205.

[28] Dans son autobiographie – *De Berlin à Jérusalem*, Paris, Albin Michel, «Présences du judaïsme», 1984 –, Gerschom Scholem se garde bien, d’ailleurs, de faire de Landauer un rallié au sionisme.

[29] En revanche, Yaacov Oved ne dit pas un mot sur Rudolf Rocker – qui pour être «goy» n’en fut pas moins très proche du monde juif. Il eût été pourtant intéressant de se demander pourquoi Rocker resta si discret sur le sionisme, mais aussi sur l’antisémitisme, dans son grand œuvre, *Nationalisme et culture* – Paris, Éditions CNT-RP/Éditions libertaires, 2008. Discretion que confirme, sans lui donner d’explication, Rudolf de Jong dans sa contribution : «Réflexions sur l’antisémitisme dans le débat anarchiste», pp. 143 à 158.

[30] Siegbert Wolf, «“Le vrai lieu de sa réalisation est la communauté”. L’amitié intellectuelle entre Landauer et Buber», pp. 75 à 89.

[31] Comme l’indique Siegbert Wolf, «Buber voyait certes dans la Palestine le centre culturel du judaïsme et le lieu de sa renaissance, mais il ne croyait pas en la nécessité d’un État juif» (p. 85). Sa vie durant, il lutta – notamment au sein de Berit Shalom (association de la paix), groupe né à Jérusalem en 1925 – pour la constitution d’un État laïque reposant sur la parité entre Juifs et Arabes. Inutile de préciser que cette position fut toujours très minoritaire au sein du camp sioniste.

[32] Rappelons que ce projet eut des variantes ougandaise et argentine.

[33] Emmanuel Lévyne, *Judaïsme contre sionisme*, p. 46, *op. cit.*

[34] Théodore Reinach, *Textes d’auteurs grecs et romains relatifs au judaïsme*, Paris, 1895, réédition Les Belles Lettres 2007. On peut lire un compte rendu de lecture de cet ouvrage essentiel sur www.plusloin.org

[35] Il est intéressant de noter qu’au même moment s’inventait, au nord de la Palestine, la démocratie athénienne.

[36] Le concile de Meaux-Paris – vers 850 – interdira, entre autres choses, aux juifs de posséder des esclaves chrétiens et, plus généralement, de faire commerce des esclaves.

[37] Sur la perception de l'affaire Dreyfus par les anarchistes, on lira avec profit : Sébastien Faure, *Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus*, présentation de Philippe Oriol, Paris, Éditions CNT-Région parisienne, 2002 ; Jean-Marc Izrine, *Les Libertaires dans l'affaire Dreyfus*, Toulouse, Le Coquelicot, 2004.

[38] Jean-Marc Izrine, «Il y a cent ans la réhabilitation de Dreyfus. L'apport méconnu des libertaires», *Réfractions*, n° 17, hiver 2006-printemps 2007, pp. 153-157. Consultable sur <http://refractions.plusloin.org>

[39] *Ibid.*

[40] Sur Bernard Lazare, indispensable est la lecture de l'ouvrage de Philippe Oriol, *Bernard Lazare*, Paris, Stock, 2003.

[41] Sylvain Boulouque, «Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire en France. Réflexions sur quelques itinéraires», pp. 113-124.

[42] Michel Sahuc, *Un regard noir. La mouvance anarchiste française au seuil de la Seconde Guerre mondiale et sous l'occupation nazie (1936-1939)*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 2008.

[43] Pour en savoir plus sur les activités du couple Hagnauer, on se reportera au site <http://lamaisondesevres.org/>

[44] Antonio Téllez Solà, *Le Réseau d'évasion du groupe Ponzán. Anarchistes dans la guerre secrète contre le franquisme et le nazisme*, Toulouse, Le Coquelicot, 2008.

[45] À propos de Rassinier, on lira : Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Paris, Seuil, «La librairie du XXe siècle», 1999, et Florent Brayard, *Comment l'idée vint à M. Rassinier. Naissance du révisionnisme*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Fayard, 1996. À propos du négationnisme, on se reportera à Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 1987 ; Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Paris, Seuil, 2000 ; Louis Janover, *Nuit et brouillard du révisionnisme*, Paris, Éditions Paris-Méditerranée, 1996.

[46] Cette préface valut au «citoyen Rassinier» d'être exclu de la SFIO pour «atteinte intolérable à l'honneur des résistants» (19 avril 1951). Albert Paraz (1899-1957), romancier et journaliste, se disait volontiers «anarchiste de droite». Sur son anarchisme, on peut avoir des doutes. De droite, et plutôt extrême, Paraz – collaborateur de *Rivarol* et défenseur fanatique du «martyr» Louis-Ferdinand Céline – le fut totalement.

[47] Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse. Regard sur la littérature concentrationnaire*, Bourg-en-Bresse, Éditions bressanes, 1950, p. 171.

[48] André Prudhommeaux, recension du *Mensonge d'Ulysse, Témoins*, n° 8, printemps 1955. Consultable sur le site La Presse anarchiste

[49] Lettre de Paul Rassinier, *Bulletin de la Fédération anarchiste*, n° 39, octobre 1961, pp 6-10. Citée par Nadine Fresco, *op. cit.* En 1964, lors d'un procès en diffamation intenté par Rassinier à la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA), qui l'avait accusé d'être un «agent de l'internationale néonazie», les débats révélèrent, par ailleurs, qu'il appointait à *Rivarol* pour des collaborations signées du pseudonyme Bermont.

[50] Ou presque, puisqu'il adhéra par la suite, semble-t-il, à une curieuse et confuse secte de la galaxie libertaire : l'Alliance ouvrière anarchiste.

[51] Le génocide des Tsiganes demeure encore largement occulté. Lire, à ce sujet : Claire Auzias, *Samudaripen. Le génocide des Tsiganes*, Paris, L'Esprit frappeur, 1999.

[52] Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, suivi de *Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard/Quarto, 2002.

[53] Stanley Milgram, *La Soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Lévy, 1974. Les expériences de Milgram ont été portées à la connaissance du grand public à travers le film *I comme Icare*, de Henri Verneuil, sorti en 1979.

[54] Rudolf de Jong, «Réflexions sur l'antisémitisme dans le débat anarchiste», *op. cit.*

[55] *Ibid.*, p. 144.

[56] *Ibidem.*

[57] Arnold Mandel, *Nous autres Juifs*, Paris, Hachette, 1978. Cité par Sylvain Boulouque, p. 113.

[58] Ida Mett, lettre à Finidori, 13 novembre 1938, cité par Sylvain Boulouque, p. 119.

[59] L'auteur fait ici allusion au fait qu'il ait appelé à voter contre Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de mai 2002. [NdlR].

[60] René Fugler, «Cruauté du monde, cruauté de l'homme», *Réfraction*, «Ni Dieu ni maître. Religions valeurs, identités», n° 14, printemps 2005, p. 22.

[61] *Ibidem.*

[62] *Ibid.*, p. 23.

[63] Dans un même ordre d'idée, les juifs britanniques issus de l'immigration juive espagnole d'après la Reconquista ont été, semble-t-il, totalement absents du mouvement anarchiste juif, exclusivement ashkénaze, à l'époque où Rocker était à Londres.

[64] Birgit Seemann, «Anarcha-féminisme et judaïsme. Quelques questions», pp. 207 à 212.

Le conspirationnisme : danger et impasse d'une critique sociale

IAL

Les théories conspirationnistes sont de retour, notamment sur Internet. Il faut constater que les sites et vidéos de théorie du complot fleurissent sur internet et ont de l'écho. Même si les théories du complot ont toujours existé, elles ont su s'adapter à ce nouveau média et toucher une population assez large. Il n'est plus rare de constater les relents «conspi» de certains discours en manifestation. Même à Saint-Imier, aux rencontres internationales anarchistes, quelques personnes faisaient part de leur volonté de parler du groupe de Bilderberg ou de la commission trilatérale, comme «LE» sujet dont il faut parler, dépassant en importance tous les autres. Dans le rap français aussi, on trouve des textes reprenant pleinement les thèses conspirationnistes : par exemple Rockin' Squat (ancien membre du groupe Assassin) et Keny Arkana, deux artistes renommés et politisés, qui n'ont pas hésité à «dénoncer» les Illuminati, groupe secret qui comploterait pour dominer le monde. Les théories du complot sont souvent associées à l'antisémitisme, le racisme et la haine de l'autre, on imagine une sorte de fantasme qui permet de justifier un État fort, autoritaire, fasciste pour s'attaquer à un bouc émissaire. Historiquement les succès des théories du complot ont toujours permis l'expansion des thèses d'extrême droite et pourtant, ceux et celles qui portent ce discours ne sont pas toujours de mauvaise foi. C'est pourquoi il nous paraît important de réagir, de proposer un discours politique sur ce sujet afin de mettre en garde contre cette façon de raisonner. Il faut pour cela connaître et identifier ce type de propos et ensuite analyser les pièges dans lesquels il ne faut pas tomber.

Le problème de ces idées, ce n'est pas tant les fausses «vérités» qu'elles véhiculent, que les schémas de pensée et les comportements qui en découlent. Si on commence à se convaincre qu'un petit groupe de personnes diaboliques a, en secret, réussi à prendre le contrôle de la majeure partie des pouvoirs à un niveau à peine imaginable, on peut passer d'une critique révolutionnaire à un comportement antirévolutionnaire. D'abord, on centralise notre attention sur ce groupe secret, et on attribue beaucoup de maux de notre société à sa volonté destructrice. C'est ainsi qu'une critique du système (patriarcal, capitaliste) se transforme en recherche de boucs émissaires. Prenons l'exemple de la crise de la finance

de 2008, il n'est pas rare d'entendre qu'elle serait le fruit d'une financiarisation débridée avec quelques banques d'investissement (notamment Goldman Sachs) dans le rôle d'épouvantail. L'idée selon laquelle le système capitaliste est un système fonctionnant par crise et que, plus il est important, plus ces crises sont lourdes de conséquences sur les populations, passe moins bien que celle qui consiste à dire : occupons-nous de la bourse et tout ira bien ! On voit bien sur cet exemple comment les théories des conspirations dépolitisent les débats : d'une analyse d'un système avec ses ressorts, ses contraintes et ses conséquences on passe à l'appréciation de telle personne ou telle entreprise et on juge sa bienveillance ou sa malfaisance supposées. Dans les débats, cela se traduit par une perte de temps et de salive, sur les blogs, on appelle ça troller : rendre stérile une discussion. Aller vérifier telle information sur telle personne ou entreprise demande du temps et de l'énergie et éloigne du vrai sujet : la critique du système.

Ainsi, la critique du conspirationnisme ne doit pas se limiter à contrecarrer méthodiquement les théories les plus farfelues et montrer qu'elles sont absurdes. Il faut débusquer les mécanismes de réflexion sur lesquels elles s'appuient et les partager pour s'en défaire. Ces théories peuvent paraître séduisantes pour n'importe qui : après tout, n'y aurait-il pas un complot mondial de la classe possédante contre la classe des travailleurs ? Il faut trouver des outils de défense intellectuelle qui permettent à toutes et à tous de cerner rapidement l'intérêt d'une théorie, d'une discussion, d'un débat et de se prémunir contre la confusion, l'inaction que représentent les théories du complot.

Ce que sont les conspirations

Le savoir de type scientifique ne donnant pas de réponse immédiate et simple à la recherche du sens, celle-ci s'épuise à travers d'autres moyens. Nous avons été formés, instruits, mais cette formation n'est pas adéquate à l'acquisition d'une habileté à trier les propositions en distinguant leur qualité et en établissant des critères à la fois de vérité et de justice.

Les théories du complot pourraient exister depuis la nuit des temps, mais apparaissent clairement par écrit avec la fin de l'hégémonie religieuse. Après 1980, les complots changent d'apparence, ils sont réactivés par hybridation avec des thèmes ésotériques (satanisme, magie, ancienne civilisation, extraterrestres, etc).

Le complot mêle des domaines plus originaux comme la géographie (la théorie de la Terre creuse), la médecine (vaccins) ou des mythes plus urbains (11 septembre 2001, zone 51, triangle des Bermudes, etc.). Avec l'Internet, le complot mute. Il va favoriser la banalisation et la prolongation des rumeurs en permettant leur support anonymisé à travers la toile. Le

complotisme devient une occasion pour la population d'avoir l'impression d'être à l'initiative de certains raisonnements.

On peut distinguer trois éléments :

1) **La conspiration comme fait** (complot, ou conspiration événementielle). Dans les analyses juridiques du droit canadien, le complot est reconnu comme crime non parfait, procédé que peut employer un groupe, mais ces conspirations existent de manière isolée. Ces conspirations attaquent les pouvoirs d'institutions officielles (comme la CIA, ou la Commission trilatérale) ou cachées (franc-maçonnerie).

2) **Le conspirationnisme** (complotisme, vaste ou méga-complot, grande ou super conspiration). Le conspirationnisme ressemble à une vision politique autosuffisante selon laquelle l'ensemble des pouvoirs, des forces, sont le fruit de conspirations. Il semble avoir pour objectif, non de rétablir la justice, mais de dénoncer l'existence de groupes, agences ou intentions occultes. Le complotisme dénonce mais ne donne aucune méthode pour lutter contre le complot, il semblerait que sa révélation suffise à faire disparaître les rapports de forces.

3) **La théorie, soupçon ou doute, de la conspiration** (conspiration systémique) est une explication qui n'est pas nécessairement liée à une adhésion au conspirationnisme. On rattache des situations éparses à un complot à long terme, ayant un rapport avec un pouvoir particulier, dans l'objectif de dénoncer son infiltration, voire de le faire tomber (moins courant). Ces théories insistent plus sur l'aspect «caché» ou secret. Cette attribution est donnée parfois à un groupe, à un accord ou à une action particulière.

Cibles courantes. D'abord «mages», ventriloques ; puis juifs, jésuites et francs-maçons. Plus moderne : bolcheviks et nazis. Contemporaine : Bilderberg, Illuminati, extraterrestres.

Types. Il semble que si la peur et la méfiance sont corrélées (sans forcément en être la cause) à tous les genres de conspirations, celles accusant les autorités (type «Système») semblent plutôt marquées par l'«irrationalité» (croyance dans certains phénomènes ésotériques), et celles mettant en scène des minorités (type «Minorités», par exemple juifs ou terroristes musulmans). Ce n'est pas un type de complot qui succède historiquement à l'autre, mais des types qui coexistent aujourd'hui.

On peut donc distinguer trois types de complots : ceux antisystème, ceux marqués par l'irrationnel (souvent liés, il est vrai aux personnes qui croient aux précédents) et ceux type «Minorités».

Risques réels. Certaines cibles, ou croyances, ont des conséquences sociales moindres que les autres. Accuser Dieu, ou les extraterrestres entraîne relativement peu de danger pour la population, par contre quand l'accusation porte sur des ensembles socialement reconnus (Juifs, Noirs,

femmes, etc.) le danger est plus élevé. Quelque part, l'inexistence, le flou, ou la discrétion (Illuminati, Bilderberg, francs-maçons) qui entoure certains ensembles diminue les risques, sans les éliminer pour autant : le soupçon lié à une méconnaissance des enjeux politiques peut amener à soutenir des groupes dangereux, tout comme le soupçon lié à la méconnaissance a, par le passé, mené à brûler des prétendues «sorcières».

La théorie de la conspiration est une des méthodes pour s'accaparer à peu de frais les convictions des masses. Le problème n'est pas tant la théorie du complot elle-même, mais le manque de moyens pour s'en défendre, la facilitation de l'aliénation, les encouragements politiques associés à certaines de ces idées.

Le conspirationnisme et la crise

L'explication de la crise économique que nous traversons, comme une conspiration globale, est de plus en plus répandue. Pour une extrême droite américaine et européenne, historiquement antisémite, c'est l'occasion de redéployer un discours connu et ancien. À l'extrême gauche, l'évolution générale d'une critique sociale anticapitaliste vers une critique antilibérale offre un terrain propice au développement des thèses conspirationnistes. En plaçant la finance et les banques comme ennemies principales, et en abandonnant la critique de la propriété au profit d'une simple critique de la spéculation il est aisé de remettre au goût du jour les thèses conspirationnistes.

À l'extrême droite

À l'extrême droite, si les théories développées ne sont pas toujours antisémites, elles utilisent le même récit. La critique d'une «élite apatride», «mondialisée» est utilisée pour séduire les couches populaires tout en réintroduisant la question du national dans le débat sur la crise. Les références sont parfois explicites comme en Grèce, où le mardi 23 octobre le député Ilias Kasidiaris, porte-parole du parti néo-nazi Aube Dorée, a lu à haute voix un extrait des *Protocoles des Sages de Sion* au Parlement grec. En France sans parler d'antisémitisme, Marine Le Pen développe dans un livre sorti en janvier 2012 une thèse sur l'existence d'un complot «mondialiste» s'attaquant aux identités, aux cultures et aux nations et une crise économique qui serait la volonté d'une «oligarchie mondialisée». Derrière une critique de façade de la crise économique, qui ne s'attaque jamais au capitalisme productif, ni à la propriété, c'est bien un discours nationaliste, xénophobe et partisan d'un État fort et autoritaire qui est diffusé.

La contamination de l'imagerie et du vocabulaire conspirationnistes chez les anticapitalistes

Loin de toucher uniquement l'extrême droite, le discours conspirationniste sur la crise contamine très souvent les discours

antilibéraux de gauche et anticapitalistes. Si l'ambiguïté entre certains discours anticapitalistes sur la crise n'est pas souvent voulue, elle est pourtant bien réelle.

Parfois par facilité, ou pour rendre l'exposé plus parlant, certains discours anticapitalistes se concentrent, non pas sur une critique du système capitaliste en tant que système politique et économique mais, sur quelques multinationales ou quelques familles de milliardaires. En récupérant un vocabulaire connoté comme celui d'«hyperclasse» au lieu de bourgeoisie ou de classe dirigeante ou en concentrant uniquement la critique sur les banques avec le terme de «bankster», on abandonne une critique radicale de la propriété et d'un système politique mais on facilite aussi l'ambiguïté souhaitée par certains groupes d'extrême droite entre un discours anticapitaliste et un discours conspirationniste ou nationaliste.

L'idée d'un complot, d'une conspiration, repose souvent sur un présupposé : les auteurs du complot, de la conspiration, auraient un contrôle total de la situation. Toutes les cartes seraient maîtrisées. Certains conspirationnistes poussent cette logique jusqu'au bout et considèrent que, dans la situation de crise économique, les mouvements de contestation font, eux aussi, partie du complot et sont donc manipulés. Puisque le contrôle est total, la contestation est elle-même une manipulation, il n'y aurait donc aucun intérêt à participer à un mouvement contestataire comme pour Occupy Wall Street, présenté par certains conspirationnistes comme une manipulation de Georges Sorel. Dans cette situation les adeptes du conspirationnisme se limitent alors uniquement à exposer une soi-disant vérité cachée d'un complot mondial, sans proposer de perspectives, favorisant ainsi l'immobilisme face à une crise et à un danger bien réel.

Une des erreurs du conspirationnisme est de considérer les classes dirigeantes ou certaines parties d'entre elles comme infaillibles, et ainsi d'oublier que, comme tout groupe social, elles sont soumises à des contradictions internes.

Pourtant nous arrivons très bien à concevoir ces contradictions au sein de notre propre groupe, et ce constat fait partie des bases de nos réflexions : pourquoi la conscience de classe est-elle aussi faible ? pourquoi certains ouvriers soutiennent-ils des partis favorables au patronat ? etc. De même que nous souffrons de divisions internes, les classes dirigeantes n'en sont pas épargnées, et bien heureusement !

Le prétexte de la crise économique est aujourd'hui utilisé pour mettre en place une politique de casse sociale. Cela ne fait pas pour autant de la crise une conspiration. La crise est une faille du capitalisme que les capitalistes eux-mêmes peuvent utiliser ou non en leur faveur, mais à laquelle nous devons réagir. Les dernières années et les dites prédictions des économistes nous ont bien montré que loin d'être infaillibles, la majorité des capitalistes

se sont retrouvés face à une situation où ils ne pouvaient qu'improviser. L'existence de ces failles nous montre que si le système capitaliste est un adversaire redoutable, il n'est pas infaillible, il ne contrôle pas tout et peut être dépassé.

Antonin, Florian, Xavier,
Groupe de Montpellier, 16 février 2013

Les pièges antisémites

Depuis les «affaires» Dieudonné, les Jours de colère et les dernières frasques de Jean-Marie Le Pen, l'antisémitisme semble de retour. En réalité, il n'a jamais disparu, mais il était peut-être moins visible et peut-être qu'à force de crier au loup les médias avaient saoulé les gens.

Avant toute chose, une question de terme. Nous pensons qu'il faut utiliser le terme «antisémitisme», même si étymologiquement il n'est pas exact (tous les juifs ne sont pas sémites et tous les sémites ne sont pas juifs) étant donné que c'est le terme qu'utilisent la plupart des Juifs pour parler de cette oppression.

Le constat qu'on peut faire, c'est en tout cas une restructuration de l'antisémitisme.

Tout d'abord, c'est la fin de l'antisémitisme traditionnel du FN. Sans entrer dans les détails, force est de constater que leur image s'est lissée, au moins sur cette question, et les dernières sorties de Jean-Marie Le Pen servent aussi cette image, finalement. En effet, elles donnent l'impression que l'antisémitisme, c'était avant, mais que dans le nouveau FN de Marine Le Pen les choses sont claires là-dessus.

On peut aussi constater que tous les politiciens de toutes les chapelles, ainsi que tous les journalistes, sont unanimes sur cette question. De même qu'au FN ils ne voient aucun problème à l'islamophobie ou au racisme anti-Rrom, ils ne laisseront jamais passer la moindre remarque antisémite. Et ils passent des heures à se demander si telle attaque contre telle personnalité juive est antisémite ou non. Il est évident que cette clarté est de façade et leurs luttes médiatiques, parce que axées sur un antiracisme moralisateur et clairement à double vitesse, sont inefficaces, voire contre-productives.

De fait, la lutte contre l'antisémitisme semble être devenue, pour les esprits faibles, le centre du «système», vu que c'est la seule chose (si on ne creuse pas trop) qui semble relier tous les partis et tous les médias. Cela permet donc à un couple Soral-Dieudonné de prospérer sur la théorie du complot juif. Classique, certes, mais toujours efficace.

Du côté antifasciste radical, on constate un total abandon de cette lutte. On peut donner comme exemples les mois où Dieudonné a été sur le devant de la scène médiatique et où, un peu partout, être antisémite était quelque chose d'acceptable. Pendant ce temps, les organisations antifascistes n'ont fait que sortir des textes. De bons textes, sans doute, mais rien de concret.

Ou encore, on peut constater que les meurtres antisémites sont systématiquement oubliés dans la liste des crimes racistes cités régulièrement. Ou bien, le 7 juin dernier, lors de la manifestation en hommage à Clément Méric, le mot «antisémitisme» n'a pas été prononcé dans la moindre prise de parole finale, alors même que quatre personnes avaient été assassinées une semaine auparavant devant le Musée juif de Bruxelles. La liste est longue, mais c'est à se demander si, pour les antifascistes, l'antisémitisme n'existe pas, ou si le fait qu'il semble combattu médiatiquement nous pousse à ne pas en parler.

La seule réaction contre Dieudonné et Soral a été que, dernièrement, nombre d'antifas ont décidé de leur couper l'herbe sous le pied en se mettant à soutenir tous azimuts les luttes palestiniennes, à se déclarer antisionistes toutes les cinq minutes, même à créer un collectif Antifa pro-Palestine. Et à défiler derrière des banderoles «Contre le sionisme et le fascisme» aux cris de «Paris-Gaza, antifa», comme s'il y avait le moindre rapport entre le calvaire que vivent les Gazaouis sous l'occupation israélienne et sous l'oppression du Hamas et la situation du fascisme à Paris. Nous reviendrons plus bas sur le caractère suicidaire de cette stratégie.

Les effets de l'abandon total de la lutte contre l'antisémitisme sont clairs. Les juifs qui veulent se défendre se tournent vers les seules organisations qui leur proposent quelque chose : l'extrême droite juive. La renaissance récente du Bétar, après de longues années de sommeil, n'est pas un hasard. La Ligue de défense juive (LDJ), qui était plus ou moins en conflit larvé avec le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), peut aujourd'hui prendre la tête d'une manifestation contre l'antisémitisme sans que les autres participants soient plus choqués que ça.

Qui plus est, la volonté de couper l'herbe sous le pied de Dieudonné-Soral en occupant le terrain propalestinien peut sembler une bonne idée mais, en réalité, c'est une stratégie suicidaire à long terme. En effet, en centrant nos luttes autour des questions palestiniennes, nous accédons la thèse des néonazis comme quoi cette question est centrale. Si nous ne pouvons nous déclarer antifascistes ou anticapitalistes sans ajouter immédiatement que l'on est aussi antisionistes, alors nous accédons la thèse comme quoi le sionisme est un problème essentiel dans nos vies, au même niveau que le capitalisme. De même, utiliser le symbole des doubles drapeaux rouge et noir en y ajoutant le drapeau palestinien veut dire que nous sommes pour l'anarchie, pour le communisme certes, mais surtout pour la Palestine.

Cela contribue à l'hégémonie culturelle des fascistes. Au final, il est anecdotique de savoir si l'on se dissocie publiquement d'un Dieudonné ou qu'on est clairs sur l'antisémitisme, puisqu'au final on dit la même chose que lui : nos combats principaux, et donc nos problèmes principaux, sont

liés au sionisme. Nous n'avons pas la même acception du mot sioniste que lui, sans doute, mais au final, qui s'en soucie ? De plus, l'utilisation systématique du terme «antisioniste» est une erreur sémantique qui induit des erreurs politiques. Le sionisme est la volonté de constituer un foyer national juif, c'est une lutte de libération nationale. Aujourd'hui, ce foyer national existe, donc le sionisme n'existe plus. Comme le dit un ami à moi : «Le sionisme est mort en 1948, assassiné par David Ben Gourion.»

Si l'on continue à se dire «antisionistes», et non pas contre la politique ou l'existence de l'État d'Israël, on va dans le sens de Dieudonné. Le sionisme devient un concept a-historique et l'on cherche des spécificités à l'État d'Israël, qui au final n'en a pas tant que ça : l'apartheid n'est pas une invention israélienne, tout comme le colonialisme.

Pour revenir à notre propos, centrer les luttes anticoloniales sur la question palestinienne a pour effet direct d'invisibiliser la plupart des autres luttes de libération nationale. En somme, il y a du monde pour la Palestine, moins pour le Sahara occidental, et le Tibet, tout le monde s'en tape.

Pour conclure, on peut dire que les fascistes de différentes obédiences sont en train de gagner clairement l'hégémonie culturelle. Pour la LDJ comme pour Dieudonné, le sionisme est la question centrale. Et nombre de camarades tombent dans le panneau et en font le centre de leurs luttes.

Il nous faut réinvestir la lutte contre l'antisémitisme. Avoir une attitude décomplexée à l'égard de l'État d'Israël : nous sommes contre tous les États, contre tous les colonialismes, contre toutes les oppressions.

Bali, Groupe Regard noir de la Fédération anarchiste

Lettre ouverte aux manifestants «pro-palestiniens»

Mercredi 30 juillet 2014

Certains d'entre vous sont des habitués, des gauchistes aguerris, politiciens en herbe ou expérimentés, surfant sur une vague qui finira forcément par vous dépasser, qui vous dépasse déjà largement à vrai dire, comme cela arrive toujours aux idiots utiles. D'autres étaient là par hasard ou presque, par le bouche à oreille, avec une cause tellement instrumentalisée par les divers leaders d'opinions que vous vous seriez sentis coupables de ne pas faire votre BA pour les «victimes» comme d'autres donnent quelques euros à la Croix-Rouge, au curé, au rabbin ou à l'imam. Des manifs pleines de drapeaux nationaux, de slogans nationalistes, racistes, aux cris d'*Allahu akbar*, avec des dieudonnistes armés de leurs ananas et des fous de dieu prêts à tous vous sacrifier dès que leur dieu leur ordonnera.

Chauffés à blanc par les provocations des petits nervis de l'extrême droite juive de la LDJ, vous êtes allés manifester, drapeaux palestiniens et pancartes à la main, à Barbès, à Sarcelles et ailleurs, contre la nouvelle offensive israélienne à Gaza. Vous êtes contre «l'injustice» et pour les «victimes». Mais où étiez-vous lorsqu'à Barbès toujours, la police raflait en masse des sans-papiers pour en expulser quelques-uns et apprendre la peur à tous ? Où étiez-vous lorsque la France bombardait Côte d'Ivoire, Libye ou Centrafrique ? Vous dites que vous n'aimez pas que l'on assassine des enfants, car les enfants sont innocents, alors où étiez-vous lorsque l'État qui VOUS gouverne assassinait les enfants de ces pays ? Y a-t-il selon vous des enfants qui ont plus de valeur que d'autres ? La vie d'un enfant palestinien vaut-elle pour vous plus que celle d'un Afghan, d'un Congolais, d'un Birman, ou d'un Israélien ? On ne vous a pas vu vous révolter contre la gentrification dans votre quartier, qui petit à petit est en train de nous foutre à la porte, avec le sourire, on ne vous a pas vu vous révolter lorsque la police nationale française (elle aussi force d'occupation) assassinait ou harcelait au quotidien, on ne vous a pas vu lutter contre les prisons et les centres de rétention qui servent à se débarrasser des pauvres, contre les patrons qui vous exploitent, contre le terrorisme d'État. C'est moins exotique, pour sûr, ça n'a jamais été à la mode et on connaît tout ça déjà trop bien. Mais si c'est l'exotisme que vous recherchez, allez au cinéma, ou

prenez un billet pour le Caire et passez la frontière. Si c'est votre révolte que vous désirez exprimer, alors exprimez-la au moins contre vos oppresseurs directs, ici et maintenant.

Si vous manifestez si nombreux pour le «peuple» palestinien (un peuple et une nationalité inventée en même temps que le «peuple» israélien et son État), c'est peut-être en tant qu'Arabes ? Mais en quoi un Arabe de France est-il plus concerné par la situation gazaouie à l'autre bout du monde que par les assassinats de la police française au coin de sa rue ? Ou alors en tant que musulmans ? Mais quel rapport entre votre religion et le conflit territorial et nationaliste israélo-palestinien ? Peut-être est-ce par internationalisme ? Alors cessez de défendre une nation et un «peuple». Peut-être réagissez-vous en tant qu'êtres humains, ou au nom de la «justice universelle» ? C'est probablement moins pire, mais alors, pourquoi ne réagissez-vous pas lorsque l'on massacre des prisonniers à quelques centaines de mètres de chez vous, lorsque des Roms sont expulsés violemment et que le feu est mis à leur campement de fortune avec la complicité directe du pouvoir, lorsque l'on massacre des femmes au Nigeria, lorsqu'une ethnie en massacre une autre au Rwanda ou en Birmanie, lorsque les milices patronales tirent sur les foules de grévistes en Afrique du Sud ou au Bangladesh ? Pourquoi les centaines de milliers de morts, les inconcevables cruautés perpétrées au Darfour ne vous jettent-elles pas dans les rues de Barbès, de Sarcelles et d'ailleurs ? Plus simplement, pourquoi ne réagissez-vous pas lorsque les flics, les patrons et les politiciens de toute origine vous exploitent, vous volent et vous répriment, ici et maintenant ? Et pourquoi êtes-vous prêts, sous prétexte d'une cause commune, à manifester avec vos ennemis : les politiciens, les religieux et les petits patrons, l'offensive israélienne vous a-t-elle fait oublier que vous étiez des pauvres à qui les riches faisaient la guerre, à coups d'agents immobiliers, de flics et de juges ?

Imaginons un instant que cesse le colonialisme israélien et que la guerre israélo-palestinienne se solde finalement par une victoire des autorités palestiniennes à Gaza et en Cisjordanie. Les Palestiniens pourraient enfin avoir leur siège à l'ONU, leur propre État souverain, avec ses flics palestiniens, ses juges palestiniens, ses prisons palestiniennes, ses diplomates palestiniens, ses patrons palestiniens etc. (et c'est déjà en partie le cas), cela vous rendrait-il plus heureux, plus libres ? Cela rendrait-il les Palestiniens plus heureux et plus libres ? Ce monde de matons, de flics et de fric vous apparaîtrait-il enfin vivable ?

La plupart des Palestiniens et Israéliens que nous avons rencontrés au Proche-Orient ne désirent qu'une chose, vivre en paix, loin des bombes et des militaires, et ils haïssent «leurs» gouvernements. Ils vivent dans le rêve de pouvoir vivre sans la terreur d'une frappe «chirurgicale» ou d'une

roquette au-dessus de leurs têtes et de celles de ceux qu'ils aiment. La plupart des Palestiniens et Israéliens que nous avons rencontrés au Proche-Orient sont résignés à vivre ainsi, puisque cela fait plus de 50 ans que ça dure. La plupart des Palestiniens et Israéliens que nous avons rencontrés au Proche-Orient aimeraient bien que vous les laissiez tranquilles, vous aussi, qui prenez ce conflit que vous ne comprenez pas en otage pour servir des buts politiques et religieux à l'autre bout du monde, ou tout simplement pour vous amuser un peu en manifestant. Mais est-ce vraiment là la meilleure occasion pour s'amuser, alors que des racistes et des fanatiques s'en donnent à cœur joie pour vous récupérer et servir leurs propres agendas politiques sur votre dos ?

Et les quelques Sarcellois qui se sont réveillés un matin du lundi 21 juillet, qu'avaient-ils fait pour que leurs boutiques soient brûlées ? Ils étaient juifs ? La belle affaire... Quelle responsabilité, quel rapport entre eux et la politique israélienne ? La plupart d'entre eux, comme vous, ne connaissent rien à ce conflit et n'ont aucun rapport avec ces deux États. Si vous vous attaquez aux religieux ou aux nationalistes, alors attaquez vous à tous et brûlez tous les drapeaux, ou aucun. Mais nous en avons assez du racisme qui s'exprime dans vos rangs, et de la confusion que vous contribuez à renforcer au service du pouvoir. Que les pauvres se fassent la guerre entre eux, cela l'arrange bien. Que les pauvres se préoccupent de leurs petites identités fragmentées, de leurs petits drapeaux, leurs petits bouts de trottoirs, leurs communautés-prisons, cela arrange tout autant le pouvoir.

Alors, chers camarades, entre guerre civile et guerre sociale, il vous faudra choisir votre camp. Et celui de la guerre sociale ne s'intéresse pas à votre couleur de peau ou à votre identité imaginaire et préfabriquée. Si nous sommes tous révoltés par cette guerre qui semble ne jamais pouvoir s'arrêter, il faut nous poser la question de ce que nous pourrions faire pour l'empêcher, de là où nous sommes, avec nos faibles moyens. Brûler une épicerie cachée, et laisser les profiteurs jouir du racisme entre pauvres et de nos divisions, ou alors attaquer l'État et ses tentacules, tous les États, pour que plus jamais ils ne puissent se faire la guerre entre eux en se servant de nous comme chair à canon ?

Ni Israël, ni Palestine, ni France ! Pour un monde sans États, ni drapeaux, ni frontières, ni patries ni nations.

- Des anarchistes

Contre l'antisémitisme, autodéfense antifasciste et luttes populaires!

L'idéologie raciste progresse globalement dans la société française. L'antisémitisme, que certains ont considéré à tort comme résiduel et en voie de disparition en France suite à la Seconde Guerre mondiale, retrouve une audience de masse ces dernières années. Pour la première fois en France depuis la Seconde Guerre mondiale, des enfants ont été assassinés parce que juifs, à Ozar Hatorah, à Toulouse. Des synagogues ou des commerces juifs sont attaqués, des cimetières et lieux communautaires vandalisés. Des personnes agressées, insultées, parce qu'elles sont juives ou parce qu'elles sont considérées comme telles. Sur Internet, les propos antisémites explosent: la vieille rengaine puante du «complot juif mondial» se propage à grande vitesse par textes et vidéos...

Plus récemment, la diffusion de l'idéologie antisémite a conduit des personnes à s'en prendre à plusieurs synagogues (Aulnay-sous-Bois, Sarcelles, Asnières...), ou à des magasins juifs, en présentant ces attaques racistes comme une manière d'affirmer sa «solidarité avec la Palestine».

L'antisémitisme, un «produit d'importation» ?

Le discours des médias, des politiciens et de différents courants réactionnaires français consiste à présenter ce développement de l'antisémitisme comme «l'importation du conflit israélo-palestinien en France», et désigne les minorités nationales arabes et noires comme vecteurs d'un «nouvel antisémitisme» qui serait une importation, et les musulmans comme intrinsèquement antisémites et hostiles aux juifs et aux juives. Un tel discours permet d'activer des dynamiques racistes et islamophobes qui pointent des «barbares» maléduqués et fanatiques qui importerait la guerre civile sur le territoire français dans leurs bagages de migrants et affaiblit la compréhension du danger antisémite au sein des classes populaires, et au sein même de la minorité nationale juive.

La minorité juive est ainsi pressurée pour se ranger derrière l'Etat français et son idéologie raciste, qui lui est présenté comme un rempart contre d'autres minorités présentées comme de «nouveaux barbares»

Les différents courants du sionisme, quant à eux, amalgament opposition au sionisme et antisémitisme, en considérant que de telles violences sont la conséquence inévitable et logique du mouvement de solidarité avec la Palestine, et de l'opposition avec l'idéologie sioniste. Il s'agit de faire taire toute critique du colonialisme israélien, mais aussi de

pressurer la minorité nationale juive pour qu'elle se solidarise avec le projet colonial israélien présenté comme la seule réponse à l'antisémitisme. La conséquence est également d'isoler la minorité juive des autres minorités opprimées, et de prévenir la formation d'un front commun anticolonialiste et antiraciste des opprimés.

L'antisémitisme, un produit du sionisme ?

Pour certaines franges du mouvement propalestinien, les violences ne seraient que le fait des provocations des fascistes juifs de la LDJ. L'antisémitisme serait le produit des amalgames que font les courants sionistes entre juif, sioniste, et israélien. Or si ces amalgames sont dramatiques et rejoignent les postulats des antisémites, il est faux de considérer le sionisme comme la source de l'antisémitisme, comme il est également faux de considérer que le racisme tient sa source dans les agissements réels, supposés ou fantasmés, de tout ou partie des minorités qui en sont victimes.

Le racisme cherche par contre systématiquement à justifier les éléments de son idéologie par les actes d'une partie des minorités opprimées en les présentant comme la source d'une «réaction raciste» à ce qui exprimerait l'essence de la minorité opprimée.

Ainsi le racisme antimusulmans se présente comme une réaction aux «islamistes», le racisme antirom comme une réaction aux agissements de «Roms mafieux».

Il en est de même des mouvements homophobes/lesbophobes et transphobes qui prétendent ne faire que réagir à la «dictature du lobby LGBT».

L'antisémitisme existait bien avant le sionisme, et la forme qu'il prend actuellement ne diffère pas fondamentalement de la forme qu'il prenait avant l'apparition de l'idéologie sioniste.

Combattre les tendances fascistes et réactionnaires au sein des minorités nationales, y soutenir et développer des tendances égalitaristes, c'est une nécessité. Rendre responsables ces tendances du racisme, c'est une manière d'escamoter la responsabilité des oppresseurs racistes.

L'antisémitisme, une veille passion française

En réalité, c'est bien un contexte économique et social de crise du capitalisme, qui enfonce toujours plus les classes populaires dans la pauvreté et la misère, qui est responsable de la montée du racisme en général, et de l'antisémitisme tout particulièrement. Il s'agit pour les classes dominantes de pointer des boucs-émissaires: alors que les «Noirs», les «Arabes» et les «Roms» voleraient le travail et les aides sociales, les «juifs» contrôlèrent l'économie. Cette réactualisation du vieux refrain sur le complot juif trouve écho dans le développement de nouvelles théories du complot autour des «Illuminati» (qui prennent la place des francs-maçons

d'avant, plus assez à la mode). Et tandis que les classes populaires se font la guerre entre elles, patrons et politiciens sont à l'abri de la colère ouvrière et le système capitaliste et (néo)colonial continue de nous exploiter tous les jours un peu plus durement.

Si, à propos des événements de Sarcelles, on nous vend le mythe d'une France où tout le monde cohabite dans la paix et l'harmonie, c'est oublier l'histoire raciste et coloniale de la France qui a maintenu et maintient toujours ses minorités nationales dans des positions d'infériorité sociale, en les cantonnant aux tâches subalternes, en les discriminant et en les stigmatisant. Ainsi, lorsque des attentats antisémites émaillaient la France en 1980, Raymond Barre pouvait-il déclarer: «*Cet attentat odieux qui voulait frapper les israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic*», manière de se donner un vernis antiraciste tout en maintenant la suspicion sur des «israélites» qui ne seraient, de toute façon, pas vraiment innocents.

Bien au contraire, la haine des juifs et juives et l'oppression de la minorité nationale juive considérée comme un corps étranger, parasite, responsable de tous les maux fait partie intégrante de l'idéologie nationale française et de l'histoire des nationalismes et du fascisme en Europe. Depuis l'affaire Dreyfus, l'antisémitisme est une vieille tradition qui s'exprime en France de façon récurrente: Drumont et son livre *La France Juive*, le régime de Vichy et sa collaboration active à l'Holocauste, le révisionnisme d'un Faurisson, le FN et les déclarations de Jean-Marie Le Pen.

Il a toujours été considéré par l'idéologie nationaliste comme une manière d'assurer la cohésion du corps national français. Il a par ailleurs été historiquement l'un des moyens utilisés pour protéger la bourgeoisie en période de crise, en présentant la minorité juive comme un avatar de classe dominante, niant la classe ouvrière juive.

Du pouvoir colonial au pouvoir néocolonial français: l'antisémitisme comme moyen d'escamoter le colonialisme français

Bien avant la naissance du sionisme, l'antisémitisme est une idéologie de masse en France et dans la sphère coloniale française.

Car l'antisémitisme est également historiquement une stratégie du pouvoir colonial français pour se préserver de la colère des populations colonisées.

Ainsi en Algérie, à l'époque coloniale, la ligue antisémitique multipliait dès le XIXème siècle les conférences et la propagande pour monter les musulmans, et les juifs et juives les uns contre les autres...

Les seconds étant désignés comme responsables des maux coloniaux, les premiers étant pressurés pour qu'ils se solidarisent d'un pouvoir

colonial qui les a pourtant toujours considéré comme extérieurs au corps national.

Aujourd'hui, le pouvoir néocolonial français réutilise les mêmes ficelles, aidé en cela par les courants nationalistes, mais aussi par les fascistes religieux.

Les fascistes religieux, les nationalistes français, notamment le courant regroupé autour de Soral et de Dieudonné, désignent la minorité juive comme responsable de l'oppression des minorités noires et arabes dans les quartiers populaires.

Les juifs et juives sont assimilés à la finance et rendus responsables de la crise, pour détourner ainsi la colère populaire vers une logique de pogrom, et protéger ainsi la bourgeoisie française, mais aussi l'impérialisme français.

Une manière d'éviter toute remise en cause réelle du système capitaliste, de l'Etat, du néocolonialisme. Car plutôt qu'identifier la propriété privée des moyens de production, l'exploitation salariale, la société de classe, le pouvoir bourgeois, la hiérarchie les dominations racistes et patriarcales comme la source de l'oppression que subissent les exploités et les opprimés, une minorité est désignée comme responsable de tous les maux.

Refusons l'instrumentalisation de l'anticolonialisme à des fins racistes ou pour protéger l'impérialisme français

Les médias français, qui taisent les crimes coloniaux français, se focalisent sur les crimes coloniaux israéliens, tout en les présentant comme des actes «d'autodéfense».

Entendons-nous bien: le colonialisme israélien, comme tout colonialisme, est à combattre avec détermination. Notre solidarité va aux populations palestiniennes opprimés et nous dénonçons les crimes coloniaux. Mais en France, c'est en priorité au pouvoir colonial français et à l'impérialisme français qu'il nous faut nous attaquer, faute de quoi l'anti-impérialisme devient une manœuvre de diversion.

De même, notre solidarité doit aller en France à l'ensemble des minorités opprimés par le racisme, dont la minorité juive. La solidarité anticoloniale ne doit pas être un prétexte à la diffusion d'une idéologie raciste.

La solidarité anticolonialiste avec la lutte contre l'occupation en Palestine ne peut se faire efficacement que si nous dénonçons d'abord haut et fort l'impérialisme français.

De la même manière, elle ne peut se faire efficacement qu'en luttant frontalement et en écrasant l'idéologie antisémite et ses manifestations. Non seulement parce que c'est une nécessité antiraciste. Mais également parce que l'antisémitisme, qui existait avant le développement des courants sionistes, ne fait que les renforcer plutôt que les affaiblir. Ce n'est pas parce

que ces courants instrumentalisent l'antisémitisme qu'il faut s'enfermer dans le déni du poison antisémite. Bien au contraire, c'est en montrant par des actes concrets que l'alternative à l'antisémitisme, c'est l'unité antiraciste, l'action révolutionnaire, et non le soutien actif ou passif à un projet colonial, que nous les affaiblirons.

La lutte contre l'antisémitisme n'est pas solvable dans le conflit israélo-palestinien ! C'est une lutte contre toutes les formes du racisme dont nous avons besoin !

Mais la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme n'est pas réductible à une pratique interne de formation antifasciste au sein du mouvement contre la colonisation israélienne, puisqu'il existe aussi en dehors. Certes, il faut veiller à bien séparer mouvement anticolonialiste et antisémitisme mais ce n'est pas suffisant.

L'antisémitisme, comme toutes les formes du racisme, est un piège pour la classe ouvrière et les minorités nationales. Si c'est l'Etat d'Israël qui opprime les Palestiniens sur leurs terres, c'est bien l'Etat français qui opprime ici de concert juifs et juives, Arabes et autres minorités nationales. La lutte contre le (néo)colonialisme ne se cantonne pas au soutien au peuple palestinien. Pour abattre le (néo)colonialisme, la haine raciale ne nous sera jamais d'aucun recours. Au contraire, nous avons besoin de construire des alliances entre les minorités nationales opprimées et les minorités sexuelles, notamment pour contrer les agressions LGBT-phobes, racistes et antisémites qui se multiplient. Nous avons besoin de nous unir autour de nos intérêts communs, sur des bases de classe, pour développer des luttes populaires capables de faire plier nos ennemis communs: Etats et bourgeoisies, quelque soient les identités nationales ou religieuses qu'ils adoptent.

Le 02 août 2014

Coordination des Groupes Anarchistes

Comité Action Palestine : une asso pro-Hamas aux relents antisémites

24/08/2014

Difficile de se positionner sur le conflit israélo-palestinien ces derniers temps, hein ? Comme dans beaucoup d'autres domaines aujourd'hui, le manichéisme semble de mise et la nuance n'est pas bienvenue. Et s'il est plus que justifié de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement français (je me permets d'ailleurs de rappeler que son positionnement est uniquement motivé par ses propres intérêts ; souvenez-vous : nous sommes dans un système capitaliste), il est bon de savoir aussi critiquer *son propre camp*. Dans le cas présent donc, ceux qui dénoncent la politique colonialiste et meurtrière d'Israël et soutiennent les palestiniens, mais tombent dans le schéma réducteur de la Palestine incarnant le Bien et Israël le Mal. Qui plus est, il est également bon de se rendre compte que les soutiens aux palestiniens ne sont pas tous très fréquentables.

Le monde ne se réduit pas à Bien contre Mal.

En tant qu'anarchiste j'ai bien du mal à faire entendre que moi (comme beaucoup d'autres, anarchistes ou non d'ailleurs) la Palestine, je m'en fous. Comme je me fous d'Israël, de l'Ukraine, de la Russie ou de la France. Comme je me fous de la notion d'Etat ou de nation. Je fais avec et ce sont pour moi des choses à détruire, dans leur ensemble et sans distinction.

Ce qui m'importe, celles et ceux qui ont mon soutien – qui est ce qu'il est – ce sont, dans ce cas précis, les Palestiniens ; notamment ceux que l'on n'entend pas et dont on ne relaie pas la parole, ceux qui sont pris entre deux feux, les bombes d'Israël et les menaces du Hamas, et qui veulent simplement vivre.

Et si l'on s'oppose à une vision nationaliste du monde, il faut également éviter de tomber dans la vision simpliste d'une opposition bien contre mal, point de vue et conception religieuses du monde.

Ce sont pourtant et malheureusement, les deux seuls angles choisis par la majorité des partis politiques et des associations pro-palestiniennes pour dénoncer la politique colonialiste d'Israël. A savoir réclamer que la Palestine dispose à nouveau d'un véritable Etat indépendant (en n'abordant jamais la liberté éventuelle qu'ont ou qu'auront les dits Palestiniens au sein de cet Etat, sachant que le Hamas c'est pas vraiment une colo des Francas) et dénoncer Israël comme étant le mal incarné à une échelle, non pas

nationale (on lit d'ailleurs souvent «entité sioniste» en lieu et place d'Etat d'Israël), mais mondiale. Oui, comme sur ces vieilles affiches gerbantes des années 40...

Cette vision simpliste de la situation est, et on l'a vu partout en France, plus que propice à l'immixtion de discours dégueulasses. Car simplifier autant les choses et laisser s'exprimer, même si elle est minoritaire, la parole antisémite a permis à certains individus de glisser facilement de l'antisionisme vers l'antisémitisme, et d'une guerre territoriale et nationaliste vers une guerre de religions.

C'est cet axe qu'a choisi l'association bordelaise **Comité Action Palestine** qui, sous couvert de soutien à la Palestine et de défense de la liberté d'expression (cette dernière étant généralement brandie par les orgas et groupes d'extrême-droite et/ou conspis pour justifier les saloperies qu'ils relaient), n'a apparemment d'autre but que de diffuser la parole antisémite et la propagande islamique intégriste.

Entre intégrisme islamique...

Sur ce second point, son argument est qu'outre «se faire l'écho sur Bordeaux des choix politiques de la résistance», «seuls les Palestiniens décideront de ce qu'ils veulent faire de leur État lorsqu'ils seront libres. Tenir un autre discours, c'est parler à la place des Palestiniens, c'est ne pas respecter leur lutte de libération.» (extraits du texte de la prise de parole du Comité Action Palestine au rassemblement de soutien à la résistance du peuple palestinien du 30 juillet à Bordeaux) Dit comme ça, ça a l'air chouette, ça me parle même à fond ! Mais le problème surgit quand on regarde qui sont «les Palestiniens» pour cette association.

Beaucoup de billets du site sont consacrés au **Jihad Islamique Palestinien**, organisation nationaliste islamiste qui, outre lutter pour l'indépendance de la Palestine et la mise en place d'une république islamique, a également pour but la destruction de l'Etat d'Israël. Fondée au début des années 70 par les Frères Musulmans, l'organisation est proche du Hamas et du Hezbollah dont elle s'inspire en partie, et a aussi parmi ses références les plus connues l'ayatollah Khomeiny.

Une grande place est aussi accordée au **Hamas**, plus connu bien que plus récent (fin des années 80) et également issu des Frères Musulmans. Il veut lui aussi la destruction d'Israël et l'instauration d'un Etat islamique en Palestine. Et l'on peut retrouver dans sa charte des passages clairement antisémites qui reprennent également la théorie du complot sioniste. Ce «lobby» serait, selon cette même charte, derrière la Révolution française... Y est aussi fait référence au faux document Les Protocoles des Sages de Sion. Sans parler de la femme, considérée comme «usine à hommes», c'est à dire pourvoyeuse de chair à canon. Cette charte est lisible dans son

intégralité et dans une traduction effectuée par l'historien et chercheur Jean-François Legrain.

Et ce ne sont pas, en regard, les deux-trois billets du porte-parole de l'Église orthodoxe ou du Front Populaire de Libération de la Palestine (organisation marxiste-léniniste nationaliste, qui croit en la lutte des classes, et donc aussi dans les prolétaires israéliens) qui peuvent atténuer le parti-pris du Comité Action Palestine. Bien essayé, mais non.

...et antisémitisme complotiste.

Outre cette vision très particulière de la «résistance» palestinienne, le CAP a choisi de relayer des «soutiens» à la Palestine tout aussi particuliers (c'est-à-dire s'inscrivant dans cette même ligne antisémite), en la personne de Dieudonné d'une part, et de Jean Bricmont d'autre part.

Dieudonné n'a malheureusement plus besoin d'être présenté. Antisémite notoire qui a réussi à faire passer son business et sa soif d'argent pour un pseudo-engagement politique. Si le CAP a défendu le personnage lors de l'interdiction de son spectacle «Le mur» ce n'est pas par hasard, ni par bonté d'âme. Défendre l'immonde Dieudonné revenait pour le CAP à se défendre lui-même puisqu'il diffuse, comme le «comique provocateur», la théorie du «complot sioniste». Voici pour exemple un extrait tiré d'un de leurs communiqués, publié sur leur site, sur cette «affaire» :

«Une juridiction suprême a vassalisé toutes les institutions françaises. Elle n'a aucune légalité ni même aucune existence incarnée dans un organe d'Etat. Mais elle est présente dans des institutions, dans des associations et sa force de frappe réside surtout dans son influence médiatique. Elle est difficilement identifiable comme entité organisée et reconnue, et pourtant elle juge, délibère et sanctionne quiconque ose la moindre critique à l'endroit du projet de liquidation du peuple palestinien. Elle réduit au silence ou à la mort sociale toute personne qui exprime une opinion hérétique. Partout elle a placé ses juges, ses censeurs et sa police de la pensée. Elle a placé une armée de valets dans toutes les positions stratégiques au sein des institutions. Son arme absolue: le chantage à l'antisémitisme. Cette juridiction suprême est le sionisme.»

Jusqu'aux deux dernières phrases, on croirait le résumé d'un épisode d'X-files...

Jean Bricmont, moins connu, est un essayiste belge qui aime à utiliser ce tour de passe-passe intellectuel dont sont friands les confusionnistes et qui consiste à affirmer que c'est l'antifascisme qui crée le fascisme, l'antiracisme le racisme et, donc, le juif qui crée l'antisémitisme. Bricmont, sorte de sous-Michel Collon, est souvent «classé» à gauche. Mais quand Bricmont sort la carte de la «liberté d'expression», c'est toujours pour défendre des antisémites ou négationnistes comme Dieudonné bien sûr,

mais aussi Robert Faurisson ou Vincent Reynouard ; étonnant, non ? D'ailleurs, toujours selon Bricmont «*il faut combattre avant tout le discours de culpabilisation (sur l'holocauste) et libérer la parole non juive (sur la Palestine), c'est-à-dire soutenir tous les hommes politiques, tous les intellectuels et tous les journalistes que l'on fait taire au nom de la «lutte contre l'antisémitisme», lorsqu'ils disent quelque chose de critique sur Israël*» (dans un entretien publié le 4 mai 2008 sur le site conspirationniste Le Grand Soir). En dénonçant «*l'extraordinaire influence sur notre vie politique des réseaux pro-israéliens*» (extrait d'un billet, toujours sur Le Grand Soir, dans lequel Bricmont tente de se défendre suite à l'article de Réflexes sur le procès Dieudonné) Bricmont mets les deux pieds dans le complotisme antisémite remis au goût du jour par le négationniste – qui se dit de gauche – Paul-Eric Blanrue qui, dans son livre *Sarkozy, Israël et les juifs*, parle de «*réseaux pro-israéliens*» pour moderniser et rendre plus acceptable ce que les complotistes et antisémites appelaient jusqu'ici le «lobby juif».

De l'importance de bien se renseigner avant de répondre présent à une mobilisation.

Soutenir la résistance, fût-elle armée, est une chose (que, dans l'absolu, je peux également défendre) ; la réduire aux seules organisations religieuses extrémistes me semble par contre assez problématique. Même remarque dans le choix des Occidentaux que relaie le CAP et qui ne font qu'étaler leur antisémitisme en guise de soutien. Ces deux axes choisis par le CAP pour «soutenir» les Palestiniens sont très clairs et révélateurs sur le positionnement de cette association qui, en soutenant une religion contre une autre, se situe plus dans le domaine religieux que politique. Il est certes difficile de ne pas prendre en compte la dimension religieuse dans les conflits et révoltes arabes, mais de là à soutenir le Hamas...

A chacune et chacun de voir maintenant si, en répondant aux appels et en se joignant aux rassemblements organisés par le Comité Action Palestine, elle ou il est d'accord pour apporter sa voix à une lutte pour l'instauration d'un Etat palestinien islamique intégriste et nationaliste et contre, non pas le nationalisme israélien, mais un «lobby juif mondial» imaginaire. Et à chacune et chacun de voir si elle ou il se sent à l'aise aux côtés de soraliens, comme me l'a rapporté un manifestant bordelais qui s'était retrouvé dans le «mauvais» rassemblement à Bordeaux à la mi-juillet.

Il est tout à fait possible de soutenir les Palestiniens et de dénoncer la politique d'Israël sans pour autant cautionner le Hamas et l'antisémitisme. N'y a-t-il vraiment pas d'autre alternative que de devoir choisir entre un régime colonialiste meurtrier et un régime religieux totalitaire qui s'avérerait tout aussi meurtrier une fois en place ? Le Hamas est tout aussi dégueulasse que le Tsahal, la seule différence est l'arsenal militaire quasi

inexistant pour le premier. Mais en quoi cela devrait-il pour autant le rendre plus sympathique aux yeux des militants quand on sait que son seul but n'est pas la libération d'un peuple mais la volonté de prendre le pouvoir pour asservir celui-ci ?

Pour finir, un petit détail «rigolo». Cette association semble gérée (ou cogérée) par un chargé de mission de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Aquitaine, chargé de la Lutte contre les discriminations. Oui, oui.

Le Comité Action Palestine n'est qu'un exemple local d'association trompeuse qui diffuse de la merde sous couvert de soutien au peuple palestinien, mais ce type d'organisations – comme celle dont le nom commence par Euro et finit par Palestine – pullulent partout en France. Soyez vigilants.

- Bordeaux Bordel

<http://bordeauxbordel.antifa-net.fr/comite-action-palestine-une-asso-pro-hamas-aux-relents-antisemites/>

- Sommaire

Présentation	1
Nécessaire retour en arrière :	
Des manifs contre la guerre en Irak de 2003 aux attaques de synagogues et de magasins juifs en 2014	3
Anatomie d'une agression	6
(Réné Monzat , Ras l'Front, avril-mai 2003)	7
Lettre ouverte à la CNT Vignoles (29 mars 2003)	10
Réponse d'un membre du Bureau confédéral et d'une nouvelle lettre	11
Plus fort que Spiderman et Batman réunis	12
Quelques précisions d'Eric Krebbers à propos de «Dix conseils...»	14
Dix conseils pour éviter les pièges antisémites et isoler les racistes (Eric Krebbers et Jan Tas)	15
Pourquoi le KPD et le SPD furent-ils si désemparés face à l'antisémitisme nazi ?	19
Kautsky et les Juifs	36
Le sionisme, l'antisémitisme et la gauche interview de Moïse Postone	38
Moïse Postone : Un autre automne allemand	46
Mise au point sur la question du "révisionnisme" (Jacques Wajnsztein)	51
De la question antisémite (Bodo Schulze)	56
Ramadan avec Dieudonné et Soral: vers l'antisémitisme ? (Memorial 98)	63
Dieudonné: l'antisémitisme, l'affaire du siècle pour gagner sa place au soleil (Opération Poulpe)	67
Vergès, un salaud baveux (Luftmenschen)	74
La Dieudosphère, bien plus vaste qu'elle n'en a l'air (Luftmenschen)	76
Médine et Dieudonné (Brasiers et cerisiers)	85
Tariq Ramadan: pourquoi sa bigoterie a un arrière-goût de quenelle	87
L'antisionisme franchit le mur du Çon	92
BDS, Carrefour et le «je vous laisse deviner»... de France Palestine	94
Antisionisme: halte à la récupération de l'extrême droite (Opération Poulpe)	98
De l'Affaire Dreyfus à l'incident Yardeni : la haine des bourgeois juifs (et beaucoup moins des autres), une vieille tradition de gauche	101
Selon l'OCL, le CRIF serait une puissance occulte qui commanderait les 91 conseillers de la communauté Est-Ensemble de l'Ile-de-France	106

Les «antisionistes» sont, eux eux aussi, victimes du «mal de mer» !	109
Sur les sources de l'antisémitisme de gauche	113
L'argent, les banques, le complot («sioniste») : un anticapitalisme de façade à vertu fédératrice (Jacques Wajnsztein)	130
Nicolas Bourgoïn, «propalestinien», «anti-impérialiste», «antisioniste de gauche» et surtout docteur en falsification	131
Confusion «antisioniste» et opportunisme d'extrême gauche	134
Mme Bouteldja falsifie CLR James au service d'un «antisémitisme progressif»... imaginaire !	141
Quelques précisions sur le contexte des rapports entre Juifs et Noirs américains	144
Pourquoi il faut lutter contre l'antisémitisme au sein des manifestations en faveur de Gaza	146
De Badiou, philosophe mao-banal, à sa calamiteuse alliée, Cécile Winter, à propos d'Israël-Palestine,	150
Critique de l'anti-impérialisme et critique de l'antisionisme (Initiative communiste-ouvrière)	155
- Quelques points de vue anarchistes récents	
sur l'antisémitisme	161
Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais (Non Fides),	163
Le théorème parfait de la guerre civile (Non Fides),	167
Avec les opprimés toujours ! Avec les antisémites et les confusionnistes jamais ! (Antifascistes Anarchistes Autonomes)	169
Antisémitisme, antisionisme et révolution (Pierre Liebrecht)	172
La Shoah (Pierre Sommermeyer)	177
Questionnements sur et autour d'un ouvrage (Pierre Sommermeyer)	181
Le conspirationnisme : danger et impasse d'une critique sociale (IAL)	193
Les pièges antisémites (Bali, Fédération anarchiste)	209
Lettre ouverte aux manifestants «pro-palestiniens» (Non Fides)	212
Contre l'antisémitisme, autodéfense antifasciste et luttes populaires (CGA)	215
Comité Action Palestine : une asso pro Hamas aux relents antisémites (Bordeaux bordel)	220

Pourquoi *Ni patrie ni frontières* ?

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.» EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise: les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme

ou de la bourgeoisie; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore: l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

- À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

- Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de

textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée: le patriotisme d'organisation. Le célèbre: RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Il présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'elle paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Septembre 2002

-Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Revues (photocopiées)

N° 1 : *Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €*

N° 2 : *Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €*

N° 3 : *Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €*

N°4/5 : *États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €*

N° 67 : *Les syndicats contre les luttes ? – athéisme et religion (2003), 10 €*

N° 89 : *Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)*

N° 10 : *Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €*

N° 11-12 : *Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)*

N° 13-14 : *Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €*

N° 15 : *«Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €*

N° 16-17 : *«Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €*

N° 18-19-20 : *Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)*

Revues (imprimées)

N° 21-22 : *Offensives réactionnaires : Sarkozy – blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskyistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €*

N° 23-24 : *Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €*

N° 25-26 : *Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€*

N° 27-28-29 *Gauchisme postmoderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €*

N° 30-31-32. *Travailleurs contre bureaucrates (18761968), 12 € (2010)*

N° 33-34-35 *Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€*

- N° 36-37 Inventaire de la confusion (2011), 10 €
- N° 38-39 De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €
- N° 40-41 Soulèvements arabes (2012), 10 €
- N° 42-43 Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €
- N° 44-45 Nos tares politiques, tome 2 (2014). Antisémitisme de gauche et antisionisme, 10 €
- N° 46-47 Nos tares politiques, tome 3 (2014), Inceuvables négationnistes ! «Ultragauches», libertaires et antisémitisme : un long aveuglement (1948-2014), 10 €

Brochures :

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste féministe (2002, 4 €)

Anthologies et livres :

- Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»* (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
- Compil' 3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €
- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Compil' 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil' 5 : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Compil' 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes (anthologie), 12 €
- Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
- *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
- Patsy, Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010, 12 € (épuisé)
- G. Munis, Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948), 400 p., 2012, 12 €
- Michel Roger, Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels, 326 p., 2012, 12 €
- Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €

– L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires, 332 p., 2013, 12 €

COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'» 1 à 6.

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

- Des altermondialistes aux Indignés :

Bilan provisoire

Avril 2012 – N° 3839 – 10 €, mai 2012

L'altermondialisme commence à avoir une longue histoire et est présent dans de nombreux pays. Ce numéro tente de dresser un bilan provisoire, partiel et partial, en évoquant les lignes de force idéologiques qui font consensus au sein du «mouvement des mouvements», au-delà des divergences multiples, profondes ou superficielles. Nous republions plusieurs textes du groupe néerlandais De Fabel van de illegal, du Cercle social et de *L'Oiseau Tempête*, qui, il y a dix ans, avaient fort bien perçu les limites et les faiblesses de l'altermondialisme. Leurs critiques n'ont, hélas, pas été démenties par les faits.

La revue présente ensuite trois points de vue différents sur le mouvement des Indignés, deux assez sévères et le dernier plus dans le questionnement. Nous ne prétendons pas, bien sûr, épuiser dans ce numéro l'étude de ce récent produit dérivé de l'altermondialisme.

Les camarades néerlandais du groupe Doorbraak nous racontent leur première campagne contre le travail obligatoire aux Pays-Bas, ce laboratoire de toutes les politiques antisociales en Europe.

Nous abordons ensuite la façon dont les milieux d'extrême gauche ont réagi face à la tuerie de Toulouse, en niant sa dimension antisémite, comme à leur habitude, et en s'alignant sur la version des médias et du pouvoir selon laquelle Mohamed Merah aurait été un «fou», un «sociopathe», un «psychopathe» et/ou un «loup solitaire». Ou bien en cherchant désespérément une explication dans une abracadabrante théorie du complot.

Nous publions deux textes des *Luftmenschen*, l'un sur la signification des attentats commis par le fasciste norvégien Anders Behring Breivik, l'autre sur «les racines et les excroissances du négationnisme». Ces deux articles tentent d'expliquer ce qu'est le néofascisme aujourd'hui et quelles sont ses influences idéologiques.

Nous lançons quelques pistes sur la question de l'antisionisme en soulignant certains éléments peu connus, en tout cas peu discutés, de son histoire, qui à notre avis permettent de mieux saisir les *Limites de l'antisionisme* de gauche actuel.

Enfin, nous publions un article sur les proximités idéologiques entre Alain Soral et Hassan Iquioussen, texte qui éclaire les convergences surprenantes entre les extrêmes droites «gauloise» et «musulmane» en France. Prix: 10 euros

- *Sur les soulèvements arabes*

Ni patrie ni frontières n° 4041, 10 €, juin 2012

Ce numéro porte essentiellement sur les révoltes dans les pays arabes. La première partie, la plus longue, contient deux imposantes brochures du groupe Mouvement communiste («Tunisie: Restructuration à chaud de l'État après une tentative d'insurrection incomplète» et «Égypte: Compromis historique sur une tentative de changement démocratique»), qui tentent de nous donner quelques clés sur ce qui s'est passé dans ces deux pays en 2011.

En dehors de nous fournir une chronologie précise, une bibliographie, et de nombreuses données statistiques, ces articles essaient de décrire et comprendre les forces sociales et politiques en présence. Les auteurs partent d'un point de vue de classe et non de considérations sur le «conflit des civilisations» ou le retard «culturel ou anthropologique» des Arabes comme le font certains esprits distingués.

Qu'ils approuvent ou pas le parti-pris marxiste orthodoxe de Mouvement communiste et le fait que ces camarades placent au centre de leurs espérances l'auto-organisation et les luttes des prolétaires, les lectrices et lecteurs de cette revue disposeront d'analyses sociales, historiques et économiques solides, loin de tout triomphalisme gauchiste et de toute naïveté tiersmondiste.

L'idéal aurait sans doute été de publier un recueil de traductions d'articles écrits par des groupes ou des individus militant sur place, malheureusement cela ne nous a pas été possible – cette fois-ci.

La seconde partie de la revue, beaucoup plus polémique que la première, commence par souligner la complicité des régimes de Chavez et Castro avec les dictatures de Bachar al-Assad et Mouammar Kadhafi, complicité dont les fondements économiques et financiers ont apparemment échappé aux «anti-impérialistes», aux altermondialistes de tout poil, au *Monde Diplomatique*, à Acrimed, etc. Bref, à tous ces militants qui sont prêts à payer 1 500 billets d'avion pour montrer leur solidarité avec les Palestiniens soumis au colonialisme israélien, mais pour qui les 10 000 morts (et le compteur macabre continue à tourner à toute vitesse) massacrés en quelques mois par le régime «anti-impérialiste» syrien, soutenu par Castro et Chavez, leurs idoles, n'est qu'un «point de détail»...

Un article rappelle la complicité de tous les partis de l'Internationale socialiste avec les régimes de Ben Ali et de Moubarak, car les militants ont souvent la mémoire courte, très courte.

Deux textes proposent quelques définitions provisoires des modalités du racisme, des différentes formes de discriminations, mais aussi de termes comme ceux de culture, peuple et civilisation.

Enfin, nous nous interrogeons sur la pertinence de certaines déclarations du philosophe Cornelius Castoriadis à propos du monde arabo-musulman. Cette réflexion est née d'une discussion avec un collectif de «castoriadiens» (Lieux Communs). Le débat a tourné court et s'est mal terminé, mais il aura au moins permis de révéler que, même chez des individus «radicaux» qui prétendent avoir un esprit critique ; qui affirment échapper à tous les pièges des modes intellectuelles réactionnaires ; qui dénoncent ce qu'ils appellent avec hauteur le simplisme, l'inculture et le sectarisme de l'extrême et de l'ultra gauche, eh bien, même chez ces individus-là, on trouve des pulsions xénophobes bien enracinées et des raisonnements racialisants, parfaitement ordinaires, sous un vernis intellectuel propre à épater les gogos.

Au nom du droit à la critique de la religion, de l'islam et de l'islamisme, d'une dénonciation justifiée des régimes dictatoriaux dans les pays dits arabo-musulmans, et au nom d'une prétendue nouvelle pensée «révolutionnaire» favorable à «l'autonomie» (tarte à la crème, déjà avariée, venue remplacer l'autogestion des années 60 et 70, idéologie désormais inutilisable) et à la «démocratie», ces individus tombent en fait dans les pièges les plus grossiers que nous tendent les politiciens, les médias et les intellectuels au service du pouvoir.

Triste époque...

- Nos tares politiques, tome 1

Audela de l'allusion et du jeu de mots contenus dans le titre de ce numéro divisé en deux volumes, «Nos tares politiques», souligne notre responsabilité collective face à un certain nombre de maux qui sévissent dans l'extrême gauche et l'ultragauche, comme dans les milieux anarchistes et libertaires.

Nous n'avons jamais eu aucune sympathie pour l'omerta, le copinage ou les excuses faciles que beaucoup d'entre nous trouvent à des «camarades» ou des compagnons qui se livrent à des commentaires nationalistes, racistes, sexistes ou xénophobes, mais que l'on s'obstine à considérer comme de «braves types», dans l'erreur, dévoués, courageux, intelligents, cultivés, etc.. Le catalogue d'excuses est inépuisable.

Les organisations «révolutionnaires» ont toujours du mal à admettre qu'elles puissent être infestées par les mêmes travers que les autres et à trouver des moyens d'en débattre honnêtement et publiquement.

Elles défendent un programme, une méthodologie, une philosophie voire une «science» marxistes, donc toute oppression raciste, homophobe ou sexiste est «évidemment» bannie de leurs rangs théoriquement, mais est aussi jugée quasi impossible pratiquement.

Dès que l'on touche à certains discours automatiques, à certains mantras, les aboyeurs de l'extrême ou de l'ultragauche se mobilisent pour répandre un flot continu de calomnies et empêcher toute remise en cause et toute discussion.

Et lorsqu'on dénonce les rapprochements entre certains individus dits de gauche ou d'extrême gauche et des cercles d'extrême droite, la violence verbale passe à son maximum: «flics de la pensée, méthodes staliniennes, provocatrices», rien n'est épargné à celles et ceux qui pointent vers des convergences non seulement «objectives» (dixit le maître en manipulation Alain de Benoist), mais aussi vers des convergences amicales, souvent de longue date, insérées dans une stratégie où l'on se demande sans cesse si les «idiots utiles» de gauche ou d'extrême gauche qui jouent avec l'antisémitisme, l'anti-impérialisme réactionnaire, le «souverainisme» ou l'hostilité à l'immigration ne sont pas finalement des calculateurs cyniques.

Tome 1, 244 pages, 10 euros

Tome 3 : 190 pages, 10 euros

- *G. Munis: De la guerre civile espagnole à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948) Textes politiques – Œuvres choisies*
Tome I, 12 €, 2012

G. Munis n'est pas très connu en France, même si plusieurs de ses ouvrages sont déjà parus dans ce pays. Ce premier volume de ses œuvres choisies retrace son évolution théorique, du trotskysme le plus orthodoxe à des positions plus proches de ce qu'il est convenu d'appeler les Gauches communistes – ce que les journalistes désignent sous le nom d'«ultragauche».

Les documents réunis dans ce volume couvrent la période 1937-1952, année où G. Munis est incarcéré par le franquisme. C'est une période marquée d'abord et avant tout par la guerre civile espagnole, puisque Munis se trouvait à Barcelone, où il tenta, avec une poignée de militants, de construire une organisation révolutionnaire ; la prison et les tortures en Espagne, puis l'exil en France et enfin au Mexique ; sa collaboration avec Trotsky à Mexico ; la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de résistance et les discussions que ces événements provoquèrent au sein des groupes trotskystes ; la naissance des démocraties populaires et la construction d'un glacis autour de l'URSS considérée désormais par Munis comme un capitalisme d'Etat ; la naissance de la guerre froide et les problèmes nouveaux qu'elle posa.

Toutes ces questions peuvent paraître lointaines, voire dépassées, mais elles sont toujours actuelles. Il suffit de voir avec quelle rapidité la crise mondiale que nous subissons provoque de nouveau, à gauche comme à droite, des discours antiallemands ou antichinois, l'apologie du protectionnisme, ou au contraire les appels au renforcement des structures politiques de l'impérialisme européen, pour vérifier que le poison du nationalisme est toujours là, même si l'URSS et ses satellites ont disparu et même si le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale en Europe ne semble, pour le moment, pas crédible.

La lecture de ces textes, en grande partie inédits en français et en tout cas introuvables, a aussi un autre intérêt: nous faire découvrir les écrits d'un homme qui n'a jamais abdiqué son combat pour le communisme, qui ne s'est vendu ni aux staliniens, ni à la social-démocratie, ni à la bourgeoisie, et a su rester fidèle à ses convictions.

Prix 12 €

- Michel Roger : *Les années terribles (1926-1945). La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, 12 €, 2013

Où l'histoire d'ouvriers italiens émigrés obligés d'échapper au fascisme rejoint l'histoire, la grande Histoire !

«Suivre l'évolution politique de la Fraction italienne de la Gauche communiste et de ses membres, nous conduit à comprendre les questions politiques qui se posent à la classe ouvrière après l'effondrement de l'Internationale communiste et à appréhender autrement, et de façon plus vivante, le XXe siècle.

«Le lecteur d'aujourd'hui pourra aborder ainsi les questions politiques fondamentales posées par la dégénérescence de l'Internationale communiste, des partis communistes et l'échec de la révolution russe qui a entraîné la montée du fascisme, du stalinisme et la guerre d'Espagne pour enfin aboutir à l'horreur absolue de la guerre impérialiste mondiale jusqu'à l'enfer atomique à Hiroshima et Nagasaki.

«C'est au quotidien et parfois dans leur corps que ces ouvriers italiens, nos camarades, ont subi cette vie de proscrits à travers l'Europe où tous les gouvernements y compris le gouvernement russe, les pourchassaient. Restés fidèles à l'internationalisme prolétarien, malgré les horreurs de cette période, les camps de concentration que certains ont connus, la relégation dans les îles pour d'autres, ils ont combattu pour nous léguer une méthode critique et vivante du marxisme et de la théorie révolutionnaire. En réaction contre l'hystérie nationaliste de la Résistance, ils ont encore eu la force de créer le Parti communiste Internationaliste en Italie en 1944 et la Fraction de la gauche communiste de France.»

Michel Roger

- L'enfer continue De la guerre de 1940 à la guerre froide - La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires (1942-1953)- Textes à l'appui avec des écrits politiques de Jean Malaquais

L'enfer mondialisé ! Nous ne sommes pas uniquement «*condamnés à vivre dans le monde où nous vivons*», nous devons sans cesse revenir sur notre histoire, l'histoire du mouvement ouvrier. Nous gagnerons un avenir uniquement parce que nous aurons réinvesti notre passé pour le dépasser en l'assimilant. L'analyse minutieuse et la critique sans concession de ce passé et des erreurs commises par nos camarades sont les seuls gages permettant de dépasser la situation présente. Nous constatons forcément, à la lecture de l'histoire passée, que leur situation politique n'était pas meilleure que la nôtre. Loin s'en faut !

«J'ai été jeté dans la vie en plein brasier révolutionnaire, écrivait Marc Chirik en 1949. C'était les années glorieuses de la Révolution d'Octobre ! Depuis, cela va faire trente ans que j'ai parcouru physiquement et moralement tous les degrés du calvaire du prolétariat. J'ai suivi personnellement ce mouvement rétrécissant qui va de la III^e Internationale à l'Opposition de Gauche, de l'Opposition à la Gauche italienne pour aboutir aux petits groupes qui sont les nôtres aujourd'hui. Dans l'histoire et même dans l'histoire d'une classe, trente années c'est peu de choses, mais pour un pauvre diable c'est presque toute une vie.» (Lettre à Jean Malaquais)

La Gauche communiste internationale et la Gauche communiste de France (GCF) nous apprennent à penser librement en remettant en cause nos certitudes et en observant les modifications survenues au sein du capitalisme mondial, qui favorisent la tendance au capitalisme d'État. Elles nous apprennent à nous situer d'abord au niveau international et à celui de la classe ouvrière, pour analyser des situations. Avec la GCF apparaît pour la première fois en France un courant de gauche dans le mouvement communiste, courant rattaché aux tendances de la Troisième Internationale qui ont été critiquées dans les années 20 par Lénine dans son ouvrage *La maladie infantile du communisme*.

En publiant cet ouvrage, nous adressons un salut tout spécial aux membres de la Gauche communiste de France qui ont vécu ce que décrivait *Programme Communiste* dans un article à la mémoire du camarade Ottorino Perrone qui venait de disparaître en 1957. «*Pour affronter un tel désastre (la contre-révolution et la guerre), il fallait aux militants une loyauté envers le prolétariat, un désintéressement, un mépris de la popularité et même, devant les m*

Prix : 12 €

Livres imprimés sur des papiers labellisés

FSC

Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 3^e trimestre 2014

Achévé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal

Artizanord n° 203

42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille

[www. imprimerieclip. com](http://www.imprimerieclip.com)

N° d'impression 07100227